

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES INSTITUTIONS POLITIQUES
DU MAROC
DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Thèse en vue du Doctorat en Droit
présentée et soutenue

par

Mohammed Ehssan TARAKI

Juin 1965

Doctorat d'Université de Lyon

JURY : Président M. le Professeur PELLOUX

Suffragants M. le Professeur CADART

M. le Professeur GARAGNON



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553428_0038

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES INSTITUTIONS POLITIQUES
DU MAROC
DEPUIS L'INDÉPENDANCE

Thèse en vue du Doctorat en Droit
présentée et soutenue

par

Mohammed Ehssan TARAQI

Juin 1965



JURY : Président M. le Professeur PELLOUX

Suffragants M. le Professeur CADART

 M. le Professeur GARAGNON

A MON PERE ET A MA MERE

Je leur dois tout. C'est un grand plaisir de leur offrir ce travail, humble témoignage de mon affection et ma gratitude.

A MES MAITRES.

A NOTRE PRESIDENT DE THESE :

Monsieur le Professeur PELLOUX

Professeur à la Faculté de Droit et
des Sciences Economiques de Lyon.

Il nous a fait l'honneur de diriger notre travail. Nous le remercions respectueusement de la confiance qu'il nous a témoignée en nous proposant le sujet de notre thèse.

Qu'il veuille bien trouver ici le modeste témoignage de notre reconnaissance.

A messieurs les Professeurs CADART et
GARAGNON.

Professeurs à la faculté de Droit et
des Sciences Economiques de Lyon.

Leur accueil généreux et leurs conseils précieux ont été pour nous un guide et un réconfort constants.

LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU MAROC DEPUIS L'INDEPENDANCE.

I N T R O D U C T I O N.

=====

Le Maroc, qui a connu déjà une très longue histoire, peuplé de Berbères à l'origine, est le plus favorisé des pays de l'Afrique du Nord. Il est situé au nord-ouest de l'Afrique et constitue le Maghreb extrême, entre le Sahara, la Méditerranée et les hauts plateaux steppiques. Vaste (500.000 km²), son climat méditerranéen d'une part et sa situation géographique saharienne d'autre part, font de ce pays une terre de contrastes et de contacts.

I. - HISTOIRE SOMMAIRE.

Le Maroc subit l'influence des Carthaginois puis la domination des Romains au temps de Juba II. Finalement sous le nom de Mauritanie tingitane (Tanger), il devint une colonie romaine en 42 après J.C. Les Romains y implantèrent leur organisation civile et militaire, jetèrent les bases d'une vie urbaine développée : ils fondèrent plusieurs villes, dont la plus célèbre fut Volubilis.

En 429, les Vandales venus d'Espagne conquièrent le Maroc, puis en 534, Bélisaire le reconquit au nom de Justinien.

En 620, les Wisigoths occupèrent le pays. Enfin, la conquête arabe commença en 861 ; c'est l'époque de l'islamisation de ce pays. L'Islam a uni les Berbères du Maroc qui avaient déjà souffert de leurs divisions et de leur particularisme dans un cadre de vie rude et de mœurs farouches. L'idée de la communauté musulmane représentait un grand essai pour unir les organisations rurales et urbaines dans le cadre d'une unité supérieure. L'Islam fit pénétrer l'idée de l'autorité puissante du calife sur le plan politique.

A cette époque le Maroc était annexé à l'Empire Omeyyade de Damas.

La dynastie chérifienne des Idrissides (VIII^e et IX^e siècles) créa une unité politique marocaine, fondée sur un gouvernement central musulman. Ensuite, le pouvoir retomba entre les mains des différentes tribus berbères et une fois de plus les rivalités familiales et les disputes entre les tribus recommencèrent. La dynastie des Zenata (X^e siècle) comme celle des Sanhadja, ruina le pays dans le désordre né des rivalités entre les tribus. Mais, après la fin du X^e siècle, à la suite de l'occupation du pays par les dynasties berbères des Almoravides et des Almohades (XI^e et XII^e siècles), le Maroc retrouva son unité. Ce sont les Almoravides qui fondèrent un gouvernement central sur le type espagnol, mais ils furent battus par la dynastie des Almohades. Le chef de cette dynastie, Ibn Toumert, un Berbère, excita un certain nombre de tribus contre les Almoravides et enseigna à ces tribus une doctrine fondée sur l'unité divine. Par là le mouvement almohade était dirigé vers une nouvelle fidélité à la tradition islamique et en réaction

contre la conduite des Almoravides. Ainsi les Almohades envahirent le pays et répandirent pour la première fois l'Islam à l'Occident. Le Maroc a connu sous le règne de cette dynastie, la paix et la prospérité.

Au début du XIII^e siècle la dynastie des Mérinides s'installa au Maroc et régna jusqu'à 1554.

Cependant au XV^e et au début du XVII^e siècle, avec l'utilisation de nouvelles routes commerciales et l'installation des Turcs en Afrique du Nord, s'ouvrit une période de crise pour le Maroc. Le pays s'enfonce dans l'anarchie et l'immobilisme et c'est juste le moment où l'Europe, sous l'influence des grandes découvertes et de la Renaissance, accueille les temps modernes.

A la suite des découvertes portugaises et espagnoles et de la concurrence maritime, le commerce des caravanes à travers le Sahara va diminuer dès la fin du XV^e siècle et cela va augmenter les difficultés et les désordres.

Les Saâdiens règnent alors = ils sont venus d'Arabie et ont d'abord développé leur puissance dans le "Sous" avant de prendre le pouvoir. Mais pas plus que leurs prédécesseurs, les Saâdiens ne purent résister aux crises de succession (sur onze sultans saâdiens, huit périrent assassinés) et à l'agitation des tribus.

De vastes groupements religieux et ethniques se formèrent échappant à l'autorité du Sultan .

Ensuite les chérifs alaouites, la dernière dynastie chérifienne, développèrent leur pouvoir dans le Maroc oriental et

occupèrent le pays de Fès en 1666. Le premier chef de cette dynastie était Moulay er Rachid. Après lui, son frère "Moulay Ismaïl" prit le pouvoir. "Moulay Ismaïl" (1672-1727) est le plus célèbre des Sultans marocains. Il réorganisa le Maroc, entretint une importante armée, mena une lutte sans merci contre les tribus insoumises, envoyant ses colonnes à travers le pays, s'efforçant de tenir les régions pacifiées par la construction de Kasbahs qui ceinturent les territoires montagneux. Il a repris Medhia, Tanger, Larache et enfin Arzila. Ces expéditions ne lui faisaient pas négliger son goût de la bâtisse. A Meknès, s'élevèrent des mosquées, des palais, des bains, un ensemble confus de bâtiments désordonnés, sans originalité, où sont simplement repris et exagérés les thèmes classiques de l'architecture hispano-mauresque.

"Sous son règne, se multiplient les relations avec la France. Moulay Ismaïl s'efforça sans résultats, de nouer avec elle une alliance politique contre l'Espagne. L'épisode le plus pittoresque de ces relations est la demande en mariage de la princesse de Conti en 1699. Ce n'est pas sans beaucoup d'exagération qu'on l'a appelé le Louis XIV marocain." (1)

La mort de Moulay Ismaïl montra bien qu'il était irremplaçable. C'est en 1757 qu'après des luttes suscitées par la succession de Moulay Ismaïl que Sidi Mohamed ben Abdallah (1757-1790) put rétablir partiellement l'ordre.

(1) J.L. Miège : "Le Maroc" Que sais-je ? édition 1962
p. 36.

Après la mort de Ben Abdallah, Moulay Sliman (1792-1822) accéda au trône du Maroc. Moulay Sliman voulait à tout prix isoler le pays plus qu'avant des puissances européennes. L'interdiction fut notifiée aux Marocains de voyager à l'extérieur, des entraves furent apportées aux déplacements des voyageurs européens, cependant que les agents diplomatiques étaient relégués à Tanger.

Entre les années 1822 et 1859 c'est Moulay Abd er-Rahman qui régnait. Il n'a pas cherché à gêner l'installation des troupes françaises en Algérie, pendant l'occupation de ce pays. Mais, après la fuite au Maroc de l'Emir Abd El Kader, le Sultan est obligé de tenir compte du sentiment de ses sujets, ainsi sa politique évolue. Un incident de frontière en mai 1844, l'envoi par Guizot d'un Ultimatum et c'est le conflit, marqué par le bombardement de Tanger et de Mogador et la bataille d'Isly. Après la défaite des troupes marocaines dans cette bataille et l'occupation de Mogador, le gouvernement français impose la convention de Tanger du 10 septembre 1844 par laquelle Moulay Abd er Rahman s'engage à ne plus protéger et soutenir l'Emir Abd El Kader et le traité de délimitation des frontières de Lalla-Marnia. Devant ces incidents l'Angleterre se montra fort attentive, surtout aux choses qui se passaient au Maroc. On le vit au moment du bombardement de Tanger par les Français et à nouveau lorsque son intervention obligea, en 1862, les Espagnols à évacuer Tetouan qu'ils venaient d'occuper. Les rivalités européennes s'affirmaient au Maroc. En 1856, la Grande-Bretagne signa avec le Sultan un traité d'amitié, de commerce et de navigation ; en 1860 l'Espagne signe un traité de paix et en 1862 la Belgique un traité de commerce.

Sous le règne de Moulay Hassan en 1873 ces rivalités allaient prendre un caractère aigu. La conférence de Madrid (1880) fut réunie pour régler la question de protection au profit des principales puissances. Cette conférence a aiguisé l'appétit des puissances européennes. Ainsi avec grand peine et et par l'intervention de la France, intéressée au maintien du Statu quo, Moulay Hassan put, en 1892, écarter le traité de commerce, quasi protectorat, économique, proposé par l'Angleterre et, en 1893, échapper à une guerre avec l'Espagne.

Après la mort de Moulay Hassan, le jeune Sultan, son fils, Abd El Aziz, allait ouvrir, par ses imprudences, "la question marocaine".

La crise financière obligeait le Maroc à des emprunts de plus en plus coûteux. L'Emprunt de 1904 contracté auprès d'un consortium de banques françaises groupées par la banque de Paris et des Pays-Bas entraînait l'installation dans les ports marocains de contrôleurs français. Ainsi pour la première fois un pays étranger intervenait dans les affaires administratives marocaines.

L'ETABLISSEMENT DU PROTECTORAT AU MAROC.

La France pour protéger ses intérêts au Maroc, devait d'abord désintéresser les puissances européennes = on peut signaler les accords avec l'Italie en 1900, surtout avec l'Angleterre, puis avec l'Espagne en 1904. Restait l'obstacle allemand. L'Allemagne portait un intérêt de plus en plus grand à l'empire chérifien.

La conférence d'Algésiras de 1906 établissait l'égalité économique des puissances européennes au Maroc. D'après cette conférence l'Espagne et la France avaient des droits particuliers. Un certain nombre d'incidents comme l'assassinat du Docteur Mauchamp à Marrakech, le massacre d'ouvriers européens à Casablanca, en juillet 1907, et les pillages dans la ville provoquèrent l'occupation du port et d'Oujda.

L'Allemagne protesta contre cette "violation de l'acte d'Algésiras". L'incident des déserteurs de la Légion, arrêtés au moment où, avec l'aide du consul allemand, ils cherchaient à s'embarquer à Casablanca, en septembre 1908, envenima les rapports. Le gouvernement allemand exigea des excuses; le Gouvernement français la révocation du consul.

En novembre 1908 pourtant un compromis fut signé et l'accord de février 1909 donnait naissance à une sorte de condominium économique.

Le nouveau Sultan Moulay Hafidh, frère d'Abd El Aziz, qui luttait toujours contre l'intrusion européenne, étant pris entre l'anarchie des tribus, les intrigues des puissances européennes et les difficultés financières, fit appel à la France (avril 1911). Le général Moinier occupait la ville de Fès. En même temps, les troupes espagnoles s'installaient à Larache et à El Ksar Kébir. L'Allemagne, qui estimait cet acte français contraire aux accords de 1909, se livra à une démonstration armée dans les eaux d'Agadir. Mais, après des négociations difficiles, la France par le traité du 4 novembre 1911, cédait au Congo français un territoire de 27.500 Km² et son protectorat au Maroc était, en échange, reconnu. Le traité de protectorat du 30 mars 1912 avec Moulay Hafid fut signé. Notons que la France n'était pas seule à établir sa puissance au Maroc, car l'Espagne y était déjà en tenant Melilla depuis 1497 et Ceuta depuis 1580 et revendiquait Ifni.

Aussi l'accord du 3 octobre 1904 de la France avec l'Espagne était un accord secret d'après lequel une zone d'occupation serait réservée dans le nord du pays à l'Espagne au cas où la France s'installerait au Maroc. Le traité du 27 novembre 1912 entre ces deux pays délimitait les frontières de cette zone et prévoyait pour la ville de Tanger un régime spécial qui fut déterminé par une convention à Paris le 18 décembre 1923 entre l'Angleterre, l'Espagne et la France : ainsi le Maroc se divisa-t-il en trois zones de statut différent : la zone espagnole, la zone française et la zone internationale de Tanger.

Au sud la France, en établissant son protectorat, garantissait, par le traité du protectorat de 1912, la sauvegarde de la situation religieuse, les traditions islamiques et le prestige historique du Sultan et s'engageait à protéger le trône et la personne du Sultan contre tout danger qui les compromettrait. La France devait rester au Maroc jusqu'en novembre 1955 - C'est la date où le pays accéda à l'indépendance -

LA CRISE FRANCO-MAROCAINE ET L'INDEPENDANCE DU MAROC

Pourtant dans les années qui ont précédé l'indépendance du Maroc, un certain nombre d'incidents se produisirent qui ne furent pas sans effet sur les relations Franco-Marocaines. Jusqu'à la guerre mondiale, le Maroc a mené une vie presque paisible. Pourtant entre 1926 et 1930 sur l'initiative du Protectorat, le jeune Sidi Mohammed - alors sans l'expérience nécessaire à son métier de Sultan (Moulay Youssef, mort le 18 novembre 1927 n'avait pas désigné d'héritier présomptif et Sidi Mohammed son troisième fils alors 18 ans, lui succéda avec l'aide du Protectorat) - scella un dahir, "le dahir berbère", qui changea le climat politique du pays.

Ce dahir instituait des tribunaux coutumiers en première instance et en appel dans les régions de statut coutumier, il établissait la compétence des tribunaux français pour les crimes commis dans les mêmes régions, ainsi que, pour les affaires immobilières où un ressortissant français était parti. Ces dispositions heurtaient gravement les jeunes Marocains à un triple point de vue = d'une part en soustrayant une importante partie de la population musulmane du Maroc à la justice des cadis ; d'autre part en confiant une partie des affaires judiciaires berbères aux tribunaux français et enfin en rompant ostensiblement l'unité morale de l'Empire chérifien. Notons que la plupart des tribus berbères montagnardes, tout en se convertissant à l'Islam, avaient conservé leur organisation judiciaire traditionnelle. A la suite de cet événement des manifestations furent déclenchées et des mouvements nationalistes prirent naissance. Les notables et les jeunes gens des villes demandaient que la loi musulmane soit appliquée dans l'Empire tout entier. Plusieurs hebdomadaires et journaux furent lancés par les nationalistes au Maroc et à l'Etranger.

Allal El Fassi (2), El Ouezzani, Balafrej et quelques autres s'efforçaient de toucher, d'enrégimenter la masse et d'organiser des réunions, notamment à l'occasion de l'anniversaire du dahir berbère.

Surtout les nationalistes tentaient de se concilier les faveurs du jeune Sultan. En 1930, à la suite du dahir berbère il n'était guère populaire auprès d'eux ; mais ils s'aperçurent vite que Sidi Mohammed gardait un grand prestige aux yeux du peuple, sa neutralité apparente et ses tendances populaires le représentaient comme un véritable "caïd" (guide) des nationa-

(2) Allal El Fassi créa plus tard en 1943 le parti d'Istiqlal et El Ouezzani fonda le P.D.I en 1946.

listes. Ceux-ci organisèrent des manifestations publiques en l'honneur du "Roi". Mais tout ceci se passa dans le calme et sans grand incident jusqu'à la guerre mondiale. La défaite française de 1940 ne modifia pas la situation. Mais la propagande des Allemands et plus tard celle des Anglais contre la France et le gouvernement de Vichy agissaient sur les Marocains et diminuait le prestige de la France à leurs yeux. Le débarquement américain au Maroc du 8 novembre 1942 et la défaite des troupes françaises amenèrent les Marocains à négliger les autorités françaises. Le Sultan, déjà inspiré par les tendances de son peuple, sentait le moment venu de s'émanciper. Cette tendance se manifesta à la conférence d'Anfa entre le président Roosevelt, le premier ministre Churchill, les généraux de Gaulle et Giraud. C'est à ce moment-là que Sidi Mohammed prit contact avec le président Roosevelt le 22 janvier 1943, en l'absence de tout représentant de la France. Pour la première fois il s'entretenait avec un grand personnage étranger en dehors de la présence du Résident Général ou de quelque autre officier français. Le Sultan savait que Roosevelt s'efforcerait de relâcher les liens qui unissaient le Maroc à la France et le ferait bénéficier de l'aide technique et financière des Etats-Unis. Après cet entretien, le Roi était transformé et il avait un nouvel horizon devant lui, un nouvel avenir pour son pays.

A cette époque (1943) où l'atmosphère était devenue de plus en plus lourde : le parti de l'Istiqlal (créé quelques semaines avant la fin de 1943 par Allal El Fassi) avait déclaré l'indépendance marocaine le 11 janvier 1944. La déclaration était remise au Sultan, au Résident Général et aux Consuls Généraux des Etats-Unis et de Grande-Bretagne avec une lettre d'envoi. Ce document intitulé : "Manifeste du parti de l'Istiqlal", comportait notamment les points essentiels suivants :

"Le Maroc avait toujours constitué un Etat libre et souverain et il a conservé son indépendance pendant 13 siècles jusqu'au moment où le régime du protectorat lui a été imposé. Les autorités du protectorat ont substitué à ce régime, un régime d'administration directe et d'arbitraire au profit de la colonie française... Considérant que le Maroc constitue une unité homogène qui, sous la direction de son Souverain, prend conscience de ses droits et de ses devoirs tant dans le domaine interne que dans le domaine international et sait apprécier les bienfaits des libertés démocratiques qui sont conformes aux principes de notre religion et qui ont servi de fondement à la constitution de tous les pays musulmans.

Ainsi le parti décide de demander l'indépendance marocaine dans son intégrité territoriale sous l'égide de sa Majesté Mohammed Ben Youssef et de solliciter de son Sultan de prendre la tête du mouvement réformiste et nationaliste et laisse à sa Majesté le soin d'établir un régime démocratique comparable au régime de gouvernement adopté dans les pays musulmans d'Orient."

Pendant plusieurs jours les Français ne réagirent pas contre cette déclaration. Mais les Marocains réagirent immédiatement. Des manifestations eurent lieu dans les villes ; le mot magique d'indépendance faisait son effet. Car ce mot, l'indépendance, fut prononcé ouvertement pour la première fois.

Le Sultan ne perdit pas de temps pour réagir. Il désigna un comité ministériel de trois membres avec mission de prendre contact avec le Comité directeur du parti et avec la Résidence Générale pour examiner les conséquences pratiques à tirer du "Manifeste du parti Istiqlal".

La Résidence se déclarait disposée à étudier un plan de réformes dans le cadre de traité de 1912 du protectorat.

Le Comité du parti de l'Istiqlal affirmait qu' "aucune réforme véritable" ne pouvait être accomplie, si ce n'est "dans le cadre d'une souveraineté unique".

Vers la fin du mois de janvier 1944 la situation changea brusquement. On arrêta quatre militants nationalistes dont trois : Balafrej, Yazidi et Abd-el-Aziz ben Driss, avaient signé le manifeste de l'Istiqlal du 11 janvier.

Le 29 janvier 1944 la foule se déchaîna à Rabat et elle commença par massacrer les Français ; ainsi on avait en réalité provoqué un incendie et creusé un fossé profond entre les Français et les Marocains.

Le parti de l'Istiqlal reprend son action. Après avoir critiqué les réformes envisagées par la Résidence, il organisa des manifestations en l'honneur du Sultan pendant son séjour à Marrakech en février et mars 1945. Le Souverain y fut sensible et témoigna sa sympathie aux nationalistes. Ainsi une étroite liaison entre le Souverain et les nationalistes s'affirmait. Le Souverain les laissait mener le jeu, évitant de se compromettre.

Le 10 avril 1947 le Sultan prononça un important discours à Tanger où il parla de l'avenir brillant du Maroc, de ses droits, de son attachement à l'Islam et au monde arabe, en particulier à la Ligue arabe, et où il omit la phrase finale qu'il avait accepté d'ajouter à son discours à la demande du Résident Général et où il adressait un bref compliment à la France.

Le Sultan, ainsi, prenait l'offensive de manière retentissante, se posait pour la première fois en chef avoué du nationalisme marocain.

Le Gouvernement français estima que son représentant à Rabat avait subi un camouflet qui lui enlevait toute autorité

et il désigna le 14 mai 1947 le Général Juin comme nouveau Résident au Maroc. Celui-ci insistait sur la valeur du traité de 1912 et sur la nécessité que l'ordre règne au Maroc. Mais en même temps, il déclarait que ce traité n'était pas intangible et devait être adapté à l'évolution du pays, évolution raisonnable et prudente, mais aussi rapide que possible. Il esquissa et établit une collaboration avec les éléments modérés de l'Istiqlal (qui deviendront membres du conseil du Gouvernement) et les personnalités marquantes du Maroc d'autrefois, comme le Pacha de Marrakech et le cherif el-Kittani. Il favorisa la naissance de partis politiques favorables à la France comme le Parti Démocrate Marocain et le Parti du Peuple Marocain.

Pourtant la situation ne s'améliora pas dans les années 1948 et suivantes. Le Sultan ne signait pas les mesures législatives ou administratives qui lui étaient proposées. Sur la base de la constitution de 1946 le Gouvernement français voulut considérer que les pays de protectorat faisaient partie de l'Union française ipso-facto, sans que rien ne fût changé pour autant à leur statut. Le Sultan contesta cette interprétation.

En 1951, le Général Juin demanda au Sultan de désavouer le parti de l'Istiqlal ou de renoncer au trône. Mais le Sultan, s'excusant de ne pouvoir condamner l'Istiqlal, accepta de se séparer de ceux de ses collaborateurs qui faisaient partie de l'Istiqlal. Mais il n'y avait pas là une solution. D'après M. Le Tourneau : pourtant le gouvernement français "ne pouvait pas considérer l'opération comme une victoire. En effet, la France, en mettant ou en laissant mettre en cause la présence de Sidi Mohammed sur le trône chérifien avait elle-même porté un rude coup au traité de 1912, qu'elle défendait si vigoureusement par ailleurs..." (3)

(3) Le Tourneau : "Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane" 1961 p. 272

La désignation du général Guillaume à la place du Général Juin, n'améliora pas la situation marocaine.

Les nationalistes tournèrent leur activité vers l'extérieur où ils prodiguèrent leurs efforts pour s'assurer l'appui non pas seulement des pays arabes mais des Etats-Unis, des pays Scandinaves et du plus grand nombre possible de républiques sud-américaines. De son côté le Sultan ne restait pas inactif. Dans son discours du trône du 18 novembre, il exprima l'espoir que de nouvelles négociations avec la France aboutissent à "un accord qui garantirait au Maroc sa pleine souveraineté et établirait ses relations avec la France sur de nouvelles bases." Puis le 14 mars 1952 il adressa au Président de la République Française une note dans le même sens. Dans sa réponse, le gouvernement français offrait des aménagements de détail, relançait la réforme municipale et insistait sur le caractère mixte franco-marocain de la gestion du Maroc. Tout ceci troubla de plus en plus la situation.

La plupart des responsables de la Résidence avaient bien conscience de se trouver dans une impasse, mais ne voyaient plus qu'un moyen d'en sortir : détrôner le Sultan, maintenant qu'ils avaient décapité l'Istiqlal.

Mais qui devait remplacer le Sultan de manière à calmer les inquiétudes ? D'abord on songeait à un changement de dynastie et on parlait d'une "restauration Idrisside" ; notons à ce propos que le cherif Kittani était un Idrisside.

Un prétendant, suscité par el-Kittani et el-Glaoui, se tenait prêt à accepter le pouvoir : il s'agissait d'un proche parent du Sultan, Sidi Mohammed Ben Moulay ARABA. Moulay ARABA était un vieillard courtois et sans ambition, qui avait mené jusqu'alors la paisible existence d'un bourgeois de Fès.

Sidi Mohammed Ben Youssef était exilé et le nouveau Sultan ne put nullement imposer son autorité et son prestige. M. Le Tourneau formule dans son livre le jugement suivant : "En déposant le Sultan, le 19 août 1953, la France avait elle-même violé les engagements qu'elle avait pris en 1912 vis à vis de la famille chérifienne." (4)

Le seul but, désormais, des nationalistes marocains c'était d'obtenir le retour du Souverain brusquement devenu légendaire.

Les troubles et le terrorisme continuaient sans cesse d'aggraver la crise et pendant ce temps le peuple marocain des villes ne se contenta pas de participer au terrorisme en faisant le silence autour de ses leaders ; il se prit d'un amour de plus en plus vif pour son Souverain exilé.

Au contraire les qualités exceptionnelles du nouveau Sultan ne comptaient pas aux yeux de nombre de ses sujets, car ils le considéraient comme un usurpateur qui manifestait trop de docilité à l'égard des Français et qui était comme un jouet aux mains des conjurés de Marrakech.

Il devint bientôt évident que la politique marocaine était dans une impasse et que le seul moyen d'en sortir était de faire revenir Sidi Mohammed Ben Youssef.

Le Gouvernement Français changea de nouveau son Résident général au Maroc. M. Lacoste qui avait succédé au général Guillaume en 1954, fut remplacé par M. Grandval le 20 juin 1955. Mais au mois de juillet 1955, de nouveaux incidents graves se produisirent à Marrakech et à Meknès.

(4) Le Tourneau : "Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane". 1961 p. 236.

A la suite des événements très graves, comme le massacre des Français au moment du second anniversaire de la déposition de Ben Yossef, le gouvernement français décida de poursuivre des entretiens avec divers représentants de l'opinion marocaine : on se mit d'accord sur l'envoi à Antsirabé de représentants du gouvernement, chargés de prendre contact avec Sidi Mohammed Ben Yossef pour négocier son retour en France, et sur l'institution d'un conseil du trône, composé de trois membres d'horizons politiques différents, qui formerait un gouvernement de transition.

M. Grandval démissionna et fut remplacé par le général Boyer de Latour le 31 Août 1955.

Le mois de septembre 1955 se passa en négociations compliquées pour obtenir que Moulay Arafa abandonnât de lui-même la partie.

Enfin, après bien des attermolements, Moulay Arafa quitta Rabat pour Tanger le 1^o octobre, laissant le trône chérifien.

Le 15 octobre, enfin, le Résident Général parvenait à mettre sur pied un conseil du trône où figuraient le Grand Vizir, l'ancien Pacha de Sefrou, Si Bokkaf, un caïd berbère peu connu, Tahar, Pacha de Salé et Si-Sbini. Mais ce projet ne fut pas poursuivi et il était désormais évident que Mohammed V allait remonter sur le trône.

Enfin le 6 novembre 1955 un communiqué commun est publié à l'issue des entretiens du ministre français des Affaires Etrangères avec le Sultan Mohammed V du Maroc au château de St Cloud, selon lequel le Maroc aura le statut d'un Etat indépendant. Enfin le 2 mars 1956 une déclaration commune précisait la reconnaissance solennelle par la France de l'indépendance marocaine.

Ainsi, ce qui est considérable aux yeux des lecteurs de l'histoire marocaine et honorable pour les Marocains, c'est qu'en dépit des influences étrangères qu'il a longtemps subies, le Maroc est resté toujours fidèle à ses traditions islamiques et à ses notions institutionnelles historiques qui sont demeurées toujours chères auprès du peuple et des jeunes dirigeants du pays. Aussi ces aspirations du peuple sont-elles constamment animées par les nationalistes marocains pendant et après les années de l'établissement du protectorat au Maroc.

Ainsi les notions de pouvoir souverain, de consultation des Ulémas ou docteurs, et bien d'autres institutions politiques musulmanes sous des formes diverses ont joué un rôle réformateur considérable dans la théorie et la pratique. Rappelons que pour étudier l'idée de parlement et surtout celle du Sultan ou "Calife" dans la tradition islamique il faut se référer aux sources du droit en Islam et ainsi dégager la source du pouvoir du Sultan ou Khalifat au Maroc.

II. - LES SOURCES DU DROIT ET L'INSTITUTION DU CALIFE AU MAROC.

1. - Sources du droit :

On se trouve à cet égard à l'origine en présence du "Coran" la parole de Dieu ou "Kalam ellâ". En Islam tout d'abord c'est Dieu qui est législateur suprême et sa parole est la loi pour la communauté islamique. C'est Mohammed, le prophète qui a transmis aux hommes les lois édictées par Dieu ; c'est là l'objet de la mission prophétique en son sens plénier. Donc la première source de droit c'est le "Kalam ellâ" ou coran, car Dieu est le Législateur par excellence. Ensuite comme le prophète est

le bien aimé de Dieu et son Envoyé (5) en tant que transmetteur de la parole divine et Guide de l'Humanité, le titre de législateur lui conviendra également. Comme l'a écrit très justement M. Gardet : "Au Coran seul appartient le magistère législatif proprement dit, toute loi, ou plutôt tout règlement particulier devant toujours tendre à n'être qu'une explication des lois coraniques", "Lois, ajoute-t-il, dont la Sunna, la coutume - c'est-à-dire les traditions du Prophète recueillies par ses compagnons - est comme l'illustration, la mise en pratique privilégiée. La Sunna, de ce fait, reçoit valeur de jurisprudence suprême". (6)

Ainsi comme Mohammed est le prophète de Dieu, chacun de ses gestes et chacune de ses paroles se trouve en quelque sorte sous une influence divine et constitue une explication des données du Coran et forme d'ailleurs un ensemble de règles recueillies sous le nom du "Hadith".

Après le Coran et la Sunna viendra le "Ijmâ" (7), la troisième source qui est le consensus de la communauté né de l'effort personnel d'interprétation des plus compétents.

Cet effort personnel qui permettra aux docteurs religieux de résoudre les cas en question est basé si possible sur les

(5) "Croyez en Allah et en son Envoyé (VII, 158)

(6) Louis Gardet : "La cité musulmane - vie sociale et politique" p. 109

(7) C'est une source très importante pour le développement du droit islamique selon les exigences du temps et du lieu. Pour M. Iqbal le fameux docteur religieux d'Islam, Ijmâ est vraiment une assemblée législative. Lire Zikria "L'Islam et la démocratie" p. 44-45 1958.

textes révélés ou du moins sur la raison ; c'est la définition même du "Ijtihad" qui occupe une place importante dans l'élaboration future de la pensée musulmane. L'Ijmâ est source de droit pour toute question dont la solution est nécessaire ou fort profitable à la communauté.

L'Ijtihad est à la base de tout exercice du pouvoir judiciaire musulman. Ainsi imaginons un cas qui ne peut être réglé ni par le Coran, ni par la Sunna ni par Ijmâ, là un effort d'interprétation personnelle des docteurs s'impose. Cet effort c'est-à-dire l'Ijtihad, n'est pas un corps constitué, doté d'un vrai pouvoir législatif formé des représentants de la communauté, mais un effort des docteurs ayant pour mission, à titre personnel, de dégager des règles de droit pratique. En même temps on se réfère souvent au raisonnement par analogie ou "Qiyas". Mais si celui-ci apparaît insuffisant il faut y suppléer par une opinion personnelle (Ray), appuyée d'ailleurs, autant que possible, sur une analogie proche ou lointaine, ou par le principe de la préférence en vue du bien (Istihsan) et de l'utilité publique (Maslaha) ou même par des emprunts au droit coutumier (Orf) non islamique.

L'Ijmâ qui est un accord de la communauté, constitue une mise en oeuvre du principe d'égalité en Islam. Ainsi le grand problème posé à la mort de Mohammed, concernant la désignation de son successeur à la tête de la communauté fut résolu par la voie de "Ijmâ". L'importance de l'institution califale en Islam, à la tête de la communauté provient de ce consensus ou "Ijmâ". La tradition islamique ainsi établie, a admis que le calife remplace le Prophète. Rappelons que le Coran ne contient aucun développement sur l'élection qui devait être faite après la mort de son premier chef. Le Prophète ne désigna pas son successeur au Gouvernement, ne voulant pas empié-

ter sur le choix que Dieu inspire au peuple. L'Ijmâ a établi cette tradition pour les pays musulmans ainsi que pour le Maroc. Ensuite la tradition constitutionnelle du calife est reprise par les Sultans qui ont succédé aux califes. Il convient d'étudier brièvement cette institution politico-religieuse dans la tradition marocaine.

2. - L'Institution califale.

A. Mode de désignation : C'est sur la question califale que la communauté islamique dès l'an 37 de l'hégire, (657 de l'année chrétienne) se divisa en 3 groupes, qui ne devaient plus se réunir (8)

- Dans la théorie Sunita (orthodoxe), le calife doit être légitimement élu ou désigné au sein de la tribu du Prophète de Quraych (et non obligatoirement de sa famille).

- Autour d' "Ali" se sont groupés les chiïtes pour lesquels le calife ne peut être régulièrement choisi que parmi les descendants de Mohammed par le sang. (9)

D'après les Chiïtes la charge califale est un devoir divin absolu qui appartient aux "Gens de la maison" ou (Ahl-al-Bayt) seuls.

(8) La bataille de Siffin qui apposa les partisans de "Ali" gendre et cousin du Prophète, aux partisans de Muawiya, proclama, peut-on dire, le seul principe d'unité qui allait demeurer malgré les schismes : ce ou ces exemplaires du Coran, ou feuillets d'exemplaires, qui, attachés aux lances des soldats de Muawiya, arrêteront net les hostilités. (Louis Gardet : La cité musulmane. Vie sociale et politique p. 153)

(9) Pierre Rondot : "L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui". Edition 1958, p. 175

B. La désignation dans les faits : Un fait après les quatre premiers califes ; (Abou-Bakr, Omer, Othman (10) et Ali), c'est le règne de la force. Après l'assassinat d' "Ali", les Musulmans qui demeurent orthodoxes tiennent pour Muawiyah. Muawiyah transporte la capitale de l'Islam de Médine à Damas, dont il était antérieurement gouverneur. Le calife Omeyyade fait figure de chef d'Etat beaucoup plus que d'Imâm. Il substitue pour le choix du calife, le principe de l'hérédité à celui de l'élection. Il désigna son fils aîné comme successeur (11). Le Maroc est conquis par cette dynastie de Damas. Mais, en effet le Maroc n'avait pas encore adopté la théorie d'hérédité des Omeyyades pour la désignation du calife. Après la défaite de la dynastie Omeyyade en 750 c'est la dynastie abbasside qui a pris le pouvoir dans le monde musulman. Le Souverain "Haroun al Rachid" est un grand calife qui a illustré cette dynastie. A cette époque les Arabes furent complètement chassés du Maroc, mais en 786 Moulay Idriss échappe au massacre des descendants du Prophète par les Abbassides qui gouvernaient en Asie, et passe au Maroc. Sous les dynasties des Idrissides, des Almoravides, des Almohades, des Mérinides, il y avait fréquemment des conflits de tribus et absence de règle fixe de succession. Mais dans le fait le

(10) Othman et Ali sont assassinés ; le premier dans les conflits nés du problème du choix du calife, le deuxième par les Kharijites.

(11) Cette tradition devenue stable dans une certaine mesure, est posée pour la première fois par Muawiyah, existe actuellement dans les régimes royaux musulmans notamment au Maroc.

système de la désignation califale flottait entre l'hérédité (désignation par le calife de son fils de son vivant) et l'élection (désignation par la communauté). Cependant les chérifs alaouites maintinrent une certaine stabilité à partir de leur arrivée au pouvoir en 1666 et ce sont eux qui se fondèrent sur le choix canonique du Sultan par les Ulémas. Mais cette stabilité a été brisée, sous le règne de certains rois de cette dynastie, par les luttes de succession et les rivalités des chefs des tribus.

Malgré toutes ces rivalités, persiste une certaine notion de l'institution califale.

Rappelons qu'en fait il n'y avait pas de distinction entre les califes et les Sultans en ce qui concerne leur mode de désignation et leur pouvoir. Au Maroc traditionnellement les Sultans exerçaient le même pouvoir que leur prédécesseur. Ainsi l'institution du sultanat est héréditaire de celle de califat. En Islam le statut du calife, la fonction califale - ce commandeur des croyants "Amir al Mominin" - est bien définie.

C. La séparation des pouvoirs et la fonction califale : Comme nous venons de le signaler, le calife est le chef de l'exécutif. Mais il convient de savoir comment les pouvoirs sont aménagés.

En Islam, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont nettement séparés. La "séparation des pouvoirs" est basée sur une théocratie et les trois pouvoirs relèvent dans leur application terrestre, d'agents distincts : textes scripturaires (Coran et Sunna) pour le législatif, tout croyant capable d'Ijtihad pour le judiciaire et enfin le calife pour l'exécutif.

Le "Qadi" (12) est un fonctionnaire du calife, mais en tant que sa fonction regarde l'ordre public. Le pouvoir que lui assigne le calife est non le pouvoir de juger (il le tient de Dieu seul), mais le pouvoir d'exercer sa judicature sur telle ou telle partie du "dâr al Islam" (13)

- les fonctions califales : En Islam le calife ou Sultan est à la fois chef spirituel et temporel. Son pouvoir est affirmé par le Coran et la Sunna (14). Il est un délégué du peuple. Ses pouvoirs en tant que chef de l'exécutif sont réglés et contrôlés par "Ijmâ" par lequel la communauté est représentée. Les Ulémas, représentants de la communauté, gardent un droit de contrôle continu sur ses pouvoirs de telle sorte qu'il ne puisse agir contre la loi. Il a en effet deux catégories de fonctions.

- Fonctions spirituelles et fonctions temporelles.
Le calife ou Sultan possède la plénitude de l'autorité religieuse. Il dirige la prière. Le "Khotba", marque de l'investiture canonique, se dit en son nom dans la mosquée.

Il doit conserver et garantir les principes islamiques et doit veiller à ce que les croyants observent ces principes. Il doit conduire la guerre sainte (Jihad). Il doit percevoir la dîme ou l'aumône légale et protéger les orphelins et les invalides (15).

Sur le plan des fonctions temporelles, le Sultan comme le calife traditionnel n'a pas le pouvoir législatif. Il ne dispose que du pouvoir réglementaire. D'après la nouvelle constitution marocaine du 7 décembre 1962 les pouvoirs du Roi sont bien définis.

(12) le juge.

(13) Territoire d'Islam

(14) voir plus loin pages 88 et suivantes.

Conscient des exigences du temps, le Maroc en établissant sa constitution, a amélioré ses institutions publiques en les adaptant à la situation actuelle. Ainsi il a franchi un grand pas pour créer les institutions démocratiques modernes. D'après la tradition de la démocratie islamique, le pouvoir du chef de la communauté (Le Roi) est soumis - en tant que chef d'un Etat musulman - d'une part aux prescriptions coraniques, de la Sunna et de l'Ijmâ, et d'autre part à la volonté de la nation. Notons tout de suite que la consultation est un devoir pour le Sultan musulman : il a l'obligation de prendre l'avis de la communauté et la communauté a l'obligation de donner son opinion (16). C'est ainsi que, lors de l'investiture de sa majesté Hassan II comme héritier du trône, on a fait appel au peuple. Quand les Ulémas eurent agréé cette proposition du Sultan vivant, Hassan II fut reconnu comme l'héritier du trône. Aussi notons que, d'après la constitution marocaine actuelle, les pouvoirs du Roi sont prépondérants. Il préside tous les conseils de l'Etat (conseil des ministres, conseil supérieur de la promotion nationale et du plan) nomme à tous les emplois civils et militaires, commande les forces armées, ratifie les traités, dispose du droit de grâce et possède trois prérogatives essentielles :

(16) Coran S III. 153 : "Consulte les musulmans dans leurs affaires". et un Hadith rapporté par Ibn Hanbal s'exprime ainsi : "Vous connaissez mieux vos affaires d'Ici-bas... tout ce qui concerne votre religion me revient, pour tout ce qui regarde votre vie de chaque jour, vous le savez mieux que moi."

- Le Roi nomme le premier ministre et les ministres et met fin à leurs fonctions.

- Le Roi peut dissoudre la chambre des représentants et possède le droit de soumettre au référendum tout projet ou proposition de loi, mais pour les projets, après délibération des chambres.

- "Lorsque l'intégrité du territoire national est menacée, ou que se produisent des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles, le Roi peut proclamer l'état d'exception " (17)

Cet état d'exception, comme le mentionne également l'article 35, permet au Roi de "prendre les mesures qu'imposent la défense de l'intégrité territoriale et le retour au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles".

Cette prépondérance du Roi peut s'expliquer actuellement par la voie que le Maroc doit suivre afin de réaliser un but essentiel : l'éducation démocratique progressive de la masse sous la conduite de son jeune Roi.

En effet, le Maroc, après son indépendance, se trouvait devant le problème de la modernisation et de la démocratisation du pays selon les exigences des temps modernes. Il devait accéder à la maturité politique, définir et limiter avec précision les pouvoirs traditionnels du Sultan - qui ne l'étaient

(17) Article 35 de la constitution marocaine dont nous parlons plus loin pages 96 et suivantes.

pas ainsi depuis des siècles - et les harmoniser avec les aspirations d'un régime monarchique basé sur les institutions démocratiques. Ainsi les institutions déjà anciennes et les structures héritées du protectorat ne correspondaient plus à la situation actuelle et aux aspirations d'une nation désormais maîtresse de son destin. Dès lors on tâchait d'adapter le droit musulman (le Charâ) aux conditions sociales et historiques du Maroc contemporain.

Actuellement le Maroc est doté d'une constitution qui, selon les vœux de Mohammed V, devait comporter "des institutions démocratiques issues d'élections libres, fondées sur le principe de la séparation des pouvoirs, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, reconnaissant aux Marocains de toutes confessions, les droits du citoyen et l'exercice des libertés publiques et syndicales".

Depuis l'Indépendance jusqu'à la promulgation et la mise en oeuvre de sa première constitution, le Maroc a connu un certain nombre d'événements politiques sous le règne de S.M. Mohammed V et S.M. Hassan II dont les réalisations constituent une nouvelle page dans l'histoire de l'évolution démocratique des institutions politiques de ce pays. L'étude de ces événements fait l'objet de notre premier chapitre.

D'après la constitution actuelle, le Roi dispose des pouvoirs extrêmement larges que nous venons de résumer. Le Gouvernement est responsable devant le Roi et le Parlement ; il veille à l'exécution des lois, dispose de l'administration, a l'initiative de la loi, exerce par l'intermédiaire de son chef un pouvoir réglementaire. Notre deuxième chapitre est consacré à l'étude du Roi et son Gouvernement.

La place du peuple dans le régime actuel du Maroc, sa

participation aux élections et aux référendums, les libertés publiques reconnues aux citoyens et enfin l'organisation et le rôle des forces politiques dans le système marocain, constituent le troisième chapitre de notre étude.

Face à un Roi doté des pouvoirs prépondérants, le Parlement se compose de la chambre des représentants et de la chambre des conseillers. Le Parlement vote la loi. Il peut renverser le gouvernement par le vote d'une motion de censure ou le refus de la confiance demandée par celui-ci. Le Roi, en tant qu'il préside le Conseil des ministres, dispose de certains pouvoirs sur le Parlement ; ainsi l'étude des rapports du Parlement avec le Roi et le Gouvernement nous permettra d'examiner l'équilibre qui est établi entre eux par leurs moyens d'action réciproques. Au quatrième chapitre sera étudié : le Parlement, ses rapports avec le Roi et le Gouvernement.

L'objet de notre cinquième chapitre est la justice, régulateur du système ; justice politique et justice constitutionnelle représentées par la Haute Cour de justice et la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême qui constituent les autres bases de la démocratie marocaine.

Nous allons donc étudier les institutions politiques du Maroc dans cinq chapitres distincts :

Chapitre I - L'évolution de la vie politique de 1956 à 1963.

Chapitre II - Le Roi et son Gouvernement.

Chapitre III - Le peuple, les libertés publiques et les forces politiques.

Chapitre IV - Le Parlement, ses rapports avec le Roi et le Gouvernement.

Chapitre V - La Justice.

CHAPITRE I.

L'EVOLUTION DE LA VIE POLITIQUE de 1956 à 1963.

Nous avons examiné dans les pages antérieures un certain nombre de traditions constitutionnelles islamiques au Maroc ; notamment celle du calife qui est reprise par les nouveaux Sultans dès le X^e siècle. Ces traditions ont inspiré, non seulement les auteurs d'un projet constitutionnel en 1908, mais aussi le texte de la loi fondamentale du 2 juin 1961 et celui de la constitution du 7 décembre 1962.

Depuis 1912 jusqu'à la date de l'indépendance (1956), le Maroc demeure, sous le protectorat, une monarchie quasi-absolue.

Quelques semaines après la constitution du parti de l'Istiqlal, celui-ci faisait parvenir au Sultan, au Résident et aux représentants des principales puissances alliées un manifeste qui rappelait que le Maroc avait constitué un Etat libre et souverain sur lequel toujours le protectorat avait installé un régime arbitraire au profit de la colonie française. Le texte en question demandait nettement l'indépendance du Maroc sous l'égide de sa majesté Mohammed V et sollicitait du Roi l'instauration d'un régime démocratique islamique.

Mohammed V qui agissait selon les aspirations des nationalistes marocains, a pu de ce fait prendre la tête du mouvement nationaliste et diriger les sentiments de son peuple. Comme nous l'avons déjà signalé Mohammed V

fut exilé en 1953 et remplacé par Moulay Ben Arafa. Mais Ben Arafa, docile devant la Résidence française, n'est jamais parvenu, pendant les deux ans de son règne, à imposer son prestige et son autorité. Le prestige de Mohammed V, alors exilé, fut augmenté de ce fait et ainsi son retour au Maroc parut inévitable.

Avec le retour de Mohammed V, le Maroc obtint son indépendance. Mais si l'indépendance était une première étape à franchir dans la réalisation des aspirations populaires, c'est au Souverain - ayant déjà lutté pour un Maroc libre - qu'il appartenait de réaliser la seconde étape : l'instauration d'un régime démocratique islamique.

Fidèle à ses idées, Mohammed V déclarait à plusieurs reprises son intention d'instaurer un régime de monarchie constitutionnelle, permettant l'avènement d'une démocratie authentique s'inspirant à la fois de l'esprit de l'Islam, de l'évolution du pays et traduisant la participation progressive du peuple à la gestion et au contrôle des affaires de l'Etat. Les idées constitutionnelles de Mohammed V sont reprises et poursuivies par Hassan II qui s'engagea fidèlement dans la voie de son père, mort le 26 février 1961. Ainsi nous allons étudier l'évolution de la vie politique marocaine depuis l'indépendance en deux phases, en tenant compte notamment des institutions politiques créées par Mohammed V et Hassan II :

Les objectifs et les institutions politiques de Mohammed V (section I) et l'évolution de la vie politique sous le règne d'Hassan II (section II).

SECTION I.

Les OBJECTIFS et les INSTITUTIONS POLITIQUES ENVISAGES par MOHAMMED V.

La ligne tracée, dans ses déclarations par Mohammed V précise plus ou moins ses objectifs en ce qui concerne la création des institutions politiques futures du Maroc. Le Souverain essaya de réaliser dans les faits les premiers objectifs fixés. Il convient d'étudier les objectifs constitutionnels et les réalisations opérées entre 1956 et 1960 en deux sous sections :

§ I - Les objectifs constitutionnels :

Dès son retour au Maroc, le 18 novembre 1955, Mohammed V annonça la constitution d'un "gouvernement responsable et représentatif" qui aurait, entre autres tâches, celle de "créer des institutions démocratiques issues d'élections libres, fondées sur le principe de la séparation des pouvoirs, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle reconnaissant aux Marocains de toutes confessions les droits du citoyen et l'exercice des libertés publiques et syndicales".

Lors de l'installation du premier gouvernement, le 7 décembre 1955, le Souverain parla dans le même sens. Il ajouta :

"Nous sommes heureux de présenter à notre peuple fidèle, pour la première fois, un gouvernement aussi représentatif que possible" (là le Souverain signale la difficulté de rassembler à l'échelon gouvernemental, une unanimité nationale), "qui restera responsable devant Nous jusqu'à l'élection d'une assemblée nationale" et plus loin: "Il appartiendra au Gouvernement de poser les assises du nouveau régime qui permettra au peuple de gérer ses affaires par l'intermédiaire d'assemblées locales et d'un parlement".

Au moment de la fête du Trône du 18 novembre 1956, le Souverain précise son programme constitutionnel, en parlant cette fois de l'accession du pays à "une vie parlementaire". Pour atteindre ce but le Souverain envisage d'ordonner "d'abord l'organisation des élections municipales et rurales, ensuite la création d'assemblées régionales et enfin la réunion d'une assemblée constituante pour élaborer une constitution dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, arabe, musulmane et démocratique".

Dans ce passage on remarque nettement l'intention de Mohammed V de guider le peuple marocain progressivement vers une vie parlementaire dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle basée sur des principes musulmans et démocratiques. Cette idée était déjà déclarée dans son premier discours en 1955. Il y avait précisé: "Nous allons édifier un régime de monarchie constitutionnelle qui tienne compte de l'intérêt supérieur du pays et réponde à ses caractéristiques propres, régime permettant l'avènement d'une démocratie authentique s'inspirant à la fois de l'esprit de l'Islam, de l'évolution de notre pays et traduisant notre volonté de faire participer progressivement notre peuple à la gestion et au contrôle des affaires de l'Etat."

Mais dès lors, en tenant compte de l'insuffisance de maturité politique de la masse, Il précise : "En transposant des institutions de pure forme sans les adapter à leur évolution historique et à leur génie national, des nations ont assisté à la dégradation et à la condamnation du régime parlementaire et connu un déséquilibre politique né de l'absence d'harmonie entre les réalités nationales et les réformes empruntées aux autres"...

Le 18 novembre 1958, à l'occasion du 31^e anniversaire de son accession au trône, une fois de plus Mohammed V parla dans le même sens en ordonnant à son peuple d'éviter toute précipitation afin de pouvoir doter le pays d'institutions solides et saines, car "le véritable danger n'est pas dans l'absence d'institutions représentatives, mais le véritable danger réside dans l'établissement d'un régime parlementaire purement formel, facteur de désordre et de destruction, alors qu'une démocratie authentique doit être un facteur de stabilité et de construction".

Le 23 mai 1960, au moment où le Souverain forma le ministère présidé par le prince héritier, il affirma qu'une constitution serait élaborée avant la fin de l'année 1962. Il annonça :

".... Nous aurons élaboré avec le concours de notre peuple, une constitution définissant et organisant les pouvoirs constitutionnels, qui permettra à tous les membres de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, à la gestion des affaires du pays et de contrôler les actes des gouvernements qui seront constitués conformément à ces dispositions."

Notons surtout que le facteur religieux a une place considérable dans le régime envisagé par Mohammed V. C'est ainsi

qu'au moment de l'ouverture de la première session du conseil consultatif, Il déclara une fois de plus : "... Ainsi sera établie au Maroc une démocratie conforme aux préceptes égalitaires de notre sainte religion, aux prescriptions du Coran qui recommandent aux croyants de se consulter dans les affaires d'intérêt commun, au Prophète de prendre l'avis de ses compagnons et qui nous exhorte à nous unir en vue du bien".(18)

Ainsi en fixant le cadre de ce conseil, Il avait mis l'accent sur le caractère islamique d'autrefois de ce conseil dont aimait à s'entourer le Prophète.

Pour préciser cette question dans la lumière des idées islamiques il convient de jeter un coup d'oeil sur le problème de la consultation de la communauté en Islam.

I. La consultation de la communauté en Islam :

En Islam, c'est un devoir pour le calife de consulter la communauté. La consultation est une règle de conduite recommandée par Dieu dans les versets coraniques et ordonnée par Mohamned. Un verset du Coran prescrit : "Les croyants, hommes et femmes, sont amis les uns des autres ; ils se recommandent mutuellement le bien et s'interdisent mutuellement le mal". (19)

Quelqu'un demandait au Prophète en quoi consiste la for-

(18) J. Robert : "Le problème constitutionnel au Maroc"
Revue du droit public - 1961.

(19) Coran, S IV, V 72.

noté, la résolution, il répondit "il faut nous entourer de conseils" (20). Mohammed voulait dire par là que la discussion, la délibération évitent l'indécision et les regrets, sources de l'erreur. En même temps le calife Ali répétait souvent : "pas de conseil, pas de sagesse".

Ce précepte, d'une portée générale, a une importance considérable en droit public musulman en raison des intérêts primordiaux que les décisions du Souverain mettent en jeu. D'après un ordre adressé par Dieu à son Prophète, on peut remarquer la grande importance de la consultation en Islam : "Consulte les musulmans dans leurs affaires". (21)

Mohammed disait souvent : "Vous connaissez mieux vos affaires d'ici-bas" (22) et "tout ce qui concerne votre religion me revient ; pour tout ce qui regarde votre vie de chaque jour, vous le savez mieux que moi" (23).

Dans un autre hadith, Mohammed se prononce : "je ne suis qu'un homme, si je vous ordonne quelque commandement concernant votre religion, tenez-vous y ; si je vous donne quelque ordre qui ne dépend que de mon opinion personnelle, n'oubliez pas que je ne suis qu'un homme". On remarque nettement une concordance entre cette idée et ce verset : "Je ne suis qu'un homme comme vous, qui a reçu la révélation" (24). Ainsi donc Mohammed se distingue des autres hommes par la révélation. En dehors de cela et de ses corollaires, il est un homme exposé

(20) Hadith....

(21) Coran S III, 153.

(22) Hadith rapporté par Ibn Hanbal

(23) Hadith rapporté par Ibn Hanbal

(24) Hadith rapporté par Rafih Woug.

à tous les accidents humains. Il a besoin de ses semblables en raison de leur expérience. Aussi chaque fois qu'il s'agissait de sa propre opinion, le Prophète demandait l'avis de ses compagnons. Il arrivait même quelquefois qu'on lui demandait s'il parlait et agissait par ordre de Dieu ou selon sa propre inspiration. S'il répondait que c'était sa seule opinion, chacun donnait son propre avis. (25)

En effet la règle de la consultation préalable de la nation est un devoir du calife musulman affirmé à plusieurs reprises par le Coran ; ainsi dans ce verset : Dieu récompense.. "ceux qui se soumettent à leur seigneur, qui délibèrent en commun sur leurs affaires." "... consulte les musulmans lorsque les circonstances l'exigeront, et quand tu auras pris leur avis, tu pourras agir en confiance", on remarque nettement que Dieu dans ces commandements, vise les Musulmans en général ; c'est-à-dire la communauté musulmane qui est investie de la mission de conseiller le calife et de délibérer sur les décisions à prendre.

Ibn Tayniyya, philosophe musulman, interprète la consultation comme un devoir de l'ensemble du corps des Ulémas ou d'un groupe restreint de "Uléma".

Les réformistes modernes de l'Islam, étudiant les possibilités d'un renouveau islamique, ne cesseront d'inscrire avec in-

(25) "L'Islam et la démocratie" N.A.Zikria Paris 1958 p. 61
voir aussi Lammens (S.J.) "L'Islam, croyances et institutions" Beyrouth 1926.

sistance "la consultation des gens qui délient et lient" au rang des devoirs essentiels qui incombent au calife. Rachid Rida en fait même le premier des devoirs de l'"Iman" et la consultation du corps des Ulémas devient la caractéristique propre du gouvernement.

Notons tout de suite que la consultation ou "Shura" n'était pas organisée à l'origine mais elle est bien définie par les textes scripturaires. Les réformistes "Salafi" (26) envisagent une consultation organisée.

L'école "Salafi" est fondée par le grand philosophe et un des plus célèbres réformistes Afghan, "Djamal-al-din Afghani" (27) mort en mars 1897. Le réformisme est donc un mouvement de la deuxième partie du XIX^e siècle. Influencée au début par le soufisme, il a été à l'origine d'un courant de réflexion, d'un effort de retour aux origines de l'Islam, en vue de débarrasser l'Islam de ses déviations. Il a entendu restaurer les bases de la communauté musulmane, en dénonçant les fautes des gouvernements musulmans et les abus actuels dans l'Islam. Il a écrit un grand ouvrage intitulé "La réfutation des matérialistes" et fait ainsi figure d'un personnage politico-religieux (28). Le mouvement lancé par Afghani, a eu de profondes répercussions en particulier sous l'impulsion de ses successeurs, Mohammed Abdou (mort vers 1905) et Rachid Rida (mort en 1937).

(26) retour aux systèmes anciens.

(27) Sur Djamal al-din Afghani voir Gardet et Anawati "Théologie musulmane" Paris 1948 pages 79-89, voir aussi H.Th. Houtsma, R. Basset, T.W. Arnold etc.. "Encyclopédie de l'Islam" (tome 1) Paris Alphonse Picard et Fils 1913, p.1037 et suivantes. Consulter aussi B.Lewis, Ch.Pellat "Encyclopédie de l'Islam" (nouvelle édition) (tome II) Ed. G.P. Maisonneuve et Larose S.A. Paris 1962, p.427 et suivantes.

(28) Pierre Rondot : "Les forces religieuses et la vie politique de l'Islam" Edition 1959 p. 205 et 206.

Le fidèle partisan de "Afghani"; Mohammed Abdou, philosophe égyptien a longtemps dirigé cette école, puis Rachid Rida prit la direction de l'Ecole Salafi.

Djamal-al-din Afghani et ses partisans voulaient trouver la solution adéquate aux problèmes actuels par l'emploi de la technique moderne en se basant sur les principes fondamentaux de l'Islam.

Le plan de réformes qu'élabore cette école remonte aux origines même de l'Islam et accuse la communauté d'avoir dévié depuis Muawiya c'est-à-dire depuis 37 de l'hégire. C'est au nom de ce "retour aux sources" qu'elle fait une si large part aux principes de la consultation et de l'Ijma, considérés comme principes démocratiques de la participation du peuple au pouvoir.

Les partisans de la restauration de l'école réformiste se proposent en définitive trois grands buts :

- a/ - Rétablir le gouvernement consultatif musulman conformément aux lois divines, de manière à en faire un exemple pour l'humanité.
- b/ - Ressusciter la culture musulmane.
- c/ - Travailler à une réforme religieuse qui rendra à l'Islam sa pureté primitive.

Le Calife d'après les "Salafiya" n'est pas souverain spirituel, mais bien temporel. Le calife est le chef d'une communauté à la fois sociale, politique, religieuse et juridique directement fondée par Dieu. (29)

(29) voir Rondot : "Les forces religieuses et la vie politique"
Paris 1959.

Ainsi le principe de la consultation "Shura" en Islam est formulé selon des bases ainsi renouvelées par la raison qui prévaut sur la tradition.

Pour harmoniser les conditions actuelles de la vie musulmane avec ces bases renouvelées il convient d'instruire la communauté en vue de sa participation progressive à la gestion des affaires de l'Etat qu'elle ignore longtemps.

Aujourd'hui le Maroc poursuit cette voie avec ses caractéristiques propres ; comme en ont témoigné les objectifs de Mohammed V. Or, face à ces objectifs, il est opportun de savoir, quelles étaient à cette époque les positions des leaders des partis en ce qui concerne le régime futur du Maroc ; c'est ce que nous allons étudier brièvement.

II. Les positions des partis : Au début, le seul parti dominant était le parti de l'Istiqlal qui ne manquait jamais de proclamer son attachement à la personne du Roi et à l'Islam. Ce parti, fortement organisé au lendemain de l'indépendance avait cristallisé autour de lui la majorité des tendances nationalistes. Allal Fassi le chef du parti de l'Istiqlal se serrait derrière le Roi et se déclarait pour un système socialiste musulman et une démocratie réelle. Ce système selon lui ne doit être "ni capitaliste, ni communiste". Il demandait que la nouvelle constitution marocaine prescrive explicitement que le Maroc est un Etat musulman, arabe, à vocation africaine, que la forme de son gouvernement est un type de monarchie constitutionnelle, que le principe de la séparation des pouvoirs doit être respecté.

En janvier 1959 une grave scission survint qui aboutit en septembre suivant, à la constitution d'un nouveau parti rival, l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.). La naissance de ce parti rival allait avoir non seulement

sur le plan de la situation du vieux parti de l'Istiqlal, mais aussi sur toute la vie politique marocaine, une importance capitale. Cette nouvelle organisation reçut très vite l'appui de la centrale syndicale, l'Union Marocaine du Travail (U.M.T.) fondée en 1955 sous l'égide de l'Istiqlal. D'après les observateurs, l'objectif du parti, malgré certains critiques contre le pouvoir monarchique, qui étaient à l'origine certes sévères mais nuancées, reste encore l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Ce parti propose en outre, la réalisation d'une réforme agraire.

Il estime que "la terre appartient à ceux qui la travaillent ; elle est un patrimoine national qui ne saurait être travaillé que par des paysans marocains...."

M. Boutaleb, dirigeant du Parti Démocrate et Indépendant (P.D.I.) créé en 1946 - déclare oeuvrer pour l'instauration d'une vraie démocratie politique, économique et sociale basée sur une monarchie constitutionnelle à régime gouvernemental parlementaire.

Le Parti Communiste Marocain, né en juillet 1943 sous l'impulsion de Léon-Péné Sultan, profita de la proclamation des libertés publiques par la charte de novembre 1958 pour sortir définitivement de la clandestinité. Il déposa ses statuts le 31 mars 1959 et déclara ses principaux objectifs : "Le Parti Communiste Marocain respecte les saines traditions du pays et ses institutions nationales. Déployant son action dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, il oeuvre pour l'élection au suffrage universel, direct et secret, d'une Assemblée nationale constituante et d'Assemblées municipales et communales et il lutte pour le développement des libertés démocratiques au profit de tous les patriotes."

Ce parti est dissout vers la fin du mois de septembre 1959 par la cour d'appel de Rabat, tandis qu'un décret du 10 septembre 1959 l'avait auparavant simplement suspendu.

Enfin le Mouvement Populaire est un autre parti qui dépose son manifeste en octobre 1957. Son originalité réside dans le fait qu'il est une marque de la vitalité du monde Berbère.

Ce parti dont le chef est "Ahardane", se prononce pour une monarchie constitutionnelle, une constitution rédigée par une assemblée constituante, un parlement composé d'une chambre élue et d'une chambre plus limitée (composée des techniciens et des sages) également issue du peuple.

Ainsi nous venons de rappeler certains points essentiels des positions des partis politiques marocains en remarquant qu'il n'y avait pas apparemment beaucoup de divergences entre les positions prises par les partis et les objectifs de Mohammed V. Il faut donc étudier ; quels sont les objectifs réalisés de Mohammed V depuis l'indépendance (1956) jusqu'à la fin de 1960.

§ II. Les objectifs réalisés entre 1956 et 1960 :

En tenant compte de l'insuffisance de la maturité politique de son peuple, Mohammed V estimait que la réalisation immédiate des mécanismes modernes qui supposent un certain niveau politique auquel la masse n'est point encore arrivée, est un facteur de désordre et de destruction. Pour établir au Maroc une démocratie authentique et constructive, conforme aux préceptes égalitaires de l'Islam, il faut suivre des étapes et éviter toute précipitation et toute improvisation.

Ces étapes consistent d'après le Souverain dans :

- la création d'un conseil national consultatif,
- les élections municipales.
- l'élaboration d'une constitution définissant et organisant les pouvoirs constitutionnels.

Nous allons étudier dans les pages suivantes ; jusqu'à quel point Mohammed V a pu réaliser ces différentes étapes jusqu'à sa mort.

I. La création d'un conseil national consultatif : Cette assemblée connue sous le nom du "Conseil National Consultatif" est créée en novembre 1956. Certes, il ne s'agissait pas encore d'une assemblée nationale au sens actuel du terme mais d'un groupe de représentants de différentes familles distinguées et spirituelles, des organisations politiques et économiques et de divers groupements marocains. La première session du conseil fut ouverte le 12 novembre 1956 à Rabat par Mohammed V. Il en précisait le sens : "... Cette institution n'est à nos yeux qu'un pas vers l'objectif final que Nous nous efforcerons de réaliser : promouvoir une véritable vie représentative permettant au peuple de gérer les affaires publiques dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle garantissant la liberté, l'égalité et la justice pour les individus et les collectivités... ".

Or il s'agit de savoir comment on avait organisé cette première consultation de la communauté ou plutôt cette assemblée de transition connue sous le nom de Conseil National Consultatif, comme la première étape de la réalisation au Maroc d'établissement d'une démocratie authentique.

Comment avait-on aménagé le Conseil National Consultatif :

Un article du dahir du 3 août 1956 créant ce conseil, est rédigé de la façon suivante : "Il est institué un Conseil

National Consultatif auprès de Notre Majesté chargé de fournir une expression aussi large que possible, dans les circonstances présentes, de l'opinion nationale" (30)

Ce conseil, dont les membres étaient désignés par le Roi, groupait les personnalités représentant soit des tendances politiques, soit des organisations économiques et sociales (comme U.M.T., agriculteurs, commerçants et industriels), soit des milieux divers (avocats, médecins, ingénieurs, représentants des institutions culturelles ou des formations de jeunesse ou sportives, Oulémas, docteurs de la loi hébraïque).

Le Roi pouvait prononcer la clôture d'une session avant l'épuisement de l'ordre du jour, mettre fin au mandat d'un ou de plusieurs membres du Conseil, dissoudre le Conseil.

Le Conseil était consulté sur toutes les questions d'ordre politique, économique, social et notamment administratif (comme l'examen du budget général et les budgets annexes de l'Etat chérifien) mais le texte prenait bien soin d'ajouter : "que Notre Majesté jugera utile de lui soumettre...".

Dans ce cas-là, il formulait son avis par des votes émis au scrutin public et à la majorité absolue des voix des membres présents.

Chacun des membres du Conseil pouvait poser des questions à un ministre sur les affaires relevant de son département soit oralement, soit par écrit.

(30) J. Robert : "Le problème constitutionnel au Maroc" Revue du droit public n° 5 - 1961

voir aussi : Pierre Mbrard "l'Assemblée Nationale Consultative Marocaine" l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 1962, p. 38 et suivantes.

Le ministre questionné, devait obligatoirement répondre dans la semaine suivante. Il devait aussi assister aux séances non seulement lorsque sa présence était jugée utile au Roi, mais également lorsque devaient être discutées au cours des questions relevant de son département.

Ainsi le Conseil avait le droit de faire des observations sur l'activité gouvernementale et sur la politique générale. Mais on peut se demander si le Conseil - dont les membres étaient nommés intégralement par le Roi - a pu avoir en fait un rôle politique, les conseillers n'étant - comme le Roi le disait lui-même en les installant - que des "Compagnons de Conseil"....

Ajoutons que l'importance d'un tel Conseil de transition, installé d'une façon éphémère, pour passer obligatoirement sur la route de la démocratie, était considérable, mais on pensait à réformer le mode de formation et d'installation de ses membres afin d'initier la nation marocaine à la pratique électorale. Et c'est ainsi que le Souverain était persuadé que "les élections libres sont le meilleur fondement d'une démocratie saine". Il se prononçait en parlant de l'avenir : "Nous sommes décidé à changer le mode de formation de cette assemblée et à doter le pays d'institutions représentatives. La désignation des membres fera place à leur élection."

Par là, le Souverain estimait devoir passer à une seconde étape, en favorisant aux Marocains l'occasion de faire voter par l'intermédiaire de leurs représentants élus et de les faire participer à la gestion des affaires de l'Etat.

Il nous faut donc étudier brièvement les points essentiels de cette deuxième tentative de passage sur la voie de la démocratie.

II. Les élections communales : Pour la première fois dans l'histoire du Maroc, des élections communales eurent lieu le 29 mai 1960. Le dahir du 1^{er} septembre 1959 avait posé le principe de l'élection dans chaque commune (urbaine comme rurale) d'un conseil municipal élu au suffrage universel et direct. Dans ce texte on avait adopté un système de scrutin uninominal à un tour. Les conditions d'âge étaient fixées à 21 ans pour l'électorat et 25 ans pour l'éligibilité.

Enfin ce texte est surtout fondamental, car il appelle pour la première fois les Marocains (des deux sexes) - dès lors qu'ils sont âgés de 21 ans et n'ont point été condamnés - à désigner des organes représentatifs.

Le 11 septembre 1959, lors de la présentation du texte à la presse par le ministre de l'Intérieur, celui-ci souligne notamment que le choix du scrutin uninominal (31) avait été dicté par le souci d'enlever le plus possible aux élections le caractère politique (que n'eût pas manqué de leur donner un scrutin de liste), afin que l'électeur puisse choisir le représentant le plus apte à défendre l'intérêt de la collectivité.

En effet sur quatre millions d'inscrits, on compta près de trois millions de votants, soit une moyenne d'environ 75 %. La participation électorale est rarement aussi importante dans les pays en voie de développement. Les femmes ont généralement participé au scrutin, dans une proportion plus élevée en ville que dans les campagnes. Mais il n'y eut que 14 candidates et aucune ne fut élue.

(31) La commune urbaine et la commune rurale sont divisées en circonscriptions, qui ont chacune à élire un représentant R.S.P. (P. Chambergeat) 1961.

Notons que, malgré le chaos du mois de scrutin, la campagne électorale a pris très vite un caractère politique.

En tout cas on peut affirmer que ces premières élections communales ont eu, pour ce pays, un triple intérêt :

a/ - Elles ont favorisé une confrontation des différentes tendances politiques.

b/ - Elles ont brisé le cadre tribal et ont permis aux Marocains de gérer les affaires locales par l'intermédiaire de leurs représentants, dans une structure administrative moderne et démocratique.

c/ - Elles ont favorisé l'exercice efficace des libertés publiques et syndicales par les Marocains.

a. - une confrontation des tendances politiques.

En analysant les résultats des opérations électorales, on remarque qu'elles se sont déroulées dans de très bonnes conditions. Il n'y eut guère plus d'un incident marquant par province, ce qui tendrait à prouver la maturité et l'autodiscipline des populations. Partout le vote s'est déroulé dans une atmosphère de sérieux. A Rabat et à Casablanca, l'Istiqlal et l'U.N.F.P. attendaient le 20 mai pour organiser des réunions publiques dans les stades et les cinémas. Les déclarations des leaders nationaux portaient beaucoup plus sur les problèmes de politique générale que sur un programme d'action municipale.

A Casablanca, à Rabat et dans les grandes villes, la campagne électorale se transforma en une confrontation de politique générale entre les partis dominants au cours de laquelle l'Istiqlal se présente comme un parti d'élites, alors que l'U.M.T. utilise largement le vocabulaire politique des partis de gauche européens.

Le parti de l'Istiqlal, le plus ancien et le mieux organisé des partis marocains (32) - bien qu'il ait souffert de la scission du 25 janvier 1959 - arriva en tête avec 40 % des élus dans l'ensemble du pays et conserva sa puissance dans les grandes plaines du Nord du Maroc et dans certains cercles du Moyen-Atlas et du Rif occidental où il obtint la majorité absolue des sièges. Il faut noter également le succès de l'Istiqlal dans le milieu des agriculteurs regroupés au sein de U.M.A. et dans les cercles d'une petite bourgeoisie d'artisans et de commerçants groupés au sein de U.M.C.I.

Dans le Sud et dans les conseils des grandes villes industrialisées (Kenitra, Rabat, Casablanca, Safi, Tanger) c'est l'U.N.F.P. qui remporte la majorité absolue avec 23 % des sièges (33). L'U.N.F.P. s'appuyait en premier lieu sur l'organisation syndicale dominante, l'U.M.T. et en second lieu sur une petite et moyenne bourgeoisie commerçante des grandes villes, solidaire du prolétariat ouvrier. Elle est concentrée dans les villes industrielles du cordon littoral, de Kenitra à El Jadida.

Le Parti Communiste Marocain dont la dissolution avait été prononcée par les tribunaux, est resté absent des élections. Ses militants, peu nombreux, ont généralement apporté leur appui à l'U.N.F.P. à titre individuel.

Le Mouvement Populaire obtient ses succès les plus marquants dans les provinces d'Oujda, de Taza, de Nador et dans les cercles de montagne de la province de Béni-Mellal. On lui accorde environ 7 % des sièges. Il faut remarquer que les communes à majorité de Mouvement Populaire sont situées dans les

(32) Sur les partis politiques marocains voir Robert Lezotte "Les partis politiques marocains" Paris A.Colin 1958

(33) P. Chambergeat : "Les élections communales Marocaines" Revue de Sciences Politiques 1961.

régions berbérophones, mais que toutes les régions berbérophones ne sont pas contrôlées par le Mouvement Populaire.

Le Parti Démocratique de l'Indépendance, qui a pris en octobre 1959 le nom de Parti Démocratique Constitutionnel, après le passage de certains de ses membres à l'U.N.F.R. compte près de 300 élus. Ce parti apparaît, dans la province de Nador comme le second parti, venant juste après l'Istiqlal. Il compte également un certain pourcentage d'élus dans les cercles d'Ouezzane de Baria et quelques autres cités.

Ainsi, ces différentes tendances politiques, se manifestèrent grâce aux élections municipales qui, pour la première fois au Maroc, les ont fait apparaître en pleine clarté et ont donné aux Marocains l'occasion de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, à la gestion des affaires locales.

Mais il nous reste à savoir jusqu'à quel point les élections précitées ont pu briser le cadre tribal pour permettre aux Marocains de participer à la vie de la cité, en reconnaissent à leurs représentants des pouvoirs directs de la gestion des affaires dans un cadre administratif moderne et démocratique.

b. - Dans quelle mesure le cadre tribal a-t-il été brisé par les élections communales ?

D'après les divers sondages qui ont été faits, il semble que sur le plan des libertés communales le résultat des élections était moins satisfaisant.

En effet, le dahir du 23 juin 1960 qui réglemente minutieusement les attributions des conseils et des agents d'autorité, établit un système de contrôle strict des activités du conseil communal. En d'autres termes toutes les décisions du conseil

sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

L'exercice du pouvoir réglementaire et des pouvoirs de police, est réservé aux agents d'autorité.

Le dahir du 1^o septembre 1960 dispose que le Ministre de l'Intérieur, outre la prérogative qui lui est accordée d'annuler les décisions illégales, possède le droit de faire inscrire à l'ordre du jour du conseil telle question qui lui plaira et même de faire approuver par le président du conseil l'une de ces question qui, soumises par lui au conseil, n'aurait pas reçu un accueil favorable.

La véritable autorité à l'échelon communal, est dans les mains de l'agent du pouvoir central (Caïd, Pacha et Gouverneur) (34). C'est le pouvoir central qui assure l'ordre, la sûreté et la salubrité publique.

La seule prérogative qui reste aux élus locaux, c'est la gestion financière de la commune. En effet, c'est le président du conseil municipal qui engage et mandate les dépenses de la commune. (35)

On peut se demander pourquoi une telle mesure était prise à ce premier essai démocratique.

Il paraît qu'il pourrait y avoir deux causes essentielles :

(34) Caïd pour l'ensemble des communes rurales ou des petites communes urbaines. Pacha pour les villes. Gouverneur pour Rabat et Casablanca.

(35) J. Robert : Revue du droit public n° 5 année 1961
P. Chambergeat : Revue de science politique n° 1 année 1961, p. 114 et suivantes.

- En accordant aux élus la gestion des deniers communaux, ainsi on les éloigne des débats politiques, comme l'a justement remarqué M. Robert.

En effet les élus ne peuvent émettre de vœux présentant un caractère politique.

- On voulait, par là, briser le cadre tribal de façon à pénétrer les bases de la réforme communale d'une manière progressive et commencer par apprendre aux éléments de l'ancien cadre - qui ont gardé leur audience dans le cadre nouveau - les délicates réalités de la démocratie.

Ajoutons que de nombreux élus ont appartenu aux anciennes Djemaâs judiciaires des tribus berbères, ou aux conseils communaux institués par le protectorat. Il semble aussi qu'en milieu rural, à l'exception peut-être des plaines modernisées, les notables tribaux se sont intégrés dans le nouveau cadre administratif.

Ainsi le cadre tribal en tant que tel a été brisé par la réforme municipale, mais les élites rurales anciennes ont gardé leur audience. Aussi on affirme que des notables qui avaient été écartés des fonctions officielles après l'indépendance, sans toutefois faire l'objet de poursuites judiciaires, ont été élus.

La loi municipale a donc été prudente et la mesure prise semble sage et opportune. Mais cette prudence n'a point empêché les élections d'être libres et démocratiques. Sans doute les élections basées sur les principes démocratiques, exigent que la campagne se déroule en toute liberté. En d'autres termes dans les élections démocratiques, les citoyens doivent avoir la possibilité de s'exprimer sans contrainte, pouvoir se grouper pour faire entendre leur voix, ou plutôt exercer efficacement leurs libertés publiques et syndicales.

c. - Les libertés publiques et syndicales :

Pour que les élections soient basées sur les principes démocratiques, il est nécessaire que les électeurs s'expriment en toute liberté et se réunissent pour faire entendre efficacement leur voix.

Certes à cette époque, d'ailleurs, des réalisations avaient déjà été opérées dans le domaine des libertés et des garanties. Le 3 mai 1958, Mohammed V déclarait dans un discours, parlant à ses sujets : "Nous leur garantirons la liberté d'expression, de presse, de réunion et d'association...." (36)

Aussi déjà en 1957 la liberté syndicale était reconnue et l'article 2 du dahir du 16 juillet était libellé de la façon suivante : "Les syndicats professionnels de personnes ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ou à la même profession libérale, peuvent se constituer librement".

Précisons que les fonctionnaires pouvaient se syndiquer, à l'exception des agents chargés d'assurer la sécurité de l'Etat et la défense de l'ordre public. Aussi une Cour Suprême avait été instituée par dahir du 27 septembre 1957 chargée de statuer sur les pourvois en cassation formés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort par les cours et tribunaux de tous ordres et également sur les recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décisions émanant des autorités administratives.

(36) J. Robert : "La Monarchie Marocaine" Paris 1962,
p. 179

En 1958 trois autres dahirs du mois de novembre réglementent le droit d'association, les réunions publiques et la presse.

Ainsi donc, sur le plan des libertés et des droits, un grand pas avait été fait. Le peuple marocain pouvait librement s'exprimer, s'associer, se réunir et élire ses représentants. C'était alors le moment de passer à une autre étape plus importante et commencer à préparer une charte qui puisse garantir l'existence au Maroc d'un véritable régime constitutionnel.

III. L'Elaboration d'une constitution : le pas le plus important qui attesterait l'arrivée du Maroc à une vie parlementaire dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle et faisant, par une généralisation progressive des élections, participer la nation à la gestion des affaires de l'Etat, fut l'affirmation par Mohammed V, qu'une constitution serait élaborée avant la fin de l'année 1962.

Dans cette voie, le Roi avait créé un Conseil Constitutionnel de 78 membres installé le 7 novembre 1960, chargé d'élaborer le texte d'une constitution.

Ce texte, qui établira des institutions démocratiques dans le cadre de la monarchie constitutionnelle tout en respectant les bases musulmanes fondamentales et le caractère propre du Maroc, sera approuvé par le Souverain, avant d'être soumis au peuple par voie de référendum.

Notons à ce propos que la réunion d'une Assemblée Constitutionnelle dont il était question au début de l'indépendance, n'a pas eu lieu et on a préféré réunir ce Conseil Constitutionnel composé des personnalités, représentant toutes les tendances politiques, spirituelles, culturelles et sociales du Maroc, toutes nommées par le Roi. Le Conseil élit à son tour, un président et deux vice-présidents au scrutin secret.

Allal el-Fassi, le leader du parti de l'Istiqlal, est élu président de ce Conseil, ce qui provoqua la démission des représentants du Parti Démocrate Constitutionnel et du Mouvement Populaire. D'ailleurs il était prévu qu'après la préparation de la constitution, celle-ci serait d'abord soumise au Roi, qui se réserve implicitement le droit de la rejeter ou de la faire réviser, puis directement au peuple, sans passer par les partis et sans qu'on ait recours à des élections. L'opposition des partis à cet égard, au sein du Conseil, trahissait des divergences de fond, et ainsi s'est constituée peu à peu une opposition politique au sens moderne du mot, bien différente des dissentiments personnels entre Allal el-Fassi et les leaders des autres partis notamment ceux du Mouvement Populaire. Tout cela provoqua de graves difficultés à la suite de quoi le Conseil est retombé dans l'ombre.

La mort inattendue de Mohammed V, survenue le 26 juin 1961 laissait son fils Hassan II, devant ces difficultés ; le nouveau Roi agissait fidèlement et avec courage en suivant les traces de son père. Trois mois plus tard, Hassan II établit une loi fondamentale en posant ainsi pour la première fois les bases constitutionnelles provisoires du Maroc. Ce fut la loi fondamentale du 2 juin 1961.

SECTION II.

L'EVOLUTION DE LA VIE POLITIQUE SOUS LE REGNE d'HASSAN II.

Dès son arrivée au pouvoir, le prince héritier Moulay Hassan, connu sous le nom d'Hassan II, avait eu à coeur, dans de nombreux domaines, de suivre les traces de son père. Agissant dans la ligne de cette fidélité, il prit des mesures libérales pour jeter les premiers fondements de la démocratie authentique dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle. Ainsi tout au début de son règne - comme nous venons de le signaler - il estime nécessaire d'établir une loi fondamentale pour le Royaume. Ce fut la loi fondamentale du 2 juin 1961.

L'établissement de cette loi, constitue un grand pas dans la réalisation au Maroc d'un régime de monarchie constitutionnelle. En effet, cet objectif est atteint par la promulgation de la constitution définitive du 7 décembre 1962.

Nous allons donc étudier cette question en deux étapes : la loi fondamentale du 2 juin 1961 et la constitution du 7 décembre 1962.

§ I. La loi fondamentale du 2 juin 1961 :

Hassan II disposait des éléments nécessaires pour établir cette loi fondamentale, car, malgré cette marche en avant vers la démocratie, le Maroc demeurait toujours un Etat monarchique traditionnel, lié à l'Islam et au monde arabe. Cette loi a donc constitué un ensemble d'éléments dans lequel on pouvait remarquer la survivance des cadres traditionnels islamiques et les apports des idéologies modernes.

I. Les caractères essentiels de cette loi : Dans les considérants qui précèdent le texte même de la loi constitutionnelle, on trouve affirmé que le Roi Hassan II s'inspirera "aussi bien de l'esprit de la démocratie authentique qui trouve son fondement dans les enseignements de l'Islam, que des principes qui ont toujours guidé l'action de Notre Vénéré Père, et qu'il n'a jamais cessé d'oeuvrer pour l'institution d'une monarchie constitutionnelle..."

Dans les articles qui suivent les considérants, on trouve affirmés d'abord certains traits caractéristiques traditionnels du Maroc et la voie que le pays doit poursuivre pour l'institution d'un régime de monarchie constitutionnelle.

Ensuite plusieurs articles sont consacrés à l'instauration d'une démocratie politique et sociale.

Enfin il proclame son attachement aux principes de Bandung, sa fidélité à la Ligue des pays arabes, à la charte de l'O.N.U. et à l'édification de l'unité africaine. Nous allons étudier quelques uns de ces traits caractéristiques.

Le Maroc, pays musulman : L'article 1^o pose que : "Le Maroc est un Royaume arabe et musulman..." L'article 2 précise ensuite que "l'Islam est la religion officielle de l'Etat". Enfin dans un article 14 il est souligné que "l'Etat doit dispenser l'instruction suivant une orientation nationale... et islamique... "

D'après ces différents articles posant la question de la religion, on peut remarquer que le Maroc tente de fonder la légitimité du pouvoir et l'action du gouvernement sur les préceptes coraniques tout en essayant de prévoir pour l'avenir un régime de plus en plus moderne et démocratique qui soit conforme aux exigences du temps présent.

Le Maroc, pays arabe : La naissance de la Ligue des Etats arabes (mars 1945) éveilla de grands espoirs parmi les nationalistes marocains qui luttèrent pour l'indépendance du pays. Le Caire offrit un asile à Allal el Fassi, le leader de l'Is-tiglal, au moment où les activités politiques de celui-ci étaient restreintes au Maroc par la puissance protectrice.

L'Indépendance du Maroc a permis au gouvernement marocain de prendre des contacts étroits avec "les pays frères arabes".

A plusieurs reprises Mohammed V ou Hassan II (alors prince héritier) se rendirent au Caire, grand centre de l'activité arabe et islamique, mais aussi dans plusieurs autres capitales arabes. Ils reçurent aussi la visite de plusieurs personnages arabes de premier plan, d'abord le Roi Faysal d'Iraq dès 1956, puis le Roi Séoud d'Arabie, le colonel Nasser etc.... (37)

C'est le 1^{er} octobre 1958 que le Maroc adhéra à la Ligue arabe. Les échanges culturels consolidèrent ses relations amicales et fraternelles avec les pays arabes notamment avec la République d'Arabe Unie (R.A.U.). Les Marocains ont senti que tous les pays arabes ont en commun beaucoup d'intérêts essentiels, ceux de l'Islam, et de l'anticolonialisme en particulier. Au contraire ils ont aussi des intérêts propres qui peuvent entrer en conflit avec ceux des autres Arabes, mais le dogme de l'unité arabe ne sort jamais affaibli d'une telle situation.

La proclamation solennelle d'attachement à la Nation arabe est affirmée par les constitutions des différents pays ara-

(37) R. Le Tourneau : "Evolution politique de l'Afrique du Nord" 1920-1961 Paris.

bes ; comme la Syrie, la Jordanie et la R.A.U.

Le Maroc affirme, lui aussi qu'il fait partie de cette Nation. La loi fondamentale en parle dans plusieurs articles :

- L'article 1^o souligne : "Le Maroc est un Royaume arabe... "

- Puis l'article 3 stipule : "La langue arabe est la langue officielle et nationale du pays."

- Ensuite l'article 14 affirme que c'est un devoir de l'Etat de "dispenser l'instruction suivant une orientation nationale arabe... "

- Enfin dans un article 15 cet attachement à un bloc arabe est nettement proclamé ; ainsi la loi constitutionnelle réaffirme la fidélité du Maroc ".... à la Ligue des Pays arabes qu'il s'efforce de consolider.... "

L'institution d'une monarchie constitutionnelle : Les premiers considérants de l'introduction à la loi fondamentale soulignant que l'objectif du Maroc est l'institution d'une monarchie constitutionnelle nous rappellent les intentions du guide de Mohammed V. En effet, la ligne tracée par Mohammed V est poursuivie par son fils, Hassan II et cela est très remarquable dans ce passage : "Considérant que Notre Majesté chérifienne, s'inspirant aussi bien de l'esprit de la démocratie authentique qui trouve son fondement dans les enseignements de l'Islam que des principes qui ont toujours guidé l'action de Notre Vénéré Père, n'a jamais cessé d'œuvrer pour l'institution d'une monarchie constitutionnelle."

Dans un deuxième alinéa de l'article 1^o on a défini ce but principal du Maroc vers lequel il se dirige : Le Maroc "est sur la voie de l'institution d'un régime de monarchie constitutionnelle qui permettra à la Nation, grâce aux

institutions représentatives, de choisir les moyens propres à la réalisation des grands objectifs nationaux."

Mais il n'y a aucune précision sur le point de savoir si l'organe qui élabore la future constitution sera une assemblée constituante ou l'ancien Conseil Constitutionnel réuni par Mohammed V. De même il n'est pas précisé si le régime sera monocaméral ou non, ni si, dans l'hypothèse de l'adoption d'un régime parlementaire, ce régime sera de forme moniste ou dualiste.

D'ailleurs, notons le bien, ce n'est qu'une loi constitutionnelle provisoire, établie pour guider l'action du gouvernement jusqu'à la promulgation de la constitution définitive. Mais les principes établis dans ce texte, sont considérables pour une marche progressive vers la démocratie.

II. Les principes démocratiques de la loi fondamentale :
En analysant le texte de la loi fondamentale marocaine on constate certains principes tendant à l'instauration d'une démocratie politique et sociale. En effet quatre articles sont remarquables pour l'établissement de la démocratie politique :

- L'article 8 : "L'Etat doit protéger la dignité des personnes et garantir l'exercice des libertés publiques et privées."

- L'article 9 : "Tout Marocain a le droit de se faire rendre justice. L'Etat doit assurer la jouissance de ce droit par la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la magistrature et toutes autres garanties démocratiques."

- L'article 10 : "Il ne peut y avoir d'infraction ni de peine qu'en vertu d'une loi préalablement édictée. Les peines sont personnelles."

- L'article 11 : "L'Etat doit protéger les personnes contre le détournement de pouvoir, l'excès de pouvoir, l'abus de pouvoir, la concussion et sévir contre toute atteinte aux fondements institutionnels du Royaume".

Ainsi le Roi, Hassan II a posé des principes qui assurent la réunion des conditions nécessaires pour l'institution d'une démocratie politique. De plus il a fait inclure dans trois articles de la loi fondamentale des principes nécessaires à l'instauration d'une démocratie sociale :

- L'article 7 : "Les Marocains sont égaux. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs".

- L'article 12 : "Les structures économiques du pays doivent avoir pour but la réalisation de la justice sociale, le développement de la production, l'élévation du niveau de vie et la marocanisation des richesses nationales."

- Enfin l'article 13 : "L'Etat procède à la mobilisation de ses nationaux dans le cadre des plans déjà élaborés, ou qui seront élaborés afin que le développement économique du pays, son expansion démographique et son progrès social soient insérés dans un cadre rationnel et conforme à un programme précis quant aux objectifs et aux délais de réalisation."

Notamment en ce qui concerne ce dernier article, un certain nombre de réalisations ont déjà eu lieu. Citons à cet égard l'entrée en vigueur du régime de sécurité sociale, de l'assurance sociale, l'application du plan de la mobilisation générale des nationaux pour le travail, la mise en oeuvre du plan de mobilisation spéciale pour "l'opération-

Ecoles" et le plan de la promotion rurale. (38)

La loi fondamentale d'Hassan II, promulguée ainsi le 2 juin 1961 comprend un bon nombre des principes de liberté et de justice, et pose pour la première fois au Maroc, dans un texte écrit, les fondements de la démocratie politique et sociale. En plus, elle constitue une étape décisive en vue d'atteindre une constitution définitive garantissant la réalisation de tous les aspects des tendances nationales et favorisant la bonne synthèse des éléments du régime traditionnel marocain et de ceux du régime constitutionnel et démocratique inspirés des exigences actuelles.

§ II. - La constitution du 7 décembre 1962 :

I. La soumission du projet de la constitution au peuple :

"Mon regretté Père a été le Roi qui a conduit le Maroc à l'indépendance, je dois être celui qui bâtit et organise le nouveau Maroc..", déclara Hassan II au correspondant du journal "Le Monde". (39)

Comme nous venons de le signaler, déjà Mohammed V avait mis à l'étude une constitution qu'il voulait proposer au peuple marocain. Mais le conseil constitutionnel désigné en 1960, aussi bien que l'assemblée consultative qui l'avait précédé, avaient cessé d'être convoqués, le Roi Hassan II poursuivit ses consultations au sein de conseils privés en dehors de toute publicité.

(38) J. Robert : "Le problème constitutionnel au Maroc" Revue du droit public. n° 5 - 1961.

(39) Le Monde 25.10.62.

Le projet de constitution fut publié avant d'être soumis au peuple. La date du référendum constitutionnel était fixée au 7 décembre 1962 ; c'était l'anniversaire du jour où Mohammed V donna, sept ans plus tôt, son investiture au premier Gouvernement de l'indépendance et confirma son engagement de doter le pays d'institutions démocratiques (40). Dans les jours précédant le référendum constitutionnel du 7 décembre 1962, le texte constitutionnel s'étala en arabe et en français, sur les murs, les autobus et dans les lieux publics. La radio et la télévision consacraient chaque jour des heures entières à l'explication des différents titres du projet. L'opposition leur reprochait de ne développer que les thèmes favorables à l'adoption.

Le Gouvernement marocain avait commandé deux mille postes de télévision en Hollande (41) pour les répartir dans les lieux publics et les maisons communales des centres ruraux. Enfin le référendum eut lieu à la date prévue, et, après la proclamation officielle (impatiemment attendue) des résultats par le président de la Cour Suprême, Hassan II promulgua quelques jours plus tard la constitution qui avait été approuvée par 3.733.816 "oui" sur 3.919.737 votants. (42)

Près de quatre millions sept cent mille Marocains ou Marocaines étaient inscrits sur les listes électorales. Un bulletin de couleur blanche signifiait "oui", un bulletin de

(40) Le Monde 6.12.62

(41) Le Monde 29.11.62

(42) Le Monde 11.12.62

couleur bleue "non".

Les résultats officiels de ce référendum ont été les suivants :

Inscrits : 4.654.955

Votants : 3.919.737

Suffrages exprimés : 3.847.015

Bulletins nuls : 72.722

"Oui" : 3.733.816 et "Non" : 113.199 (43)

Ainsi, en obtenant un large consentement populaire pour le projet de constitution, Hassan II a reçu en quelque sorte une nouvelle investiture. Le peuple marocain n'a fait que confirmer sa fidélité au jeune Souverain, spontanément exprimée au soir du 26 février 1961 quand, apparaissant sur le "méchouar" devant le Palais Royal où Mohammed V avait expiré quelques heures plus tôt, celui qui n'était plus déjà le prince héritier Moulay Hassan, fut acclamé par la foule comme "Malik" (Roi).

Hassan II avait déclaré dans la nuit du 7 décembre 1962 à l'envoyé spécial de la R.T.F. au sujet de la constitution :

"Trois idées essentielles m'ont guidé :

"1. Maintenir le Maroc dans son cadre musulman, celui de son glorieux passé, qui n'a jamais démérité;

"2. Traduire dans les faits l'esprit de tolérance qui est à la base de notre religion, c'est-à-dire protéger la liberté individuelle et collective des citoyens ;

"3. Se garder de faire une constitution démodée ou importée, celle-ci devant être au contraire conforme à nos pro-

(43) Le Monde 13.12.62.

blèmes de tous les jours". (44)

Ainsi, comme le Roi l'a déclaré, dans ce texte se combinent de façon coutumière les principes du droit islamique, les traditions propres de la monarchie alaouite et un bon nombre d'innovations. Pour analyser le texte, il va falloir étudier d'abord les principes qui y figurent et ensuite les institutions établies par ce document.

II. Les principes et les institutions établis par la constitution : Le préambule rappelle certains traits fondamentaux du Maroc moderne (Etat musulman souverain, partie du Grand Maghreb, Etat africain, membre des organisations internationales), et où il est affirmé que cet Etat de l'Afrique s'assigne comme objectif notamment la réalisation de l'unité africaine et affirme devoir être un membre actif des organismes internationaux déterminé à oeuvrer pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Les principes s'ordonnent autour de deux idées fondamentales qui sont exprimées dans le titre I de la constitution : Le Maroc est "une monarchie constitutionnelle, démocratique et sociale" et l'Islam est la religion de l'Etat dont la devise est "Dieu, la Patrie, le Roi". (article 7)

Les grands principes démocratiques traditionnels sont affirmés par la constitution notamment en ce qui concerne la souveraineté nationale, la séparation des pouvoirs, le suffrage universel, l'égalité des citoyens devant les charges et les fonctions publiques, l'égalité des droits politiques de l'homme et de la femme etc...

(44) Le Monde 9.12.62.

Divers articles garantissent les libertés essentielles ; opinion, expression, circulation, réunion, pour toute personne liberté d'établissement et d'adhésion à toute organisation syndicale et politique de son choix. Le domicile est inviolable et le secret de la correspondance est affirmé comme un droit essentiel ; le droit de propriété ne peut être limité que par la loi. Les partis politiques organisent et représentent les citoyens et il ne peut y avoir de parti unique au Maroc. Le droit du travail et le droit de grève demeurent garantis.

L'article 6 du titre I de la constitution précise notamment la deuxième idée fondamentale : "L'Islam est la religion de l'Etat qui garantit à tous le libre exercice des cultes". Cette idée est reprise dans plusieurs articles de la constitution ; le titre II, par exemple renouvelle cet attachement à l'idée de l'Islam en précisant surtout dans un article 19 : "Le Roi, "Amir al Mouminine" (commandeur des croyants) symbole de l'unité de la nation...veille au respect de l'Islam..."

Plus loin, l'article 23 affirme : "La personne du Roi" - commandeur des croyants - "est inviolable et sacrée".

Enfin, dans un article 108 du titre XI de la constitution, il est prévu que : "... les dispositions relatives à la religion musulmane ne peuvent faire l'objet d'une révision constitutionnelle...."

Ainsi notamment les deux idées directives, déjà exprimées par Mohammed V dans son premier discours en 1955 au lendemain de l'Indépendance, sont réapparues dans le texte constitutionnel qui, selon les vœux de Mohammed V, pour la première fois jette les fondements d' "... un régime de monarchie constitutionnelle qui tienne compte de l'intérêt supérieur du pays et réponde à ses caractéristiques propres, régime permettant

l'avènement d'une démocratie authentique s'inspirant à la fois de l'esprit de l'Islam, de l'évolution de notre pays..."

Mais il est opportun de savoir quelles sont les institutions établies par la nouvelle constitution. On peut distinguer deux catégories d'institutions ; les institutions essentielles sur lesquelles repose le fonctionnement du nouveau régime et les institutions accessoires créées ou confirmées par ce texte. Les institutions politiques essentielles sont au nombre de trois : la Royauté, le Parlement et le Gouvernement.

La Royauté : La Royauté a une place prépondérante dans le système marocain actuel. Le texte approuvé le 7 décembre affirme pour la première fois dans l'histoire du Maroc que : "la Couronne du Maroc et ses droits constitutionnels sont héréditaires et se transmettent aux descendants mâles en ligne directe et par ordre de primogéniture de S.M. le Roi Hassan II.... "

Notons à ce propos que, sous les anciennes dynasties marocaines, il y avait fréquemment des conflits de tribus notamment sur la désignation du Sultan et par conséquent absence de règle fixe de succession. Sous la dynastie alaouite, arrivée au pouvoir depuis 1.666, le Roi devait appartenir à la famille alaouite et tout membre mâle de cette famille remplissant les conditions requises pour remplir la fonction de Khali-fe pouvait être chargé de ces fonctions par le choix ou l'approbation des autorités sociales ou des Ulémas, dont l'intervention était en principe nécessaire pour l'investiture du Souverain. (45)

(45) Louis Fougère : "La Constitution marocaine du 7 décembre 1962" in Annuaire d'Afrique du Nord, 1962, p.155-205.

Les pouvoirs attribués au Roi par la constitution sont considérables. Il préside tous les conseils de l'Etat (Conseil des ministres, Conseil Supérieur de la Magistrature, Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan), nomme à tous les emplois civils et militaires, commande les forces armées, ratifie les traités, dispose du droit de grâce, et possède les prérogatives suivantes :

1. Le Roi nomme le premier ministre et les ministres et met fin à leurs fonctions soit du fait de leur démission individuelle ou collective, soit à son initiative. En d'autres termes le Gouvernement est responsable devant lui et ne peut rester en fonction s'il n'a pas la confiance du Roi. (46)
2. Le Roi peut dissoudre la chambre des représentants. Il promulgue la loi sans condition de délai, il peut la soumettre au référendum ou à une nouvelle lecture.
3. Les pouvoirs du Roi reçoivent une extension considérable "lorsque l'intégrité du territoire national est menacée, ou que se produisent des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles;" dans ce cas "le Roi peut, après avoir consulté les présidents des deux chambres et adressé un message à la nation, proclamer par décret royal, l'état d'exception. De ce fait, il est habilité, nonobstant toutes dispositions contraires, à prendre les mesures qu'imposent la défense de l'intégrité territoriale et le retour au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles". Le Roi peut mettre fin à l'état d'exception dans les mêmes formes que sa proclamation.

(46) voir plus loin pages 92 et suivantes.

Le Parlement : Le Parlement se compose de deux chambres : la Chambre des Représentants, élue pour quatre ans au suffrage universel direct, et la Chambre des Conseillers composée pour les deux tiers, de membres élus par les assemblées locales (assemblées préfectorales et provinciales, conseils communaux) et pour un tiers de membres élus par les chambres professionnelles (les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres d'artisanat ainsi que les représentants des organisations syndicales). Les conseillers sont élus pour six ans, et renouvelables par moitié tous les trois ans.

Le Parlement détient, certes, le pouvoir législatif, mais celui-ci est contenu dans les limites très précises. L'article 48 définit le domaine de la loi ; elle porte sur les matières suivantes : "... les droits politiques et économiques du citoyen, les principes fondamentaux du droit civil et du droit pénal, l'organisation judiciaire du Royaume, les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat. Toutes les matières autres que celles-ci appartiennent au domaine réglementaire".

D'autre part le Parlement partage l'initiative des lois avec le premier ministre.

Le Gouvernement peut être renversé par la Chambre des Représentants de deux manières : ou bien la Chambre peut lui refuser la confiance qui lui est demandée sur une déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte, ou bien le vote d'une motion de censure met en cause la responsabilité du Gouvernement. Une telle motion - comme l'indique l'article 81 - n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres composant la Chambre. Le vote de la censure doit obtenir la majorité absolue des membres de la Cham-

bre des Représentants il entraîne la démission collective du Gouvernement. Mais lorsque le Gouvernement a été censuré par la Chambre, aucune autre motion de censure n'est recevable pendant le délai d'un an ; ce qui assure une certaine stabilité du Gouvernement.

Le Parlement possède aussi les pouvoirs budgétaires ; il vote la loi de finances et approuve le plan ; mais si le budget n'est pas voté le 31 décembre, le Gouvernement ouvre, par décret, les crédits nécessaires à la marche des services publics en fonction des propositions budgétaires soumises à l'approbation ; quant aux dépenses d'investissement résultant de l'application du plan, elles ne sont votées qu'une seule fois lors de l'approbation de celui-ci et sont reconduites automatiquement pendant la durée de son exécution.

L'article 54 limite encore une fois les pouvoirs du Parlement en ce qui concerne la loi de finance en précisant : "les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquences, par rapport à la loi des finances, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique."

En matière de politique extérieure le Parlement n'intervient que pour autoriser la déclaration de guerre et la ratification des traités engageant les finances de l'Etat.

Le Gouvernement : Le Gouvernement occupe une position d'intermédiaire entre le Roi et le Parlement, puisqu'il est à la fois responsable devant le Roi et le Parlement et doit jouir de leur double confiance. Composé d'un premier ministre et de ministres nommés et révoqués par le Roi, il possède des pouvoirs dans les domaines législatif et exécutif. Il a l'initiative de la loi concurremment aux membres du Parlement.

veille à l'exécution des lois, dispose de l'Administration, exerce par l'intermédiaire de son chef un pouvoir réglementaire dans les matières qui ne sont point de la compétence de la loi ou que des dispositions de la constitution n'ont pas dévolues au pouvoir réglementaire du Roi. En plus le gouvernement peut être autorisé par le Parlement, pendant un délai limité, et en vue d'un objectif déterminé, à prendre par décret, délibéré en Conseil des ministres, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi. Or il est certain que la majorité gouvernementale au Parlement, favorise l'octroi de pouvoirs assez étendus au gouvernement dans le domaine législatif.

A côté des institutions fondamentales sont placées les institutions secondaires créées ou confirmées par la constitution :

1. Le Conseil Supérieur de la Magistrature ; présidé par le Roi veille à l'application des garanties accordées aux magistrats quant à leur avancement et à leur discipline.
2. La Haute-Cour de Justice, devant laquelle les membres du Gouvernement sont responsables des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Son président est nommé par décret royal.
3. Le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan, présidé par le Roi, arrête le projet de plan.
4. La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême approuve, avant promulgation, les lois organiques prises pour l'application de la constitution, arbitre les conflits entre le Gouvernement et le Parlement sur la répartition des matières entre pouvoir législatif et pouvoir réglementaire, statue sur la régularité de l'élection des membres du Parlement et des opérations de réglementation.

5. Les Collectivités locales, préfectures, provinces et communes, dont l'existence se trouve constitutionnellement garantie, élisent des assemblées administratives.

III. Après la publication du texte constitutionnel : le texte de la constitution fut présenté le 18 novembre 1962 par Hassan II. Le Roi s'engageait personnellement en faveur de l'adoption du texte, il présentait la constitution comme construite de ses mains et déclarait : "en votant oui à mon appel vous aurez ainsi atteint le but que Mohammed V nous avait fixé". (47).

Deux jours avant le référendum le Roi renouvelait son appel dans un message radiodiffusé adressé à la Nation : "Je crois que, comme l'avait voulu Mohammed V, la constitution répond aux besoins de la Nation. Aussi c'est sans hésitation, de tout mon cœur et de toute mon âme que Je vous demande de voter oui". (48). Traditionnellement il était difficilement concevable pour un Marocain que l'on pût dire non au Roi. Et cependant une campagne active fut faite pour ou contre le texte proposé.

Les partis un peu déconcertés au départ, adoptèrent bientôt une attitude favorable. Très rapidement l'Istiqlal et le Mouvement Populaire annoncèrent déjà qu'ils voteraient oui. Réuni dès le lendemain de la publication du projet de constitution, le Conseil National de l'Istiqlal décide à l'unanimité de voter oui. Les Ministres de l'Istiqlal notamment Allal El Fassi, ministre des Affaires islamiques, Boucetta ministre de la Justice et Mohamed Douiri ministre des Finances ainsi que les inspecteurs régionaux de l'Istiqlal organisent de nombreuses manifestations en faveur du oui. Les organisations annexes

(47) Paul Chambergeat : "Le référendum constitutionnel du 7 décembre 1962 au Maroc" - in Annuaire d'Afrique du Nord 1962

(48) du même auteur, article cité.

de l'Istiqlal comme le syndicat U.G.T.M. et U.M.A. étaient également engagés aux côtés de l'Istiqlal dans la campagne pour le référendum. Le Mouvement Populaire a aussi participé à la campagne en faveur du oui. Divers autres partis et groupements à caractère politique se prononcèrent également pour le oui. On peut noter parmi eux : le Parti des Libéraux de M. Guédira, ministre du Roi et son ami très intime, le Parti Socialiste Marocain, la Ligue des Oulémas du Maroc, la Ligue des Magistrats etc....

Mais l'Union Nationale des Forces Populaires avait initié trois jours avant la publication du texte constitutionnel de boycotter le référendum du 7 décembre 1962. L'U.N.F.P. reprochait notamment au Roi d'avoir fait appel au concours de juristes étrangers, plus ou moins suspects d'esprit "réactionnaire", sans tenir la promesse de Mohammed V pour l'élection d'une Assemblée Constituante.

L'Union Marocaine du Travail, le Parti Démocratique Constitutionnel et certains autres groupements s'alignèrent également sur la position de l'U.N.F.P. en boycottant le référendum.

Mais, comme nous l'avons remarqué selon les résultats officiels, le Roi a obtenu un large consentement populaire au projet de constitution. Le texte fût approuvé par 3.733.816 "oui" sur 3.914.737 votants. L'Istiqlal apparaît renforcé ; mais sa puissance va entraîner bientôt une rupture avec le Roi dans la mesure où elle constitue une menace pour l'avenir. Par contre l'U.N.F.P. semble écrasée par la masse des oui.

Après le départ des ministres de l'Istiqlal, les dirigeants du Mouvement Populaire notamment le docteur Khatib et M. Ahardane, ministres à titre personnel, bénéficient avec le

parti du Roi - qui est bientôt créé sous la direction de M. Guédira - du succès du oui. Ainsi le Gouvernement pourrait, pensait-on, s'appuyer sur une très large majorité et triompher aux futures élections parlementaires.

En d'autres termes les résultats très satisfaisants du référendum du 7 décembre, certains points de divergence entre le gouvernement devenu très fort et les deux grands partis, la création du Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.) par le gouvernement et par conséquent la forte et écrasante majorité parlementaire obtenue par le parti du Roi, consolident de plus en plus la position personnelle du Souverain et lui donnent une nouvelle investiture en transformant un pouvoir de "droit divin" en une autorité fondée sur une majorité populaire, sur le principe démocratique. Nous allons étudier brièvement le déroulement des événements politiques postérieurs à la campagne du référendum sous les titres suivants :

- A. - La situation des deux grands partis : Istiqlal et U.N.F.P.
- B. - La création du F.D.I.C. par le Gouvernement.
- C. - La majorité parlementaire du parti gouvernemental.

A. La situation des grands partis : Istiqlal et U.N.F.P.

Istiqlal : Comme nous l'avons déjà dit, les dirigeants du parti de l'Istiqlal dont trois ; MM. Allal El Fassi, Bouiri et Boucetta étaient ministres du cabinet de Rabat, prirent une grande part à la campagne du référendum en faveur du "oui" pour le texte constitutionnel. Mais une certaine divergence les séparait, quand même, du Roi et de "ses hommes" qui n'appartenaient dès lors, en fait à aucun parti comme M. Balafrej (fondateur du parti Istiqlal, mais en rupture discrète avec cette formation), M. Guédira, M. Benhima, et même le docteur Khatib

et M. Aherdane, dirigeants du Mouvement Populaire, mais ministre à titre personnel. Au lendemain du référendum constitutionnel, ces deux groupes constituaient le cabinet du Royaume. Mais la recherche de péternité de la victoire a agi comme un révélateur, faisant paraître plus clairement sur certains points une opposition entre les deux groupes. Le débat qui opposait les ministres du parti de l'Istiqlal aux "hommes du Roi" ne portait pas seulement sur une dévolution de portefeuilles. Il avait trait à la fois au rôle de la religion dans la vie publique du Royaume et à la politique extérieure du Maroc.

L'Istiqlal et l'affaire de "Nador":

Lorsque, au mois d'avril 1962, les autorités de Nador, dans la zone nord du Royaume, appréhendèrent quelques jeunes fonctionnaires accusés d'être des "hérésiarques" personne ne pensa que cette opération policière, conduite dans une région reculée, mettrait en cause quelques mois plus tard l'équilibre politique du Royaume.

Seul M. Allal El Fassi, ministre d'Etat chargé des Affaires islamiques, semblait s'intéresser au sort des "bahayines" (49) (qui prétendent intégrer les trois grandes religions mo-

(49) Le Baha'isme (de "Baha'Allah", rayonnement de Dieu), fut fondé en Iran en 1844 par un prédicateur qui se faisait appeler "El Bab" (la porte). Inspiré de la tradition Zoroastrienne il est issu de l'Islam, mais à la réconciliation des religions, en attendant celle des nations, et à l'établissement d'un gouvernement mondial. Cette croyance syncrétiste, qui comporte l'obligation de vénérer le divin prophète, Mohammed, aussi bien que Moïse et Jésus, est en fait plutôt une philosophie.

On évalue à près de deux millions le nombre des adeptes du Baha'isme qui sont assez nombreux aux Etats-Unis et sont représentés à l'O.N.U. en tant qu'organisation non gouvernementale. Le Monde 18.12.1962. Pour une étude détaillée lire : H. Lammens : "L'Islam, croyances et institutions" 1926 p.209 et suivantes.

nothéistes, en attendant de rassembler tous les gouvernements du monde) (50). Le ministre d'Etat chargé des Affaires islamiques assurait en effet que ces quinze "hérésiarques" avaient pour objectif de détruire la "Kaaba" et "Hadjar Al Asouad" (la pierre noire) des lieux saints de l'Islam.

Enfin on apprit le 15 décembre 1962 que trois des accusés de Nador étaient condamnés à mort, mais que, plus tard, acquittés par la Cour de Cassation de Rabat. M. Guédira, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture et ami très intime du Roi, n'était pas d'accord sur le fondement de ce jugement. L'Istiqlal estimait qu'il convenait mal au ministre de l'Intérieur d'intervenir dans des affaires de justice, surtout pour prendre la défense d' "une bande de malfaiteurs" (51) et d' "une secte menaçant l'ordre public". Car, ajoutait-il, "une sédition aurait fini par éclater à Nador contre ces Hérésiarques". (Ce qui revient à dire que les juges de Nador ont condamné à mort les "bahayines" pour leur épargner d'être écharpés par la foule...)

Notons à ce propos que le ministre responsable de la justice était M. Boucetta, autre dirigeant du parti de l'Istiqlal.

L'Istiqlal et les Frontières "naturelles".

Mais la divergence des ministres de l'Istiqlal avec les "hommes du Roi" se retrouve dans une affaire plus importante que celle d'hérésie et aussi considérable que le problème de la Mauritanie. Il s'agit de substituer la conception des "fron-

(50) Le Monde, 5 janvier 1963

(51) Jean Lacouture : "Un malaise au sein du cabinet de 'Rabat'"
Le Monde, 5 janvier 1963.

tières naturelles" à celle des "frontières authentiques" mentionnée dans le texte constitutionnel. Rappelons que, lors de l'élaboration de la constitution, les amis de M. Allal El Fassi avaient présenté un projet mentionnant les "frontières naturelles" du Maroc. Or si l'on se réfère à la nature, le fleuve Sénégal est le seul accident de terrain limitant le Royaume vers le sud. Mais les rédacteurs du texte définitif qui se situent au Palais même, ont préféré parler de "frontières authentiques" qui se préoccupent de la signification exacte de cette formule s'entend répondre par un très proche collaborateur du Roi qu'il s'agit de limites "authentifiées par des traités qui sont passés avec l'Espagne, l'Algérie, la Mauritanie" (52). Aussi le parti de l'Istiqlal a-t-il réagi en publiant dans sa presse qu' "en dépit de tout ce que l'on dit et que l'on fait dire, la Mauritanie est et restera la province méridionale du Royaume". (53)

A la suite de ces événements les trois dirigeants de l'Istiqlal se retirèrent du gouvernement marocain et devinrent dès lors les principaux animateurs d'un parti qui va désormais se consacrer à la préparation des élections à l'Assemblée Nationale et aux assemblées locales.

L'Union Nationale des Forces Populaires : A la veille de la publication du texte constitutionnel, le comité central de l'U.N.F.P. - parti progressiste de l'opposition - avait décidé de boycotter le référendum constitutionnel qui devait avoir lieu le 7 décembre 1962. Dans le communiqué fixant cette

(52) Le Monde, 5 janvier 1963.

(53) Jean Lacouture : "Un malaise au sein du Cabinet de Rabat"
Le Monde, 5 janvier 1963.

attitude, le comité central de l'U.N.F.P. critique "la décision prise par le pouvoir absolu de soumettre au référendum une constitution préfabriquée, élaborée dans le secret avec la collaboration de techniciens étrangers au service de l'impérialisme et du néo-colonialisme" et affirme "que le recours à l'opération référendum dans les conditions précitées tend en réalité à faire avaliser une constitution qui n'est que la codification d'un pouvoir personnel et réactionnaire" (54)

Rappelons que l'U.N.F.P. insistait sur la réunion d'une assemblée constituante pour l'élaboration du texte constitutionnel.

Lors du référendum constitutionnel, les consignes d'abstention de l'opposition progressiste ont été le plus sensiblement suivies à Casablanca et dans la province d'Agadir. Les gens du Sous ont manifesté à l'égard du texte constitutionnel et des appels officiels une certaine réserve. Les ramifications de l'U.N.F.P. dans cette région peuvent expliquer cette attitude et aussi les rancœurs consécutives au sinistre d'Agadir, qui, en d'autres circonstances, s'étaient également exprimées.

Le Souverain, en rupture avec son ancien collaborateur, le parti de l'Istiqlal, et d'humeur décidément trop incompatible avec l'U.N.F.P., allait essayer de réaliser une idée datant du règne de Mohammed V. Il s'agissait de la création d'un front pour la sauvegarde de la monarchie.

B. La création du F.D.I.C. par le Gouvernement :

L'idée de créer un front gouvernemental, suggérée par les amis très proches du Palais, devait se réaliser bien avant la démission des ministres de l'Istiqlal qui ouvrit la seconde

(54) Le Monde, 17 novembre 1962

crise ministérielle postérieure à l'Indépendance (55). Il suffit de se reporter aux commentaires qu'y consacra M. Guédira (le dirigeant du front) au mois d'avril 1958 pour y trouver l'origine de la décision prise le 20 mars 1963 concernant la création du F.D.I.C. Plus encore qu'en 1958, l'Istiqlal a été dénoncé en termes vigoureux, et ses dirigeants accusés d'entretenir des "espérances dictatoriales" d'avoir "paralysé le développement de la nation dans tous les domaines" avant d'en arriver à cette conclusion que "le parti totalitaire uni ou divisé n'est pas digne d'assurer le lien de confiance qui doit exister entre les élus et la Nation". (56)

Les objectifs du "Front" sont triples :

- Mobilisation derrière le Roi,
- Défense de la constitution et des valeurs qu'elle a proclamée ,
- Instauration d'une "démocratie économique authentique".

Il faut observer que la dénomination de "Front de la Monarchie Constitutionnelle" avait été envisagée au début. On lui a préféré celle de "Front pour la Sauvegarde des Institutions Constitutionnelles", sans doute pour ne pas engager trop apparemment la monarchie dans les âpres luttes que l'on peut aisément prévoir.

Le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.) est animé par M. Guédira, directeur général du Cabinet Royal, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture.

(55) voir le Monde 22.3.63 - 17.4.63 - 10.4.64

voir plus loin pages 173 et suivantes....

(56) le Monde 22 mars 1963

11

Un conseil national de trente membres, distinct du comité central qui groupe les fondateurs du F.D.I.C.,, en est l'insistance suprême à l'échelon national. Un secrétariat permanent est institué dans chaque province ou préfecture, et un comité d'action dans chaque commune. La trame du mouvement paraissait s'étendre sur le pays en fonction des prochaines consultations électorales. Les conseils communaux devaient en effet être renouvelés. D'autre part, la constitution prévoyait la mise en place d'assemblées provinciales et préfectorales qui devaient participer ainsi que les conseils communaux à l'élection de la Chambre des Conseillers (la Chambre Haute) du futur Parlement bicaméral. Ainsi le "Front" entrait dans l'arène électorale au moment où approchaient les échéances pour la mise en place des chambres d'agriculture, des assemblées provinciales et locales d'un Parlement bicaméral.

La date des élections législatives était fixée au 17 mai, celle des élections communales était annoncée pour le 28 juin et enfin les élections pour les Chambres de Commerce et de l'Artisanat, ainsi que pour les membres des syndicats devaient avoir lieu le 30 juillet, tandis que celles pour les chambres d'agriculture étaient prévues pour le 9 août.

Il est utile de savoir comment se déroula la campagne électorale pour les élections qui donnèrent la majorité au parti gouvernemental.

C. La majorité parlementaire du parti gouvernemental;

La campagne électorale pour les élections du 17 mai, (élection au scrutin uninominal à un tour des membres de la Chambre des Représentants) était déjà commencée. La lutte se déroulait surtout entre le "Front" et les deux partis d'opposition. L'Is-tiglal et l'U.N.F.P. que tout oppose sur le plan national, n'ont pas été jusqu'à conclure des alliances locales - difficiles, il est vrai avec le système uninominal à un tour. Car

il était difficile pour eux de lutter sur deux fronts et ils convinrent tacitement de se ménager et de ne pas se gêner. Ils ont fait en sorte de ne pas avoir à s'affronter. Dans telle circonscription où l'U.N.F.P. présentait un leader, l'Istiqlal ne lui opposait généralement qu'un candidat de second plan, et vice versa.

Six membres du gouvernement étaient candidats aux élections aux côtés de M. Guédira, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture. Sur les sept membres du Gouvernement royal, deux seulement - le leader du "Front", M. Guédira et le docteur Khatib - furent élus. Enfin le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles a obtenu la majorité aux élections. Les résultats officiels du scrutin furent les suivants :

F.D.I.C. (parti du Gouvernement)	= 67 élus
Istiqlal	= 41 élus
Union Nationale des Forces Populaires	29 élus
Indépendants	= 7 élus

Les sièges à la Chambre des Représentants furent ainsi répartis :

F.D.I.C.	= 69 sièges
Istiqlal	= 42 sièges
U.N.F.P.	= 27 sièges
Indépendants	= 6 sièges

Le 28 juin 1963 eurent lieu les élections municipales. Les deux partis d'opposition ; l'Istiqlal et l'Union Nationale des Forces Populaires, en refusant de jouer le jeu, avaient laissé le "Front" seul en piste et celui-ci n'a pas manqué d'en profiter largement (57). Mais les représentants du "Front" ne furent pas les seuls à être élus. Car l'Administra-

(57) Figaro, 30 juillet 1963.

tion avait refusé les retraits tardifs de candidatures, et, dans les bureaux de vote, on trouvait des bulletins de tous les candidats, même de ceux qui avaient prêché le boycottage depuis 15 jours. (58)

Rappelons que constitutionnellement la Chambre des Conseillers (le futur sénat marocain) est composée pour 2/3 de membres élus par les assemblées locales et 1/3 de membres élus par les chambres professionnelles.

Les Résultats des élections municipales furent les suivants :

F.D.I.C.	=	3.890 élus
Istiqlal	=	526 élus
U.N.F.P.	=	111 élus

Le 30 juillet 1963, les élections aux chambres de Commerce et d'Industrie renforcent une fois de plus l'emprise du "Front" gouvernemental. Les partis d'opposition ; l'Istiqlal et l'U.N.F.P. s'étaient pratiquement retirés de la compétition.

L'Union Nationale des Forces Populaires (gauche progressiste) avait décidé de ne pas s'engager dans la lutte avant même que son appareil eut été désarticulé par les arrestations de ses dirigeants et de ses militants (59). Les candidatures déposées sont donc retirées. L'Istiqlal faisait grief

(58) Figaro 30 juillet 1963.

(59) Au mois de juillet 1963 la police marocaine a déclaré avoir découvert un complot contre le régime et ses institutions. A la suite de cette déclaration on a appris que 104 personnes dont la majeure partie était des députés de l'U.N.F.P., inculpées dans cette affaire sont détenues par la Police pour être transférées à la prison....

aux autorités d'être intervenues pour empêcher dans plusieurs régions les représentants de l'opposition de se présenter, soit en refusant leur candidature, soit en les emprisonnant arbitrairement. L'Istiqlal qui n'était pas entré en lice, qualifiait ainsi ces élections : "l'acte de la grande mascarade électorale en 1963".

Il y avait des candidats qui se réclamaient de l'Union Marocaine de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (U.M.C.I.A.) de tendance istiqlalienne. D'après les résultats affichés, onze sièges étaient attribués à Fès au parti Istiqlal. Ces résultats, établis d'une manière définitive pour le ressort de sept chambres, font apparaître une moyenne d'environ 57 % de votants par rapport au nombre des électeurs inscrits. Le "Front" remporta 23 sièges sur 24 à la Chambre de Commerce de Casablanca où l'U.N.F.P. était en 1960 majoritaire.

On notait aussi des abstentions considérables ; par exemple pour la ville de Kénitra dont le député était l'un des

.... Cette opération fut menée à la suite de la découverte d'un dépôt d'armes qualifié d'important. On précisait également que le complot visait la conquête du pouvoir par voie de renversement du régime et par recours aux méthodes de violence.

Ensuite un certain nombre de libérations eurent lieu au fur et à mesure du déroulement de l'enquête. Lorsque la police pénétra, après la découverte du "complot" dans les locaux du parti, les responsables de l'U.N.F.P. venaient de décider de ne pas engager leur mouvement dans les élections municipales du 28 juillet et dans les élections aux chambres de commerce et d'industrie du 30 juillet.

- Le Monde, 19 juillet, 16 août et 20 août 1963.

leaders de l'U.N.F.P. M. Bouabid, sur 1.580 électeurs inscrits, 355 seulement avaient pris part au vote. Il y avait 221 suffrages exprimés, assurant l'élection de 7 candidats du "Front". Ces assemblées professionnelles devaient participer en effet à l'élection du tiers des membres de la chambre des conseillers, le futur Sénat marocain, où le "Front" assuré d'une place prépondérante depuis les élections municipales détenait une large majorité. Rappelons que le "Front" était aussi renforcé aux élections des chambres d'agriculture. Ainsi sur 297 sièges dont les résultats étaient connus, le "Front" en avait recueilli 278, tandis que le parti de l'Is-tiqlal en avait obtenu 14, les "neutres" 5 et l'U.N.F.P. aucun. (60)

Finalement, comme c'était prévu, le "Front" avait pu gagner une forte majorité dans la seconde chambre en poussant l'opposition à la prudence par la mesure prise contre lui. Quelques mois après, le Parlement se réunit. Tous les parlementaires ont été convoqués le 18 novembre 1963. La séance solennelle d'ouverture des travaux du premier Parlement fut présidée par le Roi. Les deux chambres qui se réunirent exceptionnellement en commun le 18 novembre 1963, présentent entre elles d'importantes différences. Au sein de la Chambre des Députés née des élections du 17 mai n'apparaît pas de majorité solide. Comme nous l'avons fait remarquer le "Front", parti gouvernemental formé par M. Oueda Guédira, ne dispose en effet que de 69 sièges, contre 42 pour l'Is-tiqlal et 27 pour l'U.N.F.P. Quelques uns des 6 députés qui se présentent comme Indépendants pourraient toutefois - se joindre au parti gouvernemental.

(60) Le Monde, 28 août 1963.

La situation est tout autre à la Chambre des Conseillers où le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.) s'est assuré une confortable majorité, les partis de l'opposition - comme nous l'avons dit - ayant délibérément refusé de participer aux différents scrutins des élections sénatoriales. L'Istiqlal a pris à la veille de la convocation des chambres, une attitude paradoxale; mais il avait ~~cependant~~ invité ses membres à siéger à ce Parlement qu'il qualifiait d'illégitime. Il les invita à y siéger en raison de la gravité exceptionnelle des événements de l'époque. Désarticulée par la répression, l'U.N.F.P. adopta une attitude prudente, et semblait se réserver la possibilité de dégager ultérieurement une ligne de conduite plus nette. Parmi les dirigeants de celle-ci figuraient dans les listes officiellement publiées, les noms de cinq élus qui, après l'affaire du complot de juillet, demeureraient inculpés et incarcérés.

Depuis lors, reste le "Front" et c'est à lui seul qu'appartiennent la plupart des membres de l'actuel gouvernement. Ses élus vont donc s'employer à soutenir ce nouveau cabinet lors des débats prévus à l'ordre du jour des Assemblées : adoption du budget, étude d'un plan triennal d'économie nationale.

CHAPITRE II.

LE ROI ET SON GOUVERNEMENT.

Comme nous l'avons vu dans les pages antérieures, la Royauté domine presque tout l'édifice constitutionnel marocain selon le texte approuvé le 7 décembre 1962. Ainsi le Roi préside le conseil des ministres et gouverne effectivement. Nous allons étudier successivement dans ce chapitre, le Roi, sa désignation, ses pouvoirs (section I) et le Gouvernement (section II).

SECTION I.

LE ROI.

Avant d'examiner la désignation et les pouvoirs du Roi selon la constitution actuelle, nous allons jeter un coup d'oeil sur la notion religieuse du calife ou de "commandeur des croyants".

§ I. Le Roi, chef religieux.

En Islam, le Roi est le chef de l'exécutif. Son pouvoir religieux est appuyé sur les textes du Coran et de la Sunna. Un texte coranique commande aux musulmans : "O, croyants, Obéissez à Dieu et à son Envoyé et à ceux qui, parmi vous, détiennent le commandement" (61) et un hadith du Prophète s'exprime ainsi : "des détenteurs du pouvoir vous gouverneront

(61) Coran, chapitre IV, verset 62.

après moi. Il y en aura un bon nombre qui vous gouverneront avec perversité. Ecoutez-les et obéissez leur en tout ce qui est conforme à la loi. S'ils se conduisent bien, le mérite en sera pour vous et pour eux ; s'ils se conduisent mal, le mérite en sera pour vous et le démerite pour eux" (62)

Ces textes renferment l'idée que le "califat" est une institution, mais ils n'en déterminent pas les caractères. (63)

On sait que le terme même de calife (Khalifa) veut dire remplaçant. Abou Bakr, beau-père du Prophète, fut le premier calife. Quand on l'appela "Remplaçant de Dieu", dit la tradition, il corrigea : "Ne dites pas, Remplaçant de Dieu, mais : Remplaçant du Prophète de Dieu" (64). Son successeur fut le Remplaçant du Remplaçant du Prophète de Dieu". Mais le titre, qui risquait de s'allonger à chaque calife, se simplifia par l'emploi de "Remplaçant" (Khalifa) avec, comme équivalent technique "Imam Suprême" et comme équivalent honorifique "Commandeur des Croyants" (Amir al-mominine) (65)

Le califat ou Imama Suprême est un contrat, un pacte (aqd). Les deux parties contractantes sont d'une part la Nation musulmane représentée par "ceux qui délient et lient", d'autre part le futur calife, représentant du Prophète qui fut envoyé de Dieu. Or, tout contrat, selon les définitions du droit musulman, est constitué par une "condition" (Shart) et un "pilier" (Rukn). Ici, la condition reposera sur la capacité des

(62) Hadith.

(63) N.A. Zikria : "Les principes de l'Islam et la démocratie" Paris, édition 1958 p. 48

(64) Gardet : "La cité musulmane" Paris 1954 p.166 et suivantes.

(65) L'article 19 de la const. marocaine nomme le Roi ;
(Amir al mominine)

deux parties contractantes ; et le pilier se construira en trois temps : désignation du futur calife, offre et acceptation, perfection du contrat par le serment d'allégeance (Baïa, mubaya).

Essentiellement d'après la première tradition, le calife doit être élu par "les gens qui délient et lient" c'est-à-dire les représentants de la communauté. Mais au début du deuxième siècle de l'hégire le calife en charge désigna lui-même son successeur, étant supposé que ce dernier remplissait les conditions de capacité voulues. (66) Ce mode de désignation naquit pour la première fois dans l'histoire de l'Islam, des ambitions de la famille Umayyade (67). Mais le mode démocratique de désignation, celui que citent en premier lieu les traités classiques, et auquel les réformistes donnent aujourd'hui toute leur préférence, est l'élection faite, au nom de la Nation, par les représentants de celle-ci ou "les gens qui délient et lient". Ainsi donc, les représentants de la communauté musulmane désignent par un vote le chef du pouvoir exécutif, chargé de faire appliquer les lois données par Dieu, et de veiller à ce que soient exécutées les sentences prononcées par les juges.

Etant donné que le calife est responsable devant la communauté de la gestion des "droits de Dieu et des hommes" (68) c'est à cette dernière qu'appartient le pouvoir de le

(66) Voir P. Rondot : "Les musulmans d'aujourd'hui"

Paris 1955 p. 185...

Voir aussi Monteil : "Le monde musulman" Paris - Horizons de France, 1963.

(67) voir plus haut p. 21 et suivantes....

(68) Hokouk allah et Hokouk al Habd.

destituer. En d'autres termes si le calife commande des actes contraires aux lois coraniques, s'il gouverne avec tyrannie ou bien s'il devient impie dans ses actes personnels, sa destitution par la Communauté devient un devoir. Car il doit être un guide et un exemple pour la société musulmane. Aussi chaque musulman a le droit de protester et d'agir contre un calife qui n'observe pas les règles et les principes religieux, mais sans effusion de sang. Si l'emploi de la force s'avère impossible, le croyant doit protester par ses paroles ou tout au moins dans le secret de son cœur. Mais une responsabilité plus lourde incombe aux Ulémas qui doivent faire au calife les remontrances voulues. Si le corps des Ulémas ne peut amener le calife à résipiscence, il lui appartient de le déposer, à condition d'être, à l'avance, sûr du résultat et de ne pas provoquer par cela, de plus grand maux. Car "la nécessité" du moment peut obliger la communauté à admettre au moins provisoirement l'autorité d'un tyran ; cela pour le bien de la communauté et sa cohésion.(69)

Nous allons voir quelles sont les fonctions du calife musulman en général et en particulier au Maroc traditionnel.

- Les fonctions califales : D'après la tradition califale du Maroc nous allons dégager les principes suivants également valables à l'égard du Sultan en ce qui concerne la fonction califale du chef de l'exécutif.

a. - Le Sultan marocain, comme en Islam traditionnel d'ailleurs, est à la fois le chef religieux de ses sujets musulmans et le chef temporel de l'Etat (70). Son pouvoir en

(69) voir plus loin pages 97 et suivantes: "loi de nécessité"

(70) On reviendra sur cette question en étudiant les pouvoirs du Roi en tant que chef temporel dans les pages suivantes.

tant que "Commandeur des croyants", est affirmé par le Coran et la Sunna. En tant que chef de l'exécutif il ne prend que les réglement administratifs.

b. - Le calife ou le Sultan est un délégué du peuple. Son pouvoir est réglé et contrôlé par "Ijmâ" par lequel la communauté est représentée et d'autre part par chaque croyant en tant que Musulman. Donc ce pouvoir, comme nous avons déjà indiqué est un pacte ou un contrat passé entre le calife et la nation musulmane représentée par les "gens qui délient et lient". Au Maroc cette délégation se fait par le "Baïa" . (71) Ceux qui reconnaissent l'autorité souveraine font le Baïa. Par exemple en territoire makhzen le Sultan domine les villes, contrôle les campagnes, perçoit l'impôt ; il y dispose de ce "Baïa" accordé par le peuple makhzen. Au contraire en territoire Siba le Sultan n'est reconnu que comme le chef religieux. (72) Ce sont les habitants qui n'ont pas accordé leur Baïa au Sultan.

c. - Les Ulémas, représentants de la nation, gardent un droit de contrôle continuél de telle sorte que le Sultan ne puisse agir en dehors des limites de son pouvoir accordé par la loi. Donc ce sont des Ulémas, en tant que représentants du peuple, qui ont le droit et le devoir de destituer le calife ou le Sultan qui agit contre la loi et la foi musulmane. Ainsi à l'époque du Sultan Abdel Aziz, au moment où le Souverain avait institué de nouveaux impôts sans le consentement des Ulémas, ceux-ci avaient protesté et s'étaient mis à discuter la légitimité de ses actes.

(71) Mot qu'on pourrait traduire par acceptation du pouvoir ou soumission, ou plutôt l'installation du calife.

(72) Emmanuel Durand : "Traité de droit public marocain"
Paris 1955, p. 117.

d. - Le calife ou le Sultan, à la fois chef spirituel et temporel a deux catégories de fonctions : fonctions spirituelles et fonctions temporelles.

Ici nous allons examiner brièvement les fonctions spirituelles du calife. Ses attributions temporelles feront l'objet de notre étude sur les pouvoirs actuels reconnus au Roi du Maroc par la constitution du 7 décembre 1962.

- Les fonctions spirituelles du Sultan :

Au Maroc où l'Islam demeure religion d'Etat (73) le Souverain, choisi depuis 1664 dans la famille alaouite, possède toujours la plénitude de l'autorité religieuse (en tant que Commandeur des croyants ou Imam) et politique (en tant que Sultan ou Emir).

C'est lui qui dirige la prière, en premier lieu, celui derrière lequel les croyants prient à la mosquée. Le "Khotba" (prêche), marque de l'investiture canonique, se dit en son nom dans tout le Maroc, lequel a joui de l'unité de prière dès le début de la conquête arabe et de l'autonomie canonique depuis 1145.

- Le Sultan exerce sur les Marocains musulmans son autorité religieuse en toute indépendance, véritable calife, il préside aux solennités religieuses de l'Empire. (74)

- Le Sultan (ou le calife de jadis) doit conserver et garantir la sauvegarde des principes religieux et la règle de vie instituée par le Coran et doit veiller à ce que cha-

(73) "L'Islam est la religion de l'Etat..." art.6 de la constitution du 7 décembre 1962.

(74) Emmanuel Durand : "Traité de droit public marocain"
Paris, 1955 pages 118 et suivantes.

que croyant observe cette règle et ces principes.

- Il doit conduire la guerre sainte (Jihad) contre les ennemis de l'Islam.

- Il doit percevoir la dîme ou l'aumône légale, interdire l'usure, protéger les orphelins et observer toutes les obligations religieuses prescrites par le Coran et la Sunna.

- Enfin le calife est le symbole de l'unité de l'Umma (la nation) - (art. 19 de la const.marocaine).

Nous allons voir quelles sont les dispositions de la constitution du 7 décembre 1962 réglementant la désignation et les pouvoirs du Roi.

§ II. La désignation et le problème posé par la minorité royale (Conseil de régence)

I. La désignation : La Couronne du Maroc et ses droits constitutionnels sont héréditaires et se transmettent aux descendants mâles, en ligne directe et par ordre de primogéniture de S.M. le Roi Hassan II (art. 20).

Jusqu'alors tout membre mâle de la famille alaouite remplissant les conditions requises pour remplir la fonction royale pouvait être chargé de ces fonctions par le choix ou l'approbation des autorités sociales et des Ulémas, dont l'intervention était en principe nécessaire pour l'investiture de ce Commandeur des croyants ou "Anir al Mouninine".

Ainsi à partir de S.M. le Roi Hassan II, est organisée une succession dynastique héréditaire ; le Roi, désormais doit être l'un des descendants mâles en ligne directe du Roi Hassan II et lorsqu'il n'y a pas de descendant mâle, en ligne

Directe, la succession au Trône est dévolue à la ligne collatérale mâle la plus proche et dans les mêmes conditions.

II. Le problème posé par la minorité royale :

Le Conseil de Régence est institué par l'article 21 de la constitution et le dahir n° 1.63.300 du 9 novembre 1963 portant loi organique relative à ce Conseil.

Au moment de la disparition du Roi, son héritier légitime doit avoir plus de 18 ans.

Durant la minorité du Roi, le problème est résolu par l'installation d'un conseil de Régence qui exerce les pouvoirs et les droits constitutionnels de la Couronne. Le Conseil de Régence est présidé par le parent mâle du Roi, le plus proche dans la ligne collatérale mâle et ayant 21 ans révolu. Il est composé du doyen des recteurs des universités, du président de la Cour Suprême et du président de la Chambre des Conseillers. Le Conseil se réunit de plein droit dès l'accession au trône d'un Roi mineur de 18 ans. Il ne peut valablement siéger que lorsque trois au moins de ses membres, y compris le président, sont présents sauf en cas de force majeure dûment constaté par le Conseil. Les délibérations et les avis conformes du Conseil sont adoptés ou émis à la majorité des membres siégeant, la voix du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Le Conseil nomme le premier ministre et les ministres et met fin à leurs fonctions. Il nomme également aux emplois civils et militaires et peut déléguer ce pouvoir de nomination. Les magistrats sont nommés dans les mêmes formes, sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature. Le président du Conseil de Régence préside le Conseil des ministres, le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan et le Conseil Supérieur de la Magistrature. Le président du Conseil de Régence exerce le pouvoir réglementaire dans les domaines

qui sont expressément réservés au Roi par la constitution. Les décrets sont pris sur avis conforme du Conseil de Régence. Ils sont contresignés par le premier ministre. Le président du Conseil de Régence accrédite les ambassadeurs auprès des puissances étrangères et des organismes internationaux. Les ambassadeurs et les représentants des organismes internationaux sont accrédités auprès de lui. Il signe et ratifie les traités sur délibération conforme du Conseil de Régence. Il assume les fonctions de chef Suprême des Forces Armées Royales.

Les lois sont promulguées par le président du Conseil de Régence après avis conforme dudit Conseil. Il peut être, dans les mêmes formes, décidé de soumettre une loi à une nouvelle lecture dans les conditions prévues au titre V de la constitution.

Le Conseil de Régence peut, par délibération, soumettre dans les conditions prévues par la constitution (article 72 et 73) tous projets ou propositions de loi à une approbation par référendum.

Le président du Conseil de Régence a le droit de dissolution de la Chambre des Représentants. Il est habilité pendant la durée de l'état d'exception, proclamé par délibération du Conseil de Régence, nonobstant toutes dispositions contraires, à prendre, après avis du Conseil de Régence, les mesures qu'imposent la défense de l'intégrité territoriale et le retour au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles.

Notons que les fonctions de membre du Conseil de Régence sont incompatibles avec les fonctions ministérielles. Ainsi le Conseil de Régence exerce tous les pouvoirs du Roi, quand celui-ci est mineur de 18 ans.

§ III. Les pouvoirs du Roi.

D'après la constitution nous allons distinguer les pouvoirs du Roi en période normale et les pouvoirs du Roi en période exceptionnelle.

I. Les pouvoirs du Roi en période normale : Nous allons étudier en premier lieu les pouvoirs du Roi vis-à-vis du Gouvernement, en second lieu les pouvoirs du Roi à l'égard du Parlement.

A. Les pouvoirs du Roi vis-à-vis du Gouvernement : Comme nous l'avons déjà signalé, le Roi a, dans le système, une place prépondérante. Notamment il préside le Conseil des ministres et "nomme le premier ministre et les ministres. Il met fin à leurs fonctions soit de sa propre initiative, soit à la suite de leur démission individuelle ou collective" (art. 24). Cet article signifie que le Gouvernement ou l'un de ses membres ne peut rester en fonctions s'il n'a pas la confiance Royale ; la règle est exprimée de manière plus précise dans l'article 65 de la constitution : "le Gouvernement est responsable devant le Roi et devant la Chambre des Représentants..." D'après cette affirmation le régime marocain est un régime parlementaire dualiste. Car le Gouvernement doit avoir la double confiance, celle du Roi et celle du Parlement. Mais sur la base de l'article 24 on peut conclure que le Roi peut mettre fin aux fonctions d'un Gouvernement qui a toujours la confiance du Parlement, en dehors du cas où celui-là démissionne : c'est un trait essentiel du parlementarisme dit orléaniste.

Le Roi préside le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan, le Conseil Supérieur de la Magistrature et il est le chef suprême des Forces Armées. Il nomme aux emplois civils et militaires. Il dispose des pouvoirs diplomatiques.

1. Le Roi préside le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan : L'article 96 stipule : "Il est institué un Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan" qui est présidé par le Roi. Le Conseil arrête le projet de plan et détermine le montant des dépenses correspondantes. Mais le "projet de plan est soumis au Parlement pour approbation, après avoir été adopté en conseil des ministres" (art. 99). Le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan est organisé par le dahir n° 1.63.322 du 13 novembre 1963. Il est composé de la manière suivante : le premier ministre et les ministres, le directeur général du cabinet royal, le gouverneur de la Banque du Maroc, les présidents des assemblées préfectorales et provinciales du Royaume et enfin des **personnalités** désignées par arrêté du premier ministre et dont le nombre ne peut être supérieur au tiers de l'effectif total du Conseil. Le Conseil se réunit sur l'initiative royale.

La "Promotion Nationale" est une formule neuve, utilisée par le Roi Hassan II. Cette vaste initiative a pour but de faire participer l'ensemble du peuple marocain à la construction de son pays, organisant ainsi une "mobilisation morale" et développant le sens civique, tout en s'attaquant au sous-emploi chronique, particulièrement dans les campagnes.

2. Le Conseil Supérieur de la Magistrature présidé par le Roi: Selon l'article 86 : "le Conseil Supérieur de la Magistrature est présidé par le Roi. Il se compose en outre : du ministre de la justice, du premier président de la Cour Suprême, du procureur général près la Cour Suprême, du président de la première chambre de la Cour Suprême, de deux représentants élus dans leur sein par les magistrats du Sadaa.

Notons que, d'après la constitution, "l'autorité judiciaire est indépendante du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif" (art. 82) ; de ce fait les magistrats du siège sont déclarés inamovibles. Ces magistrats sont nommés par décret royal sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature. En outre, ce Conseil "veille à l'application des garanties accordées aux magistrats quant à leur avancement et à leur discipline". (art. 87)

3. Le chef des Armées : Le Roi est le chef suprême des Forces Armées Royales et c'est lui qui commande l'Armée Royale en temps de guerre pour remplir sa tâche de garant de l'indépendance de la nation et de l'intégrité territoriale du Royaume dans ses frontières authentiques.

4. Nomination aux emplois civils et militaires : Le Roi, en tant que chef du Gouvernement et chef suprême des Forces Armées Royales, peut nommer aux emplois civils et militaires. Mais ce pouvoir royal peut être délégué, certes, au premier ministre et aux ministres.

5. Pouvoirs diplomatiques : Le Roi a des pouvoirs diplomatiques : Il nomme et accrédite les ambassadeurs auprès des puissances étrangères et des organismes internationaux. Les Ambassadeurs étrangers et les représentants des organismes internationaux sont accrédités auprès de lui. Il signe et ratifie les traités internationaux. Mais les traités engageant les finances de l'Etat doivent être soumis à l'approbation du Parlement avant d'être ratifiés par le Roi. Toutefois les traités susceptibles de remettre en cause les dispositions constitutionnelles, sont approuvés selon les procédures prévues pour la révision de la constitution.

B. Les pouvoirs Royaux à l'égard du Parlement : Les pouvoirs royaux vis-à-vis du Parlement dont nous parlerons plus loin en étudiant les rapports entre le Parlement et le Roi (75) - sont la promulgation des lois, la soumission des lois à une nouvelle lecture, la soumission des projets de loi au référendum, et enfin la dissolution de la Chambre des Représentants.

En ce qui concerne la promulgation l'article 26 précise : "le Roi promulgue la loi... "

L'article 70 dispose au sujet d'une nouvelle lecture : "lorsqu'une proposition est soumise au sceau, le Roi peut demander qu'il soit procédé à une nouvelle lecture ... "

L'article 72 donne au Roi le pouvoir de soumettre par décret royal, tout projet ou proposition de loi à une approbation par référendum. Mais lorsqu'il s'agit d'un projet de loi, il ne peut être soumis à un référendum qu'après délibération des Chambres.

Enfin l'article 77 stipule le pouvoir de la dissolution royale : "le Roi peut après avoir consulté le président de la Chambre Constitutionnelle et adressé un message à la nation, dissoudre par décret royal la Chambre des Représentants". (76)

A côté des pouvoirs que nous venons de citer , "le Roi exerce le pouvoir réglementaire dans les domaines qui lui sont expressément réservés par la constitution...." (art.29). Cela signifie que l'exercice général du pouvoir réglementaire est dévolu au premier ministre. Le Roi possède ce pouvoir dans les cas précis qui sont expressément définis par la

(75) Les rapports du Parlement avec le Roi p. 226.

(76) Nous y reviendrons plus loin p. 226.

constitution. Ce pouvoir royal est limité, d'ailleurs, par le principe général du contrescing posé par l'article 29 (al. 2) qui dispense les décrets royaux du contrescing ministériel dans les conditions suivantes : la nomination et le renvoi du premier ministre et des ministres (art. 24), l'état d'exception (art. 35), la soumission au peuple par référendum d'un projet ou proposition de loi (art. 72), la dissolution de la Chambre (art. 77), la nomination des magistrats sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature (art. 84), la nomination du président de la Haute Cour de Justice (art. 91) et enfin la nomination de deux membres de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême (art. 101). Toutefois, en dehors des cas que nous venons de citer, il n'y a nulle part dans la constitution un domaine d'exercice du pouvoir réglementaire royal avec le contrescing ministériel.

Nous venons ainsi d'étudier les pouvoirs royaux vis-à-vis du Gouvernement et à l'égard du Parlement en période normale ; nous allons maintenant aborder le cas où les pouvoirs du Roi sont accrus d'une manière exceptionnelle. C'est l'état d'exception affirmé par l'article 35.

II. Les pouvoirs du Roi en période exceptionnelle : L'article 35 donne au Roi des pouvoirs exceptionnels en cas de circonstances extraordinaires. Cet article précise : "lorsque l'intégrité du territoire national est menacée, ou que se produisent des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles, le Roi peut, après avoir consulté les présidents des deux chambres et adressé un message à la nation, proclamer, par décret royal, l'état d'exception. De ce fait, il est habilité, nonobstant toutes dispositions contraires, à prendre les mesures qu'imposent la défense de l'intégrité territoriale et le retour au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles. Il est mis fin à l'état d'exception dans les mêmes formes que sa proclamation."

Il est légitime de rechercher si "l'état d'exception" peut-être justifié par les principes islamiques. Cet état d'exception doit être rapproché du grand principe de la "Daruriya" : nécessité fait loi.

A. La loi de "nécessité" en Islam : Selon ce principe, la nécessité crée un nouvel état juridique et reçoit de ce fait comme un caractère de légitimité.

"Ghazzali", célèbre docteur religieux de l'Islam, enseigne dans son oeuvre "Iqtisad" (77) qu'à défaut d'un calife légitime, remplissant toutes les conditions d'éligibilité ou de désignation voulues on doit reconnaître comme chef de la communauté un chef militaire capable d'obtenir la soumission de tous (78). La nécessité du moment peut obliger à admettre

(77) "Iqtisad" en arabe veut dire "Economie"

(78) Rappelons à cet égard que le précepte coranique ordonne aux croyants : ".... Obéissez... à ceux qui, parmi vous, détiennent le commandement." Mais, précisons le bien, ce précepte est toujours subordonné à la condition : " s'ils (détenteurs du pouvoir) vous commandent en conformité avec la loi et la foi musulmanes". La "vertu de justice" est l'une des conditions requises en principe, du calife. De ce point de vue la justice (Adl) considérée comme l'observance des préceptes coraniques fonde donc l'exercice légitime du pouvoir. Mais aux yeux d'un musulman moyen qui n'est pas suffisamment instruit et pris encore par ses traditions, ce qui fonde l'autorité des chefs qui détiennent le pouvoir, c'est avant tout le fait qu'ils le détiennent. Le musulman moyen est attaché à cette notion de l'autorité et considère qu'étant donné que toute autorité est celle de Dieu, que Dieu est tout-puissant et que ses voies sont inaccessibles à l'oeil humain, la...

comme calife un candidat qui ne remplirait pas toutes les conditions voulues. Il est certain que la dictature est un mal, mais l'anarchie en est un autre, or "le moindre de deux maux est encore un bien relatif que tout homme intelligent doit préférer". (79)

"Rashid Rida", un autre célèbre docteur musulman, qui est favorable à une restauration califale strictement traditionnelle, estime qu' "un candidat ne remplissant pas toutes les conditions, serait préférable, à titre temporaire du moins, s'il devait garantir à l'Islam l'appui de la force."

Le calife qui arrive ainsi au pouvoir doit, au moins, observer les principes généraux de l'Islam. Alors, ses actes

.... première garantie de la légitimité d'un pouvoir sera le fait même de sa réussite, car pour lui, il n'est de réussite que celle voulue et bénie de Dieu. Par contre le musulman instruit estime que la communauté musulmane garde un droit de contrôle continuuel de telle sorte que le calife ne puisse agir en dehors des limites de son pouvoir établies par la loi. La communauté a le droit et le devoir de destituer le calife qui agit contre la loi et la foi musulmane. Cependant la nécessité du moment exige provisoirement d'admettre le pouvoir d'un usurpateur qui arrive au pouvoir par la force et agit dictatorialement mais qui observe les lois générales de l'Islam, cela pour empêcher l'anarchie et les conflits des tribus qui ont été vivaces si longtemps dans les classes gouvernantes.

(79) Louis Gardet : "La cité musulmane" Paris 1954 p. 178

deviennent valides et la nécessité du moment les rend respectables comme la loi. Cela, pour le bien de la communauté et le maintien de sa cohésion. (80) Mais il faut toujours chercher à éviter l'obtention de cette légitimation par la loi de nécessité au prix de l'abandon des règles du droit. (81)

(80) Sur "l'usurpation du pouvoir et la loi de nécessité" voir Louis Gardet : "la cité musulmane" Paris, 1954 p. 178 et suivantes.
voir aussi Lammens : "L'Islam, croyances et institutions" Beyrouth, 1926.

(81) **Choikh** Bakhit estime que la loi de nécessité peut être appliquée dans le domaine du jeûne du Ramadan. Il a publié dans le journal "Akbar al Jodida" un article dans lequel il émet l'opinion que le jeûne ne devrait être observé que par ceux qui peuvent le supporter sans difficulté. Puisqu'il est traditionnellement admis que le voyageur, le malade, la femme enceinte peuvent être dispensés du jeûne, pourquoi ne pas admettre que l'ouvrier chargé de tâches fatigantes, le fonctionnaire obligé de passer sa journée au travail etc... peuvent également s'abstenir du jeûne ? Or, il convient donc, conclut-il d'accomoder aux "nécessités" de la vie moderne les observances prescrites, et de considérer que le jeûne rigoureux ne sera plus une obligation, mais une action louable recommandée à ceux qui estiment pouvoir l'accomplir". Cet article de Choikh Bakhit a fait l'objet de nombreuses critiques. "L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui" "Pierre Rondot" Paris, 1955. p. 270 et suivantes.

Peut-on étendre la théorie de l'état de nécessité dans le domaine des pouvoirs exceptionnels du Roi, prévus par l'article 35 de la constitution marocaine ? La réponse nous semble affirmative. Mais il s'agit là d'une nouvelle application de cette théorie. Certes, il n'est absolument, pas question d'une usurpation qui réussit ou de la force militaire qui triomphe, mais de la légitimation des mesures prises au moment de la crise par un Roi légalement investi.

L'état de nécessité ayant pu traditionnellement obliger la communauté musulmane à respecter comme calife, un candidat qui ne remplit pas toutes les conditions voulues, ou un chef qui triomphait par la force, il n'est pas douteux que cette même nécessité du moment puisse, provisoirement, légitimer les mesures prises par un "Amir Al Mominine" légalement investi et reconnu comme tel, afin de retourner au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles menacées par une crise. Mais comme nous l'avons dit, la communauté musulmane garde son pouvoir de contrôle continuuel à l'égard des actes gouvernementaux.

B. L'Usage de l'article 35 : Comme nous venons de le voir, d'une part l'article 35 peut être justifiable du point de vue islamique, mais, d'autre part, il est inspiré sensiblement par l'article 16 de la constitution française de 1958.

En effet, lors de circonstances exceptionnelles, le Roi peut se substituer au Gouvernement, au Parlement et à tous les pouvoirs publics. Il est le seul juge des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles ; il peut prendre toutes les mesures qu'il estime nécessaires afin de restaurer le fonctionnement normal de celles-ci. Il adresse un message à la Nation et agit en son nom, comme il l'entend.

Dans l' "état d'exception" le Roi est habilité, nonobstant toutes dispositions contraires, à prendre les mesures nécessaires à ces buts.

L'état d'exception est défini d'une façon plus ou moins précise. Il s'agit d'une "menace" contre l'intégrité du territoire national, de l'apparition d'évènements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles.

Donc, une attaque frontalière de la part d'un Etat voisin ou l'occupation par lui de territoires marocains rentrent dans l'idée de "menace" contre l'intégrité du territoire national. De même un mouvement insurrectionnel ou un complot contre la monarchie peuvent constituer une menace contre les institutions constitutionnelles. Ici il n'est pas question de la gravité de la "menace"; même une "menace" non suivie d'un commencement d'exécution peut habilitier le Roi à prendre les mesures qu'il estime utiles.

Dans la constitution française de 1958 le chef de l'Etat peut recourir à l'article 16 "lorsque les institutions de la république, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et "immédiate". En France la "menace" doit être "grave et immédiate". La deuxième condition d'utilisation de l'article 16 semble plus restrictive : le Président de la République ne peut user de ses pouvoirs exceptionnels que si l'une des circonstances qu'on vient d'indiquer aboutit au fait ou tout au moins se reproduit en même temps que "le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu". Le recours à l'article 16 est donc conditionné en second lieu par l'interruption du fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels.

Pour l'usage de l'article 35 de la constitution marocaine certaines formalités doivent être accomplies. Le Roi doit consulter les présidents des deux chambres et adresser un message à la nation avant d'user de cet article. Il ne s'agit pas d'un obstacle mais plutôt d'une aide apportée au Roi, qui bénéficie de cette manière d'un moyen légal de justifier aux yeux du peuple et de ses représentants, l'action qu'il a entreprise. De plus, notons-le bien, le Gouvernement royal, bénéficie en fait d'une large majorité dans les deux chambres grâce au F.D.I.C. (Front de Défense des Institutions Constitutionnelles).

La consultation royale est limitée aux présidents de ces deux chambres. Le chef de l'Etat français doit - avant d'user de l'article 16 - consulter d'abord, officiellement, le premier ministre, les présidents des assemblées et le Conseil constitutionnel.

Il est vrai que cela ne limite pas la liberté de décision du Président de la République Française, mais peut fournir à celui-ci l'occasion de soumettre les mesures prises par lui ou qu'il envisage de prendre aux discussions techniques et minutieuses des organes qu'il consulte à ce sujet. C'est à la lumière de ces discussions qu'on pourra éventuellement limiter jusqu'à un certain point les actes dictatoriaux. D'autre part il est prévu un contrepoise pour contenir ces actes ; il s'agit du dernier alinéa de l'article 16 : "le Parlement se réunit de plein droit". De plus, en cas d'utilisation de l'article 16 par le Président de la République, l'Assemblée Nationale ne peut être dissoute et une session extraordinaire, si nécessaire, est ouverte pour toute la période de ses pouvoirs.

exceptionnels. En fait ce contrôle s'est révélé absolument illusoire en France en 1961.

De même la constitution marocaine, n'a prévu aucun pouvoir de contrôle des actes royaux pendant l'usage de l'article 35. Le Roi est le seul juge des événements qui menacent le fonctionnement normal des institutions constitutionnelles. Il peut se saisir de tous les pouvoirs quand il l'estime nécessaire et il met fin à l'état d'exception quand il le juge opportun.

Aussi faut-il préciser pour que le Roi puisse efficacement accomplir sa tâche constitutionnelle comme "garant de la continuité de l'Etat, de l'indépendance de la nation et de l'intégrité territoriale du Royaume..." (art. 19), la constitution lui attribue les pouvoirs importants que nous venons de citer. En effet, un certain nombre de ces pouvoirs sont exercés par des actes qui doivent être contresignés par le premier ministre et par les ministres responsables, l'exercice des autres est dispensé de l'exigence du contreseing.

III. Les pouvoirs royaux soumis ou non à l'obligation du contreseing. Nous allons énumérer ces deux catégories de pouvoirs royaux pour avoir tout simplement une idée de leur importance.

1. Les pouvoirs soumis à l'obligation du contreseing ministériel : Ils sont les suivants :

- actes faits en conseil des ministres (art. 25)
- promulgation des lois (art. 26 al. 1)
- signature des décrets royaux (art. 29 al. 1)
sauf ceux qui sont dispensés du contreseing par la constitution.

- nomination aux emplois civils et militaires (art. 30 al. 1)
- droit d'accréditer les ambassadeurs auprès des puissances étrangères et des organismes internationaux et ceux-ci accréditant auprès de lui leurs envoyés. (art. 31 al. 1)
- signature et ratification des traités (art. 31 al. 2)
- Présidence du Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan (art. 32)
- Présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature (art. 33 al. 1)
- droit de grâce (art. 34)
- droit de demander au Parlement une nouvelle lecture de la loi (art. 70 et 71)

B. Les pouvoirs dispensés du Contreseing : Un certain nombre de pouvoirs importants du Roi, dont nous avons déjà parlé dans les pages antérieures, sont dispensés du contreseing ministériel :

- nomination du premier ministre et des ministres, droit de mettre fin à leurs fonctions, soit à son initiative, soit du fait de leur démission individuelle ou collective (art. 24)
- utilisation des pouvoirs exceptionnels au cas où l'intégrité du territoire national et le fonctionnement normal des institutions constitutionnelles sont menacés (art. 35)
- droit de soumettre au référendum tout projet ou proposition de loi (art. 72)
- dissolution de la Chambre des Représentants (art. 77)

- nomination des magistrats sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature (art. 84)
- nomination du président de la Haute Cour de justice (art. 91)
- nomination d'un magistrat de la chambre administrative de la Cour Suprême et d'un professeur de la faculté de droit comme membres de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême.

A côté du Roi qui bénéficie d'un pouvoir extrêmement vaste, nous allons voir quelle place occupe le Gouvernement dans le texte constitutionnel marocain.

SECTION II.

LE GOUVERNEMENT.

La constitution marocaine est brève sur le gouvernement dont elle traite dans les six articles de son titre IV, tandis que 17 articles sont consacrés à la Royauté, et 19 au Parlement.

§ I. L'organisation du Gouvernement.

I. Composition du Gouvernement : Le Gouvernement marocain est composé du Premier Ministre, des ministres et des sous-secrétaires d'Etat.

Il y a actuellement 14 ministres et 5 sous-secrétaires d'Etat (82). Parmi les 14 ministres il y a un ministre d'Etat chargé des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain et

(82) dahir n° 1-63-341 du 13 novembre 1963 fixant la composition du gouvernement.

un ministre délégué auprès du Premier ministre. Les autres ministres sont : le ministre des Affaires Etrangères, le ministre de la justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires Economiques, des Finances et de l'Agriculture, le ministre de la Défense Nationale, le ministre de l'Education Nationale, le ministre des Travaux Publics, le ministre de la Santé Publique, le ministre de P.T.T., le ministre de l'Information du Tourisme, des Beaux-Arts et de l'Artisanat, le ministre du Travail et des Affaires Sociales et le ministre des Habous chargé du ministère des Affaires Islamiques.

A côté des ministres proprement dits on trouve des sous-secrétaires dans certains ministères; ce sont des sous-ministres. Ils sont au nombre de cinq : sous-secrétaire d'Etat aux Finances, sous-secrétaire d'Etat au Commerce, à l'Industrie, aux Mines et à la Marine Marchande, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sous-secrétaire d'Etat à l'Information, au Tourisme, aux Beaux-Arts et à l'Artisanat.

En plus, les services de la Jeunesse et des Sports sont érigés en haut-commissariat rattaché au Premier Ministre.

II. Nomination des membres du Gouvernement : Le Gouvernement marocain n'est pas une émanation du Parlement. En effet, c'est le Roi qui nomme le Premier ministre et les ministres (art. 24) ainsi que les sous-secrétaires d'Etat.

Cependant comme le Gouvernement a besoin, pour agir, de la confiance du Parlement, il serait souhaitable qu'après sa nomination, le Premier ministre se présente devant les deux chambres et expose le programme qu'il compte appliquer. Le Premier ministre peut "après délibération en Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant la Chambre des Représentants, sur une déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte" (art.80).

Le moment du débat n'est pas fixé. La coutume constitutionnelle des démocraties occidentales exige que la demande d'un scrutin de confiance ait lieu dès la formation du ministère : cette exigence n'est pas prévue par l'article 80 de la constitution marocaine.

III. Révocation des membres du Gouvernement : Le Roi peut mettre fin aux fonctions du Premier ministre et des ministres, soit de sa propre initiative, soit du fait de leur démission individuelle ou collective (art. 24). Le Roi peut révoquer dans cette seconde hypothèse le Premier ministre et chacun des ministres et mettre fin à leurs fonctions au cas où ils sont renversés collectivement par la Chambre des Représentants, ou bien au cas où ils présentent leur démission individuelle ou collective sans renversement préalable.

Rappelons que la Chambre des Représentants peut contraindre le Gouvernement à la démission collective par le refus de la confiance ou par le vote de la censure.

§ II. Les pouvoirs du Gouvernement :

Nous allons étudier ici, en premier lieu, les pouvoirs collectifs du Gouvernement et ensuite les pouvoirs propres du Premier ministre affirmés par la constitution.

I. Les pouvoirs collectifs du Gouvernement : Les pouvoirs du Gouvernement sont immenses. On peut distinguer à ce propos les pouvoirs qu'il exerce en tout temps (ou pouvoirs ordinaires du Gouvernement) et ceux qu'il peut exercer à certains moments (ou pouvoirs exceptionnels du Gouvernement).

A. Les pouvoirs ordinaires du Gouvernement : Le Gouvernement dispose de larges pouvoirs dans le domaine administratif et vis-à-vis du Parlement . Toutefois sa responsabilité devant la Chambre des Représentants pose des limites à ces pouvoirs.

1. Pouvoir gouvernemental dans le domaine administratif :

L'article 66 précise : "Le Gouvernement veille à l'exécution des lois. Il dispose de l'administration." Il s'agit là de l'exécution des lois au sens large ; c'est-à-dire l'exécution de l'ensemble du programme gouvernemental sous réserve de l'approbation de la Chambre des Représentants. Ce programme est établi par le Roi qui conduit la politique générale de la Nation. Il est approuvé par le Parlement et exécuté par le Gouvernement. Pour pouvoir exécuter ainsi ce programme politique, le Gouvernement dispose de l'administration. Il dirige les services publics selon la ligne générale qui est déjà déterminée par le Roi avec son accord et approuvée par le Parlement. En même temps le Premier ministre, pour accomplir sa tâche gouvernementale, se voit reconnaître l'exercice d'un certain pouvoir réglementaire (prévu par l'article 68) sauf dans les matières expressément dévolues par la constitution au pouvoir réglementaire du Roi. Ainsi si, au 31 décembre, le budget n'est pas voté, le Gouvernement ouvre, par décret, les crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission, en fonction des propositions budgétaires soumises à l'approbation parlementaire (art. 53). Les actes réglementaires du Premier ministre sont contresignés par les ministres chargés de leur exécution.

2. Pouvoir gouvernemental vis-à-vis du Parlement : Selon

l'article 55, le Gouvernement participe à l'initiative des lois ; si le pouvoir d'initiative lui-même appartient personnellement au Premier ministre, "aucun projet de loi ne peut être déposé par ses soins sur le bureau des chambres, avant qu'il n'en ait été délibéré en Conseil des ministres." (art.67) Le Gouvernement exécute les lois : il dispose d'un pouvoir réglementaire accordé par la constitution. Ce pouvoir réglementaire reconnu au Premier ministre, n'englobe pas les matières expressément dévolues au pouvoir réglementaire du Roi.

Les actes réglementaires du Premier ministre sont contresignés par les ministres chargés de leur exécution (art. 68).

Le Gouvernement peut saisir la Chambre des Conseillers au cas où la Chambre des Représentants rejette un projet de loi en première lecture. Il peut opposer l'irrecevabilité à toute proposition ou amendement qui n'est pas du domaine de la loi. En cas de désaccord, la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême statue dans un délai de huit jours à la demande de la Chambre ou du Gouvernement. Le Gouvernement peut prendre, dans l'intervalle des sessions, avec l'accord des commissions intéressées, des décrets-lois qui doivent être soumis à ratification au cours de la session ordinaire suivante du Parlement (art. 53).

Le Gouvernement peut déclarer l'urgence pour le vote des lois. Il participe à la fixation de l'ordre du jour des deux chambres.

Les membres du Gouvernement ont le droit d'amendement parallèlement aux membres du Parlement.

Enfin le Premier ministre peut, après délibération en Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement soit sur une déclaration de politique générale, soit sur le vote d'un texte et aussi éventuellement sur le programme qu'il compte appliquer (art. 65). Le refus de la confiance entraîne la démission collective du Gouvernement (art. 66).

B. Les pouvoirs exceptionnels du Gouvernement : En dehors des pouvoirs ordinaires qu'on vient de mentionner, le Gouvernement dispose de deux sortes de pouvoirs exceptionnels : l'un concerne la déclaration de l'état de siège : l'autre est relatif au pouvoir de légiférer par décret.

1. Le pouvoir de déclarer l'état de siège : Ce pouvoir Gouvernemental reste limité . En effet, l'état de siège - précise l'article 52 - "peut-être déclaré pour une durée de trente jours, par décret pris en Conseil des ministres". Mais il ne peut être prorogé au delà de ce délai que par la loi. Ainsi une autorisation du Parlement est nécessaire pour la prorogation de l'état de siège au delà de 30 jours.

Aux termes de l'article 51 d'autre part "la déclaration du guerre est autorisée par le Parlement" la déclaration elle-même étant faite par le Gouvernement.

2. Le pouvoir de légiférer par décret : Le Gouvernement peut prendre par décret délibéré en Conseil des ministres, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi. Mais l'usage des décrets-lois n'est possible que si le Parlement l'autorise par une loi d'habilitation législative. L'autorisation ne peut être accordée que pendant un délai limité, et en vue d'un objectif déterminé. "Les décrets entrent en vigueur dès leur publication, mais ils doivent être soumis à la ratification du Parlement, à l'expiration du délai fixé par la loi d'habilitation...." (art.47).

Cette disposition semble indiquer qu'avant l'expiration du délai en question, les décrets sont des actes de nature administrative et que la ratification parlementaire les transforme en vraies lois.

Notons à cet égard que l'article 58 de la constitution est plus original en ce qui concerne la législation par décrets-lois : **Le** Gouvernement peut prendre, dans l'intervalle des sessions, avec l'accord des commissions intéressées, des décrets-lois qui doivent être soumis à ratification au cours de la session ordinaire suivante du Parlement".

Alors que, d'après l'article 47, pour pouvoir légiférer par décret, le Gouvernement doit être autorisé par une loi d'habilitation votée par le Parlement, aux termes de l'article 58, il lui suffit, dans l'intervalle des sessions parlementaires d'obtenir l'accord des commissions intéressées. Ces décrets-lois sont soumis à ratification au cours de la session ordinaire prochaine du Parlement afin de les transformer en vraies lois.

II. Les pouvoirs propres du Premier ministre : Comme on vient de dire, le Premier ministre, comme tous les autres membres du Gouvernement est nommé par le Roi. Après la formation du Gouvernement par le Roi, le Premier ministre se présente devant les deux chambres et expose le programme qu'il compte appliquer.

Toutefois il exerce personnellement un certain nombre de pouvoirs : tout d'abord, il a l'initiative des lois, concurremment avec les membres du Parlement. Le Premier ministre prépare les projets de lois conformes au programme du Gouvernement ; mais ceux-ci doivent être délibérés en Conseil des ministres avant d'être déposés par ses soins sur le bureau des Chambres.

En second lieu, c'est à la demande du Premier ministre ou du dixième des membres de chaque Chambre que celles-ci le cas échéant, peuvent siéger en comité secret.

En troisième lieu, l'initiative de la révision constitutionnelle appartient au Premier ministre et au Parlement.

En quatrième lieu, c'est le Premier ministre qui engage la responsabilité du Gouvernement devant la Chambre des Représentants, sur une déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte, après délibération en Conseil des ministres.

Enfin le Premier ministre exerce le pouvoir réglementaire sauf dans les matières expressément dévolues par la constitution au pouvoir réglementaire du Roi et il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Malgré les pouvoirs plus ou moins larges du Gouvernement, reconnus par la constitution, celui-ci reste responsable, d'une part, devant le Roi et pour se maintenir au pouvoir doit avoir toujours sa confiance ; c'est le Roi qui nomme les membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions ; ils ne sont pas issus du Parlement. D'autre part, le Gouvernement doit avoir aussi la confiance du Parlement devant lequel le Premier ministre engage la responsabilité du Gouvernement sur une déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte.

La Chambre des Représentants peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. En d'autres termes, le Premier ministre se présente devant le Parlement et expose le programme qu'il compte appliquer. Aux termes de l'article 81 de la Constitution, si un dixième au moins des membres composant la Chambre des Représentants exprime sa défiance contre le programme exposé en déposant une motion de censure, au cas où la majorité absolue des membres de la Chambre vote pour la motion de censure déposée, le Gouvernement devra démissionner collectivement (83).

(83) voir plus loin : p. 230 "Les rapports entre le parlement et l'exécutif".

Ainsi le régime marocain, ayant un Gouvernement à la fois responsable devant le Roi et devant la Chambre des Représentants (art. 65) constitue un régime parlementaire dualiste.

CHAPITRE III.

LE PEUPLE, LES LIBERTES PUBLIQUES ET LES FORCES POLITIQUES.

Nous allons étudier dans ce chapitre, en premier lieu la notion du peuple et sa place dans le régime marocain, en second lieu les libertés publiques reconnues aux citoyens et en troisième lieu, les forces politiques et notamment les partis et les centrales syndicales où s'incarne la force populaire d'une façon plus efficace.

SECTION I.

LE PEUPLE.

Le peuple, au sens sociologique du mot, n'est pas celui en qui les régimes placent le siège du pouvoir. Le fait d'assimiler sa volonté à celle du corps électoral est justifiable politiquement mais non sociologiquement. C'est ainsi qu'en droit constitutionnel le mot peuple a pris le sens du corps électoral. Car sa volonté est décisive puisque, d'une part, tous les autres organes émanant de lui par l'élection, soit directement soit indirectement, et que d'autre part, il dispose du pouvoir de les contrôler par l'intermédiaire de ses représentants ou en intervenant lui-même.

Nous allons essayer d'étudier d'abord la notion du "peuple" en Islam, puis la place de celui-ci dans le régime marocain.

§ I. La notion du peuple en Islam :

Dans la tradition islamique, le mot peuple n'a pas le même sens qu'en droit occidental. Ce terme se traduit par la "Communauté" (Omma)

Comme l'a bien dit M. Louis Gardet : "la communauté musulmane, c'est l'omma, la nation, le peuple de Mohammed, pour lequel le Prophète intercède, dit la tradition, - et qui entend garantir à chacun de ses membres les conditions les meilleures en la vie présente, et, s'il est croyant sincère, la récompense du Seigneur en la vie future." (84)

Ainsi l'"Omma" se définit par référence à Dieu. Tandis que le peuple - en droit occidental - est composé de tous les citoyens qui ont le droit de vote.

La marque de l'agrégation à la communauté musulmane est la récitation de la "Shahada" c'est-à-dire le "témoignage" qu'il n'y a point de divinité si ce n'est Dieu, et que Mohammed est le Prophète, Envoyé de Dieu. (85)

La formule d'agrégation est, en un sens, le rappel du grand "Mithaq" (pacte) de la prééternité, le "pacte" passé entre Dieu et la race humaine. L'agrégation à la communauté musulmane devient comme une explicitation du "Mithaq" et les prescriptions coraniques sont précisément l'ensemble des règles

(84) Louis Gardet : "La cité musulmane - vie sociale et politique" Paris, 1954 p. 194.

(85) Maurice Flory : "Consultation et représentation dans le Maghreb indépendant" article paru in "Annuaire d'Afrique du Nord" - 1962, édition du C.N.R.S.

et des garanties que Dieu accorde libéralement à ceux qu'il a prédestinés à être fidèles au "pacte". Il en résulte qu'en sont exclus tous ceux qui ne sont pas fidèles, c'est-à-dire tous les non-musulmans.

La communauté musulmane pourra accueillir, au nom du droit d'asile, et pourra "protéger" les adeptes des autres religions "célestes", les "gens du livre". Elle pourra même leur confier certaines fonctions dans la cité ; notamment les fonctions bancaires, commerciales et médicales. Mais il sera toujours sévèrement interdit à un musulman de se convertir au christianisme ou au judaïsme. Au contraire, on encourage les non-musulmans à accepter l'agrégation à la communauté musulmane.

Notons que le statut des "gens du Livre", tributaires de la cité musulmane et accueillis en son sein, connu, au cours de l'histoire, bien des variations et que leur condition de fait fut rarement conforme à leur condition de droit. Ainsi "sous certains califes abassides, le dernier Fatimide d'Egypte, les "protégés" eurent une large accession à la vie sociale commune, voire à la vie politique, et même aux plus hautes charges du Gouvernement". (86)

Toutefois il faut préciser que l'Islam ne fait pas de distinction entre les musulmans et les disciples des autres religions monothéistes demeurant sur son territoire. Mais simplement, il n'accorde pas les mêmes droits civiques aux adeptes des autres religions vivant dans la communauté islamique. Cela parce que ; l'Islam est à la fois une religion et une institution. En Islam toutes les institutions sociales et politiques sont basées sur la foi religieuse et pour

(86) Louis Gardet : "La cité musulmane - vie sociale et politique" Paris 1954, p. 202. Voir aussi Pierre Rondot : "Les forces religieuses et la vie politique de l'Islam" Paris 1959.

appliquer la loi islamique à un non-musulman ou plutôt à un non-citoyen, il faudrait que ce dernier ait la foi religieuse. Or les non-musulmans n'adhèrent pas à l' "Omnia" ; ils vivent, certes, en "Dar-al-Islam" (territoire musulman), mais en tant qu'étrangers. Ils ignorent les lois sociales (87) qui sont des lois coraniques et, en contrepartie de ce refus, ils sont privés des droits civiques. C'est comme le "contrat social" qui est affirmé par J.J. Rousseau : pour qu'un citoyen profite de la loi, il faut qu'il faut qu'il adhère au "Contrat social".

Le texte fondamental qui guide l' "Omnia" est le "Coran". L'individu compte peu dans cette perspective ; c'est l'ensemble qui importe. En cas de divergence entre les membres de l' "Omnia", le Coran sera le dernier point d'union ; par là la cohésion communautaire est toujours assurée. Or, les interprétations de "Coran" émanant des réformistes et des progressistes de nos jours, admettent une égalité parfaite entre musulmans et non-musulmans. Rachid Rida "admet une égalité proportionnelle. Il estime que le non-musulman qui vit sur la terre musulmane, doit acquérir des droits et devoirs s'il les reconnaît". (88)

Aujourd'hui le Maroc, l'Egypte et bien d'autres pays musulmans ont accordé aux non-musulmans les mêmes droits civiques que ceux possédés par les musulmans. D'ailleurs les pays musulmans progressistes en évitant les controverses d'interprétation, essaient de faire appel à une notion de citoyenneté.

(87) réglant la vie en société.

(88) M.A. Zilzila : "Les principes de l'Islam et la Démocratie"
Paris 1958, p. 144

voir aussi W.C. Smith : "L'Islam dans le monde moderne"
Paris, 1962.

indépendante de la religion. C'est ainsi que les non-musulmans sont aujourd'hui citoyens dans les mayas musulmans où ils ont toujours vécu.

Cela dit, il nous faut examiner maintenant quelle est la place du peuple dans le régime marocain.

§ II. La place du peuple dans le régime marocain :

D'après la constitution marocaine, le peuple a une place considérable dans le fonctionnement des institutions constitutionnelles. Il est l'agent d'exercice de la souveraineté nationale (art.2). La loi est l'expression suprême de sa volonté (art.4). Lorsqu'un désaccord s'élève entre le Gouvernement proposant un projet de loi, et le Parlement rejetant le projet en question, c'est le peuple qui est appelé à le trancher, soit par un référendum (art.75), soit par les élections consécutives à une dissolution de la Chambre des Représentants. (art. 75)

I. L'Organisation du suffrage. La constitution marocaine pose le principe d'égalité de tous les Marocains devant la loi (art. 5). Elle précise dans un article 8 : "l'homme et la femme jouissent de droits politiques égaux. Sont électeurs tous les citoyens majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civiques et politiques".

Dire que tous les Marocains sont égaux devant la loi et qu'ils jouissent de droits politiques égaux, implique que nul n'est exclus pour des raisons de race, de religion, de condition sociale etc....

La qualité de citoyen est reconnue à tous les Marocains.

Ainsi dans la mesure où l'on affirme - sur la base de l'article 8 - que tous les citoyens marocains, majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civiques et politiques,

(sans distinction de race, de religion ou de condition sociale...), sont électeurs on pourra admettre que la constitution pose le principe de suffrage universel. Mais le mot "suffrage universel" n'est pas dans la constitution, il est prévu à l'article 3 du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux : "Les membres des conseils communaux sont élus au scrutin uninominal à la majorité relative à un tour, au suffrage universel et direct...."

Le mot est réapparu dans l'article 2 de la loi organique relative à l'élection des Représentants : "Les Représentants sont élus au scrutin uninominal à la majorité relative à un tour, au suffrage universel direct..."

Il y a donc lieu d'étudier d'abord les conditions de jouissance du droit de vote puis celles d'exercice de ce droit.

A. Les conditions de jouissance du droit de vote : Nous allons examiner successivement les conditions positives, c'est-à-dire la capacité électorale et les conditions négatives ou incapacité électorale :

a. - la capacité électorale : Elle a trait à la nationalité et à l'âge.

Le Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux disposait dans un article 4 : "sont électeurs les Marocains des deux sexes âgés de vingt et un ans révolus (calculés d'après l'année grégorienne) au 1^o janvier de l'année de l'établissement des listes électorales..."

Le Dahir du 6 septembre 1958 portant code de la nationalité marocaine précisait que la nationalité marocaine peut être acquise par la naissance ou par la naturalisation. Pour devenir Marocain par naturalisation l'article 11 du code a décidé que l'étranger doit justifier d'une résidence habituel-

le et régulière au Maroc pendant les cinq années précédant le dépôt de sa demande. Parmi les cinq autres conditions citées à l'article 11 se trouve celle de la justification d'une connaissance suffisante de la langue arabe (89) (ce qui contribue à restreindre les possibilités effectives d'accès des étrangers à la nationalité marocaine).

Quant à la condition d'âge, les Marocains ne peuvent pas voter avant 21 ans (90). Cette condition s'apprécie à la date de l'affichage des listes électorales c'est-à-dire le 1^{er} janvier de chaque année. Aussi c'est la première fois dans l'histoire du Maroc qu'on a admis - par Dahir du 1^{er} septembre 1958 - le vote des femmes à côté des hommes. D'ailleurs ce droit juste et logique est déjà traditionnellement reconnu par l'Islam. (91)

(89) Dahir n° 1-58-250 portant code de la nationalité marocaine (6 septembre 1958).

(90) L'âge de la capacité électorale dans les deux autres Etats maghrebins, Tunisie et Algérie est respectivement 20 et 19 ans. - "Est électeur tout citoyen possédant la nationalité tunisienne depuis 5 ans et âgé de 20 années accomplies" art. 20 constitution tunisienne.

- "tout citoyen ayant 19 ans révolus possède le droit de vote" art. 13, constitution algérienne.

(91) Avant l'Islam la femme était traitée par la coutume non comme sujet mais comme objet. L'Islam l'a élevée à la dignité humaine. Elle n'est plus actuellement dans la famille la chose dont le chef dispose à son gré ; elle devient une personne avec tous les droits fondamentaux et elle est reconnue au même titre que l'homme, comme un être raisonnable faisant partie de la Nation.....

b. - Les incapacités électorales : Les Marocains remplissant ces conditions sont électeurs. Mais un certain nombre de situations peuvent les priver du droit de vote. Ces situations créent l'incapacité électorale :

1. - L'incapacité des titulaires de certaines fonctions : L'article 5 du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux, a disposé que les militaires de tous grades en activité de service et les agents de la force publique (gendarmerie, police, forces auxiliaires), ne peuvent être inscrits sur une liste électorale. Par ces dispositions on a, semble-t-il, voulu éviter l'intervention de la politique dans l'armée : on craignait que le vote des militaires ne fût soumis à des pressions de la part de leurs officiers.

2. - L'incapacité spéciale du naturalisé : L'article 17 du Dahir du 6 septembre 1958 portant code de la nationalité marocaine précise que l'étranger naturalisé est soumis à l'incapacité électorale pendant un délai de cinq ans : il ne peut être électeur lorsque la qualité de Marocain est exigée pour l'inscription sur les listes électorales.

3. - L'incapacité par suite de condamnations judiciaires : Les individus frappés d'incapacité par suite de certaines condamnations judiciaires suivantes ne peuvent être portés sur

.... Le Coran enseigne ainsi aux maris Musulmans : "elles (vos femmes) sont votre vêtement et vous êtes le leur" chap. II, verset n^o 183. "Les maris garderont leur femme avec humanité, ou les renverront avec justice." chap. II verset 229... "... Attachez-les (vos femmes) par des bienfaits. Si vous les traitez avec rigueur, vous haïrez celles que Dieu avait formées pour vous rendre heureux" chap. IV verset n^o 23.

Voir aussi Zikria : "L'Islam et la démocratie" Paris 1958, p. 144 et suivantes.

une liste électorale :

- ceux condamnés pour crime ;
- ceux condamnés à une peine d'emprisonnement, pour vol, escroquerie, abus de confiance, dilapidation de biens de mineurs, soustraction commise par les dispositaires de deniers publics, ivresse publique, attentat aux moeurs, proxénétisme, prostitution, excitation de mineurs à la débauche, trafic de stupéfiants, chantage, concussion.

- ceux condamnés avec sursis, pour les mêmes délits, à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à trois mois ;

- ceux condamnés pour tout autre délit à plus de trois mois d'emprisonnement sans sursis, ou à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à six mois avec sursis, sous réserve des dispositions de l'article 6 qui prévoit : " l'empêchent pas l'inscription sur les listes électorales ; les condamnations pour délit d'imprudance hors le cas de délit de fuite concomitant ; et les condamnations prononcées pour des infractions qui sont qualifiées délits mais dont cependant la répression n'est pas subordonnée à la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs et qui ne sont passibles que d'une amende."

Toutefois sont relevés de cette incapacité les individus dont la peine a été purgée ou prescrite depuis cinq ans au moins.

Ce délai partira pour les condamnés à l'emprisonnement sans sursis de l'expiration ou de la prescription de la peine pour les condamnés à l'emprisonnement avec sursis du jugement définitif ;

- ceux qui ont été privés du droit d'être électeur ou éligible par décision de justice ;
- ceux qui sont en état de contumace ;
- les incapables (aliénés et interdits) ;

- les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée par un tribunal du Maroc ou par un jugement rendu à l'étranger mais déclaré exécutoire au Maroc ;
et enfin les personnes condamnées à la peine de la dégradation nationale en application des dispositions du Dahir du 27 mars 1958 instituant une commission d'enquête. (92)

B. Les conditions d'exercice du droit de vote : Nous allons étudier en premier lieu l'inscription sur les listes électorales, en deuxième lieu la campagne électorale et en troisième lieu les modalités du vote.

a. - L'inscription sur les listes électorales : Nous allons étudier successivement l'établissement des listes électorales, les conditions d'inscription sur les listes et la révision des listes électorales.

1. - L'établissement des listes électorales : Dans chaque commune une commission administrative se réunira à une date qui sera fixée par décret pour dresser la liste des électeurs de

(92) La commission d'enquête fut créée par le dahir du 27 mars 1958 afin de prononcer un certain nombre de sanctions à l'encontre des personnes de nationalité marocaine qui sciemment et délibérément au cours de la période du 24 décembre 1950 au 16 novembre 1955 ont : - soit pris une part déterminante dans la préparation, l'exécution ou la consolidation du coup de force du 20 août 1953 ; - soit commis des actes de violence contre la population ou les résistants.

Ces personnes déclarées coupables d'indignité nationale et, à ce titre, frappées de la peine infamante de la dégradation nationale pour une durée de 3 à 15 ans, seront privées des droits civiques et civils et notamment : incapacité électorale, interdiction de se livrer à une activité politique ou syndicale ; etc.....

la commune. (93) Celle-ci doit établir une liste de toutes les personnes domiciliées dans la commune remplissant les conditions exigées pour être électeur. La commission d'établissement de la liste des électeurs de la commune est composée ainsi qu'il suit : Président : l'autorité administrative locale (Pacha ou Caïd) ou son délégué. Ce délégué (Khalifa ou cheikh) est désigné par décision du gouverneur ; trois membres titulaires et trois membres suppléants désignés par le Gouverneur parmi les personnes inscrites.

La liste provisoire sera déposée à 8 heures le cinquième jour suivant la date de cette réunion.

- les conditions d'inscription sur les listes :

Pour être inscrit sur la liste d'une commune il faut avoir une résidence dans le ressort de cette commune depuis un an au moins à la date de l'établissement des listes électorales définitives ou payer un impôt ou une taxe pour des biens situés ou pour une activité exercée sur le territoire de la commune. (94)

En outre l'intéressé doit avoir, avant cette date, déclaré expressément vouloir exercer ses droits électoraux dans la commune précitée.

2. - La révision des listes électorales : Les listes électorales sont révisées annuellement par une commission administrative comprenant le président du conseil communal ou, à défaut, son délégué qu'il désigne parmi les membres du conseil,

(93) L'article 8 du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux.

(94) L'article 4 du dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux.

président, un électeur représentant l'administration désigné par le Pacha ou Caïd, un membre titulaire et un membre suppléant, lettrés choisis par le conseil communal, le membre suppléant étant appelé à remplacer le titulaire en cas d'absence ou d'empêchement. (95) La commission administrative se réunit tous les ans le 5 janvier. Le tableau de rectification provisoire est déposé en même temps que la liste de l'année précédente le 10 janvier, aux bureaux du Pacha ou Caïd et aux bureaux des services communaux. Le public en est informé par des affiches pendant les huit jours qui suivent. Tout intéressé qui n'a pas été inscrit peut solliciter son inscription par pli recommandé adressé au président de la commission administrative désignée ci-dessus. Ces réclamations peuvent être faites pendant le même délai. Tout électeur déjà inscrit peut réclamer soit l'inscription d'un électeur omis, soit la radiation d'une personne indûment inscrite. Après huit jours aucune réclamation ou requête n'est plus recevable. Toutefois les personnes à qui une résidence est imposée du fait de leur qualité de fonctionnaire public ont la faculté de solliciter leur inscription soit sur la liste électorale de la commune de leur ancienne résidence soit sur celle de la commune où elles exercent leurs fonctions en adressant avant le 10 février, une demande écrite au président de la commission administrative.

Celle-ci se réunit le 10 février pour l'examen des requêtes ou réclamations ; ses décisions font l'objet du tableau de rectification définitif.

Le 15 février le tableau de rectification définitif est déposé dans les locaux administratifs pour permettre aux élec-

(95) L'article 9 du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des Conseils communaux.

teurs d'en prendre connaissance et en relever copie pour exercer, au besoin, dans un délai de huit jours francs à partir du dépôt, un recours devant le juge du Saddad (96) dont la décision rendue en dernier ressort peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour Suprême. Le 31 mars la commission administrative arrête définitivement la liste.

Jusqu'aux opérations de révision de l'année suivante, les listes établies sont seules valables pour toutes les élections générales ou complémentaires sous réserve des modifications qui peuvent y être apportées à la suite de décès, de changement de résidence, de démobilisation pour les militaires (97) etc....

Ce système a le grand avantage de favoriser au maximum l'inscription des électeurs.

b. - La campagne électorale : La campagne électorale est réglementée pour assurer la sincérité du vote, maintenir une certaine égalité entre les candidats, et empêcher l'écrasement des plus pauvres sous le poids de la publicité des plus riches.

1. - La sincérité du vote exige la lutte contre les pressions électorales : La sincérité du vote exige que les électeurs et les candidats soient protégés contre les pressions électorales. Le Dahir du 1^o septembre 1959 réprime sévèrement la corruption électorale et organise la campagne électorale d'une façon minutieuse afin d'assurer la sincérité du vote.

2. - Des sanctions pénales contre la corruption électorale : Des sanctions pénales sévères sont prévues contre la corrup-

(96) Juge de tribunal d'instance.

(97) Article 13 du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux.

tion électorale, les tentatives d'intimidation, le détournement des suffrages etc... L'article 18 du Dahir du 1^o septembre 1959 réglementant les élections précise : "lorsque par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, on aura troublé les opérations de vote, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 2.000 à 10.000 francs." (98)

"Quiconque, -précise l'article 26 du même Dahir- par des dons ou des libéralités en argent ou en nature, par des promesses de libéralités, de faveurs d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers, quiconque, par les mêmes moyens, aura déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 20.000 à 200.000 francs..."

Les condamnations prononcées en vertu de cet article entraînent en outre l'inéligibilité pour une durée de deux ans. (art. 30 du Dahir 1-9-59 réglementant les élections)

3. - Egalité des candidats dans la campagne électorale : Les candidats sont égaux devant la loi électorale. Pour maintenir cette égalité dans la campagne électorale, l'autorité locale a réservé des emplacements spéciaux dans chaque localité pour l'apposition des affiches électorales. Ces emplacements, les frais de propagande électorale et l'impression d'affiches

(98) Dahir n° 1.59.162. du 1^o septembre 1959 réglementant les élections.

et de tracts, sont à la charge de l'Etat et sont mis à la disposition de tous les électeurs et candidats d'une manière égale. Les mesures ainsi prises par l'Etat empêchent que les candidats les plus pauvres soient écrasés sous le poids de la publicité des plus riches. Toute apposition d'affiches et toute distribution de professions de foi, circulaires et bulletins de vote au nom de candidats ou de listes non enregistrés sont interdites sous peine d'amende.

6. Les modalités du vote : Au Maroc le vote est libre, secret et facultatif.

1. - Le vote libre et secret : La liberté et le secret du vote sont des éléments fondamentaux du régime démocratique. En effet, en cas de vote public, les électeurs peuvent craindre des représailles de la part des vainqueurs, s'ils n'ont pas voté pour eux. Le secret du vote est prévu au Maroc par plusieurs articles (notamment les articles 23, 25 et 27) du Dahir du 1^{er} septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux et l'article 32 du Dahir du 1^{er} septembre 1959 relatif à la réglementation des élections.

Les électeurs participent au scrutin par vote personnel et sous enveloppe. Les enveloppes sont fournies par l'Administration. Elles sont opaques, non gommées et frappées du timbre de l'autorité locale.

A son entrée dans la salle de vote l'électeur prend une enveloppe et un bulletin de chaque candidat, il pénètre dans un isoloir et glisse son bulletin de vote dans l'enveloppe.

L'article 32 du Dahir du 1^{er} septembre 1959 réglementant les élections, prévoit des sanctions pénales sévères, contre ceux qui auront violé le secret du vote, porté atteinte à sa sincérité et empêché les opérations de scrutin.

2. - Le vote est facultatif : Au Maroc le vote est facultatif. Les électeurs peuvent s'abstenir de voter.

Dans les élections communales marocaines de 1960, on compte près de trois millions de votants, sur quatre millions d'inscrits. (99)

Dans les provinces de Nador, d'Alhucémas et les trois cercles de la province de Tétouan les abstentions ont atteint 31 à 45 % des électeurs inscrits. Casablanca, Rabat et Fès en particulier ont connu 20 % d'abstentions. (100)

D. Le contrôle et la régularité des élections : Dès la clôture du scrutin, le dépouillement des votes est effectué par le bureau, assisté de scrutateurs. Pour que la sincérité du vote soit assurée par un contrôle du public, le président du bureau de vote fait appel à des scrutateurs autres que les candidats afin de contrôler la régularité du dépouillement. Il désigne parmi les électeurs présents, un certain nombre de scrutateurs sachant lire et écrire. Le président répartit entre eux les enveloppes à vérifier. L'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur, celui-ci le lit à haute voix. Les suffrages recueillis par chaque candidat sont relevés par deux scrutateurs qui sont là à cet effet.

(99) Sur les élections communales voir pages 44 et suivantes.

(100) Pour une étude plus détaillée voir l'article de M. Chambergeat : "Les élections communales marocaines du 29 mai 1960. Revue française de science politique, n° 1 mars 1961.

Le juge de la régularité des élections communales est le tribunal régional. Le jugement rendu par ce tribunal n'est pas susceptible d'appel. Il peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour Suprême.

Pour les élections parlementaires, tout candidat dont la déclaration de candidature aurait été rejetée peut déférer la décision du gouverneur ou de son représentant au tribunal régional du ressort.

Ce recours qui est enregistré gratis est ouvert pendant un délai d'un jour qui commence à partir de la date de notification du rejet.

Le tribunal régional statue en dernier ressort dans un délai de trois jours à partir du dépôt de la réclamation et notifie aussitôt sa décision à l'intéressé et au gouverneur. La décision du tribunal ne peut être contestée que devant la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême saisie de l'élection. La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême est seule habilitée à prononcer la nullité des résultats d'un scrutin et l'invalidation d'un représentant proclamé élu. (101)

II. Des débats sur le mode de scrutin et sa mise en oeuvre dans les premières élections communales : Nous allons examiner successivement le problème de choix d'un mode de scrutin qui a été réglé avant les premières élections communales marocaines en mai 1960 et la phase pratique des élections après le choix du mode de scrutin.

(101) Dahir n° 1-63-118 du 17 avril 1963 portant loi organique relative à l'élection des représentants.

A. Le mode de scrutin : Avant l'approbation et la mise en oeuvre du Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux, le problème du choix d'un mode de scrutin fut l'objet de longues discussions. En effet il comportait des aspects techniques et politiques. Le Palais semblait préférer, dès le début, le scrutin uninominal. Mais ce mode de scrutin qui présentait l'immense avantage de la simplicité pour une population électorale composée en majeure partie d'illettrés, se prêtait mal aux grands débats et à l'action des partis politiques.

Le Parti de l'Istiqlal était favorable à un système de scrutin de liste majoritaire à un tour et le Parti Démocratique et l'Indépendance (P.D.I.) à un système de représentation proportionnelle. (102)

Plusieurs projets prévoyant la participation de représentants français et espagnols et les conditions restrictives d'électorat pour les femmes et les illettrés, furent laissés dans l'ombre.

Les experts français consultés à ce sujet, se prononcèrent, (après une étude du pays et de nombreux contacts avec les élites politiques) pour un système de scrutin de liste majoritaire à un tour, appliqué selon des modalités différentes suivant qu'il s'agissait de villes de plus de 100.000 habitants, de moins de 100.000 habitants ou de communautés rurales. Ce système était un compromis entre le scrutin de liste et le scrutin uninominal.

Mais la question du mode de scrutin ne fut pas tranchée. Pour éviter de bloquer la discussion on décida de préparer plusieurs textes et de régler cette question.

(102) P. Chambergeat : "Les élections communales marocaines" du 29 mai 1960. Revue française de science politique n° 1 - Mars 1961 -

Le 24 mars 1959 le ministre marocain de l'Intérieur laissa entendre aux représentants de la presse étrangère au Maroc, que le projet du Ministère de l'Intérieur avait été établi sur la base d'un scrutin de liste, avec sectionnement des communes.

Le nombre des communes, selon le découpage réalisé par la commission itinérante du Ministère de l'Intérieur, est fixé à 800, comprenant chacune trois sections, ce qui représente en réalité 2.400 petites communes. Chaque section aura son petit parlement. Les trois parlements se réunissent à l'échelon supérieur et constitueront le conseil communal. Chaque conseil, selon l'importance de la commune, comprendra de 9 à 45 conseillers. (103)

Lorsqu'au début de mai 1959 le projet de Dahir sur les conseils communaux fut soumis à un Conseil de Cabinet, une discussion longue et animée opposa les partisans du scrutin de liste à ceux du scrutin uninominal. Les ministres istiglaliens et ceux du parti d'U.N.F.P. votèrent tous pour le scrutin de liste. Les ministres de tendances "royales" ou amis du Roi se prononcèrent pour le scrutin uninominal. Finalement par une voix de majorité le scrutin uninominal fut adopté au Conseil des ministres.

Au début du mois de juin, le Roi reçut les mémoires présentés à sa demande par les partis politiques et les syndicats sur les élections. Toutes les organisations, à l'exception du Mouvement Populaire partisan du scrutin uninominal, se prononcèrent pour le scrutin de liste majoritaire à un tour.

(103) Pour le détail voir l'article de P. Chambergeat : " Les élections communales marocaines" Revue française de science politique n° 1 Mars 1961.

Enfin le 1^{er} septembre 1959 un dahir sur l'élaboration des conseils communaux fut publié, dans lequel le système de scrutin uninominal à un tour avec découpage des circonscriptions fut adopté. Le 11 septembre 1959 le ministre marocain de l'Intérieur précise, dans une réception donnée pour la présentation du Dahir précité à la presse : "... le choix du scrutin uninominal a été dicté par le souci d'enlever le plus possible leur caractère politique aux élections - caractère politique que n'eût pas manqué de leur donner un scrutin de liste - afin que l'électeur puisse choisir le représentant le plus apte à défendre l'intérêt du pays".

B. La mise en oeuvre du mode de scrutin dans les premières élections communales : Au mois de mai 1960 les élections communales ont eu lieu pour la première fois au Maroc. Un décret du 2 décembre 1959 rend applicable le nouveau découpage communal, créant plus de 800 communes de 10.000 habitants en moyenne. Il fixe également le nombre des conseillers à élire par commune, nombre qui va de 9 pour les communes rurales de moins de 7.500 habitants, à 51 pour Casablanca, selon les critères établis par le dahir du 1^{er} septembre.

Les partis politiques, mécontents du mode de scrutin adopté, ne manifestèrent guère d'enthousiasme à l'ouverture de la campagne d'inscription sur les listes électorales. Mais, à la suite d'un appel lancé par le Roi pour encourager les électeurs à s'inscrire, les comités directeurs de l'Istiqlal et du Mouvement Populaire invitèrent officiellement les militants à s'inscrire et faire propagande autour d'eux pour l'inscription. Le boycott devenait impossible et le peuple ne voulait pas manifester un geste d'opposition au Roi. L'U.N.F.P. et l'U.M.T. (Union Marocaine de Travail) s'engagèrent sur la même voie que l'Istiqlal.

L'Administration poursuit de son côté un effort systématique pour obtenir l'inscription des électeurs. Ainsi on aboutit à des résultats étonnants. En effet, la population s'élève à 11.500.000 habitants. On aboutit au chiffre de 4.172.000 électeurs inscrits sur un corps électoral que l'on peut estimer, sur la base du recensement effectué en juin 1960, à un chiffre de 6 millions, ce qui représente un taux moyen d'inscription de 70 %. (104)

Le dépôt des candidatures eut lieu du 14 au 29 avril. La campagne électorale, commencée le 20 mai, revêtit un double caractère. A Casablanca, à Rabat et dans les grandes villes, elle se transforma en une confrontation de politique générale entre les partis dominants. En province la campagne électorale se déroula partout dans le calme. Toutefois dans les provinces de Taza, Nador, Alhucémas, les réunions publiques et les activités des partis restaient soumises à l'autorisation du chef d'état major des forces armées royales. Finalement, d'après les résultats obtenus, on compte sur quatre millions d'inscrits, près de trois millions de votants. Les femmes ont généralement participé au scrutin, dans une proportion plus élevée en ville que dans les campagnes.

Le parti de l'Istiqlal, le plus ancien et le mieux organisé des partis marocains, remporte le plus grand nombre de sièges : le pourcentage d'élus qui lui est officiellement attribué dépasse 40 % dans l'ensemble du pays. L'Union Nationale des Forces Populaires remporte environ 23 % du nombre de sièges. Le Mouvement Populaire obtient environ 7 % de sièges.

(104) P. Chambergeat : article précité.

Le Parti Démocratique de l'Indépendance qui a pris en octobre 1959 le nom de Parti Démocratique Constitutionnel après le passage d'une partie de ses membres à l'U.N.F.P. compte près de 300 élus. (105)

En définitive on a pu remarquer qu'en dépit de leur caractère particulier et du mode de scrutin employé, les élections municipales ont eu notamment en ville un sens politique. La personne de candidat était négligée pour ne s'attacher qu'à sa tendance. Le recours à des thèmes de propagande idéologique et notamment le système des bulletins de couleur employé par les partis, ont permis largement la politisation des élections. Les partis politiques établirent leurs rapports avec les masses marocaines par l'intermédiaire d'organisations à buts non politiques, qu'il s'agisse de syndicats ouvriers, de groupements de commerçants ou d'agriculteurs.

A la suite de divers sondages, on a remarqué que de nombreux candidats appartenant aux anciennes djémaâs judiciaires des tribus berbères ou aux conseils municipaux institués par le protectorat, sont élus. Aussi le mode de scrutin se prêtait à l'élection des notables tribaux dans le milieu rural.

SECTION II.

LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE DANS LA CONSTITUTION MAROCAINE.

En droit occidental, la souveraineté, c'est le pouvoir, dans une société politique, de commander et de contraindre ;

(105) Article précité.

c'est l'ensemble des droits dont jouit un Etat. Ses origines et son siège, ses attributs et ses limites ont fait, depuis Aristote, l'objet de maintes théories.

Nous allons examiner, en premier lieu, le principe de la souveraineté nationale, énoncé par la constitution marocaine, sous l'angle du droit occidental, en deuxième lieu les inspirations islamiques de la constitution sur ce problème.

§ I. La souveraineté de la Nation :

Le principe de la souveraineté nationale est proclamé dans la constitution marocaine : "la souveraineté appartient à la Nation " (art. 2)

En droit français, la souveraineté nationale se ramène à deux affirmations. L'une, c'est que la souveraineté, conçue comme un droit de commander, a pour titulaire la Nation, l'autre que la Nation est une entité distincte des individus qui la composent. Parmi les conséquences essentielles de l'idée de souveraineté nationale on peut relever les suivantes : la loi, au moment où elle est édictée, n'exprime pas la volonté particulière de ceux qui l'ont votée ; elle constitue l'expression de la volonté générale. Les élus qui siègent dans les Assemblées sont les représentants non de la fraction du peuple qui les a désigné, de leur circonscription ou de leur parti, mais ceux de la Nation tout entière, ce qui conduit à prohiber le mandat impératif. Aucun individu ni surtout aucun groupe ne peut prétendre en dehors de la désignation par l'élection, exercer la souveraineté.

Rappelons que d'après la théorie de "la souveraineté populaire" exposée par J.J. Rousseau, le fait générateur de la société et de la souveraineté est le contrat social ; la

souveraineté n'est autre que la volonté générale du peuple, qui s'exprime par la loi. Elle est indivisible, inaliénable, indélégable, illimitée, infaillible.

Cette distinction est admise par les constitutionnalistes français en ce qui concerne la souveraineté nationale et celle du peuple. Dans la thèse de la souveraineté du peuple, exposée par J.J. Rousseau l'électorat (la qualité d'électeur) est un droit puisque chaque citoyen possède en propre sa part de souveraineté. Au contraire dans un système de souveraineté nationale l'électorat est une fonction : être électeur, c'est exercer une compétence au nom de la Nation.

Le sens du mot "Nation" diffère de celui de "peuple". La Nation est " une être invisible" (106) alors que le peuple est un ensemble d'individus que l'on peut recenser. La Nation embrasse le passé et l'avenir. Or, dans ce sens, la souveraineté nationale, énoncée par la constitution marocaine ne peut appartenir au peuple, tout au plus, le peuple peut-il l'exercer comme un organe de la Nation (théorie de l'électorat-fonction).

C'est la tradition constitutionnelle française identifie "le peuple" à l'ensemble des électeurs ou corps électoral. Dans ce sens, quand la constitution marocaine emploie le mot "peuple" (par exemple, approbation d'un projet de loi par le peuple (art. 75), il s'agit d'un organe de la Nation, qui exerce la souveraineté. C'est à celle-ci qu'appartient la souveraineté, à cet être invisible qui embrasse le passé et l'avenir du Maroc.

(106) Selon l'expression de M. Georges Vedel.

Il convient à présent d'examiner comment se pose le problème de la souveraineté en Islam afin de préciser les inspirations islamiques de la constitution marocaine sur ce problème.

II. Le problème de la souveraineté en Islam :

En Islam l'origine du pouvoir demeure dans la volonté divine. Toute obéissance va à Dieu, et ne peut aller qu'à Lui, car Lui seul a droit de commandement sur terre.

Puisque le Prophète est l'Envoyé de Dieu : "celui qui obéit au Prophète, obéit à Dieu" (107). Le calife, qui est le Remplaçant du Prophète, mérite l'obéissance de la part des fidèles à condition qu'il ne commande rien contre la Loi coranique.

Le précepte : "Obéissez à ceux parmi vous qui détiennent le commandement" est toujours subordonné à la condition : s'ils vous commandent en conformité avec la Loi.

En outre, Dieu dit à Mohammed en lui parlant des Compagnons : "Consulte-les dans la décision". Le devoir de consultation "Shura" de la part du chef et en échange le devoir d'obéissance de la part des fidèles sont des principes démocratiques de l'Islam. Le calife ou le Sultan est un délégué du peuple et un remplaçant du Prophète. Son pouvoir est réglé et contrôlé par "Ijmâ" grâce à laquelle la communauté est représentée et d'autre part par chaque croyant en tant que musulman. Donc ce pouvoir est un pacte ou "Mithâq" passé entre le calife et la Nation musulmane représentée par les "gens qui délient et lient". Ceux qui adhèrent au "Mithâq" (pacte), en reconnaissant l'autorité du calife, font le "Baïa".

(107) Coran, chapitre 4, verset 60.

Les Ulémas (gens qui délient et lient) en tant que représentants de la communauté, gardent un droit de contrôle continuuel de telle sorte que le calife ne puisse agir en dehors des limites de son pouvoir accordé par la loi.

Fortes, l'origine du pouvoir suprême demeure dans la volonté divine. Mais il est confié à la communauté musulmane pour son exercice terrestre. Notons que les règles islamiques sont intangibles et irréfragables. Les croyants n'ont pas le droit de les modifier, ce sont les textes révélés, ayant une valeur éternelle. Mais l'Ijmâ et l'Ijtihad peuvent être changés selon les exigences de temps et de lieu.

L'Ijmâ est le consensus de la communauté, né de l'effort personnel d'interprétation des Ulémas. L'Ijtihad est la base de "Ijmâ". Tandis que l'Ijmâ est un accord collectif des Ulémas sur le sujet d'une interprétation des textes révélés, l'Ijtihad est un effort de chaque docteur religieux pour dégager personnellement des règles de droit pratique. (108)

Ainsi le pouvoir législatif appartient à la communauté musulmane par la voie de l' "Ijmâ". Tous les Musulmans ont le droit de participer à l'élaboration de la loi. Mais ce sont les plus aptes qui participent à la rédaction de la loi ; c'est une minorité d'Ulémas (ceux qui lient et délient), représentant la communauté musulmane. L'Ijmâ est la source du droit islamique qui conduit la communauté musulmane à faire évoluer son droit en l'adaptant aux exigences actuelles. Pour H. Iqbal célèbre docteur religieux d'Islam, l'Ijmâ est

(108) voir pages 18 et suivantes....

vraiment une assemblée législative. (109) Sa transformation en une Institution législative permanente pouvait être contraire aux intérêts politiques de telle ou telle monarchie absolue qui se développa en Islam, aussitôt après le quatrième calife.

Ainsi, comme nous venons de le dire, l'esprit de consultation de la communauté par le calife, le contrôle du pouvoir califal par l'Ijmâ, et enfin la législation de la communauté par la voie de l'Ijmâ, affirment le Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. En d'autres termes, c'est le peuple qui possède en Islam, le pouvoir suprême, accordé par Dieu.

SECTION III.

LES LIBERTES PUBLIQUES ET LES FORCES POLITIQUES.

Nous allons examiner en premier lieu les libertés publiques reconnues textuellement aux Marocains avant et après l'indépendance du pays, et en deuxième lieu les forces politiques c'est-à-dire les partis politiques et les centrales syndicales qui apportent des appuis considérables aux deux grands partis traditionnels, l'Istiqlal et l'Union Nationale des Forces Populaires.

(109) Lire Zikria : "L'Islam et la démocratie" Paris 1958
p. 44 et 45.

§ I. Les libertés publiques.

Le 3 mai 1958 le Roi Mohammed V, en adressant un message au peuple, s'exprime ainsi : "Désireux de permettre également à Nos sujets d'exercer les libertés fondamentales et de jouir des droits de l'homme, Nous leur garantirons la liberté d'expression, de presse, de réunion et d'association. Cette garantie n'aura pour limite que le respect dû au régime monarchique, la sauvegarde de l'Etat et les impératifs de l'intérêt général." (110)

Le principe de la liberté syndicale était déjà établi par un dahir du 16 juillet 1957 réglementant les syndicats professionnels. (111)

Le 15 novembre 1958 la promulgation de trois autres dahirs réglementant le droit d'association, la presse au Maroc et les rassemblements publics venait réaliser certaines libertés fondamentales. Le 3 juin 1961 les principes de liberté, de légalité et de justice furent reconnus par la loi fondamentale (112) promulguée par Hassan II.

Nous allons aborder l'étude des libertés publiques reconnues aux Marocains et codifiées pendant et après l'établissement du protectorat français au Maroc. Nous examinerons notamment; la liberté syndicale, la liberté d'association, la liberté des rassemblements publics et la liberté de la presse.

(110) J. Tabic : "Juris-classeur marocain" Paris 1958 page 9,
le 3 mai 1958.

(111) Dahir du 16 juillet 1957 sur les syndicats professionnels.
Juris-classeur marocain, page 7.

(112) voir pages 53 et suivantes....

I. La liberté syndicale : A l'époque de l'établissement du protectorat français au Maroc (1912), en raison du faible développement industriel du pays les problèmes du monde ouvrier, du travail et du salaire ne se posaient pas. C'était le système traditionnel qui réglait les conditions artisanales. Les artisans étaient groupés en corporations. Celles-ci étaient dirigées par les chefs appelés "Amin" et "Mohtasseb".

A partir de 1926 les problèmes des salaires, de la durée et des accidents du travail furent réglementés par plusieurs Dahirs en date du 13 juillet 1926 et 25 juin 1927. Aussi, en 1934 un grand nombre de réformes ont amélioré les conditions sociales des ouvriers. On peut noter à cet égard l'Arrêté Viziriel relatif au contrat d'assurances, émis le 28 novembre 1934.(113). Le 24 décembre 1936 un Dahir sur la liberté syndicale fut promulgué. Mais ce dahir interdisait aux ouvriers marocains de s'affilier aux syndicats qui avaient été créés uniquement pour les travailleurs européens. Pourtant de nombreux ouvriers marocains adhèrent aux syndicats des centres miniers. Le syndicalisme marocain à cette époque commence à s'unir avec le parti de l'Istiqlal. Le 20 mars 1955 la première centrale libre fut créée à Casablanca sous le nom d'Union Marocaine du Travail (ou U.M.T.); c'était toujours le texte de 1936, avec quelques petites modifications, qui régissait les syndicats. Pourtant la liberté d'adhésion pour les syndiqués marocains fut accordée le 12 septembre 1955 par un dahir étendant le droit syndical aux sujets marocains et modifiant le dahir de 1936.

(113) Arrêté Viziriel relatif au contrat d'assurances - 28 novembre 1934. Juris-classeur marocain 28 novembre 1934, page 4.

L'article 1 précisait : "Le bénéfice du droit syndical, tel qu'il est défini et réglementé par le dahir du 24 décembre 1936, est étendu aux sujets marocains."

La liberté complète de créer un syndicat et d'adhérer à celui-ci fut reconnue par le dahir du 16 juillet 1957 sur les syndicats professionnels. L'article 2 de ce dahir précise la constitution du syndicat : "Les syndicats professionnels de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ou la même profession libérale, peuvent se constituer librement. Des syndicats peuvent être créés entre fonctionnaires. Toutefois, ne peuvent bénéficier des dispositions précitées les agents qui sont chargés d'assurer la sécurité de l'Etat et la défense de l'ordre public..."

L'article 3 prévoit les formalités administratives de la création du syndicat. Cet article précise notamment que les intéressés doivent être de nationalité marocaine et jouir de leurs droits civils et politiques.

La dissolution du syndicat - sur la base du dahir précité - est de la compétence exclusive de la justice et non de celle de l'Administration. En outre, chaque syndicat peut se donner librement une organisation interne et poursuivre ses activités et ses tendances sans aucune contrariété ; ce qui prouve le libéralisme du dahir de 1957. (114)

(114) Dahir du 16 juillet 1957 sur les syndicats professionnels.
Juris-classeur marocain. pages 7 et suivantes.

II. La liberté d'association : Le dahir du 15 novembre 1958 réglementant le droit d'association, prévoit trois types d'associations :

- Les associations en général,
- Les associations à caractère politique,
- Les associations étrangères.

- En ce qui concerne les associations en général, le dahir après avoir défini l'association : "la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices..." - ajoute que "les associations de personnes peuvent se former librement sans autorisation ni déclaration préalables..." (article 2). Mais l'article 5 précise que toute association qui veut pouvoir ester en justice ou acquérir à titre onéreux, doit faire l'objet d'une déclaration préalable au siège de l'autorité administrative locale (Caïd ou Pacha) et au Procureur commissaire du Gouvernement près le Tribunal de première instance de la circonscription judiciaire, ou à défaut au parquet près le Tribunal régional. (dispositions inspirées de la loi française du 1^o juillet 1901)

- L'article 15 du dahir précise : "Sont soumises aux dispositions du présent dahir les associations constituant des partis politiques ou poursuivant, sous quelque forme que ce soit, une activité politique... Est réputée activité politique - ajoute l'article 15 - toute activité tendant, directement ou indirectement à faire prévaloir la doctrine de l'association dans la conduite et la gestion des affaires publiques et à en

faire assurer l'application par ses représentants." (115)

Au Maroc, est interdite et de nul effet la formation des partis politiques et associations à caractère politique fondés sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes moeurs ou qui auront pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme monarchique de l'Etat. (articles 3 et 15)

On remarque tout de suite l'expression "atteinte à la forme monarchique de l'Etat" comme cause assez vague d'empêchement de la constitution d'une formation politique.

Quel est exactement le sens de cette formule ?

La question s'est justement posée pour le parti communiste marocain. Le procureur commissaire du Gouvernement près le Tribunal de première instance de Rabat avait demandé le 22 septembre 1959 la dissolution du parti communiste sur la base des articles 3 et 19 du dahir du 15 novembre 1958. (116)

(115) Sur les rapports de la liberté d'association et du régime des partis, consulter notamment : Kheitmi (Rechid), les partis politiques et le droit positif français, Paris, 1964 (éd. Librairie générale de droit et de jurisprudence).

(116) Article 3 du dahir du 15.11.58 : "Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes moeurs ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme monarchique de l'Etat est nulle et de nul effet".

Article 19 du dahir du 15.11.58 : "En cas d'infraction aux dispositions des articles 3, 5 et 17 ci-dessus la dissolution est prononcée dans les conditions prévues à l'article 7 du présent dahir..." Juris-classeur marocain. Page 3, 15 novembre 1958.

Mais la demande du procureur devait être déclarée sans fondement puisque le parti communiste avait déjà proclamé dans sa charte, que son action s'exercerait dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle... Le Tribunal affirma qu'il n'y avait point lieu de prononcer la dissolution du Parti communiste.

La Cour d'Appel fut alors saisie de l'affaire. Se fondant sur le fait que les principes marxistes reposent sur le matérialisme historique, et que toute idéologie basée sur le matérialisme est contraire aux principes islamiques, la Cour a conclu que le Parti communiste marocain, s'inspirant des idées matérialistes du marxisme, portait atteinte aux principes religieux qui étaient à la base de la vie du pays. Aussi la Cour d'Appel a purement et simplement prononcé la dissolution du Parti communiste. (117)

Les partis politiques régulièrement formés doivent remplir en outre les conditions suivantes :

- Être constitués uniquement de nationaux marocains et être ouverts à tous les sujets marocains, sans aucune discrimination de race, de confession ou de région d'origine.(118)

- Être constitués et fonctionner exclusivement avec les fonds d'origine nationale ;

- Avoir des statuts donnant vocation à tous les membres à participer effectivement à la direction de l'association ;

(117) Cf. Toubitni, op. cit. , p. 293 et suivantes.

(118) Ceci pose évidemment le problème de la définition de l' "Association étrangère", qui sera examinée plus loin : p. 147 et suivantes.

- Ne pas être ouverts aux militaires en activité, aux magistrats, aux fonctionnaires d'autorité, aux fonctionnaires de la police, aux agents des forces auxiliaires, aux gardiens de prisons, aux officiers et gardes forestiers et aux agents du service actif de la douane ;

- Ne pas être ouverts aux personnes frappées d'indignité nationale ou de toute autre sanction pour agissements de caractère antinational.

De même "Les partis politiques et les associations à caractère politique ne peuvent recevoir de façon directe ou indirecte de subvention de l'Etat..." (article 18). Ainsi le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.) en tant que parti gouvernemental ne peut être aidé ou subventionné directement ou indirectement par l'Etat.

Comment a-t-on défini les associations étrangères ? L'article 21 du dahir précise : "... sont (les) associations étrangères, quelle que soit la forme sous laquelle ils peuvent éventuellement se dissimuler, les groupements présentant les caractéristiques d'une association (119) qui ont leur siège à l'étranger ou qui, ayant leur siège au Maroc, sont dirigés en fait par des étrangers ou bien ont, soit des administrateurs étrangers, soit la moitié des membres étrangers."

Comme pour toutes les associations, une déclaration préalable est obligatoire pour une association étrangère afin de pouvoir se former et exercer son activité au Maroc. Les Gouverneurs peuvent à toute époque inviter les dirigeants de tout

(119) Sur la notion d'association, voir page 144.

groupement fonctionnant dans leur province ou préfecture à leur fournir par écrit, dans le délai d'un mois, tous renseignements de nature à déterminer le siège auquel ils se rattachent, leur objet réel, la nationalité de leurs membres, de leurs administrateurs et de leurs dirigeants effectifs.

Dans un délai de trois mois à partir de la date figurant sur le dernier récépissé, le Gouvernement peut s'opposer à la constitution d'une association étrangère, ainsi qu'à toute modification aux statuts, à tout changement dans le personnel de direction ou d'administration, à toute création de succursales, filiales, établissements détachés d'une association étrangère existante.

Toutes ces dispositions s'inspirent du titre IV de la Loi française de 1901, titre ajouté au texte primitif par le décret-loi du 12 avril 1939.

L'article 29 du dahir précise en outre :

"seront dissoutes par décret, toutes les associations de fait qui :

- provoqueraient des manifestations armées dans la rue ;
- présenteraient, par leur forme et leur organisation militaire, ou paramilitaire, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ;
- auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou de s'emparer du pouvoir par la violence ou d'attenter à la forme monarchique de l'Etat." (120)

(120) Dahir du 15.11.58 réglementant le droit d'association.

(texte très évidemment inspiré de la loi française du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées).

III. La liberté de réunion : Au sens du dahir du 15 novembre 1958 "... est réputée réunion publique toute assemblée temporaire mais concertée, ouverte au public, dans laquelle sont examinées des questions portées à un ordre du jour déterminé à l'avance." (art. 1)

Les réunions publiques sont libres au Maroc. Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous réserve toutefois des prescriptions suivantes :

- Elles seront précédées d'une déclaration indiquant le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Cette déclaration précisera l'objet de la réunion et elle sera signée par deux personnes domiciliées dans la localité où la réunion devra avoir lieu et indiquera les noms, qualités, adresses des signataires. Elle sera remise à l'autorité administrative locale (Pacha ou Caïd). La réunion ne devra avoir lieu qu'après un délai de 24 heures suivant la délivrance d'un récépissé constatant le jour et l'heure de la déclaration.

En ce qui concerne les manifestations sur la voie publique, elles sont soumises à déclaration préalable. Toutefois, sont dispensées de cette déclaration les sorties sur la voie publique conformes aux usages locaux. Si l'autorité administrative estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit par notification adressée aux signataires de la déclaration.

De même tout attroupement armé, formé sur la voie publique, est interdit. L'attroupement est réputé armé dans les deux cas suivants :

- Quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées, d'engins ou d'objets dangereux pour la sécurité publique ;

- Quand un seul de ces individus, porteur d'armes ou d'engins dangereux apparents, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie. Tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique, est également interdit.

IV. La liberté de la presse. Sur la liberté de la presse au Maroc, un Dahir du 27 avril 1914 avait déjà prévu dans son premier article : "l'imprimerie et la librairie sont libres."

Ce dahir est abrogé et remplacé par le dahir du 15 novembre 1958 portant code de la presse au Maroc. Cependant le dahir de 1958 a repris certaines dispositions de celui du 27 avril 1914 concernant l'affichage, le colportage et la vente sur la voie publique.

Le dahir de 1958 traite de l'imprimerie et de la librairie, de la presse périodique, de l'affichage, du colportage et de la vente sur la voie publique.

La liberté de l'imprimerie et de la librairie est proclamée de nouveau dans un article premier du dahir de 1958. Mais tout écrit rendu public portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur.

Tout journal ou écrit périodique peut être publié librement après accomplissement des formalités suivantes :

- il doit avoir un directeur de la publication et être l'objet d'une déclaration faite au Parquet du Tribunal de première instance ou, à défaut, du tribunal régional du lieu où se trouvent l'administration et la rédaction du journal. La déclaration doit être faite en trois exemplaires avant

la publication et comporter le titre du journal, son mode de publication, l'indication de la ou des langues dans lesquelles sera faite la publication, l'état civil, la nationalité et le domicile du directeur de la publication et des rédacteurs permanents, l'indication de l'imprimerie chargée de l'impression et l'origine du capital engagé dans l'entreprise ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, la nationalité des propriétaires des titres représentatifs du capital social, etc...

Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal périodique, il sera remis au parquet du tribunal de première instance ou, à défaut, à celui du tribunal régional deux exemplaires signés du directeur de la publication. Un dépôt identique est effectué au service de l'information par le directeur de la publication.

Le journal doit comporter le nom du directeur de la publication en première page.

La justification exacte du tirage doit figurer à un endroit du journal pour permettre la vérification périodique par un représentant du service de l'information délégué à cet effet.

En ce qui concerne les journaux étrangers, le dahir du 15 novembre 1958 précise : "est réputé étranger, quelle qu'en soit la langue d'expression, tout journal ou écrit périodique qui est soit créé ou publié en tout ou en partie au moyen de fonds étrangers, soit dirigé par un étranger."

Aux termes de l'article 28 : "tout journal ou écrit périodique étranger imprimé au Maroc... ne peut être créé ou publié sans qu'un décret d'autorisation ne soit au préalable intervenu sur une demande écrite, adressée au service de l'Information... " Là, il ne s'agit pas d'une simple déclaration comme pour la presse nationale marocaine. Mais l'autorisation de la publication de la presse étrangère est soumise à la décision du président du Conseil.

En ce qui concerne l'introduction et la circulation des journaux étrangers, le dahir précise qu'elles pourront être interdites par décision du président du Conseil. Dans le cas où le journal interdit continuerait à paraître, ses responsables seraient punis de peines d'amende ou d'emprisonnement.

L'article 31 du dahir permet de légaliser la situation des journaux étrangers déjà existants au Maroc: "... les journaux étrangers imprimés au Maroc existants à la date de publication du présent dahir disposent d'un délai de six mois, à compter de cette même date, pour se conformer aux prescriptions qui les concernent".

§ II. Les forces politiques.

A part la forte personnalité du Roi dont l'importance est exceptionnelle dans le régime marocain et qui constitue par son dynamisme et son intelligence politique la principale force politique, il existe une opinion publique qui est sollicitée par des groupements politiques.

La vie politique marocaine donne souvent le spectacle de débats idéologiques menés aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique et social.

Grâce aux libertés essentielles, reconnues aux citoyens - plus démocratiquement depuis quelques années - les différentes idéologies s'affrontent et les groupements politiques sortent de plus en plus de la clandestinité. Car les partis politiques, afin de se constituer, de recruter des adhérents et d'exprimer librement leurs opinions par la parole et la plume, doivent disposer des libertés essentielles.

Il existe actuellement plusieurs partis politiques et deux grandes centrales syndicales qui sont les appuis ouvriers des partis de l'Istiqlal et de l'Union Nationale des Forces Populaires. Nous allons étudier ces deux forces que représentent les partis politiques et les centrales syndicales.

I. Les partis politiques. Jusqu'à l'indépendance la vie politique du Maroc s'était cristallisée autour d'un seul parti. C'était le parti dominant ayant pour but l'indépendance du Maroc et la lutte contre le colonisateur. Les nationalistes poursuivaient leur lutte au nom de l' "Istiqlal" (ou Indépendance) du Maroc. La seule formation politique qui pouvait répondre efficacement à ce but unique des nationalistes c'était le Parti Istiqlal de Allal el-Fassi.

A la fin de 1943 alors que les circonstances semblaient plus ou moins favorables pour une action positive, l'Istiqlal jugea opportun de faire sa déclaration d'Indépendance du 11 janvier 1944 remise au Sultan, au Résident Général et aux Consuls Généraux des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Cette déclaration dont nous avons déjà parlé dans l'introduction (121), était intitulée Manifeste du Parti Istiqlal. Le texte était signé par 58 représentants des différentes sections du Parti Istiqlal. Les divergences de vues entre les dirigeants du parti étaient laissées de côté, au moins provisoirement. Quant au texte, il contenait une condamnation du protectorat, le rappel des mérites du peuple marocain et enfin les décisions du parti pour l'avenir du Maroc. Sidi Mohammed, qui, depuis 1943 entretenait d'étroites relations avec les nationalistes, fut déposé en 1953 par le Gouvernement français. Depuis le peuple marocain désirait avec tout son coeur le retour de ce personnage légendaire.

Moulay Ben Arafa qui avait remplacé le Sultan Sidi Mohammed, n'a jamais réussi pendant les deux ans de son règne à affirmer son autorité et son prestige. L'exilé est revenu et l'Indépendance a été obtenue. Mais l'Istiqlal n'a pas pu prendre

(121) voir page 9, l'introduction.

en main la situation du Maroc comme le Néo-Destour celle de la Tunisie.

Lors de la déclaration d'indépendance (1944), l'Istiqlal avait monopolisé le nationalisme. De 1950 à 1952, il a été le seul parti qui agissait contre le Protectorat. Mais à partir de ce moment, d'autres forces politiques commenceront à s'exercer parallèlement à lui : surtout, le Parti Démocrate de l'Indépendance s'est tout de suite dressé en rival de l'Istiqlal. Ensuite le parti communiste commence à agir ouvertement. Ce dernier avait groupé un petit nombre d'inscrits, mais toujours actifs, jusqu'au moment où il a été dissous par décision judiciaire au début de 1960. (122) Il faut mentionner le Mouvement Populaire, dirigé par le docteur Khatib, l'homme de la résistance armée contre le Protectorat, et le capitaine Aherdane. Cette formation, qui groupait les mécontents d'au moins deux sortes, des soldats de l'armée de Libération et des Berbères de différentes tribus, poussait ses racines dans la campagne plutôt que dans les villes. Elle a été interdite dès l'automne de 1957 et ses dirigeants ont même été momentanément arrêtés lors des troubles du Rif, (123) mais elle a subsisté et fini par se rallier plus ou moins au pouvoir, puisque le docteur Khatib a accepté, en mai 1960, de devenir ministre dans le cabinet du Prince héritier. Avec M. Aherdane il continue à jouir d'une certaine influence en milieu berbère.

(122) voir pages 163 et suivantes.

(123) L'opposition des villes et des campagnes, qui avait pris depuis des siècles la forme d'un antagonisme entre berbérophones et arabisés, avait été atténuée provisoirement par le Protectorat. Entre 1951 et 1953 ce vieil antagonisme était ressuscité. En 1955 l'armée de Libération du Docteur Khatib était en grande partie composée de guerriers du Rif et du Moyen Atlas. Lors de la part qu'ils avaient prise dans la lutte con-

À la fin de 1959 le parti Istiqlal a fini par se scinder. Une divergence de doctrine et de tactique a opposé M. Ben Barka et Abdor-Rahim Bou abid à Allal el Fassi président du Parti Istiqlal. L'Union Nationale des Forces Populaires était née à l'intérieur du parti Istiqlal (novembre 1959)

Le 2 mars 1963 M. Ahmed Reda Guedira, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture et ami intime du Roi, annonça la création d'un nouveau parti intitulé Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.)

Appuyé sur la popularité et l'influence politique du Roi, le nouveau parti a obtenu bientôt une majorité considérable dans les consultations électorales qui ont eu lieu au mois de mai 1963 et durant les mois suivants. Au mois d'avril 1964 au sein du "Front" est née une nouvelle formation le "Parti Socialiste Démocrate" comme une branche de celui-ci.

Nous allons examiner ces différentes formations dans l'ordre chronologique de leur constitution.

A. Parti d'Istiqlal. En 1926 un petit cénacle de jeunes se forma autour du Fqih Bel Ghazi qui enseignait dans le local d'une confrérie orthodoxe de Fès. Dans son auditoire figurait un jeune étudiant de l'Université Qarawiyine, Allal-El Fassi,

.... tre le Protectorat, ils en attendaient une juste récompense. Mais après l'indépendance, les gens des campagnes voyaient dans les citadins les principaux bénéficiaires de la nouvelle situation du pays. Le mécontentement grandit parmi plusieurs tribus du Rif. Mohammed V voyagea pour calmer et unifier ces tribus. Un soulèvement eut lieu dans le Rif en octobre 1958 et dura plusieurs semaines. Ces mouvements insurrectionnels finissaient chaque fois par se plier à la volonté royale et faisaient leur soumission. N'annoins il existe un indéniable malaise bombère qui se manifeste de temps à autre et ne paraît nullement apaisé. G. Le Tourneau : "Evolution politique de l'Afrique du Nord" 1961, p. 255

âgé alors d'une vingtaine d'années, qui bientôt constitua discrètement autour de lui un petit cercle politico-religieux. Outre son éloquence et ses idées, Allal el-Fassi avait pour lui son appartenance à l'une des principales familles de Fès.

A la même époque, un étudiant de Rabat, Ahmed Balafrej, à peu près contemporain de Allal el-Fassi, réunit autour de lui à Rabat un petit groupe d'évolués qui constituaient avec lui la Société des Amis de la Vérité. Les "Amis de la Vérité" réfléchissaient à la situation politique et à l'avenir du Maroc. Ces deux groupes de jeunes appartenaient à des familles bourgeoises du Maroc. Pendant plusieurs années, ils vont se rencontrer et causer. Les mouvements nationalistes animés par Balafrej..., El-Ouezzani (123) et ses amis se poursuivaient à Paris et au Maroc. Tandis que Ouazzani, Balafrej et quelques autres travaillaient à intéresser leurs amis français à la question marocaine et à chercher leur appui, leurs camarades du Maroc s'efforçaient de toucher la masse populaire, au moins dans les villes. Allal El Fassi qui avait obtenu le diplôme supérieur de Qarawiyine en 1932 se mettait à enseigner. Dans ses cours il mêlait la politique à la religion. Au cours des années 1932-1934 plusieurs journaux et hebdomadaires furent lancés par les nationalistes. La revue "Maghreb" publiée à Paris en juillet 1932 critiquait l'administration du Protectorat. Le journal "la Volonté du peuple" paru en 1933 et l'hebdomadaire "El-Hayat" (La Vie) lancé en 1934 attaquaient directement et indirectement certains services administratifs ou certains fonctionnaires français ou marocains.

En 1936 il semblait que l'harmonie ne régnait pas toujours entre les deux chefs du mouvement nationaliste, El Ouezzani et El Fassi. Leur ferveur pour la patrie marocaine les rapprochait

(123) El-Ouazzani créa en 1936 le parti du "Mouvement du Peuple" et en 1946 le Parti Démocratique de l'Indépendance voir p. 160 et suivantes.

mais le reste les séparait.

Celui-là dresse aux disciplines traditionnelles de Qarawiyyine, celui-ci élève du collège musulman de Fès, nourrissaient tous deux l'ambition de prendre la tête du mouvement national marocain. En janvier 1937 les deux leaders se séparèrent et formèrent deux groupes distincts. Mais ils n'étaient séparés que par une conception différente de la tactique à suivre et surtout par la querelle personnelle des deux chefs. Il n'y avait aucune différence doctrinale entre eux. Bientôt El Fassi, ayant les mains libres, donna à son groupement une structure administrative.

Balafrej qui n'avait pas obtenu l'autorisation de revenir dans la zone française depuis le début de la guerre, parce qu'il était soupçonné d'avoir eu des relations avec les Allemands, put regagner Rabat au printemps de 1943. Les nationalistes se trouvèrent reconstitués et dès lors leurs relations avec le Roi devinrent de plus en plus étroites.

Le 11 janvier 1944, El-Fassi publia le Manifeste de son parti et ainsi sortit plus effectivement de la clandestinité. L'Istiqlal était né.

Au début de l'Indépendance en 1955, quoiqu'il y eût deux partis différents à côté de l'Istiqlal, celui-ci apparaissait tout de même comme le seul grand parti dominant la situation et fortement organisé. Les deux autres partis, le parti Communiste organisé depuis juillet 1943 et le Parti démocratique de l'Indépendance né en 1946, n'avaient pas l'influence et l'importance de l'Istiqlal.

La structure de ce parti n'a pas été modifiée depuis l'Indépendance du pays. Le congrès du parti se réunit tous les deux ans. Il est composé des représentants des djemâa (cellule) et des sections. Les cellules groupent leurs membres par affinités professionnelles. Le Congrès établit le program-

me du Parti, choisit le président, désigne les membres du conseil national. Le chef du Parti est le porte-parole de la formation ; il représente le Parti en justice. Le Conseil national est une sorte de Présidium qui assure l'intérim des Congrès et désigne surtout le Comité exécutif. Le Comité est composé de 15 membres élus dont le chef est le président du Parti. Il a un rôle essentiel en ce qui concerne l'exécution de son programme, la surveillance de l'activité des différents organes locaux ou centraux du Parti. C'est lui qui établit les rapports avec l'extérieur. Il s'occupe des affaires de presse, de propagande, de publication et gère les fonds du Parti.

Quelles sont les idées essentielles du Parti ?

Le manifeste du Parti publié le 11 janvier 1944 avait énoncé un certain nombre de principes concernant la politique intérieure et internationale.

Le Parti était en premier lieu pour l'indépendance du Maroc qui impliquait l'unité et l'intégrité territoriale.

Le Parti déclarait son attachement à l'Islam, à la langue arabe et sa fidélité au trône.

Le Parti était pour une monarchie constitutionnelle et démocratique garantissant efficacement les libertés fondamentales. Cette monarchie devait comporter un pouvoir central responsable et une représentation nationale.

Le Parti sollicitait Sa Majesté Mohammed V de prendre sous sa haute direction le mouvement de réformes qui s'imposait.

En ce qui concerne la politique internationale, le Parti était pour la coopération internationale. C'était le fondement même de la revendication d'indépendance : le Maroc, ayant pris part à la guerre, devait bénéficier de l'appui des Alliés,

qu'il avait aidés. Le Parti demandait l'adhésion du Maroc à la Charte de l'Atlantique et à la future Organisation des Nations-Unies, ainsi que sa participation à la conférence de la Paix. (124)

Le Président Allal El Fassi a constamment pris position pour la libération des régions nationales de toutes les enclaves étrangères et la récupération des terres jadis sous la souveraineté marocaine. Ainsi, lors de l'élaboration de la constitution, les amis de Allal El Fassi avaient présenté un projet mentionnant les "frontières naturelles" (125) du Maroc. Or si on s'appuie sur le mot "nature", le fleuve Sénégal est le seul accident de terrain limitant le royaume vers le sud. Mais le Palais avait préféré parler de "frontières authentiques". Il s'agit des frontières authentifiées par des traités passés avec l'Espagne, l'Algérie et la Mauritanie. D'après les dirigeants Istiqlaliens "... la Mauritanie est et restera la province méridionale du royaume".

En ce qui concerne la doctrine du Parti dans le domaine économique, Allal El Fassi est partisan d'un socialisme islamique qui n'est ni capitalisme, ni communisme.

Le Parti encourage toute tentative d'amélioration des conditions économiques des ouvriers et des paysans sans les engager vers un capitalisme ou un socialisme matérialiste. L'Istiqlal est pour la réalisation de plans quinquennaux, la création d'industries de base, l'institution du Fonds national

(124) Robert Rézette : "Les partis politiques marocains" 1955 pages 142 et suivantes....

(125) voir page 73.

d'investissement, et l'amélioration du niveau de l'emploi par la mise en oeuvre de la Promotion nationale. Il est partisan de la nationalisation des secteurs vitaux de l'économie et de la généralisation de la mobilisation du travail et de l'épargne.

Le Parti de l'Istiqlal qui dominait la vie publique marocaine depuis l'Indépendance a subi en septembre 1959 une scission qui aboutit à la constitution du Parti de l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.). Nous étudierons plus loin cette organisation rivale du Parti de l'Istiqlal.

Le mot d' "Istiqlal" a été utilisé également par une autre formation politique, le Parti Démocratique de l'Indépendance. Si l'Istiqlal rassemblait les gens mécontents du Protectorat - remarque très justement M. Rézette dans "Partis politiques marocains", - le Parti Démocratique de l'Indépendance rassemblait ceux qui étaient, de surcroît, mécontents du parti de l'Istiqlal. Il est à noter qu'il n'y avait pas de différences idéologiques entre l'Istiqlal et le Parti Démocratique de l'Indépendance.

Mais d'après ce que précise M. Rézette dans son étude, ce sont les questions de personnes qui ont joué un rôle important dans la détermination politique et la rupture partisane". (126)

B. Parti Démocratique de l'Indépendance. Les assises sociales et spirituelles du Parti Démocratique de l'Indépendance ne sont pas fondamentalement différentes de celles du parti de l'Istiqlal. Les deux mouvements recrutent dans les mêmes milieux intellectuels de Fès, négociants de Casablanca, petits

(126) Robert Rézette : "Les partis politiques marocains"
Paris, 1955. p. 178



fonctionnaires, prolétaires. En fait, leur principale différence est celle de leur poids dans les masses : pour dix militants de l'Istiqlal, on n'en trouve guère plus d'un du P.D.I.

Mohammed Hassan El-Ouazzani qui avait créé en 1937 le Parti de "Haraka al Qaoumia" ou "Mouvement du peuple", fut arrêté à la fin de cette année et le Mouvement fut privé de tout moyen d'action efficace pendant un certain temps.

Plusieurs personnalités du "Mouvement du peuple" se rallièrent à l'Istiqlal lorsque celui-ci fut fondé en 1943.

Mohammed Hassan El-Ouazzani fut envoyé en résidence surveillée à la suite des émeutes des nationalistes en 1937.

Mohammed Hassan El-Ouazzani, le fondateur du "Mouvement du peuple" en rentrant en 1946, créa un nouveau parti : le Parti Démocratique de l'Indépendance.

Des contacts assez étroits s'établirent, d'août à novembre 1947 entre El-Ouazzani et la Résidence Générale. Le 10 septembre 1947, une délégation de P.D.I. fut reçue par le Général Juin, Résident Général de l'époque, et lui demanda de provoquer la constitution d'un gouvernement national marocain. Le 23 septembre 1947 El-Ouazzani adressa au Résident un programme de réformes dont le P.D.I. souhaitait la réalisation : suppression du Protectorat, remplacé par la conclusion d'accords libres entre le Maroc et la France ; réunion d'un conseil national élu, dont la première tâche serait de donner au Maroc une constitution sur la base d'une monarchie démocratique. Mais l'échec des négociations avec la Résidence incita le P.D.I. à se rapprocher du Palais.

Le 18 septembre 1950 une délégation de ce parti conduite par Mohammed Hassan El-Ouazzani, fut reçue par le grand Vizir et lui remit une pétition destinée au Sultan ; ce document faisait connaître au souverain que le P.D.I. ne voyait en

principe nul inconvénient à son prochain voyage à Paris, mais insistait pour que ce voyage eût un seul but : "l'abrogation du traité de Protectorat et le retour au peuple marocain de sa souveraineté et de son indépendance." (127)

Le 8 octobre 1950, au moment du départ du Sultan pour la France, le P.D.I. envoya un télégramme au directeur du cabinet Royal Mohamed Bahnini. Le télégramme formulait l'espoir que "ce voyage qui aura de grandes répercussions sur l'avenir du Maroc, donnera des résultats conformes à l'intérêt et aux aspirations du peuple marocain." Il a été ajouté que "le peuple marocain opprimé n'admettra pas de solution autre que la pleine souveraineté et l'indépendance et l'octroi des libertés démocratiques." (128)

Le 26 mars en renouvelant ses revendications, le P.D.I. rejetait toutes réformes partielles, municipales ou autres, comme incapables de "guérir un mal profond" et demandait l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, démocratique, comme c'était d'ailleurs déclaré par S.M. le Sultan.

Le P.D.I. affirmait "qu'un régime démocratique dans un Maroc moderne, indépendant, assurant la liberté de croyance et d'opinion à tous ses habitants, était le seul garant de la sauvegarde des droits de la France et le seul moyen d'arriver à une coopération stable et harmonieuse entre tous les habitants du pays".

En 1952 H. Benjelloun, actuellement ministre de la justice au cabinet royal, prit la direction du P.D.I. cependant qu'El-Quazzani se voyait privé de tout pouvoir réel.

(127) R. Rézette : "Les partis politiques marocains" 1955
p. 179

(128) R. Rézette : "Partis politiques marocains" 1955 p.179-180
Ouvrage précité.

Plus tard, le P.D.I. fut transformé en "Parti Démocratique Constitutionnel". Un de ses principaux leaders M. Béda Guédira, ami personnel du Roi Hassan II, créa le 20 mars 1963 une autre formation politique, "le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles", devenue bientôt le parti majoritaire du Maroc par suite des appuis du palais. Le 13 avril 1964, au sein du F.D.I.C., on a créé un nouveau parti : "Parti Socialiste Démocrate" qui groupe la majorité des ministres du Cabinet Royal. En fait le "Front de Défense des Institutions Constitutionnelles" est constitué par le parti du "Mouvement Populaire" (129) du Docteur Khatib et du capitaine Aharçane, le Parti Démocrate Constitutionnel de M. Guédira, M. Ouazzani et M. Benjelloun, et enfin cette nouvelle formation "Parti Socialiste Démocrate".

Pour suivre l'ordre chronologique de la naissance des partis politiques marocains, il vaudrait mieux jeter un coup d'oeil d'abord sur l'ancien Parti Communiste marocain, sorti de la clandestinité en 1958, dissout le 22 septembre 1959, puis le "Mouvement Populaire" créé en 1957, interdit plus tard, autorisé de nouveau en novembre 1958 et ayant adhéré au "Front" en 1963, ensuite l'un des grands partis de gauche, "Union Nationale des Forces Populaires" provenant de la scission de l'ancien parti de l'Istiqlal provoquée en 1959 par les dirigeants "progressistes" de celui-ci et enfin le "Front" Gouvernemental et sa nouvelle formation politique "P.S.D."

C. Le parti Communiste : Les premières cellules communistes avaient été constituées en 1936 à Casablanca, Rabat et Oujda. Mais elles n'étaient pas unies par des liens organiques bien

(129) En arabe : "Haraka Chaabia"

déterminées et ne groupaient d'ailleurs que des intellectuels et des ouvriers français et espagnols (ceux-ci, de tendance anarchisante, provoquèrent une scission en 1937). Interdit en 1939, reconstituée en petits groupes dans la clandestinité en 1941, l'organisation prit enfin corps, sous le nom de "Parti Communiste du Maroc" en 1943.

Un avocat français d'origine algérienne, Léon Sultan, était alors secrétaire général du Parti. Le P.C.M. disposait alors d'un journal en français ; "Dépeint" et d'un journal clandestin en arabe "Hayat-ech-Chaab" (la vie du peuple).

Le P.C.M. publia en 1943 un manifeste réclamant "le droit pour la nation marocaine de régler son sort elle-même", et "l'élection d'une assemblée constituante" (130)

Après la mort de Léon Sultan en 1945, un jeune instituteur Ali Yata prit la direction du parti. En 1948 Yata fut expulsé par le Protectorat. Son adjoint Abdesselam Bourgia, un prolétaire de Casablanca, le remplaça. Mais le P.C.M. subit les rigueurs qui frappent à cette époque les autres formations nationalistes ; il est interdit le 9 décembre 1952 pour une nouvelle fois. Entre 1953 et 1955 pendant l'exil du Roi Mohammed V, le P.C.M. essayait de restituer sa vocation nationaliste. C'est ainsi que la fin de l'exil du Roi et son retour sur le trône furent accueillis par le P.C.M. comme un heureux événement et une véritable libération du pays. A la suite de la proclamation des libertés publiques par le Dahir du 15 novembre 1958, le P.C.M. put sortir définitivement de la clandestinité. Il déposa ses statuts le 31 mars 1959. Il affirmait dans ceux-ci : "Le parti communiste marocain respecte les saines traditions du pays et ses institutions nationales."

(130) J. et S. Lacouture : "Le Maroc à l'épreuve" Paris, 1958, p. 163

Déployant son action dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, il oeuvre pour l'élection au suffrage universel, direct et secret, d'une assemblée nationale constituante et d'assemblées municipales et communales et il lutte pour le développement des libertés démocratiques au profit de tous les patriotes". (131)

Quand, le 22 septembre 1959, le procureur commissaire du Gouvernement près le Tribunal de première instance de Rabat assigna le Parti Communiste pour entendre prononcer sa dissolution comme contraire à la forme monarchique de l'Etat, le Tribunal estima qu'il ne résultait pas de ses statuts que le P.C.M. eût pour objet une activité antireligieuse ou anti monarchique.

Puisqu'il ne peut être fait grief au Parti communiste de déployer son action dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle et d'être ainsi d'accord avec le régime et le Roi, la demande de procureur devait être déclarée sans fondement. Aussi le Tribunal décida, le 29 octobre 1959 qu'il n'y avait point lieu de prononcer la dissolution du Parti communiste marocain.

Pour l'affaire en appel, la cour de Rabat a infirmé le jugement. La cour estima que "d'une part, les principes communistes reposent sur le matérialisme historique portant atteinte aux principes de notre religion et que d'autre part S.M. Mohammed V a lui-même proclamé à plusieurs reprises, que toute idéologie qui se réclamait du matérialisme était contraire aux préceptes religieux dont il est le gardien spirituel..."

(131) J. Robert : "La Monarchie marocaine" Paris 1962

Dès lors la demande de dissolution du P.C.M. était justifiée et la cour d'appel de Rabat prononça purement et simplement la dissolution du Parti communiste qui venait de passer une quinzaine d'années de vie souvent menacée.

2. le Mouvement Populaire : le mouvement politique important qui a pris son origine dans la vitalité du monde berbère, est lancé depuis l'Indépendance.

Les animateurs du Mouvement Populaire ou (Haraka Chaabia) travaillaient depuis cette époque à l'organisation d'un vaste regroupement campagnard, capable de transformer le sentiment de frustration des ruraux et surtout des montagnards en une force d'opposition contre l'Istiqlal.

Les berbères, malgré plusieurs manifestations de particularisme depuis l'indépendance, ne manquaient jamais de proclamer leur fidélité au Roi. Mais ils refusaient souvent d'obéir aux ordres de l'administration centrale, contrôlée, dès lors, par le parti de l'Istiqlal.

Le Mouvement lança son "Manifeste" en octobre 1957 où il prôna une union nord-africaine sous l'égide de Mohammed V, l'exigence d'une aide au peuple algérien, la fondation d'une économie nationale sur les bases du "Socialisme islamique" et, - point essentiel - l'accent mis sur les besoins des campagnes "qui sont à la base de la production marocaine".

Dirigé par le docteur Khatib, l'homme de la résistance armée contre le protectorat, et le capitaine Ahardane, le Mouvement Populaire avait groupé à l'origine, certains éléments de l'armée de Libération, et des berbères qui revendiquaient leur liberté en rejetant toute sorte d'administration dirigée par l'Istiqlal. C'est un parti de la montagne et du bled qui représente une réalité berbère et une insatisfaction rurale.

Plus tard à l'époque des troubles du Rif le parti est interdit pour avoir été organisé d'une façon illégale. Mais autorisé de nouveau à la suite de la promulgation du Dahir du 15 novembre 1958, le Mouvement Populaire commence à se rallier au pouvoir. Le docteur Khatib, devient ministre des Affaires sociales en mai 1960, ministre de la santé publique au début de 1963 et ministre de l'Intérieur en novembre 1963. Quant à Mahjoubi Ahardane, il est responsable du ministère de la Défense nationale.

Il faut noter que, par rapport aux autres groupements politiques, le Mouvement Populaire représente quelque chose de plus réel et a des racines plus populaires. Il y avait peut-être là un danger pour l'unité nationale et l'ordre public, dans la mesure où le "Haraka al-chaabia" s'appuyait surtout sur les tribus, réclamait une intervention militaire en Algérie et restait lié à des éléments non ralliés de l'armée de Libération.

Le 20 mars 1963 le Mouvement Populaire adhéra au parti gouvernemental ; "Front de Défense des Institutions Constitutionnelles" animé par M. Réda Guédira, à l'époque directeur du Cabinet Royal. A la différence du Parti de l'Istiqlal qui se jette dans l'opposition après la démission de ses trois dirigeants des postes du cabinet Royal (132), le Mouvement Populaire commence à consolider les racines populaires du nouveau "Front" créé sous les inspirations gouvernementales. Le Gouvernement, en rupture avec son ancien collaborateur, le parti de l'Istiqlal est inconciliable avec les tendances opposées de l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.) parti d'opposition, se trouve dans la position de réaliser l'idée de création du "Front" Gouvernemental.

(132) voir pages 71 et suivantes.

Quel est donc ce parti d'opposition qui est créé en septembre 1959 par les membres progressistes du parti d'Istiqlal ? C'est ce que nous allons examiner.

B. L'Union Nationale des Forces Populaires. Comme nous l'avons déjà indiqué, cette Union fut fondée au mois de septembre 1959 par les membres progressistes du Parti de l'Istiqlal. Huit mois avant la création de cette Union, un congrès extraordinaire provincial de sections et d'organisations du parti de l'Istiqlal proclama l'autonomie des sections de la province vis-à-vis de la direction centrale.

Dans une conférence nationale de 15 fédérations provinciales du parti de l'Istiqlal, les statuts d'une nouvelle organisation furent déposés le 6 mars qui étaient intitulés : "Confédération nationale du parti de l'Istiqlal".

Cette confédération avait les organismes suivants :

- à la base, il y avait les sections qui comprenaient tous les membres qui résidaient ou travaillaient dans la localité et se divisaient elles-mêmes en sous-sections qui se subdivisaient en djemââs.

- dans les provinces les fédérations provinciales qui unissaient les sections, assuraient les relations entre les sections et le parti.

- sur le plan général, "la Confédération nationale" représentait tous les organes dans les rapports avec les autres organisations politiques ; (étrangères ou nationales)

Dans l'intervalle des sessions du congrès, le "Conseil national" dirigeait le parti.

La confédération permettait à tous les membres de participer effectivement à la direction. A chaque échelon, en effet, la plus haute instance de direction était le congrès qui groupait les délégués élus par les membres de l'Organisation.

Les responsables de l'administration étaient choisis par le congrès qui se réunissait périodiquement.(133)

Au mois de septembre 1959 la Confédération nationale prit le nom d'Union Nationale des Forces Populaires. Ainsi la nouvelle formation était née. Depuis cette époque les statuts de l'U.N.F.P. ont subi une légère modification. Actuellement un Congrès général, élu par les provinces, élabore le programme du parti, désigne et surveille les autres organes. Une commission administrative nationale (élue par le Congrès) qui se réunit tous les mois et dirige le parti dans l'intervalle des sessions du Congrès. Un secrétariat (élu par la commission administrative) qui donne ses directives aux provinces et ordonne les dépenses. Un conseil de parti qui comprend les membres des grandes commissions nationales, ceux élus par le Congrès et ceux élus par les commissions administratives provinciales proportionnellement aux membres du parti dans la province. Il y a aussi un Comité central qui se réunit tous les trois mois afin de fixer la position du parti devant les grands problèmes nationaux.

L'Union est structurée en provinces, sections, sous-sections et cellules et ainsi dotée d'un cadre interne bien hiérarchisé.

Depuis sa constitution, l'Union n'a jamais cessé de critiquer le régime au pouvoir du Maroc. Les discours prononcés par les dirigeants du parti à l'occasion de la réunion du Congrès, attaquent la monarchie et la politique menée par le Roi. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler le réquisitoire prononcé le 25 mai 1962 au Congrès de l'U.N.F.P. par MM. Bouabid et Ibraïm contre la monarchie. (134) Ce texte met naturel-

(133) J. Robert : "Monarchie marocaine" 1962 p. 217 et suiv.

(134) Le Monde 27-28 mai 1962.

lement l'accent sur les vices du pouvoir absolu, la nécessité de démocratiser les institutions, et les luttes menées en ce sens par le parti dans l'opposition.

Pourtant les observateurs semblent d'accord pour affirmer que l'objectif du Parti reste encore l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Les idées énoncées par les dirigeants du Parti, contestent l'affirmation précitée. Le rapport présenté le 25 mai 1962 au deuxième Congrès du Parti par les dirigeants de l'U.N.F.P. contenait un sévère réquisitoire contre "la monarchie de type archaïque ou pré-colonial" (135) et supposait des engagements définitifs incompatibles avec la forme politique actuelle de l'Etat. Le parti déclare : "Le Gouvernement a choisi sur le plan des forces sociales en présence, le clan des gros intérêts dominants sans pour autant vouloir aliéner officiellement et définitivement les faveurs des masses populaires victimes de ces mêmes gros intérêts qui dominent le pays.. Ce qu'il faut, c'est faire disparaître le fait colonial soutenu et aggravé par la classe rurale des féodaux et par la bourgeoisie nationale solidaire des intérêts étrangers, et pour ce, réaliser la réforme agraire". (136)

La terre marocaine appartient à ceux qui la travaillent. Elle est un patrimoine national et un bien des paysans marocains. Le crédit et le matériel d'équipement agricole doivent être socialisés et gérés par les représentants des paysans et des ouvriers. On ne peut pas souhaiter la promotion d'un programme de réforme agraire "dans le cadre d'une économie générale aux activités sectorielles contradictoires

(135) J. Lacouture : "Un sévère réquisitoire contre la monarchie" le Monde 27-28 mai 1962

(136) J. Robert : "La monarchie marocaine" 1962, p. 220.

et désintégrées". Ce programme sera réalisé par la mise en oeuvre "d'une planification industrielle à l'échelon maghrébin". Ainsi le parti estime que la planification déborde sur l'ensemble du Maghreb, sur "cette nation maghrébine qui constitue une seule et même nation de 30 millions de bras et de possibilités de développement économique et social considérables". Il demande la réalisation de l'unité maghrébine par la voie des masses dans le cadre d'une économie planifiée et ainsi peut-on espérer une unité politique arabe, voire même africaine.

Dans le domaine de la politique internationale le parti est fidèle et au libre choix par eux de leurs destins collectifs.

L'Union Nationale des Forces Populaires qui avait obtenu des résultats considérables aux premières élections municipales marocaines de 1960, avait décidé de ne pas s'engager dans les élections municipales du 28 juillet 1963, estimant que la plupart de ses leaders avaient été arrêtés à la suite du prétendu complot du 17 juillet 1963.

Rappelons que le 17 juillet la police marocaine avait déclaré avoir découvert un complot contre le Roi et le régime marocain. On prétendait que ce complot était dirigé par l'Union Nationale des Forces Populaires. Après la découverte du complot la police pénétra dans les locaux du parti à Casa blanca où se trouvaient réunis les membres du secrétariat administratif de l'U.N.F.P., qui en est l'organisme directeur, les secrétaires provinciaux et 21 députés du Parlement (sur 7 que compte le parti). (137) L'état-major du parti, ses res-

(137) Aux élections législatives marocaines du 17 mai 1963 le parti de l'U.N.F.P. a obtenu 27 sièges au parlement contre 69 pour F.D.I.C., 42 pour l'Istiqlal et 6 pour les Indépendants (le Monde, 21 mai 1963).

pensables pour l'ensemble du pays, ses élus au parlement
dans les élections législatives du 17 mai ; soit une centaine
de personnes, furent appréhendés et conduits dans les locaux
de la Sûreté. Aussitôt après le déroulement de l'enquête un
certain nombre de libérations eurent lieu. Toutefois le tri-
bunal régional de Rabat saisi de l'Affaire prononça le 16 fé-
vrier 1964, onze condamnations à mort (dont huit par contumace)
et trente-cinq acquittements. Parmi les membres dirigeants de
l'U.N.F.P. frappés de la peine capitale, la condamnation de
M. Basri, Abdelmoumen Diouri, et Omar Benjelloun avait suscité
de très nombreuses et très pressantes demandes de grâce auprès
du Roi. Parmi les accusés en fuite, condamnés à mort par con-
tumace se trouvaient le secrétaire administratif de la commis-
sion politique de l'U.N.F.P., Mehdi Ben Barka et sept autres
membres de l'Union. Le 19 août 1964 le Palais royal a diffusé
un communiqué d'après lequel le Roi Hassan II venait de commuer
en détention perpétuelle la condamnation à mort prononcée à
l'encontre de Mohammed Basri, Abdelmoumen Diouri et Omar Ben-
jelloun par le tribunal criminel de Rabat. Cette grâce royale
fut déclarée à l'occasion du Onzième anniversaire de la
révolte du Roi et de son peuple. (138)

Ainsi le procès qui avait duré de novembre 1963 à mars
1964 fut terminé par ce geste du Roi qui a été accueilli avec
une grande satisfaction par tous les milieux politiques maro-

(138) Le 20 août 1957 le Roi Mohammed V s'adressant à une foule
immense rassemblée devant le Palais de Rabat, saluait le 4^e
anniversaire de son départ pour l'exil et annonçait que ce jour
là serait désormais la fête "de la révolte du Roi et de son
peuple".

cains. (139)

L'U.N.F.P. qui compte actuellement 19 députés à la Chambre des représentants (après la condamnation de ses membres dans le complot de juillet) (140) demeure comme avant dans le camp de l'opposition avec son ancien collaborateur; le parti de l'Istiqlal qui s'est jeté dans l'opposition depuis la démission de ses dirigeants du Cabinet royal en janvier 1963 (141). L'Istiqlal dispose de 41 députés à la chambre des représentants ; ce qui fait avec les députés de l'U.N.F.P. une soixantaine de membres sur les bancs de l'opposition contre 69 députés du Front gouvernemental F.D.I.C. composé actuellement des députés du Parti Socialiste Démocrate (P.S.D.) du Parti Démocrate Constitutionnel et du Mouvement Populaire. Il est opportun d'étudier comment s'est constitué ce front gouvernemental et quels sont ses objectifs.

F. Front de Défense des Institutions Constitutionnelles : Cette décision marque le terme d'une longue évolution commencée un soir d'Avril 1958, lorsque fut remise à Mohammed V une motion signée par sept personnalités (dont MM. Guédira, Mahjoubi Ahardane et Abdel Krim Khatib, réunis de nouveau pour la création de ce "Front")

Cette décision a donc été bien antérieure à la démission des ministres de l'Istiqlal qui avait eu lieu le 5 janvier 1963.

(139) Pour certaines questions de détail sur le procès du complot de juillet voir "le Monde" 4.1.64 - 9.1.64 - 16.1.64 - 23.1.64 - 30.1.64 - 1.2.64 - 5.2.64 - 13.2.64 - 4.3.64 - 9.3.64 - 16.3.64 - 18.3.64 - 19.3.64 - 23.3.64 - 21.5.64 - 21.8.64.

(140) Avant la condamnation de ses membres, l'U.N.F.P. comptait 27 députés au Parlement.

(141) voir pages 71 et suivantes...

et qui avait ouvert une deuxième crise ministérielle depuis l'Indépendance. Il suffit de se reporter aux commentaires qu'y consacra à l'époque M. Guédira (ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture) pour y trouver en germe les thèmes directeurs de sa déclaration du 20 mars 1963 et certains principes fondamentaux inscrits désormais dans la constitution.

L'Istiqlal, qui, à l'époque collaborait fidèlement avec le Sultan, a été ~~l'ennemi~~ ~~un~~ ~~terme~~ ~~vigilant~~ ~~et~~ ~~son~~ ~~dirigeant~~ ac usés d'entretenir "des espérances dictatoriales" d'avoir "paralysé le développement de la nation dans tous les domaines" avant d'en arriver à cette conclusion que "le parti totalitaire uni ou divisé n'est pas digne d'assurer le lien de confiance qui doit exister entre les élus et la nation" (142)

Le 16 avril 1963, après la constitution du "front" gouvernemental, M. Allal El Fassi, leader du parti de l'Istiqlal, avait lancé un appel à l'Union des partis et avait préconisé la formation d'un gouvernement d'union nationale. Aussi le parti de l'Istiqlal s'était-il prononcé pour la "déstitution" du Gouvernement de l'époque, dont un membre, nommément désigné, était spécialement visé. Il s'agissait de M. Guédira, dont les fonctions de directeur général du Cabinet royal, estimait le conseil nationale istiglalien, ne devaient pas être cumulées avec des responsabilités, et étaient incompatibles avec celles de président d'un parti politique - le F.D.I.G. -

Pour l'Istiqlal la situation marocaine est susceptible de conférer au cabinet Royal un caractère de partialité. (143)

(142) Le Monde 22 mars 1963

(143) Le Monde 16 avril 1963.

Pourtant le "Front" composé du Mouvement Populaire de M. Chardane, du Parti démocrate constitutionnel de MM. Ouazzani et Benjelloun s'organise au mois d'avril 1963.

Le plus grand animateur du "Front" était M. Guédira (directeur général du Cabinet Royal et ministre de l'Intérieur de l'époque). (144)

Un quotidien de langue française (qui assumait également la direction de l'hebdomadaire le Phares) parut sous le titre de Clarté qui indiquait les grandes lignes de l'organisation de ce mouvement politique.

Le "Front" possède les organismes essentiels suivants :

- Un conseil national composé de trente membres constitue l'instance suprême du parti à l'échelon national.
- Un comité central qui groupe les principaux fondateurs du "Front", constitue l'organisme directeur de celui-ci.
- Un secrétariat permanent est institué dans chaque province ou préfecture.
- Un comité d'action est établi dans chaque commune.

Comme nous l'avons déjà dit, les objectifs du Front sont triples :

1. Mobilisation derrière le Roi.
2. Défense de la constitution et des valeurs qu'elle a proclamées.
3. Instauration d'une "démocratie économique authentique".

Comme nous venons de l'indiquer le F.D.I.C. qui avait gagné la bataille des élections parlementaires en mai 1963 (145)

(144) M. Guédira est actuellement ministre des Affaires Etrangères au Cabinet Royal. décembre 1964.

(145) voir pages 77 et suivantes....

associait à sa tête deux leaders ayant des tempéraments différents : M. Guédira, l'avocat réfléchi, animateur du Parti des libéraux indépendants et M. Ahardane, le Berbère fougueux habile à entraîner dans son sillage les gens des tribus. Ministre de la défense nationale M. Ahardane est un des leaders du Mouvement Populaire qui rassemble les montagnards et les ruraux. Au "Front" gouvernemental M. Ahardane apportait la masse, M. Guédira l'esprit d'organisation.

Le 14 avril 1964 une nouvelle formation politique venait naître au sein du Front de défense des Institutions Constitutionnelles. Cette formation connue sous le nom de Parti Socialiste démocrate a tenu le 13 avril son congrès constitutif à Casablanca avec la participation de la majorité des ministres de S.M. Hassan II.

A une question formulée par un journaliste, M. Réda Guédira a répondu : "il est désormais nécessaire que les militants n'appartenant pas à un parti organisé et qui ont donné leur adhésion au "Front" se constituent à leur tour en groupement, renforçant ainsi leur cohésion, et par là même celle du Front".
(146)

Nous allons voir quel est le programme de cette nouvelle formation et quels sont ses objectifs ?

G. Parti Socialiste Démocrate. Le 10 mai 1964 le dernier né des partis politiques marocains, le parti socialiste démocrate (P.S.D.) a tenu son deuxième congrès à Casablanca. Il a fait adopter ses statuts et son programme et élire ses dirigeants.

Trois personnalités ont été placées par acclamation aux postes directeurs : le premier ministre, M. Ahmed Bahnini, à la présidence ; le ministre des Affaires Étrangères, M. Ahmed

Abdel Guédira, au secrétariat général, et le directeur général de l'Office chérifien des phosphates, M. Laghzaoui, aux fonctions de trésorier.

En fait un rôle prépondérant est dévolu au secrétariat général, rouage essentiel de l'appareil du parti : il en demeure l'animateur permanent. (147) Plusieurs autres membres de l'équipe gouvernementale, de nombreux parlementaires entrèrent dans le nouveau parti, qui prit ainsi de plus en plus un caractère officiel.

Aussi ses intentions et son orientation semblaient-elles bien indiquer celles du pouvoir. Or, dans son programme, il revient à plusieurs reprises sur sa détermination "d'accomplir les tâches de développement économique et social qui sont l'essentiel de sa raison d'être, par des moyens et dans une perspective socialiste".

Le programme du P.S.D. est le fruit d'un travail d'équipe. Les observateurs politiques du Maroc affirment qu'il y a dans ce programme des principes et des formules que l'on retrouve dans le texte du programme du F.D.I.C., comme ils sont issus d'une même pensée. D'après ces observations il n'y a pas entre le programme du F.D.I.C. et celui du P.S.D. de contradictions ni fondamentalement de différence de nature, mais le second est moins libéral dans le domaine économique. (148)

Il est probable qu'il y a là une évolution vers "la gauche progressiste" à un moment où le P.S.D. espère rallier un certain nombre d'attentistes de l'U.N.F.P.

(147) voir le Monde 12.5.64. - Figaro 12.5.64

(148) voir le Monde 12.5.64

Le P.S.D. estime que le domaine économique est une ligne de départ pour entreprendre ce qu'il considère comme la réforme essentielle et nécessaire des structures de la société marocaine. Il déclare, en effet, "Le développement de l'économie marocaine sera socialiste ou ne sera pas".

Les objectifs du P.S.D. comportent notamment la planification, la réforme agraire, le contrôle direct par l'Etat des secteurs de base de l'économie, l'industrialisation du Maroc, la redistribution des revenus, la réforme des structures commerciales avec la marocanisation du commerce intérieur etc...

Un important chapitre du programme est consacré à l'agriculture avec "une véritable réforme agraire" englobant "les terres reprises aux étrangers".

Alors que le "Front" parlait dans son programme de "l'indemnisation équitable des droits", le programme du P.S.D. reste muet à cet égard. Mais cela ne veut pas dire, estiment ses dirigeants, que le Parti aurait l'intention de refuser d'indemniser les droits légitimes. Les intéressés auraient cependant préféré que ce point fût précisé au moment où les négociations franco-marocaines sur l'indemnisation des terres de colonisation "récupérées" marquent le pas.

Telles sont les formations politiques actuellement organisées au Maroc ; d'un côté le "Front" gouvernemental avec ses partis ralliés (Mouvement Populaire, Parti démocrate constitutionnel et Parti Socialiste démocrate) et de l'autre côté le vieux parti de l'Istiqlal et l'Union nationale des Forces Populaires. Ces deux derniers partis d'opposition jouissent des appuis de deux grandes centrales syndicales ; l'Union marocaine du Travail (U.M.T.) et l'Union Générale des Travailleurs marocains (U.G.T.M.) qui divisent actuellement le monde ouvrier marocain.

II. Les centrales syndicales : Elles sont deux : l'Union marocaine du travail (U.M.T.) et l'Union générale des travailleurs marocains (U.G.T.M.)

A. L'Union marocaine du travail : Au mois de janvier 1955 M. Bouazza, ancien militant communiste en rupture de parti, créa un comité d'organisation libre au Maroc. A la suite de cette initiative, un certain nombre de délégués venus de différentes régions marocaines décidaient de créer l'Union marocaine du travail. L'U.M.T. se proclama centrale libre et indépendante et précisa qu'elle resterait libre et indépendante vis-à-vis de l'Administration et des partis politiques. Mais l'Union n'a pas pu ou voulu rester libre et indépendante surtout vis-à-vis des partis politiques. En effet, le premier bureau de l'U.M.T. était constitué en 1955 par les militants du parti de l'Istiqlal.

Aussi, jusqu'à la scission du parti de l'Istiqlal et de l'U.N.F.P. survenue en janvier 1959, l'Union Marocaine de travail avait contribué à donner à ce parti une assise sociale dans les couches populaires de la nation. Après la scission de janvier 1959, cette centrale syndicale se coupa du parti de l'Istiqlal pour rejoindre l'aile gauche progressiste constituée sous le nom d'Union nationale des forces populaires. C'est en s'appuyant notamment sur cette centrale syndicale que le parti de l'U.N.F.P. avait pu se dresser contre l'Istiqlal comme un rival.

Dès l'origine, l'U.M.T. était hostile à sa participation au gouvernement marocain. Plus tard, elle commence à s'entendre avec le Gouvernement, surtout à partir de 1956 le moment où M.A. Ibraïm, qui avait sa confiance, était devenu ministre du travail.

M. Mahjoub ben Seddik, le secrétaire général de l'Union, avait déclaré le 1^o mai 1958 que l'union essaierait de concilier les intérêts ouvriers dont elle a la défense avec les

intérêts généraux du pays. Il avait ajouté : "Nous devons toujours oeuvrer à la réalisation d'une synthèse entre l'intérêt général des travailleurs et les nécessités nationales, oeuvrer au relèvement de la production tout en revendiquant la juste part qui nous revient, assurer la paix sociale tout en garantissant la dignité du travailleur. Aussi est-il nécessaire d'élaborer et d'appliquer un vaste programme de développement économique et social". (149)

L'Union est pour la nationalisation et l'exploitation directe des mines, des transports et de tous les monopoles ou services concédés. Elle demande une réforme agraire et l'exploitation sous forme de coopératives des terres collectives, domaniales et de celles des "féodaux".

L'Union marocaine de travail, s'est présentée jusque là comme une formation bien organisée et hiérarchisée. Au moment de l'accès du Maroc à l'Indépendance, l'Union comptait 40.000 adhérents et dès l'été 1956 elle regroupait pratiquement tous les travailleurs de l'industrie, c'est-à-dire 300.000 travailleurs environ, et 200.000 travailleurs agricoles. En mai 1959 l'U.M.T. comptait à l'échelon horizontal 44 unions et 32 fédérations à l'échelon vertical. Ses adhérents, qui avaient encore augmenté, étaient évalués à 700.000 environ.

L'organisation de base de l'U.M.T. est le syndicat. L'organe suprême du syndicat est l'Assemblée Générale qui désigne le Conseil syndical, fixe le nombre de ses membres et règle toutes les questions concernant le syndicat. Le Conseil syndical est l'organe administratif et exécutif du syndicat qui a pour fonction d'exécuter les décisions prises par l'Assemblée Générale. Le Conseil élit son propre bureau. Le Bureau syndical est composé de 5 membres : le secrétaire général, son

(149) M.J. Robert : "La monarchie marocaine" 1962 p. 232

adjoint, le trésorier général, son adjoint et un archiviste. Une commission de contrôle, élue pour un an par l'Assemblée générale, est chargée du contrôle financier du syndicat.

Ces syndicats de base sont groupés, à l'échelon régional, au sein d'une union locale (encore faut-il préciser que, dans les grandes villes, en général il existe une distinction entre l'Union Régionale, qui groupe tous les syndicats de la province, et l'Union locale qui rassemble les syndicats de la ville) ou, à l'échelon professionnel, au sein de la Fédération. L'Union locale est chargée d'élaborer le programme et d'organiser la politique syndicale. Elle s'occupe en outre, de défendre les intérêts de ses membres et de négocier dans les conflits collectifs du travail.

À l'échelon central on rencontre les mêmes organes qu'au niveau du syndicat ; le Congrès est l'instance suprême. Il est composé des délégués élus par l'Assemblée Générale de chaque syndicat. Le Congrès définit la politique de l'U.M.T. et nomme les membres du conseil national.

La commission administrative est composée de tous les secrétaires généraux d'Unions locales. Le Bureau, placé à la tête de l'U.M.T. , constitue l'organe exécutif de l'Union.

L'U.M.T. qui a bénéficié pendant presque cinq ans d'un monopole absolu du monde syndical marocain, a rejoint le front des scissionnistes de l'Istiqlal en 1959 et soutenait l'U.N.F.P. à la suite de quoi, quelques mois plus tard une organisation rivale se créa sous le nom d'Union générale des travailleurs marocains. (U.G.T.M.)

B. L'Union générale des travailleurs marocains : Pendant 5 ans l'U.M.T. a joui de l'appui total de l'Istiqlal. Comme le parti de l'Istiqlal dominait pendant longtemps la scène politique du Maroc, l'U.M.T. a pu en bénéficier pour monopoliser le monde syndical marocain au cours de ses cinq années de coopération avec l'Istiqlal.

Après la scission de janvier 1959, le parti de l'Istiqlal encouragea la constitution de syndicats autonomes. Rappelons que la tentative Jorio, suscitée par le Parti Démocrate d'Indépendance, avait pour but de créer un syndicat rival contre l'U.M.T. En effet, la tentative Jorio commencée depuis juillet 1956 et la création des syndicats autonomes encouragée par l'Istiqlal après la scission de janvier 1959 sont les deux essais de constitution d'un syndicat rival avant l'instauration de l'Union Générale des travailleurs marocains. (U.G.T.M.)

En juillet 1956, Mohammed Jorio membre de l'U.M.T. quitta l'Union et essaya de lancer la création d'une organisation rivale sous le nom de "Confédération libre des travailleurs marocains". Mais cette tentative ne put se poursuivre à cause du pouvoir politique dominant de l'Istiqlal qui soutenait à l'époque l'U.M.T. En rompant avec l'Istiqlal, l'U.M.T. fut privée de ce soutien politique et de son monopole syndical mais la nouvelle formation (U.N.F.P.) lui apportait des idées conformes à ses tendances laïques et planificatrices.

Les conservateurs du parti de l'Istiqlal qui devinaient les tendances scissionnistes de l'U.M.T. avaient déjà commencé à encourager la création de syndicats rivaux. Ce furent les syndicats autonomes.

Vers la fin de l'année 1958 le mouvement d'indépendance syndicale, ainsi suscité par les syndicats autonomes, avait favorisé l'augmentation de nombre de ces syndicats.

Au mois de février 1959 un "comité de liaison et de coordination des syndicats autonomes" fut créé afin de réunir l'ensemble des travailleurs au sein d'un vrai syndicalisme apolitique, et de "les faire échapper à l'exploitation politique des faux syndicalistes de l'U.M.T."

Le comité en question créa le 20 mars 1960 l'Union générale des travailleurs marocains (U.G.T.M.).

L'Union fut reconnue le 8 octobre 1960. L'U.G.T.M. contrôle 70 % de la main-d'oeuvre chez Lafarge, 40 % à la compagnie sucrière marocaine, 70 % à la manutention marocaine sur le port de Casablanca. Par ailleurs dans les mines, l'emprise de l'U.M.T. reste toute puissante. (150)

La structure de l'U.G.T.M. qui est soutenue fortement par l'Istiqlal n'a pas de différence avec celle de l'U.M.T. Le bureau central de l'U.G.T.M. est dirigé par les dirigeants de l'Istiqlal. (151)

Comme à l'U.M.T., les syndicats locaux se groupent géographiquement en unions régionales et professionnellement en Fédérations professionnelles. Les secrétaires généraux des unions régionales et des fédérations professionnelles proposent au Congrès national les candidatures au Bureau central formé de 9 membres élus. Ceux-ci et les secrétaires généraux des fédérations et unions forment la Commission administrative. Cette commission et les secrétaires généraux des syndicats locaux forment le Conseil national.

Le Congrès national et les délégués des adhérents (à raison d'un mandat pour 25 adhérents) forment le Congrès national qui se réunit tous les deux ans. Le Congrès élit une commission de contrôle de trois membres qui veille à tous les échelons au bon fonctionnement de l'Union et fait rapport à la Commission administrative. Il établit le bilan d'activités, prend les décisions majeures, édicte le programme, toutes choses ensuite répercutées, précisées, appliquées en cascade par la

(150) J. Robert : "La monarchie marocaine" 1962 p. 238

(151) Au bureau central, le secrétaire général est Hachim Anin. Le secrétaire général adjoint, responsable de l'organisation interne Mikki Ibrain. A la commission de contrôle le secrétaire est M. Douiri. Revue de presse, avril 1960.

conseil national, la commission administrative et le bureau central. (152)

Quant à ses buts l'U.G.T.M. se sépare radicalement de l'U.M.T.. Alors que l'U.G.T.M. suit les idées réformistes de l'Istiqlal, l'U.M.T. s'est présentée comme un syndicat révolutionnaire.

Dans son rapport moral publié le 21 mars 1960 dans le quotidien "Al Istiqlal", Hachin Amine, le secrétaire général du Bureau Central avait précisé : "Aujourd'hui, nous sommes réunis pour constituer une centrale nationale capable de réaliser l'unité de la classe ouvrière à laquelle a été porté un coup dur le 25 janvier 1959 par l'adhésion au nom des ouvriers à une formation politique fasciste qui nous a fait tant de mal..." (153)

Un autre dirigeant de l'Union avait précisé le 16 avril 1960 dans le journal Al Istiqlal : "La résorption du chômage, c'est le point fondamental du programme des syndicats autonomes qui sont décidés à entreprendre dans ce domaine une action positive, avec ou sans l'appui du gouvernement, aussitôt qu'ils auront gagné la bataille de leur droit à l'existence et à la liberté. " (154)

(152) Revue de presse avril 1960 n° 44

(153) Revue de presse avril 1960 n° 44

(154) Revue de presse avril 1960 n° 44

CHAPITRE IV.

LE PARLEMENT, SES RAPPORTS AVEC LE ROI ET LE GOUVERNEMENT.

Nous allons étudier en premier lieu le Parlement, en deuxième lieu les rapports entre lui et le Roi d'une part et le Gouvernement de l'autre.

SECTION I.

LE PARLEMENT.

Alors que, l'Assemblée nationale consultative créée en 1956 par Mohamed V avait réuni en son sein les représentants des différentes forces - politiques, économiques, sociales et religieuses - tous nommés par le Roi, (155) le Parlement actuel composé de deux chambres (Chambre des Représentants et Chambre des Conseillers) est issu du suffrage universel.

Avant d'étudier l'organisation et les attributions de l'actuel Parlement marocain dont les premières élections ont eu lieu le 17 mai 1963, nous allons d'abord examiner la notion du pouvoir législatif et le principe de la consultation en Islam.

(155) voir plus haut p. 41 et suivantes. Pour une étude plus détaillée voir les deux excellents articles de MM. Pierre Ebrard et J. Robert, publiés ; le premier dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord 1961 intitulé : "l'Assemblée nationale consultative marocaine" le deuxième dans la Revue du droit public n°5 1961 intitulé "le problème constitutionnel au Maroc."

Nous envisagerons donc successivement :

§ I. La notion de législatif et le principe de consultation en Islam.

§II. L'Organisation du Parlement.

§III. Les pouvoirs du Parlement.

§ I. La notion de législatif et le principe de consultation en Islam.

En Islam, Dieu est le législateur (156) par excellence, et ce nom conviendra également au Prophète, son Envoyé, en tant qu'instrument récepteur et transmetteur du décret (Amr) divin. Le Coran, livre de Dieu envisage l'homme dans son entier, il le guide soit dans son comportement personnel, soit dans ses rapports avec ses semblables. Il pose des règles concernant la conduite morale de l'homme. Selon l'Islam, l'intervention divine est toujours nécessaire pour indiquer à l'homme sa conduite soit dans le domaine spirituel, soit dans le domaine temporel. Le Coran vise à la réforme totale d'une société, et c'est pourquoi il ne contient pas seulement des dogmes religieux mais aussi des règles d'organisation sociale.

D'après certains savants musulmans (Ulémas) environ cinq cents versets sont consacrés à des prescriptions d'ordre social. (157)

Mais les versets coraniques relatifs aux problèmes sociaux sont bien souvent des généralités. C'est dans les traditions "Sunna" (158) du Prophète qui constituent le deuxième pouvoir législatif de l'Islam, qu'il faut chercher leur réalisation particulière. La "Sunna" désigne l'ensemble des paroles et des

(156) Sharéh : législateur

(157) N.A. Zikria : "l'Islam et la démocratie" Paris 1958 p.27

(158) "Sunna" en arabe veut dire instituer, légiférer.

actes du Prophète dont les dispositions ont l'autorité d'une loi. Le Coran oblige les Musulmans à obéir à toutes les institutions provenant du Prophète. Un verset coranique recommande: "Celui qui obéit au Prophète, obéit à Dieu" (159). Un autre verset coranique ordonne aux croyants: "Prenez ce que le Prophète vous donne et abstenez-vous de ce qu'il vous refuse". (160)

Mais l'Islam accorde en outre un rôle actif aux Musulmans en ce qui concerne la législation des problèmes sociaux. Les croyants peuvent interpréter et modifier les règles sociales édictées par le Coran et la Sunna suivant les exigences de la Communauté.

Selon certaines traditions, quand le Prophète Mohammed confiait une judicature, à l'un de ses compagnons, il lui recommandait, s'il se présentait un cas sur lequel fussent muets Coran et Sunna, de raisonner par analogie directe (Qiyas) ou même, si aucun cas semblable ne se pouvait découvrir, d'exercer son propre "coup d'oeil" (ray), en tenant compte d'une part de toute élaboration possible à la base d'analogie, et d'autre part de l'utilité publique (maslaha); autrement dit, de se livrer sur la base des textes, à un travail de recherche et d'effort personnel. Cette notion de recherche et d'effort personnel à base scripturaire, définition même de l'Ijtihad, tiendra une place considérable dans l'élaboration de lois conformes aux exigences actuelles de la communauté musulmane. **L'Ijtihad est à la base de l'Ijma.** (161) La notion d'Ijtihad a, en Islam, une extrême importance. Si l'Ijma, l'accord de la Nation, est comme la mise en oeuvre du principe égalitaire de l'Islam, il semblerait que l'Ijtihad, l'effort de recherche personnelle, fût comme la mise en oeuvre du statut de liberté reconnu, en raison même de l'égalité de

(159) Coran, chapitre IV, verset 82

(160) Coran, chapitre LIX, verset 1

(161) En arabe veut dire "réunion".

base, à tout nombre de la communauté. Etre capable d'Ijtihad est donc une condition indispensable pour appartenir au corps de ceux "qui délient et lient", et font l'Ijna. Le pouvoir législatif appartient aux Musulmans par la voie de l'Ijna et ils ont une grande liberté pour élaborer eux-mêmes des règles sociales.

L'Ijna, consensus de la communauté musulmane, est la troisième source du droit. Les croyants n'ont pas le droit de modifier les règles du Coran et de la Sunna ; ce sont des textes révélés, ayant une valeur éternelle. Quant à l'Ijna et à l'Ijtihad, ils peuvent être changés et maniés par l'oeuvre des croyants selon les exigences de l'époque et de la société.

En Islam, le titulaire du pouvoir de l'Ijna c'est la communauté en son entier. Tous les musulmans ont le droit de participer à l'élaboration de la loi. Cependant une difficulté surgit, car dans la communauté musulmane, tous les croyants ne sont pas aptes à participer à la rédaction de la loi, ce n'est qu'une minorité d'Ulémas (ceux qui lient et délient) représentant la communauté, qui a le droit de l'Ijna. Dans un régime représentatif, les représentants ont un pouvoir absolu et les décisions qu'ils prennent sont définitives, l'avis du peuple n'est pas nécessaire. De même en Islam, les Ulémas peuvent prendre des décisions absolues sans demander l'avis de la communauté, car les conditions voulues par les croyants, pour concourir à l'élaboration de la loi, sont difficiles à réaliser.

En effet tous les Musulmans ont le droit de participer à l'élaboration de la loi et lorsque l'intérêt de la société l'exige, il faut être à même de consulter les croyants même si les derniers des fidèles ne possèdent pas les conditions requises, c'est-à-dire être aptes à l'Ijtihad. Cela peut se réaliser par le principe de la "Daruriya" (nécessité fait

loi).(162) Par exemple la nécessité du moment peut obliger d'admettre un candidat au califat, qui n'a pas les conditions requises.

Ainsi, donc le pouvoir législatif est en Islam à la fois théocratique et démocratique. D'une part Dieu et son Prophète sont législateurs en matière religieuse (théocratique), d'autre part les croyants sont législateurs par la voie de l'Ijma et de l'Ijtihad en matière civile, politique et sociale (démocratique).

Cependant le rôle de la communauté consiste non seulement à élaborer la loi, mais aussi à contrôler les actes du calife et à consulter et conseiller celui-ci dans ses affaires. Cela fonde le principe de consultation et le contrôle de la nation sur les actes du calife en Islam.

II. Le principe de la consultation. (163) Le terme de consultation s'enracine dans les versets du Coran. Dieu ordonne à son Prophète : "Consulte les musulmans dans leurs affaires" (164) Un autre verset coranique déclare : "Dieu... récompense ceux qui se soumettent à leur Seigneur, qui délibèrent en commun sur leurs affaires" ; il ordonne encore : "Consulte les musulmans lorsque les circonstances l'exigeront, et quand tu auras pris leur avis, tu pourras agir en confiance."

D'après ces "Sourats" (versets coraniques), Dieu vise les musulmans en général ; c'est la communauté musulmane qui est investie de la précieuse mission de conseiller le calife et de délibérer sur les décisions à prendre.

(162) voir pages 97 et suivantes.

(163) Le terme de "consultation" recouvre la double activité de conseil et de consultation. cf. le verset cité ci-dessus.

(164) Coran S III, 153.

En outre la consultation est recommandée par les premiers califes de l'Islam. (165) Le calife Abou Bakr disait au peuple de l'Islam : "je suis un imitateur et un innovateur, si je fais bien assistez-moi, si je suis dans l'erreur, redressez-moi". Le calife Omar disait souvent : "le prince qui ne reçoit pas de conseils et celui qui en reçoit sont comme l'homme aveugle et sourd et l'homme qui jouit pleinement de tous ses sens". Le calife Ali répétait aux Musulmans : " pas de conseil, pas de sagesse".

Dans son traité de Droit Public Ibn Tainiya (166) consacre tout un développement au devoir de consultation : "le chef de l'Etat et d'une manière générale tout détenteur de l'autorité ne saurait s'abstenir de recourir à la consultation: Dieu a ordonné à son Prophète de le faire. Personne, rapporte Abu Huraira, ne consultait les compagnons aussi fréquemment que le Prophète. En ordonnant à son Prophète de consulter ses compagnons, Dieu a voulu lui donner un moyen de les gagner, l'offrir en exemple aux générations futures, et lui permettre de connaître leur opinion personnelle sur des questions qui n'avaient pas fait l'objet d'une révélation, par exemple, des affaires de guerre ou des réglementations de détail". (167)

Aussi le principe de la "consultation" (Shura) est bien un principe essentiellement musulman, mais son mode d'application et l'importance qui doit lui être reconnue dans l'exercice du pouvoir exécutif et coercitif est laissé à la décision de

(165) Kholafa I Rachidoune

(166) Cf. Henri Laoust, Le traité de droit public d'Ibn Tainiya, traduction annotée, Beyrouth 1948 (Publ. de l'Institut français de Damas).

(167) Annuaire de l'Afrique du Nord : "Consultation et Représentation dans le Maghreb indépendant". article de M. Flory
p. 21 et 22 - 1962.

l'Ijtihad (et donc le cas échéant de l'Ijma) (168)

Il est donc essentiel d'observer que le calife, chef du pouvoir exécutif est obligé de consulter la communauté avant de prendre une décision concernant le peuple et son intérêt. La communauté ne doit pas et ne peut pas - refuser au chef du pouvoir exécutif ses conseils ; un devoir catégorique d'assistance au calife pèse sur elle, car elle doit lui apporter toute sa science, toute sa sagesse et toute son expérience.

A son côté le calife ne doit pas et ne peut pas se passer de l'avis de la communauté car Dieu et son Prophète lui imposent l'obligation de suivre les conseils donnés par le peuple.

Aussi, la communauté musulmane contrôle les actes du calife à l'intérieur de certaines limites que nous allons à présent étudier.

III. Le contrôle de la communauté sur les actes du calife:

Les Ulémas, représentants de la communauté, ont le droit et le devoir de contrôler les actes du Calife. Ce devoir est affirmé par Dieu et son Prophète. Un verset coranique déclare : "Dieu n'aime point qu'on divulgue le mal, à moins qu'on ne soit victime de l'oppression" car "il n'aime pas les oppresseurs". Dieu verra donc avec faveur les hommes de sa nation dénoncer les abus, les actes répréhensibles du calife, à moins que ceux-ci puissent être justifiés, lorsqu'ils sont conformes à la loi et aux intérêts de la nation.

Le Prophète ordonne à son peuple : "Si quelqu'un d'entre vous remarque des abus, qu'il les fasse disparaître en y portant la main ; s'il n'en a pas le pouvoir, qu'il les condamne par la parole et, si la langue est trop faible, qu'il y travaille avec son coeur, qu'il les condamne dans le for inté-

ricur". (169)

Le calife qui a dépassé sa compétence, n'a plus aucun pouvoir d'obligation envers ses sujets. D'ailleurs un verset coranique ordonne : "N'obéissez point aux ordres de ceux qui se livrent aux excès".

Ajoutons que ces principes ont inspiré les actes des premiers califes (Kholafa-i-Rachidoun). Mais rappelons aussi que ce pouvoir de contrôle de la communauté sur les actes du pouvoir exécutif n'est pas organisé en Islam traditionnel.

Les réformistes actuels demandent l'organisation de l'Ijma dans le sens d'un congrès international. L'idée fut lancée dès 1900.

En 1922-1923 Rachid Rida donnait son avis sur la réalisation de cette idée : "Réunir tous les mujtahid (170) est de nos jours une chose particulièrement aisée : "on peut les connaître, les convoquer à une réunion commune, ou leur soumettre, partout où ils se trouvent, les questions importantes".

Mais, depuis lors, rien ou presque rien, n'est venu justifier ces espoirs. Les circonstances internationales sans doute ne s'y prêtent guère. Mais en ce qui concerne le conseil délibératif dans le cadre d'un Etat quelconque de l'Islam le Prophète a laissé à la communauté son organisation, sans en préciser les statuts.. Cette organisation doit varier selon les conditions d'existence de la communauté, l'évolution de la nation musulmane, sa constitution sociale et ses intérêts généraux aux différentes époques. Car il est impossible d'établir un certain nombre de statuts déterminés valables en tous lieux, en tous temps et en toutes circonstances.

(169) Gardet : "la cité musulmane" 1954 p. 185 Hadith recueilli par le Sahib de Muslmi.

(170) tout savant capable d'Ijtihad.

§ II. L'organisation du Parlement.

Nous allons examiner en premier lieu l'élection du Parlement, en second lieu la structure interne du Parlement.

I. L'élection du Parlement : Les deux chambres du Parlement - la Chambre des Représentants et la Chambre des Conseillers - sont recrutées de manières différentes : la première est issue du suffrage universel direct, la seconde du suffrage indirect c'est-à-dire qu'elle est élue par un collège électoral composé des assemblées locales et des chambres professionnelles.

A. l'électorat pour la Chambre des Représentants. La Chambre des Représentants prévue à l'article 44 de la constitution se compose de 144 membres qui sont élus au scrutin uninominal à la majorité relative à un tour, au suffrage universel direct, pour une durée de quatre ans.

a. La qualité d'électeur : Sont électeurs les Marocains des deux sexes ayant 21 ans révalus, et ne tombant pas sous le coup d'une incapacité ou d'une indignité. (171)

Il n'y a plus de différence entre les sexes depuis le Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux qui a établi le vote des femmes à côté de celui des hommes.

b. L'inscription sur la liste électorale : Afin de contrôler le vote et d'empêcher les votes multiples, les électeurs doivent s'inscrire sur des listes électorales ; seul l'électeur inscrit peut voter. La liste est établie dans chaque commune ; elle sert pour toutes les élections (non seulement à la Chan-

(171) voir plus haut pages 119 et suivantes. Dahir du 1^o septembre 1959 relatif à l'élection des conseils communaux.

bre des Représentants mais aussi à l'élection des Conseillers communaux et locaux). L'inscription se fait automatiquement au moment des révisions annuelles. (172)

c. L'exercice du droit de vote : Le vote doit être libre et secret. La liberté du vote suppose que l'électeur n'est soumis à aucune pression venant fausser le sens du scrutin. Le secret du vote est considéré comme le corollaire de sa liberté : Un vote public ne serait pas entièrement libre.

D. Le régime électoral de la Chambre des Représentants : (173)

L'article 2 de la loi organique du 17 avril 1963 précise : "Les représentants sont élus au scrutin uninominal à la majorité relative à un tour, au suffrage universel direct..."

Comme nous l'avons déjà souligné, au moment des premières élections municipales marocaines, le choix du mode de scrutin avait posé des problèmes épineux. Aux préférences du Palais pour un scrutin uninominal qui avait l'avantage d'une grande simplicité pour une population électorale composée en grande partie d'illettrés, s'étaient opposées les prétentions du parti de l'Istiqlal qui était favorable à un scrutin de liste majoritaire à un tour, cependant que le Parti Démocratique de l'Indépendance se prononçait pour la représentation proportionnelle. (174) En définitive, on a retenu le système du scrutin uninominal majoritaire à un tour (avec découpage de circonscriptions). Le même régime est repris pour les élections légis-

(172) voir plus haut pages 123 et suivantes

(173) voir dahir n° 1.63.118 du 17 avril 1963 portant loi organique relative à l'élection des représentants.

(174) Notons que le P.D.I. craignait d'être privé de représentation parlementaire si on adoptait le scrutin majoritaire en raison de la faiblesse de ses effectifs.

l'objectif.

G. Les élections à la chambre des conseillers : (175) La Chambre des Conseillers est élue au suffrage indirect. Les membres des conseils communaux et ceux des chambres professionnelles constituent l'élément essentiel du collège électoral de cette Chambre.

a. Le collège électoral : La Chambre des Conseillers comprend pour deux tiers, des membres élus dans chaque préfecture et province par un collège composé des membres des Assemblées préfectorales et provinciales, des conseils communaux et pour un tiers, des membres élus par les chambres de commerce et d'Industrie, les chambres d'Artisanat, ainsi que des représentants des organisations syndicales. En d'autres termes elle se compose de 120 membres dont quatre-vingts sont élus par un collège composé des conseillers communaux et des conseillers provinciaux ou préfectoraux. Les quarante autres membres sont élus par les membres des chambres professionnelles et les représentants des salariés.

b. L'élection des Conseillers : Les Conseillers sont élus pour une durée de six ans à la représentation proportionnelle suivant le système du plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel. Sur chaque liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation. (176)

La Chambre est renouvelable par moitié tous les trois ans. Les sièges faisant l'objet du premier renouvellement seront tirés au sort. Le tirage au sort aura lieu par collège six mois

(175) voir dahir n° 1.63.274 du 12 septembre 1963 formant loi organique relative à la composition et à l'élection de la Chambre des conseillers.

(176) Article 3 dahir du 12 septembre 1963 relatif à l'élection de la Chambre des Conseillers.

avant la date de ce renouvellement à l'initiative du bureau de la Chambre. L'ouverture des travaux du premier Parlement marocain a eu lieu en novembre 1963. Les soixante premiers conseillers à renouveler seront donc élus en mai 1966, l'autre moitié des 120 membres demeurant en fonctions jusqu'en novembre 1969.

En cas de décès ou de démission d'un élu, le candidat suivant de la même liste est proclamé dans les deux mois élu par la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême. S'il est impossible de procéder au remplacement de l'élu, suivant cette règle, une élection partielle sera organisée dans le cadre de la circonscription et du collège auquel appartenait l'élu précédent, dans un délai de six mois. Cette élection aura lieu au scrutin uninominal à un tour.

La répartition des sièges entre les provinces et préfectures est arrêtée selon le tableau A. La répartition des sièges entre les collèges formés par les chambres professionnelles et les représentants des salariés est indiquée selon le tableau B.

Répartition des sièges de conseillers entre les provinces et préfectures. (Tableau A)

Tableau A.

Provinces et préfectures	Nombre de Conseillers.
Agadir	6
Al Hoceima	2
Deni Mellal	3
Casablanca	9
Fès	6
Mador	3
Quarzazate	3
Oujda	3
Rabat	8
Tanger	1
Tesr-es-Souk	3
Tarakech	13
Meknès	4
Maza	3
Setouan	4
Marfaya	1
Préfecture de Casablanca ..	6
Préfecture Rabat-Salé	2
	80

Tableau B.

Désignation des collèges	Nombre de sièges.
Collège des chambres d'agricul- ture.	16
Collège des chambres de Commerce et d'Industrie	14
Collège des chambres d'Artisanat	5
Collège des représ. des salariés	5
Total :	40

Répartition des sièges de conseillers entre les collèges for-
més par les membres des chambres d'agriculture, des chambres
de commerce et d'industrie, des chambres d'artisanat et les
représentants des salariés.

D. Les premières élections parlementaires du 17 mai 1963 :
Dans un message adressé à la nation marocaine, en avril 1963, le Roi avait fait connaître le calendrier des opérations électorales concernant non seulement le Parlement mais "encore les nombreuses assemblées, tant municipales que régionales ou professionnelles, qui sont la base indispensable de toute démocratie dynamique..."

"... C'est après y avoir longuement réfléchi - avait précisé le Roi - que j'ai décidé d'ouvrir les opérations électorales en commençant par l'élection des représentants qui, issus du suffrage universel direct, sont les porte-parole de la volonté populaire..." Conformément au calendrier déterminé, les élections communales ont eu lieu le 28 juillet et les élections pour les chambres de commerce et de l'artisanat, ainsi que pour les membres des syndicats, le 30 juillet, tandis que celles pour les chambres d'agriculture se sont déroulées le 9 août. Le 1^{er} septembre ont été élues les assemblées régionales. La Chambre des Conseillers a été désignée le 4 octobre 1963.

Alors que l'on pensait que les élections législatives couronnaient cette série de scrutins, elles ont été fixées avant les autres, le 17 mai 1963.

Nous allons voir comment en fait se sont déroulées ces élections législatives et quels en sont les résultats. C'est ce qu'il nous faut examiner en étudiant successivement :

- a. Le déroulement de l'élection.
- b. Les résultats des élections.

a. Le déroulement de l'élection : Nous allons examiner ici la question du choix du mode de scrutin et la position respective des formations politiques en présence.

1. Le choix du mode de scrutin : Comme nous l'avons dit, pour les élections législatives on a choisi le scrutin uninominal majoritaire à un tour (avec découpage de circonscriptions par arrêté du ministre de l'Intérieur). Le Palais pensait en retirer un grand profit. Avec un tel scrutin, les candidats du F.D.I.C. groupaient tout de suite sur eux les suffrages fidèles au Roi, laissant les voix des opposants se partager entre les candidats du parti de l'Istiqlal et ceux de l'U.N.F.P. (177) . Si par bonheur, comme l'a dit très justement M. Robert, un candidat indépendant tentait également sa chance, c'était le succès assuré sans difficulté pour le candidat du Palais. En toute hypothèse, l'absence de deuxième tour éliminait les risques qu'aurait fait courir au Gouvernement une coalition d'opposants. (178)

2. La position respective des partis politiques : Dès l'ouverture officielle de la campagne électorale aux élections législatives, la lutte devait se circonscrire entre trois partis : le Front de Défense des Institutions Constitutionnelles (F.D.I.C.), l' Union Nationale des Forces Populaires et le Parti de l'Istiqlal. En fait, vu la position respective sur l'échiquier politique de chacune de ces formations, ce fut plutôt à une lutte bi-partite que l'on assista entre la formation gouvernementale et les deux oppositions.

Ces trois formations avaient présenté chacune un candidat dans les 144 circonscriptions.

(177) voir pages 77 et suivantes.

(178) J. Robert : "Les élections législatives du 17 mai" article paru à la Revue juridique et politique - n° 11 1963 page 267.

Le Front gouvernemental avait fait connaître la liste de ses personnalités candidates aux élections; six membres du Gouvernement, les ministres des finances, de la défense nationale, de la justice, du tourisme, de la santé, et le secrétaire d'Etat à l'information, y figuraient aux côtés de M. Guédira. Deux autres membres du Gouvernement, le docteur Benhima, ministre du commerce, et le docteur Youssef Benabbès ministre de l'éducation nationale, étaient candidats, respectivement à Meknès et à Essaouira. L'Istiqlal et l'U.N.F.P. avaient aussi engagé leurs leaders dans la bataille. Parmi les dirigeants de l'Istiqlal M. El Fassi et M. Douiri étaient candidats à Fès, M. Khalek Torrès à Tétouan et M. Boucetta à Marrakech. Parmi les leaders de l'U.N.F.P. il faut mentionner M. Barka et Lahbabi qui étaient candidats à Rabat, MM. Bouabib à Kénitra et Abderrahman Youssef à Tanger.

Face au Front gouvernemental, qui bénéficiait d'appuis puissants et de moyens illimités, les partis de l'Istiqlal et l'U.N.F.P. se trouvaient dans la position inconfortable de devoir faire la preuve qu'ils conservaient une certaine audience. Aussi l'un et l'autre concentraient-ils leurs efforts contre l'ennemi commun, le "Front" et singulièrement contre l'homme qui menait au combat le parti gouvernemental : M. Réda Guédira.

L'Istiqlal et l'U.N.F.P. que tout opposait sur le plan national, n'avaient pas été jusqu'à conclure des alliances locales - difficiles il est vrai avec le système uninominal à un tour. Les deux partis de l'opposition qui ne pouvaient pas se permettre de combattre sur deux fronts, étaient convenus plus ou moins tacitement de se ménager et de ne pas se gêner. Ils s'invectivaient très rarement dans leur presse ou dans les meetings et ils avaient fait en sorte de ne pas s'affronter. Dans telle circonscription où l'U.N.F.P. avait présenté un leader, l'Istiqlal ne lui opposait généralement qu'un candidat

le second plan et vice versa. (179)

Finalement le leader du "Front" Guédira, candidat aux carrières Centrales de Casablanca, et le docteur Khatib - étaient élus et les autres membres du gouvernement étaient battus. Le Front n'avait pas obtenu, comme on le prévoyait, la majorité absolue ; cela était dû à un excès d'optimisme, et à la trop récente création du mouvement qui n'avait pas su toujours trouver des représentants de poids et aussi à la prolifération des candidats. Le "Front" inconnu des masses à la veille du scrutin, n'a pas pu atteindre la majorité absolue malgré ses moyens puissants.

Il faut observer que l'élection était personnalisée. On a voté pour ou contre le Roi en votant pour le Front ou pour les partis d'opposition.

Dans l'ensemble la campagne électorale était vive, animée mais "soutenue par les injures et les invectives réciproques que se lancent à l'envi des feuilles spécialisées dans la démagogie.....". (180)

b. Les résultats des élections : D'après les statistiques officielles dans l'ensemble des 144 circonscriptions marocaines, sur un total de 4.803.654 inscrits, il y a eu 3.448.539 votants, 113.221 bulletins nuls et 3.335.318 suffrages exprimés, ce qui donne une proportion de 72,83 % pour la participation électorale, tandis que 27,17 % des électeurs se sont abstenus d'aller aux urnes. Cette proportion d'abstentions

(179) Le Monde 3.5.63 - 15.5.63 - 20.5.63 et 21.5.63

(180) J. Robert : "Les élections législatives du 17 mai"
Revue juridi. et politique 1963 p. 278

qui, en valeur absolue, ne peut être considérée comme forte s'agissant d'un pays en voie de développement, est tout de même la plus importante enregistrée jusque-là au Maroc. Rappelons qu'aux premières élections municipales, sur 4 millions d'inscrits, on comptait près de 3 millions de votants, soit une moyenne d'environ 75 % et, au moment du référendum, les votants avaient représenté plus de 80 % des inscrits. Si nous examinons les résultats de chaque formation, nous nous apercevons que le "Front" gouvernemental qui gagne 69 sièges a recueilli 1.159.932 voix, soit 34,37 % des suffrages exprimés et 24,15 % des électeurs inscrits. Le parti de l'Istiqlal qui enlève 41 sièges a recueilli 1.000.506 voix soit 29,71 % des suffrages exprimés et 20,88 % des inscrits. L'Union Nationale des Forces Populaires qui obtient 28 sièges, a recueilli 751.056 voix, soit 22,70 % des suffrages exprimés et 15,75 % des inscrits. Les six élus neutres ont recueilli ensemble 30.000 voix, soit 1,06 % des suffrages exprimés.

Enfin, près de 500.000 voix sont allées à des "neutres" non élus soit 12,58 % des suffrages exprimés et 6,79 % des inscrits, cependant que 2.345 voix se portaient sur les candidats supposés du parti communiste.

La répartition des sièges à la Chambre des Représentants est la suivante :

F.D.I.C.	69 sièges
Istiqlal	41 -
U.N.F.P.	28 -
Indépendants	6 -

D'après ces résultats nous constatons que le "Front" n'a pas obtenu la majorité absolue ; celle-ci étant 73 et il s'en faut donc de 4 voix. Aussi faut-il remarquer que l'opposition groupée a remporté exactement le même nombre de sièges que le parti gouvernemental, ce qui entraînera comme conséquence obligatoire que les deux formations en présence vont essayer de chercher les faveurs des six élus indépendants et s'efforcer

de les attirer afin d'augmenter le nombre de leurs voix.

II. La structure du Parlement : Nous allons étudier successivement la situation personnelle des parlementaires, la structure interne des chambres, et les réunions des chambres.

1. La situation personnelle des parlementaires. En réglementant la situation personnelle des parlementaires, le Dahir du 17 avril 1963 (181) a pour but d'assurer l'indépendance et la dignité du parlementaire, afin qu'il puisse accomplir correctement ses tâches. Cependant le Dahir précité n'a pas prévu l'incompatibilité entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaire.

C'est une question controversée. (182) Dans le cas où il n'y a pas d'incompatibilité entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaire, le risque existe que toute la vie des chambres soit dominée par l'ambition de leurs membres d'accéder aux fonctions ministérielles.

L'instabilité gouvernementale est en partie le résultat de cette ambition : par elle, on aboutit à une "rotation" rapide des postes de ministres, analogue au système rotatif établi par certaines démocraties antiques. L'exemple souvent cité est celui de la France sous la III^e et la IV^e Républiques. Décider qu'un parlementaire devenu ministre perdrait son siège, c'est modifier de fond en comble l'optique du Parlement. Mais l'incompatibilité comporte néanmoins certains inconvénients. D'abord, elle affaiblit les liens entre le Gouvernement et les chambres, elle approfondit le fossé qui les sépare.

(181) Dahir portant loi organique relative à l'élection des représentants 17 avril 1963.

(182) Cf. André Demichel ; De l'incompatibilité entre les fonctions de ministre et le mandat parlementaire, Revue du droit public, 1960, p. 616 et s.

Ensuite, elle tend à orienter vers les hauts fonctionnaires le recrutement des ministres.

a. Les inégalités : Il faut distinguer les conditions générales d'éligibilité et les cas particuliers d'inéligibilité.

1. Les conditions générales d'éligibilité : Pour être éligible à la Chambre des Représentants il faut être inscrit sur une liste électorale et âgé de 25 ans révolus à la date du scrutin. Pour être éligible à la Chambre des Conseillers, il faut être membre d'un des collèges électoraux participant à l'élection et âgé de 35 ans révolus au moins à la date du scrutin. Les naturalisés ne sont éligibles que cinq ans après leur naturalisation.(183)

Les militaires de tous grades en activité de service et les agents de la force publique et les personnes atteintes de l'une des incapacités prévues pour les électeurs (184) ne sont pas éligibles. Sont relevés de cette incapacité les individus dont la peine d'emprisonnement, autre que pour crime, a été purgée ou prescrite depuis dix ans au moins. (185)

2. Les cas particuliers d'inéligibilité : Les inéligibilités relatives concernent certains fonctionnaires d'autorité qui ne peuvent se présenter dans la circonscription où ils étaient en poste, pendant un certain délai après qu'ils l'ont quittée. Certains d'entre eux sont inéligibles pendant six mois dans toute l'étendue du Maroc après leur sortie de poste, d'autres pendant un an et même deux ans, mais dans la circonscription de leur poste.

L'inéligibilité pendant moins de six mois frappe les personnes suivantes dans toute l'étendue du Maroc : les magistrats de l'ordre judiciaire ; les gouverneurs, secrétaires gé-

(183) art. 17 dahir du 6 septembre 1958 portant code de la nationalité marocaine.

(184) voir page 121 : "les incapacités électORAles".

(185) art.6 dahir 17 avril 1963 relatif à l'élection des repréS.

néraux des provinces ou des préfectures, chefs de cabinet du gouverneur, pachas, super caïds, caïds et leurs khalifas, ainsi que les chioukh et moqqadomines. Les mêmes personnes sont inéligibles dans toute circonscription comprise dans le ressort dans lequel elles ont exercé leurs fonctions depuis moins de deux ans. Il faut y ajouter les chefs de régions militaires, les chefs des services régionaux de la direction générale de la sûreté nationale et les commissaires de police.

Les personnes ci-après sont inéligibles dans toute circonscription comprise dans le ressort dans lequel elles exercent ou dans lequel elles ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an : les chefs des services régionaux ou provinciaux des différents ministères et établissements publics ; les chefs d'arrondissement ou de circonscription des différents ministères ; les directeurs des centres de travaux, les directeurs de coopératives qui n'ont pas eux-mêmes la qualité de coopérateur et qui sont nommés par l'Administration.

Ajoutons que les ingénieurs, les ingénieurs adjoints et agents administratifs des cadres supérieurs des services extérieurs de l'administration et des établissements publics ne peuvent être élus dans toute circonscription comprise dans le ressort dans lequel ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins de six mois.

b. Les incompatibilités : Alors que l'inéligibilité empêche d'être candidat aux élections (la candidature ne peut être admise), l'incompatibilité permet de se présenter et d'être élu ; mais l'élu doit choisir entre son mandat parlementaire et la fonction incompatible. Il y a trois sortes d'incompatibilités : l'incompatibilité avec l'appartenance à un autre organe constitutionnel, l'incompatibilité avec les fonctions publiques et l'incompatibilité avec des emplois privés.

1. Incompatibilité avec l'appartenance à un autre organe constitutionnel : Le mandat parlementaire est incompatible avec l'appartenance aux autres organes établis par la constitution (sauf la Haute Cour de justice).

Le cumul des mandats de Représentant et de Conseiller est interdit. Tout Représentant élu Conseiller cesse, de ce fait d'appartenir à la première Chambre dont il était membre. Le mandat parlementaire est incompatible avec les fonctions de membre de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême (186).

2. Incompatibilité avec les fonctions publiques : L'exercice de toutes fonctions dans l'Administration, un établissement public ou une société dont le capital appartient pour plus de 25 % à l'Etat, ou qui est subventionné par l'Etat, est incompatible avec le mandat parlementaire.

L'exercice des fonctions rémunérées par un Etat étranger ou une organisation internationale est également incompatible avec le mandat parlementaire.

Les fonctions de président et de membre de conseil d'administration d'établissement public ou de société dont le capital appartient pour plus de 25 % à l'Etat ou qui est subventionné par l'Etat, sont incompatibles avec le mandat parlementaire. Toutefois, cette incompatibilité ne s'applique pas aux parlementaires désignés en cette qualité comme membres de conseils d'administration d'établissements publics ou de sociétés visées ci-dessus en vertu des textes organisant ces établissements publics ou sociétés.

Les parlementaires chargés par le Gouvernement "... d'une mission temporaire peuvent cumuler l'exercice de cette mission

(186) l'article 3 du dahir du 16 mai 1963 relatif à la chambre constitutionnelle de la cour suprême.

avec leur mandat pendant une durée n'excédant pas six mois"
(187)

3. Incompatibilités avec les professions privées :
Elles concernent les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, administrateur délégué, directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans :

- les sociétés, entreprises ou établissements jouissant sous forme de garantie d'intérêts, de subventions ou sous une forme équivalente, d'avantages assurés par l'Etat ou par une collectivité publique, sauf dans le cas où ces avantages découlent de l'application automatique d'une législation générale ou d'une réglementation générale ;

- les sociétés ayant exclusivement un objet financier et faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit ;

- les sociétés ou entreprises dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de l'Etat, d'une collectivité ou d'un établissement public ou d'une société dont le capital appartient pour plus de 25 % à l'Etat, ou dont plus de la moitié du capital social est constitué par des participations de sociétés ou entreprises ayant ces mêmes activités.

Le parlementaire ne peut pas accepter en cours de mandat, une fonction de membre de conseil d'administration ou de surveillance ou toute fonction exercée de façon permanente en qualité de Conseil dans l'un des établissements, sociétés ou entreprises que nous venons de citer. Toutefois, cette inter-

(187) art. 12 dahir 17 avril 1963 relatif à l'élection des
représentants.

diction ne s'applique pas lorsque ces fonctions doivent être exercées dans des sociétés, entreprises ou établissements à l'activité desquels le parlementaire participait avant son élection.

A ces incompatibilités le dahir précité en ajoute un autre : le parlementaire exerçant la profession d'avocat ou de défenseur agréé ne peut plaider ou consulter pour le compte de l'un des établissements ou sociétés visés en haut, ou pour l'Etat, les collectivités et les établissements publics.

Il est interdit, précise ce dahir, à tout parlementaire de faire ou de laisser figurer son nom suivi de l'indication de sa qualité dans toute publicité relative à une entreprise financière, industrielle ou commerciale.

c. Les immunités parlementaires : Pour être libre dans l'exercice de son mandat, le parlementaire doit être irresponsable et inviolable.

1. L'irresponsabilité protège le parlementaire contre toute action judiciaire qui pourrait lui être intentée dans l'exercice de ses fonctions. L'article 38 de la constitution marocaine formule le principe comme suit : "Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi ou recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions".

Si un représentant, par exemple, diffame une personne dans un discours du Parlement, il ne peut pas être poursuivi judiciairement par cette personne. L'irresponsabilité vise aussi bien les poursuites pénales que les poursuites civiles ou dommages-intérêts. Mais elle ne s'applique qu'aux actes accomplis dans l'exercice des fonctions du Représentant : les discours des parlementaires dans les réunions publiques, leurs articles dans les journaux etc, ne sont pas couverts par l'irresponsabilité.

2. L'inviolabilité protège le parlementaire contre les poursuites judiciaires intentées contre lui pour les actes accomplis en dehors de l'exercice de ses fonctions : délits et crimes de droit commun par exemple. Précisons que l'inviolabilité ne s'applique toujours qu'aux crimes ou délits (pas aux contraventions) (188)

Pendant la durée des sessions, précise l'article 38 al.2 le parlementaire ne peut être poursuivi et arrêté en matière criminelle et correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie. Il y a toutefois une exception : c'est le cas de flagrant délit. En d'autres termes la Chambre des Représentants peut ainsi supprimer l'immunité du parlementaire poursuivi, ou au contraire décider par un vote l'arrêt des poursuites.

En outre conformément à l'article précité, aucun membre du Parlement ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie. Cependant deux autres exceptions s'ajoutent à la précédente : il s'agit de flagrant délit, de poursuites autorisées, ou de condamnation définitive. La détention ou la poursuite d'un membre du Parlement peut toujours être suspendue si la Chambre dont il fait partie le requiert.

B. La structure interne des chambres : Les dispositions de la constitution marocaine concernant la structure interne des Chambres ont pour but d'assurer l'efficacité du travail parlementaire. Elles visent en général la Chambre des Représentants. Nous allons étudier successivement son bureau, son règlement, son ordre du jour et ses commissions.

(188) Cf. Gérard Soulier : L'inviolabilité parlementaire en droit français, thèse Lyon 1964 (à paraître dans la Bibliothèque constitutionnelle et de science politique.)

a. Le bureau : Le bureau, on le sait, est l'organisme qui assure la direction des débats d'une chambre et son administration générale.

Le président et les membres du bureau de la Chambre des Représentants sont élus chaque année, au début de la session de novembre. Le bureau est élu à la représentation proportionnelle des groupes.

b. Le règlement : Les chambres - ici le texte vise les deux chambres - sont maîtresses de leur règlement. Chaque chambre établit et vote son règlement. "Toutefois - ajoute l'article 43 de la constitution - il ne pourra être mis en application qu'après avoir été approuvé par la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême". L'examen de la Chambre Constitutionnelle porte sur l'appréciation de la conformité des règlements parlementaires à la constitution.

c. L'ordre du jour : l'ordre du jour de chaque chambre est établi par son bureau. Il comporte par priorité et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, la discussion des projets de lois déposés par le Gouvernement et des propositions de lois acceptées par lui. (art. 59 constitution.)

d. Les commissions : Les commissions parlementaires ont pour tâche d'examiner les projets et propositions de lois soumis aux chambres et de préparer les débats publics. Après l'ouverture du débat le gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission intéressée (art. 61 constitution)

Les commissions poursuivent leur activité entre les sessions parlementaires en vue d'examiner les projets et propositions de lois qui leur sont soumis. Dans l'intervalle des sessions parlementaires le gouvernement doit demander l'accord des commissions intéressées afin de prendre des décrets-lois qui doivent être soumis à ratification au cours de la session ordinaire suivante du Parlement.

C. Les réunions des chambres : La constitution marocaine a posé des règles restrictives, tendant à la fois à limiter l'activité des chambres, à la rendre plus efficace, et à accentuer les moyens d'action du gouvernement sur elles. Nous allons examiner successivement les sessions et les séances du Parlement.

a. Les sessions : La session parlementaire est la période de temps pendant laquelle la Chambre se réunit légalement. La constitution marocaine de 1962 a limité l'activité du Parlement en autorisant le Gouvernement à prononcer par décret la clôture de chaque session, qui doit durer au moins deux mois. Mais elle permet en même temps une certaine activité parlementaire en dehors des sessions en précisant que les projets de lois sont envoyés pour examen devant des Commissions dont l'activité se poursuit entre les sessions.

1. Les sessions ordinaires : Le Parlement siège pendant deux sessions par an. La première session commence le 18 novembre. La seconde session s'ouvre le dernier vendredi d'avril. Lorsque le Parlement a siégé deux mois au moins au cours de chaque session, la clôture peut être prononcée par décret. Ainsi le Parlement pourra siéger au moins pendant 4 mois par an. Cette durée est un minimum : quand la durée légale de la session ordinaire est expirée, le Gouvernement peut clore la session en en réduisant ainsi la durée au minimum. (189)

(189) Vers la fin du mois de juin 1964 quand un débat houleux a suivi le dépôt d'une motion de censure par le parti d'opposition, le gouvernement estima que la coopération et la stabilité nécessaires à la bonne marche de l'Etat étaient menacées par une chambre turbulente. Il a donc mis fin à la seconde session ordinaire du parlement dont les travaux avaient duré deux mois. (Le Monde 30.6.64)

2. Les sessions extraordinaires : "Le Parlement - précise l'article 40 - peut-être réuni en session extraordinaire, soit à la demande d'un tiers des membres de la Chambre des Représentants, soit par décret..." (190)

Cet article ajoute que toute session extraordinaire ne peut être convoquée que sur un ordre du jour déterminé. Quand elle est convoquée sur la demande d'un tiers des membres le décret de clôture intervient dès que cet ordre du jour a été épuisé.

- L'interprétation royale de l'article 40 :

Au mois d'octobre 1964 un différend a surgi, entre les groupes de la Chambre des Représentants concernant la session extraordinaire du Parlement , le sens et l'interprétation de l'article 40 de la constitution.

A la suite de ce différend le Roi avait rendu son arbitrage qui était sollicité par les partis politiques marocains.

Dans son message adressé à la chambre des représentants le Roi Hassan II en précisant le sens et la portée de cet article, avait signalé : "Nous avons toujours voulu que la promulgation de l'article 40 permette à la minorité de la Chambre des Représentants (quel que soit le caractère de cette minorité dont nous avons fixé le nombre au tiers des membres de la Chambre) à réunir le Parlement en session extraordinaire pour discuter un ordre du jour défini déposé simultanément avec la demande de réunion du Parlement. Si cette minorité atteint le tiers des membres de la Chambre des Représentants et se sa demande pour la réunion du Parlement en session extraordinaire est jointe à un ordre du jour établi, il faut donc réunir le Parlement et discuter les questions de cet ordre du jour. Une fois la discussion de ces questions ter-

(190) Article 40 de la constitution.

minée, la session est alors close par un décret...."

"... Dans la constitution que nous avons élaborée. Nous avons prévu un équilibre entre les différents pouvoirs. Cet équilibre empêche justement un groupe d'abuser des droits de l'autre groupe et une autorité d'opprimer une autre autorité. De même nous avons veillé à ce que les droits des individus et des groupements soient protégés par la constitution de telle manière que cette disposition ne puisse pas permettre aux individus et aux groupements de se servir des institutions pour les paralyser ou porter atteinte à l'équilibre que nous avons souhaité aménager et pour ne pas priver les individus et les groupements d'un droit permanent.... En plus de ce qui précède, cet équilibre exige que l'article 59 ne s'applique (191) pas à l'ordre du jour présenté par le tiers des membres de la Chambre des Représentants par ce que le Gouvernement a un droit d'intervention directe (en vertu de cet article) dans l'ordre du jour établi par le bureau de la Chambre. Aussi le Gouvernement peut-il y arrêter la priorité de l'ordre des projets et propositions de lois qu'il a acceptés. Si cet article devait s'appliquer à l'ordre du jour prévu par l'article 40, le gouvernement aurait de ce fait le droit d'intervenir dans l'ordre du jour de la session extraordinaire réunie sur la demande d'un tiers des membres de la Chambre des Représentants ; et de ce fait, l'article 40 serait vidé de son véritable contenu.."

"... Il est à signaler à ce propos que l'ordre du jour joint à la demande du tiers des membres de la Chambre des Représentants engage les deux chambres et ne pourrait être l'objectif d'aucune modification quelconque. Cela signifie

(191) l'article 59 : "L'ordre du jour de chaque Chambre est établi par son bureau. Il comporte par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, la discussion des projets de lois déposés par le Gouvernement et des propositions de lois acceptées par lui...."

que le règlement intérieur doit nécessairement comporter une procédure relative à l'article 40. Nous estimons donc, tout en tenant compte des droits confirmés légalement, qu'il est nécessaire d'établir cette procédure et d'en faire connaître l'existence auprès de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême, conformément aux clauses de la constitution avant d'en utiliser la dite procédure..." (192)

Ainsi le message d'arbitrage royal dont nous venons de citer certains passages, est un trait politique important qui peut notamment exercer une influence considérable sur l'avenir des institutions créées par la constitution marocaine.

Adoptant la thèse soutenue par l'**c**iposition, le souverain avait jugé que l'article 40 de la constitution conférait à une minorité de députés le droit de demander une réunion de Parlement en session extraordinaire et d'obtenir la tenue de celle-ci sur la base d'un ordre de jour fixé par eux. Il avait ainsi écarté la thèse contraire de la majorité gouvernementale qui prétendait qu'une fois réuni en session extraordinaire le Parlement pouvait décider de ne pas poursuivre cette session ou substituer un autre ordre du jour à celui qui avait motivé la demande de la majorité. L'arbitrage royal renforce donc les pouvoirs de celle-ci et accroît par suite l'importance du Parlement dans la vie politique du pays. Il peut également avoir pour effet de permettre au Parlement et au gouvernement de mieux définir leur rôle respectif et leurs rapports réciproques.

..... Une séance par semaine est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.»

(192) Le petit Marocain 6.11.64.

b. Les séances. Les séances des deux chambres sont publiques. Le compte-rendu intégral des débats est publié au Bulletin officiel. Mais le premier ministre ou le dixième des membres de la Chambre des Représentants peut demander que celle-ci siège en comité secret. L'ordre du jour des chambres comporte par priorité et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion des projets de lois déposés par le gouvernement et des propositions de lois acceptées par lui. Cela donne pratiquement au gouvernement le droit de fixer lui-même l'ordre du jour du Parlement, en plaçant en tête de l'ordre du jour ses projets ou les propositions qu'il a acceptées.

La voix du Parlement est pourtant écoutée : car une séance par semaine est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement. Cela pourra donner la possibilité au Parlement de déposer une motion de censure.

§ III. Les pouvoirs du Parlement.

Nous allons étudier successivement, le pouvoir législatif, le pouvoir financier, le pouvoir en matière de révision constitutionnelle et les autres chefs de pouvoirs du Parlement.

I. Le pouvoir législatif. La loi est votée par le Parlement. Elle est subordonnée à la constitution. Une procédure est prévue pour faire respecter cette subordination des lois à la constitution pour garantir la "constitutionnalité" des lois. L'appréciation de la conformité des lois ou des règlements parlementaires à la constitution est faite par la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême. Nous allons voir le domaine de la loi et son élaboration.

A. Le domaine de la loi : Un domaine est réservé au pouvoir législatif ; ses limites sont fixées par l'article 48 de la constitution : "sont du domaine de la loi, outre les matières qui lui sont expressément dévolues par d'autres articles de la constitution..." (193)

- les droits individuels et collectifs énumérés au titre premier de la constitution, c'est-à-dire les droits politiques, économiques et sociaux du citoyen.

- les principes fondamentaux du droit civil et du droit pénal.

- l'organisation judiciaire du Royaume.

- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat".

Il est évident que ce texte s'inspire de l'article 34 de la constitution française de 1959.

Remarquons que le domaine de la loi ainsi limité est fort peu étendu. Les matières autres que celles énumérées par l'article 48, appartiennent au domaine réglementaire (art.49) et la compétence gouvernementale, dès lors, semble bien élargie. Toutefois il faut noter que plusieurs articles de la constitution stipulent que des lois organiques préciseront telle ou telle disposition constitutionnelle. Les lois organiques sont essentiellement votées par le Parlement. Or, si l'on ajoute au domaine de la loi, fixé par l'article 48, tous les articles prévoyant la possibilité de lois organiques, la compétence du Parlement apparaît considérablement augmentée. Mais le Parlement ne peut plus agir dans tous les

(193) Il faut mentionner surtout les lois organiques, qui dans de nombreuses matières, précisent les principes de la constitution.

domaines. Il ne peut plus légiférer hors du domaine limité par la Constitution. Car l'article 56 précise : "le gouvernement peut opposer l'irrecevabilité à toute proposition ou amendement qui n'est pas du domaine de la loi. En cas de désaccord, la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême statue dans un délai de huit jours à la demande de la Chambre ou du Gouvernement". Notons à ce propos que le Parlement peut autoriser le Gouvernement à prendre par décret, délibéré en conseil des ministres des mesures qui sont normalement du domaine de la loi. L'autorisation est faite par une loi d'habilitation et elle ne peut être accordée que pendant un délai limité et en vue d'un objectif déterminé. Toutefois les décrets doivent être soumis à la ratification du Parlement.

B. L'élaboration de la loi : Nous allons examiner d'abord l'initiative législative, puis la participation des deux chambres dans l'élaboration de la loi, ensuite le déroulement du débat législatif et enfin certains cas spéciaux de la législation.

a. L'initiative législative : Elle appartient concurremment au premier ministre et aux membres du Parlement (art. 55). Les conseillers ont les mêmes prérogatives que les Représentants. Toutefois l'article 54 de la Constitution dont nous parlerons plus loin apporte une restriction à l'initiative du Parlement. Cet article dispose : "les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquences par rapport à la loi des finances, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique". (art. 54) (194)

(194) voir plus loin : le pouvoir financier du Parlement

Ainsi dans les matières législatives quand une mesure quelconque est de nature à diminuer les recettes ou à augmenter les dépenses, elle ne peut provenir que de l'initiative gouvernementale.

En ce qui concerne les lois ordinaires elles sont soumises à l'examen du Parlement sous forme de projets ou propositions et font l'objet du vote des deux chambres.

b. La participation des deux chambres à l'élaboration de la loi : Les projets ou propositions de lois sont examinés successivement dans les deux chambres en vue de l'adoption d'un texte identique. Une loi n'est donc adoptée que si les deux chambres l'ont votée dans un texte identique.

Chaque chambre examine le texte qui lui est, soit proposé directement, soit transmis par l'autre chambre. Après le **vote** du projet ou de la proposition de loi, le texte est envoyé au Roi pour promulgation. Notons que les projets de lois sont déposés en premier lieu sur le bureau de la Chambre des Représentants. Si celle-ci rejette un projet de loi en première lecture, le gouvernement peut en saisir la Chambre des Conseillers (art. 55). Si cette dernière le rejette également, le projet devient loi dans deux hypothèses : ou bien si sur nouvelle lecture demandée par le Roi, les chambres quittent leur première position, ou bien si le peuple approuve le projet qui lui a été soumis par référendum et qui a été rejeté par le Parlement. Dans ce dernier cas, il y aura dissolution automatique de la Chambre des Représentants (art. 75)

L'article 62 de la constitution précise le cas où il y a deux lectures infructueuses par chaque chambre : "lorsqu'un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque chambre, ou si le Gouvernement a déclaré l'Urgence, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le projet ou la proposition de loi est soumis de nouveau à la Chambre des Représentants qui l'adopte ou

la rejette à la majorité des deux tiers. En cas d'adoption le texte est laissé à la décision royale".

c. Le déroulement du débat législatif : Comme nous venons de le voir la constitution marocaine a introduit à cet égard des dispositions limitant la liberté d'action du Parlement et accroissant les pouvoirs gouvernementaux. Ainsi, dans l'ordre du jour de chaque chambre, les projets de lois déposés par le Gouvernement et les propositions de lois acceptées par lui sont délibérés en priorité. (art. 59) D'ailleurs "la discussion des projets de lois - précise l'article 60 - porte toujours en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement. Une chambre saisie d'un texte par l'autre chambre délibère sur le texte qui lui est transmis." Au cours du débat sur le texte, les membres du Parlement et le Gouvernement peuvent déposer des amendements. Sur la demande du Gouvernement, la chambre saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement. Toutefois les amendements déposés par les chambres ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquences soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. (art. 54 constitution)

d. Certains cas spéciaux de législation : Trois domaines spéciaux de législation, méritent une mention particulière : celui du vote des lois organiques, celui des dépenses d'investissement et enfin celui de la prorogation de l'état de siège par la loi.

- En ce qui concerne le premier domaine : "les lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes : le projet ou la proposition n'est soumis à délibération et au vote de la première chambre saisie, qu'à l'issue d'un délai de dix jours après son dépôt". Ici la procédure normale de l'adoption du projet ou de la proposition de loi,

prévue à l'article 62 de la constitution n'est pas applicable. L'article 63 ajoute : "... les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après avoir été soumises à l'approbation de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême".

- Le deuxième cas est représenté par le vote des dépenses d'investissement : ces dépenses "... résultant de l'application du plan - précise l'article 53 de la constitution - ne sont votées qu'une seule fois, lors de l'approbation du plan par le Parlement. Elles sont reconduites automatiquement pendant la durée du plan..." Le but de cette disposition "est d'éviter qu'à chaque débat financier, le Parlement ne revienne sur des décisions déjà prises, bouleversant ainsi l'ordonnance et l'engagement de crédits nécessités pour une longue période par la mise en application du plan." (195)

- Le troisième cas est celui de l'état de siège qui présente une particularité comme les deux précédents : "l'état de siège - précise l'article 52 de la constitution - peut-être déclaré pour une durée de 30 jours, par décret pris en Conseil des ministres". Mais ce qui est particulier c'est que "ce délai ne peut être prorogé que par le Parlement".

II. Le pouvoir financier. Le Parlement vote la loi de finances. Le projet de loi des finances est établi par le ministre des Finances. Politiquement c'est un acte qui engage le Gouvernement tout entier à raison de l'importance que présentent, pour la vie du pays, les interventions financières de l'Etat. Il suit de là que la discussion et le vote des lois de finances sont des prérogatives essentielles du Parlement car elles lui permettent de contrôler et de discuter un aspect très important de la politique gouvernementale. Les parlementaires peuvent déposer des amendements au projet de

loi de finances. Toutefois ces amendements ".... ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquences, par rapport à la loi de finances, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique". (196) Cette restriction qui vise les propositions aussi bien que les amendements est très efficace en ce qui concerne les initiatives du Parlement en matière budgétaire.

Nous allons voir la procédure de vote de la loi de finances : cette loi contient les dispositions concernant les recettes et les dépenses de l'année budgétaire. (197)

- Le vote de lois de finances par les chambres : Le ministre des finances prépare le projet de loi de finances qui est arrêté en conseil des ministres. Le projet est déposé, au plus tard, le 1^o novembre de l'année qui précède l'année d'exécution du budget. "Il est accompagné d'un rapport exposant les grandes lignes de l'équilibre financier et les modifications apportées en ce qui concerne les recettes et les dépenses ainsi que des documents annexes concernant les dépenses du budget général et les opérations des budgets annexes et des comptes spéciaux. Il est immédiatement envoyé à l'examen d'une commission parlementaire." (198)

La Chambre des Représentants doit se prononcer en première lecture, dans un délai de vingt jours après le dépôt d'un projet de loi de finances.

(196) l'article 54 de la constitution.

(197) voir dahir n° 1.63.326 du 9 novembre 1963 portant loi organique des finances.

(198) Article 8 du dahir du 9 novembre 1963 portant loi organique des finances.

"... Si la Chambre des Représentants n'a pas émis un vote en première lecture sur l'ensemble du projet, dans le délai ainsi imparti, le gouvernement saisit la chambre des Conseillers du texte qu'il a initialement présenté, modifié, le cas échéant, par les amendements votés par la Chambre des Représentants et acceptés par lui. La Chambre des Conseillers doit se prononcer, en première lecture, dans un délai de 15 jours après avoir été saisie. Si la Chambre des Conseillers n'a pas émis un vote en première lecture sur l'ensemble du projet de loi de finances dans le délai ainsi imparti, le Gouvernement saisit à nouveau la Chambre des Représentants du texte qu'il a initialement présenté, modifié, le cas échéant, par les amendements votés par la Chambre des Conseillers et acceptés par lui."

Ainsi la Chambre des Représentants est saisie du projet de loi de finances, avant la Chambre des Conseillers : cette procédure est analogue à celle des lois ordinaires. Il faut toutefois relever le délai maximum de vingt jours qui est imparti à la Chambre des Représentants pour se prononcer en première lecture sur le texte déposé par le Gouvernement.

Ce délai - nous venons de le voir - est réduit à 15 jours pour la Chambre des Conseillers, après la saisine de celle-ci sur le projet de loi de finances.

Pour prévenir le retard dans le vote du budget, si au 31 décembre celui-ci n'est pas voté, "le gouvernement ouvre, par décret, les crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission, en fonction des propositions budgétaires soumises à approbation." (199)

(199) Article 9 du dahir du 9.11.63 portant loi organique relative aux finances.

Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble pour le budget général et d'un vote par budget annexe ou par catégorie de comptes spéciaux. Les dépenses du budget général font l'objet d'un vote par chapitre. Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux sont votées par budget annexe ou par catégorie de comptes spéciaux.

Le budget général comporte deux parties : la première partie concerne les ressources ; la seconde concerne les dépenses relatives au service de la dette publique, au fonctionnement et celles d'investissement.

Les budgets annexes comprennent d'une part les recettes et les dépenses d'exploitation, d'autre part, les dépenses d'investissement et les ressources affectées à ces dépenses.

III. Le pouvoir en matière de révision Constitutionnelle.

La proposition et le vote de la révision constitutionnelle est l'un des pouvoirs du Parlement.

Nous allons examiner en premier lieu l'initiative de la révision, en second lieu le vote de la révision constitutionnelle.

A. L'initiative de la révision constitutionnelle : L'article 104 de la constitution précise : "l'initiative de la révision de la constitution appartient au Parlement et au premier ministre."

Les propositions d'origine parlementaire peuvent émaner aussi bien d'un Représentant que d'un conseiller. Il n'existe aucune priorité pour l'une des deux chambres.

Quant au projet de révision, "il doit être arrêté en conseil des ministres avant de faire l'objet d'une délibération des deux chambres". (200) Ainsi le premier ministre qui

(200) Article 105 de la constitution.

possède l'initiative de la révision doit faire contresigner son projet en conseil des ministres avant de le soumettre au Parlement. Mais l'article ne précise pas si les deux chambres devront obligatoirement avoir adopté le projet avant qu'il ne soit soumis au référendum.

3. Le vote de la révision constitutionnelle : L'article 106 dispose qu'une proposition de révision "doit être adoptée dans chaque chambre par un vote à la majorité absolue des membres la composant". Alors que le projet de révision doit être tout simplement délibéré par les deux chambres avant d'être soumis au référendum. (201) Cette délibération peut être ou ne pas être suivie par un vote. Par contre la proposition de révision doit être adoptée c'est-à-dire approuvée par chaque chambre par un vote à la majorité absolue des membres du Parlement.

La révision n'est définitive qu'après avoir été soumise au référendum. C'est donc en dernière analyse, le peuple, qui sera consulté sur le texte constitutionnel.

La proposition de révision peut être votée en première lecture par l'une ou l'autre chambre : les deux chambres sont strictement sur un pied d'égalité dans ce domaine.

IV. Les autres chefs de pouvoirs du Parlement. On peut parler ici des pouvoirs du Parlement à l'égard de la Haute Cour de justice. Ils sont de deux ordres : d'une part les deux chambres élisent chacune en leur sein et en nombre égal les membres de la Haute Cour. D'autre part la Chambre des Représ-

(201) La proposition de loi est issue de l'initiative du parlement tandis que le projet de loi résulte de l'initiative du Gouvernement.

sentants peut mettre en accusation les membres du Gouvernement par un vote émis "au scrutin secret à la majorité des deux tiers des membres la composant, à l'exception de ses membres appelés à participer aux poursuites, à l'instruction et au jugement" (202) Elle les renvoie ensuite devant la Haute Cour de justice.

2. Les pouvoirs dans le domaine diplomatique : Le Parlement possède deux prérogatives en matière diplomatique : la compétence pour autoriser la déclaration de guerre et la compétence pour approuver les traités engageant les finances de l'Etat.

a. "La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement", précise l'article 51 de la constitution.

Pratiquement, le Roi - en tant que "garant de l'intégrité territoriale" et "chef suprême des forces armées" - a d'ailleurs le droit de donner l'ordre de riposter à une agression armée. Mais cet ordre doit être couvert par une autorisation préalable du Parlement.

b. Le pouvoir d'approuver les traités : Essentiellement les traités sont signés et ratifiés par le Roi. Mais les traités engageant les finances de l'Etat, ne peuvent être ratifiés sans l'approbation préalable du Parlement.

3. Le pouvoir dans le domaine gouvernemental : La compétence du Parlement dans ce domaine est peu importante. Il s'agit de la déclaration de l'état de siège, par décret pris en conseil des ministres, pendant une durée de 30 jours qui peut être prorogée par le Parlement.

Ici - comme nous voyons - le rôle de l'exécutif est essentiel. Car le plus important est la déclaration de l'état de siège, qui met en cause l'exercice des libertés publiques.

(202) L'article 90 de la constitution.

Le Parlement n'a d'autre pouvoir que d'autoriser sa prorogation au-delà de 30 jours.

SECTION II.

LES RAPPORTS DU PARLEMENT AVEC LE ROI ET LE GOUVERNEMENT.

L'étude des rapports du Parlement avec le Roi et le Gouvernement nous permettra d'examiner dans quelle mesure le régime parlementaire marocain assure l'équilibre des pouvoirs en établissant entre eux des relations qui leur donnent l'occasion d'agir réciproquement l'un sur l'autre.

D'une part le Roi dispose des pouvoirs de promulguer la loi, de demander une nouvelle lecture, de recourir au référendum et de dissoudre la Chambre des Représentants.

D'autre part, le Parlement peut mettre en cause la responsabilité du ministère par le vote d'une motion de censure. Le premier ministre peut aussi engager la responsabilité du gouvernement devant la Chambre des Représentants en lui posant la question de confiance.

§I. Les rapports entre le Roi et le Parlement.

Quatre ordres de pouvoirs royaux sur le Parlement déterminent ses rapports avec celui-ci. Il s'agit de la promulgation de la loi, de la demande d'une nouvelle lecture, du référendum et de la dissolution.

I. La promulgation : C'est l'acte par lequel le Roi authentifie le texte de la loi, constate la régularité de son adoption et en ordonne l'exécution. En promulguant, le Roi exerce le pouvoir de rendre exécutoire une décision prise par les Chambres : même votée, celle-ci peut demeurer inapplicable

tant qu'elle n'a pas été promulguée. Toutefois il n'est dit nulle part dans la constitution marocaine si la promulgation est obligatoire ou facultative. D'ailleurs il n'y a aucun délai imposé pour la promulgation de la loi après l'approbation de celle-ci par les chambres. L'article 26 précise : "le Roi promulgue la loi..."

Une procédure spéciale est prévue en ce qui concerne les lois organiques et le projet de loi tendant à modifier la constitution. "les lois organiques - stipule l'article 63 al.2- ne peuvent être promulguées qu'après avoir été soumises à l'approbation de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême." De même pour que les propositions ou les projets de lois tendant à modifier la constitution soient promulgués, il est nécessaire qu'ils soient soumis à une approbation préalable par référendum.

Quand une proposition ou un amendement est soumis à l'examen de la Chambre Constitutionnelle de la Cour suprême par suite d'une opposition en "irrecevabilité" du gouvernement - il n'y a pas de promulgation si la Chambre Constitutionnelle n'a pas adopté cette proposition ou cet amendement.

II. La demande d'une nouvelle lecture : L'article 26 de la constitution dispose : "... Le Roi peut soumettre la loi au référendum ou à une nouvelle lecture dans les conditions prévues au titre V" (203)

L'article 62 dispose : "tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux chambres en vue de l'adoption d'un texte identique..." et "lorsqu'un projet ou une proposition de loi, (ajoute l'article 62) n'a pu être adopté après deux lectures par chaque chambre, ou si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune

(203) Il s'agit des articles 70 et 71 dont nous parlerons plus loin.

Entre elles, le projet ou la proposition de loi est soumis de nouveau à la Chambre des Représentants qui l'adopte ou le rejette à la majorité des deux tiers. En cas d'adoption, le texte est laissé à la décision du Roi."

La lecture de ces deux articles donne l'impression que le Roi est le maître de la législation. Il faut préciser que le Roi est totalement libre de décider - en dernière analyse - sur le texte adopté par le Parlement dans le cas où il y a eu déjà deux lectures successives infructueuses, et lorsque, saisie une troisième fois, la Chambre des Représentants a adopté le texte à la majorité des deux tiers.

D'autre part l'article 70 stipule : "lorsqu'une proposition de loi est soumise au sceau, le Roi peut demander au Parlement qu'il soit procédé à une nouvelle lecture." "La demande d'une nouvelle lecture - précise l'article 71 - est formulée par un message contresigné par le premier ministre."

Cette demande concernant une nouvelle lecture ne peut être refusée, puisqu'elle est liée à un message royal. Or, "le contenu des messages ne peut faire l'objet de débats parlementaires." (art. 28)

En réalité, on peut dire que cette demande est une sorte de veto suspensif.

III. Le référendum. La constitution marocaine consacre plusieurs articles au référendum. Il n'est pas contresigné par le premier ministre. Le référendum n'est pas obligatoire. Le Roi a la faculté de soumettre un projet ou une proposition de loi à une approbation par référendum (art. 72). Mais "lorsqu'il s'agit d'un projet de loi, il ne peut être soumis à référendum qu'après délibération des chambres". (art. 73).

Ainsi l'article 73 limite la possibilité royale de soumission au référendum, lorsqu'il s'agit d'un projet de loi par l'obligation qui lui est faite de ne le soumettre au référendum qu'après délibération des chambres.

En ce qui concerne la révision constitutionnelle, l'article 107 dispose qu'elle "... est définitive après avoir été soumise à référendum..."

Le contrôle de la régularité des opérations du référendum est fait par la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême. Elle en proclame les résultats.

IV. La dissolution : De tous les moyens de pression dont dispose le Roi vis-à-vis de la Chambre des Représentants, celui-là demeure le plus efficace. Il consiste dans une révocation collective de tous les membres de la Chambre des Représentants, qui sont renvoyés devant le corps électoral.

L'article 27 de la constitution stipule : "le Roi peut dissoudre la Chambre des Représentants par décret royal dans les conditions prévues au titre V articles 77 et 79." Il s'agit là d'une dissolution directe de la Chambre par le Roi et c'est une de ses prérogatives personnelles. Sans doute le Roi doit-il prendre l'avis préalable du président de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême et adresser un message à la Nation (comme l'a précisé l'article 77) ; mais il s'agit simplement d'une "Consultation" et d'une formalité qui ne l'engage nullement. D'autre part le droit de dissolution est exercé sans contreseing ministériel : ce qui affirme bien ce pouvoir propre du Roi.

Ajoutons que ce droit de dissolution directe s'exerce pratiquement sans limitation, sauf que deux dissolutions successives ne sont possibles qu'à un an d'intervalle (art. 79) Mais l'article 75 les rend possibles par un procédé indirect.

En effet l'article 75 prévoit : "lorsque le peuple a, par référendum, approuvé un projet de loi rejeté par le Parlement, il y a lieu à dissolution de la Chambre des Représentants."

La situation se présentera de la façon suivante : le Parlement n'a pas approuvé un projet de loi déposé par le Roi, celui-ci prend l'avis du peuple par référendum sur ce projet rejeté ; si le peuple approuve le projet en question il y a lieu à dissolution automatique de la Chambre des Représentants à la suite de ce divorce intervenu entre le peuple et ses Représentants. Ainsi, le Roi aura à sa disposition une dissolution indirecte s'il veut dissoudre deux fois en moins d'un an malgré l'article 79.

§ II. Les rapports entre le Parlement et le Gouvernement.

Nous avons déjà évoqué certaines prérogatives du gouvernement à l'égard du Parlement. Mais ces prérogatives demeurent limitées.(204) En ce qui concerne les pouvoirs du Parlement sur le Gouvernement, la constitution marocaine maintient le principe de la responsabilité politique du Gouvernement devant la Chambre des Représentants.

I. La mise en jeu de la responsabilité politique du Gouvernement devant la Chambre des Représentants:

La mise en jeu de la responsabilité politique du Gouvernement devant la Chambre des Représentants se fait par deux procédures : celle de la question de confiance et celle de la motion de censure : la première est à l'initiative du Gouvernement, la seconde à l'initiative des Représentants.

(204) voir pages 108 et suivantes.

A. La motion de censure : Aux termes de l'article 81 de la constitution, la Chambre des Représentants peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Si elle est adoptée, le Gouvernement est obligé de démissionner.

Une motion de censure n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de la Chambre des Représentants.

Le vote de la motion de censure est assujetti à des règles de délai et de majorité :

- le vote ne peut avoir lieu que trois jours francs après le dépôt de la motion.

- la motion de censure n'est approuvée par la Chambre que par un vote pris à la majorité absolue des membres qui la composent.

- Lorsque la Chambre des Représentants adopte une motion de censure le Gouvernement est tenu de remettre sa démission au Roi.

- Lorsque le Gouvernement a été censuré par la Chambre, aucune motion de censure n'est recevable pendant un délai d'un an. Ce principe limite le droit des Représentants de mettre en jeu la responsabilité du gouvernement, sauf si celui-ci prend lui-même l'initiative d'engager sa responsabilité à propos d'un texte dont il demande l'adoption : c'est la question de confiance.

B. La question de confiance. C'est par la question de confiance que le gouvernement prend l'initiative d'engager sa responsabilité. En effet l'article 80 al. 1^o dispose : "le premier ministre peut, après délibération en Conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant la Chambre des Représentants, sur une déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte... "

Cet article pourrait être interprété de deux façons :

- Le Gouvernement, après être nommé par le Roi, se présente devant la Chambre (ou les chambres) afin d'exposer les grandes lignes de sa politique. L'article 65 est plus net à cet égard : "après la nomination des membres du gouvernement par le Roi, le premier ministre se présente devant les deux chambres et expose le programme qu'il compte appliquer." Mais l'article 65 ne précise pas si, après la déclaration du programme par le premier ministre, il y a lieu de procéder à un scrutin de confiance. Dans le cas où, après avoir déclaré sa politique général, le gouvernement pose la question de confiance, c'est au Parlement de se prononcer pour ou contre la demande ainsi faite. Le refus de la confiance entraîne la démission du gouvernement.

- Il pourrait arriver également qu'à propos du vote d'un texte de loi, le premier ministre fasse connaître l'attitude qu'il entend adopter et demande à la chambre de lui témoigner son appui par un vote de confiance.

Pour bien comprendre le sens de cette règle, il est utile de connaître la situation à laquelle le gouvernement doit faire face. Si la Chambre refuse d'adopter les textes nécessaires à la politique du Gouvernement ; sans doute, celui-ci ne serait pas constitutionnellement renversé mais, ne pouvant obtenir les moyens (la loi) de sa politique, il serait contraint de se retirer de lui-même s'il ne disposait pas d'un moyen de faire pression sur le Parlement. Rappelons aussi que, pour que la confiance soit refusée ou le texte rejeté, il faut que la chambre des représentants se prononce à la majorité absolue des membres qui la composent. Le vote ne peut intervenir que trois jours francs après que la question de confiance a été posée.

Le refus de la confiance entraîne la démission collective du Gouvernement.

Ajoutons que la Chambre des Conseillers ne peut pas mettre en jeu la responsabilité du Gouvernement, celui-ci n'étant pas responsable devant elle. Toutefois le nouveau cabinet, après la nomination de ses membres par le Roi, doit se présenter devant elle et la Chambre des Représentants, afin d'exposer son programme. Ici - comme nous l'avons déjà vu - la question de confiance ne se pose pas.

II. La première motion de censure déposée par le parti d'opposition : Au mois de juin 1964 pour la première fois, la responsabilité du Gouvernement marocain a été mis en cause devant la Chambre des Représentants à la suite du dépôt d'une motion de censure par le groupe de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.). Cette initiative traduisait la défiance de l'opposition progressiste à l'égard de la politique économique et financière qui avait été exposée par le premier ministre, M. Ahmed Bahnini. La motion faisait grief aux responsables gouvernementaux de favoriser le capital étranger - notamment par le projet de loi sur les sociétés d'investissements - et d'avoir aggravé par l'augmentation du prix du sucre et la hausse du coût de la vie, la condition déjà difficile des classes populaires. (205)

Aux termes de la constitution, le vote devait avoir lieu trois jours francs après le dépôt de la motion. Après quatre jours de débats fertiles en péripéties, la motion recueillit soixante voix à la Chambre des Représentants, alors qu'il en fallait soixante et onze pour provoquer la démission du gouvernement.

Etant donné son importance numérique sur les bancs de l'opposition (41 membres), l'Istiqlal avait souhaité être consulté par l'U.N.F.P. avant le déclenchement de l'opération.

Aussi avait-il gardé une certaine réserve, mais les représentants istiglaliens n'en avaient pas moins finalement joint leurs suffrages à ceux des progressistes.

La majorité, composée des représentants du parti socialiste démocrate (P.S.D.), du parti démocrate constitutionnel et du Mouvement Populaire, s'était prononcée contre la motion. (206)

Finalement le Gouvernement avait été sauvé par le scrutin d'une chute immédiate. Toutefois il est malaisé d'écrire qu'il ait obtenu la confiance au sens plein du terme. L'Istiglal et l'U.N.F.P. la lui avaient bien sûr refusée. Les partis de tendances gouvernementales la lui avaient accordée.

Le 29 juin 1964, deux jours après le débat houleux sur la motion de censure, le premier ministre avait mis fin à la seconde session ordinaire du Parlement dont les travaux devaient reprendre normalement le 18 novembre 1964. Cette décision était inattaquable au regard de la constitution qui dispose que "lorsque le Parlement a siégé deux mois au moins au cours de chaque session la clôture peut être prononcée par décret". (207) Mais elle fut diversement appréciée.

Vers la fin du mois d'août 1964 le Roi forma un nouveau cabinet où plusieurs sièges étaient occupés par ses autres fidèles. La plupart des forces dont l'action constituait la vie politique du Maroc, n'étaient pas représentées dans ce gouver-

(206) Le Monde 27.6.64 et 30.6.64

(207) voir plus haut pages 211 et suivantes. Article 39 alé. 3 constitution.

nement. (208)

Ainsi, dans la pratique - nous l'avons vu - une motion de censure qui n'est pas approuvée par la majorité absolue des membres composant la Chambre des Représentants, peut provoquer indirectement le renversement du cabinet. Car la collaboration des pouvoirs et la bonne marche d'un Etat qui a choisi de s'engager sur une voie conduisant à la véritable démocratie, exigent une certaine entente entre le Parlement et le Gouvernement.

(208) M. Guédira, ancien directeur du Cabinet royal ne figurait pas dans la liste du nouveau cabinet. Visiblement par ce que le Roi avait ainsi mis "en réserve" un homme sur lequel il compte, au-delà de cette formule, pour de plus grands desseins ; notamment pour le représenter au sein d'une équipe plus composite et qui tendrait à considérer le Roi comme un arbitre.

CHAPITRE V.

LA JUSTICE.

Avant d'étudier le pouvoir judiciaire selon la constitution actuelle du Maroc, il convient de jeter un coup d'oeil sur l'autorité judiciaire instituée par l'Islam.

SECTION I.

L'AUTORITE JUDICIAIRE EN ISLAM.

L'autorité judiciaire a une importance considérable dans l'élaboration de la loi islamique. Le Coran et la Sunna posent des principes généraux. (209) Il s'agit d'appliquer ces principes à des cas particuliers résultant de l'évolution perpétuelle de la communauté musulmane : d'où l'importance de l'interprétation et de la jurisprudence dans le domaine de l'évolution des institutions politiques et sociales des communautés musulmanes.

Les organes investis du pouvoir judiciaire participent dans certains cas et sous certaines conditions au pouvoir législatif.

(209) "O Croyants, que l'équité règle vos actions, dussiez-vous prononcer contre vous-mêmes, contre un père, un parent, un riche ou un pauvre. Dieu les touche de plus près que vous. Que la passion ne vous écarte jamais de la vérité ; qu'elle ne vous fasse pas refuser votre témoignage. Dieu voit vos actions." Le Coran, verset 134, chapitre IV.

Nous avons vu en traitant la question du pouvoir législatif en Islam, qu'à l'époque de Mohammed, si un cas se présentait, qui ne fût résolu, ni par le Coran, ni par la Sunna, ni par l'Ijma, un travail d'interprétation personnelle s'imposait. Avant tout un travail d'exégèse, cherchant à retrouver par analogie la solution dans l'une des deux premières sources. C'est le raisonnement par analogie (Qiyas). Si aucun cas semblable ne se pouvait découvrir, le juge devait exercer son propre "coup d'oeil" (Ray), en tenant compte d'une part de toute élaboration possible à base d'analogie, et d'autre part de l'utilité publique (Maslaha), ou même des emprunts au "Urf" droit coutumier non islamique.

C'est la notion d'Ijtihad, c'est-à-dire d'un travail de recherche et d'effort personnel à base scripturaire.

En principe tout musulman pouvant avoir une connaissance directe du Coran et de la Sunna, et des Sciences s'y rapportant (210), a droit, s'il jouit par ailleurs de qualités morales suffisantes et d'un bon jugement, à l'exercice de l'Ijtihad. Et cet effort de recherche personnelle s'exercera lui-même en matière religieuse comme en matière de décision judiciaire. (211)

Précisons-le bien, malgré la confusion théorique entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, dans la pratique ils sont séparés car les juges judiciaires (mujtahids) ne sont pas nécessairement les docteurs qui font partie de l'Ijma. Si un juge est investi du pouvoir judiciaire, c'est tout simplement parce qu'il est un croyant qui a les qualités intellectuelles et morales pour devenir juge.

(210) C'est-à-dire le Coran et la science de "Tafsir" (commentaire du Coran) ; la science des hadith etc...

(211) cf. L. Gardet : "La cité musulmane" 1954 p. 131

La compétence du pouvoir judiciaire est réglée et limitée d'une part par le Coran et la Sunna (tradition du Prophète) et, d'autre part, par l'Ijtihad et l'Ijma qui font le corps du pouvoir législatif. En d'autres termes, on peut dire que le pouvoir judiciaire est soumis au pouvoir législatif.(212)

Le pouvoir judiciaire se distingue du pouvoir exécutif. Si le calife est reconnu comme juge suprême, ce n'est pas, en effet, en tant que chef de l'exécutif, mais parce qu'il est un grand mujtahid, possédant la science jurisprudentielle. Il a ce droit en tant que croyant, apte à devenir magistrat judiciaire. De même, en pratique, nous constatons que les agents du pouvoir judiciaire se différencient de plus en plus de ceux du pouvoir exécutif. Ainsi le "quadi" (213) et le "mufti" (214) sont indépendants des agents du pouvoir exécutif et des membres de l'Ijma.

§ I. La fermeture de la voie d'Ijtihad :

Cet effort personnel qui pouvait jouer un rôle considérable dans la vie musulmane, a vu le champ qui lui était ouvert progressivement réduit, et enfin pratiquement supprimé, en Islam. On sait que l'Ijtihad resta entièrement libre durant les deux générations des compagnons du Prophète et des Suivants. Les II^e et III^e siècles de l'hégire virent la fondation des grandes écoles de jurisprudence. Leurs fondateurs ou initiateurs sont les grands mujtahid type. Après eux, l'Ijtihad ne fut plus admis que dans les limites déjà définies

(212) Zikria : "L'Islam et la démocratie" Paris 1958 p. 70 et suivantes.

(213) terme qui peut se traduire par le juge.

(214) terme qui peut se traduire par

"émetteur de fetwa" (décision juridique)

par l'école ou rite juridique auquel appartenait celui qui voulait s'y exercer. Ce fut "l'Ijtihad relatif", le seul pratiqué, depuis des siècles par les donneurs de "Fatawa" décisions juridiques. Et puis, à mesure que se fixaient les ouvrages de jurisprudence, le droit à la recherche personnelle se restreignit de plus en plus, jusqu'à devenir pratiquement nul. L'effort de recherche personnelle n'entre plus guère en jeu pour l'élaboration des décisions juridiques (Fatawa), il n'est plus besoin de remonter aux "sources" du droit, il suffit de savoir lire correctement et appliquer les nombreux manuels contenant tous les genres de cas. Dès lors à l'Ijtihad succède le "Taqlid", (215) la soumission aveugle au principe d'autorité. Ainsi à partir du dixième siècle la science du droit islamique s'est bornée à une étude purement documentaire au lieu de continuer à être un moyen de développement du droit musulman (Fiqh) et a perdu toute son activité lorsque la porte de l'Ijtihad s'est fermée. Cette fermeture marque un grand changement dans la formation du droit musulman. Ce droit a perdu toute sa souplesse. Aujourd'hui depuis la fermeture de la voie de l'Ijtihad, les jurisconsultes ne se reconnaissent plus aucun pouvoir de chercher dans les sources du droit une solution nouvelle.

Cette attitude donne au droit musulman un caractère rigide et l'empêche de suivre une évolution sociale qui est nécessaire pour satisfaire aux exigences actuelles.

(215) Mot qui peut se traduire par Imitation. lire Gardet "cité musulmane" Paris 1954 p. 133, Zikria "L'Islam et la démocratie" Paris, 1958 p. 90 et P. Rondot : "L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui" Paris 1955 p. 251 et suivantes.

§ II. La nécessité d'une réforme.

L'idée de la nécessité d'une réforme des lois existantes a été lancée depuis la fin du 19^e siècle par le grand réformiste du monde musulman Djemaleddine Afghani (1839-1897) et est pratiquée sous divers aspects depuis plusieurs années par de nombreux pays musulmans. Cette idée fut poursuivie avec une grande audace par Choikh Mohammed Abdou (1849-1905), Rachid Rida (mort en 1935) et plusieurs membres de l'Université d'Al-Azhar en Egypte.

On comprend dès lors avec quelle vigueur les réformistes, au nom même de l'Islam, et en dépit des résistances strictement conservatrices, réclament de nos jours "la réouverture des portes de l'Ijtihad". Beaucoup la considèrent déjà comme acquise et pratiquent l'effort personnel. Ainsi le Professeur Almad Amin le propose pour les règles du jeûne légal.

Plusieurs Etats musulmans poursuivent en pratique ce chemin ; "l'effort personnel", sans même apparemment toucher à la théorie.

Les Musulmans d'aujourd'hui se rendent compte qu'une évolution positive de la communauté demeure irréalisable sans une réforme dans le domaine juridique. C'est en effet la possibilité de l'Ijtihad qui peut la réaliser. "La renaissance musulmane, écrivait déjà Rashid Rida, repose sur l'Ijtihad".

SECTION II.

LE POUVOIR JUDICIAIRE INSTITUTE PAR LA CONSTITUTION.

La constitution marocaine envisage trois ordres de justice : la justice ordinaire, la justice politique et la justice constitutionnelle.

Elle affirme que l'autorité judiciaire est indépendante du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif (art. 82). Cette indépendance permet à l'autorité judiciaire d'accomplir mieux et librement ses tâches constitutionnelles. C'est en effet l'autorité judiciaire qui assure le respect du principe de la liberté individuelle, posé par l'article 10 de la constitution : "nul ne peut être arrêté, détenu et puni que dans les cas et les formes prévus par la loi..."

§ I. La justice ordinaire.

Afin d'assurer l'indépendance de l'autorité judiciaire, les magistrats du siège sont déclarés inamovibles par l'article 85 de la Constitution.

Ces magistrats sont nommés par décret royal, sur proposition du Conseil Supérieur de la magistrature (art. 84)

Le Conseil Supérieur de la Magistrature institué par la constitution marocaine se compose :

- du ministre de la justice ;
- du premier président de la Cour Suprême ;
- du procureur général près la Cour Suprême ;
- du président de la première Chambre de la Cour Suprême.

- de deux représentants élus parmi eux par les magistrats des tribunaux régionaux;
- et de deux représentants élus parmi eux par les magistrats du 1^{er} degré. (216)

Ce conseil est présidé par le Roi et a la mission de veiller à l'application des garanties accordées aux magistrats quant à leur avancement et à leur discipline. (art. 87)

§ II. La justice politique : Haute Cour de justice.

Dans tous les régimes, on trouve un organe spécial chargé de juger les hauts personnages de l'Etat pour crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, la juridiction ordinaire n'étant pas compétente à cet égard.

L'organe de la justice politique, institué par la constitution marocaine, est la Haute Cour de justice. Nous allons étudier sa composition, sa compétence et la procédure suivie devant elle.

I. La composition de la Haute Cour de justice. La Haute Cour de justice est composée de membres élus en leur sein et en nombre égal par les deux chambres du Parlement : chacune des deux chambres élit six juges titulaires de la Haute Cour et trois juges suppléants. Elle comprend ainsi un président, nommé par décret royal, douze juges titulaires et six juges suppléants.

A. Élection des juges de la Haute Cour de justice : Les juges de la Haute Cour sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue des membres composant chaque assemblée.

Après chaque renouvellement de la Chambre des Représentants, celle-ci procède de nouveau à l'élection de ses membres comme juges titulaires et suppléants de la Haute Cour ; la Chambre des Conseillers y procède à chaque renouvellement partiel.

La Haute Cour convoquée par son président, élit elle-même ses deux vice-présidents, à chaque renouvellement de la moitié de ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue des membres la composant.

3. Le statut et la fin des fonctions : Dès leur élection, les juges de la Haute Cour prêtent serment devant la Chambre qui les a élus. Ils jurent de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, de garder le secret des délibérations et des votes et de se conduire en tout comme dignes et loyaux magistrats. (217)

Un membre de la Haute Cour ou de la commission d'instruction (218) peut être récusé pour l'une des Causes suivantes :

- quand il a, ou quand sa femme a, un intérêt personnel au jugement de l'affaire.

- Quand il y a parenté ou alliance entre lui ou sa femme, et l'une des parties, ou l'un des avocats des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

- Quand il y a procès en cours, ou terminé, depuis moins de deux ans, entre l'une des parties et le magistrat, ou sa femme, ou leurs ascendants et descendants.

- Quand le magistrat est créancier ou débiteur d'une des parties.

- Quand il a précédemment donné son avis ou son témoignage dans la procédure, ou en a comu en premier ressort.

(217) L'article 9 du dahir du 9.11.63 portant loi organique relative à la Haute Cour de justice.

(218) On y reviendra plus loin.

- S'il est tuteur, héritier présomptif, employeur ou commensal du prévenu, du civilement responsable ou de la partie civile, ou si l'un d'eux est son héritier présomptif.

- S'il y a inimitié grave et notoire entre lui et le prévenu, le civilement responsable ou la partie civile.

- S'il est l'auteur de la plainte. (219)

La décision sur la récusation est prise par la Haute Cour.

Tout membre de la Haute Cour ou de la commission d'instruction qui sait être récusé pour l'une des causes précitées est tenu de le déclarer à la Haute juridiction ou à la commission ainsi saisie décide s'il doit s'abstenir.

Les fonctions du juge de la Haute Cour prennent fin de quatre manières :

- par la fin des pouvoirs de la Chambre des Représentants ou le renouvellement partiel de la Chambre des Conseillers.

- par le fait que le juge cesse d'appartenir à l'une ou à l'autre des deux chambres qu'il représente.

- par la démission déclarée par la Haute Cour statuant soit d'office soit à la requête du ministère public, en cas d'absence non justifiée par un motif grave : en ce cas la chambre qui a élu ce juge est avisée de la démission et pourvoit au remplacement. (220)

- par la démission volontaire.

(219) Article 275 du dahir formant code de la procédure pénale (10 février 1959)

(220) Dahir du 9.11.63 portant loi organique relative à la Haute Cour de justice.

C. La commission d'instruction et le ministère public : La commission d'instruction de la Haute Cour se compose de dix membres dont quatre sont désignés par décret royal et six élus par la Chambre des Représentants ; c'est-à-dire qu'elle comprend : trois magistrats du siège de la Cour Suprême, désignés par décret royal, quatre membres titulaires élus par la Chambre des Représentants, trois membres suppléants dont un, magistrat du siège de la Cour Suprême, est désigné par le Roi, alors que les deux autres sont élus par la Chambre des Représentants.

Les deux membres titulaires de la commission d'instruction élus par la Chambre des Représentants doivent participer au ministère public près la Haute Cour avec un magistrat du parquet général de la Cour Suprême, nommé par le Roi.

Les membres de la Commission d'instruction et du ministère public ne peuvent être membres de la Haute Cour. Ils sont élus à la majorité absolue des membres de la Chambre des Représentants.

Le président de la Commission d'instruction est nommé par décret royal parmi les trois magistrats du siège de la Cour Suprême, désignés comme membres de la commission.

Les membres de la commission d'instruction et ceux du ministère public prêtent serment comme les juges de la Haute Cour. Les mêmes causes que celles valables à l'égard des juges de la Haute Cour, entraînent la fin de leurs fonctions.

II. La compétence de la Haute Cour. "Les membres du Gouvernement collectivement responsables des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions"(221) Ils peuvent

(221) Article 88 de la constitution.

Être mis en accusation par la Chambre des Représentants et renvoyés devant la Haute Cour de justice. Ainsi la Haute Cour est uniquement compétente à l'égard des crimes et délits commis par les membres du Gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions et non dans leur vie privée. Cela signifie qu'ils peuvent être poursuivis devant les tribunaux ordinaires pour les mêmes faits qui les rendent justiciables de la Haute Cour.

Rappelons que selon l'article 22 de la constitution "le Roi est inviolable et sacré". Il est en même temps, chef de l'Etat et chef religieux. En raison de cette qualité il est inviolable non seulement politiquement, mais aussi pénalement: il ne peut pas être poursuivi pour crime ou délit devant les tribunaux et il ne peut pas être mis en accusation devant la Haute Cour de justice.

Les crimes commis contre la Sûreté de l'Etat ne sont pas déférés en Haute Cour ; la connaissance en appartient aux tribunaux ordinaires.

III. La procédure. Le déroulement d'une action en Haute Cour se fait en trois phases : mise en accusation ; instruction et renvoi devant la Haute Cour ; débats et jugement.

A. La mise en accusation : Les membres du Gouvernement sont mis en accusation par la Chambre des Représentants. Celle-ci statue au scrutin secret et à la majorité des deux tiers des membres la composant, à l'exception de ses membres appelés à participer aux poursuites, à l'instruction et au jugement. La résolution de la Chambre portant mise en accusation devant la Haute Cour contient les noms des accusés, l'énoncé sommaire des faits qui leur sont reprochés et le visa des dispositions législatives pénales en vertu desquelles est exercée la poursuite.

Cette résolution est communiquée par le président de la Chambre des Représentants au ministère public, qui à son tour la notifie au président de la Haute Cour et au président de la commission d'instruction.

II. L'instruction et le renvoi devant la Haute Cour. La commission d'instruction est convoquée sur l'ordre de son président. Jusqu'à la réunion de celle-ci le président peut accomplir tous les actes d'information utiles à la manifestation de la vérité et peut décerner mandat contre le ou les accusés. Dès sa première réunion, la commission confirme, le cas échéant, les mandats décernés par son président.

Elle dispose de tous les pouvoirs dévolus par la loi au juge d'instruction afin de procéder à tous les actes qu'elle juge utiles à la manifestation de la vérité selon le code de la procédure pénale et spécialement selon les règles qui assurent les garanties de la défense. Ses actes ne sont susceptibles d'aucun recours.

Elle statue sur les incidents de procédure et notamment sur les nullités de l'instruction. Toute nullité non invoquée avant la décision est couverte. La décision de la commission est prise à la majorité des voix des membres qui la composent.

La commission est saisie des faits qualifiés crimes et délits visés par les dispositions de la loi pénale énoncés dans la résolution de la Chambre des Représentants. Lorsque l'instruction fait apparaître à la charge de l'accusé des faits ne relevant pas de ces dispositions pénales, la commission ordonne la communication du dossier au ministère public qui saisit le président de la Chambre des Représentants. Si la Chambre n'a pas adopté une motion étendant la mise en accusation, la commission reprend l'information sur les derniers errements de la procédure.

Dans les poursuites contre les membres du Gouvernement, la commission peut de même demander que la Chambre des Représentants mette en accusation les coauteurs ou les complices justiciables de la Haute Cour, que l'instruction fait apparaître. Lorsque la procédure lui paraît complète, la commission ordonne, s'il y a lieu, le renvoi devant la Haute Cour. La décision ne peut faire l'objet d'aucune voie de recours.

C. Les débats et le jugement : A la requête du ministère public, le président de la Haute Cour fixe la date d'ouverture des débats. Les débats de la Haute Cour sont publics. Toutefois elle peut exceptionnellement ordonner le huis clos.

La Cour est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent des lois pénales en vigueur au moment où les faits ont été commis. Dans l'ensemble les règles fixées par le code de procédure pénale pour la tenue des audiences des diverses juridictions, et pour les débats et les jugements en matières délictuelles sont applicables devant la Haute Cour. Toutefois un certain nombre de particularités existent en matière de débats et de jugement.

Tout incident élevé au cours des débats de la Haute Cour peut être joint au fond. Après clôture des débats, la Haute Cour statue sur la culpabilité des accusés. Il est voté séparément pour chaque accusé sur chaque chef d'accusation et sur la question de savoir s'il y a des circonstances atténuantes.

Le vote a lieu par bulletins secrets à la majorité absolue.

Si l'accusé est déclaré coupable, il est voté sans désamputer sur l'application de la peine. Toutefois, après deux votes dans lesquels aucune peine n'aura obtenu la majorité des voix, la peine la plus forte proposée dans ce vote sera écartée pour le vote suivant et ainsi de suite en écartant

chaque fois la peine la plus forte jusqu'à ce qu'une peine soit prononcée par la majorité absolue des votants.

Les arrêts de la Haute Cour ne sont susceptibles ni d'appel, ni de pourvoi en cassation, mais les règles de la contumace sont applicables.

§ III. La justice constitutionnelle.

L'institution chargée de contrôler la constitutionnalité des lois et la régularité des élections parlementaires et des opérations du référendum, est la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême. Son organisation et son fonctionnement sont établis par le décret N° 1.63.137 du 16 mai 1963 portant loi organique relative à la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême.

I. La composition de la Chambre Constitutionnelle.

La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême comprend un président et quatre membres. Le premier président de la Cour Suprême est, de droit, président de cette Chambre. Parmi ses quatre membres ; un magistrat de la Chambre Administrative de la Cour Suprême et un professeur de la faculté de droit sont nommés par décret royal pour une durée de six ans. Les deux autres sont désignés respectivement par le président de la Chambre des Représentants et le président de la Chambre des Conseillers au début de chaque législature ou après chaque renouvellement partiel.

A. Le statut des membres . Avant d'entrer en fonction, le président et les membres de la Chambre Constitutionnelle sont tenus de prêter serment devant le Roi. Ils jurent de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect de la constitution, de garder le secret des délibérations et des votes, de ne prendre aucune position publique et de ne donner aucune consultation sur les

questions relevant de la compétence de la Chambre Constitutionnelle. Ainsi, ils sont astreints à trois ordres de restrictions d'activité, en dehors de l'obligation de bien remplir leurs fonctions et en toute impartialité : 1° garder le secret des délibérations et des votes ; 2° ne prendre aucune position publique ; 3° ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence de la Chambre.

a. Les incompatibilités : Elles sont de deux catégories : les incapacités absolues concernent les fonctions de membre du Parlement, du Gouvernement ou du Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan : le titulaire d'une de ces qualités nommé à la Chambre Constitutionnelle est réputé avoir opté pour ces dernières fonctions s'il n'a exprimé une volonté contraire dans les huit jours suivant la publication de sa nomination. Si un membre de la Chambre Constitutionnelle accepte une de ces fonctions, il est réputé démissionnaire de la Chambre. Les incapacités relatives concernent les emplois publics : pendant la durée de leurs fonctions, les membres de la Chambre Constitutionnelle, désignés par les présidents de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers, ne peuvent être nommés à aucun emploi public.

b. Les indemnités : L'indépendance et l'exercice convenable des fonctions de membre de la Chambre Constitutionnelle sont assurés par le versement d'une indemnité égale à celle des parlementaires. En effet les membres de cette Chambre qui n'ont la qualité **ni** de magistrat, ni de fonctionnaire, perçoivent une indemnité égale à celle qui est attribuée aux membres des assemblées du Parlement ; cette indemnité est réduite de moitié dans le cas où les intéressés continuent d'exercer une activité compatible avec leurs fonctions. Ainsi le président et les membres de cette Chambre qui ont la qualité de magistrat ou de fonctionnaire

perçoivent une indemnité égale à la moitié de celle qui est attribuée aux membres du Parlement.

D. La fin des fonctions : La fin des fonctions de membre de la Chambre Constitutionnelle peut être réalisée par : la démission volontaire, la démission d'office, l'expiration de la durée de son mandat et la mort.

- En ce qui concerne la démission volontaire, tout membre de la Chambre peut démissionner par une lettre adressée au président de ladite Chambre.

- Il existe deux cas de démission d'office : la survenance d'une incompatibilité qui aurait fait obstacle à la nomination et l'état qui entraîne la suppression de la jouissance des droits civils et politiques.

- La fin du mandat de membre de la Chambre est représentée par l'expiration de 6 années pour les membres nommés par le Roi, de quatre années pour le membre désigné par la Chambre des Représentants et de trois ans pour celui désigné par la Chambre des Conseillers. Toutefois les mandats des membres nommés de la Chambre Constitutionnelle sont renouvelables.

- Enfin le décès est évidemment une cause de la fin des fonctions.

II. Les pouvoirs de la Chambre Constitutionnelle. La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême possède deux catégories de pouvoirs : elle contrôle la constitutionnalité des lois, elle juge le contentieux des élections parlementaires et du référendum.

A. Le contrôle de la constitutionnalité. Dans un pays démocratique, le contrôle de la constitutionnalité des lois a pour rôle, d'une part, d'assurer la protection des citoyens contre les abus du législateur afin d'éviter que celui-ci ne porte atteinte aux droits et libertés politiques et sociaux garantis

par la constitution, d'autre part d'empêcher les empiètements respectifs des pouvoirs publics les uns sur les autres et d'assurer le maintien du principe de la séparation des fonctions établi par la constitution.

Le contrôle de la constitutionnalité s'exerce aussi bien sur des textes définitivement élaborés que sur la procédure législative et réglementaire.

a. Le contrôle des textes définitivement élaborés : Il s'exerce sur des textes définitivement élaborés avant leur application. Ainsi les lois organiques, les règlements des assemblées et les modifications à ces règlements sont transmis à la Chambre Constitutionnelle. Celle-ci est saisie soit par le premier ministre en cas de lois organiques, soit par le président de l'une ou l'autre des deux chambres s'il s'agit des règlements parlementaires.

L'examen de cette chambre porte sur l'appréciation de la conformité des lois organiques ou des règlements parlementaires à la constitution. Il est obligatoire : les lois organiques et les règlements des chambres du Parlement ne peuvent être ni appliqués ni promulgués, qu'après avoir été approuvés par la Chambre Constitutionnelle.

L'examen est fait dans le délai d'un mois à compter de la saisine de la Chambre Constitutionnelle ou de huit jours en cas d'urgence sur le rapport d'un membre de la chambre désigné par le président. La décision prise par la Chambre est motivée. Elle est publiée au Bulletin officiel.

La publication d'une décision refusant d'approuver une disposition de loi organique ou de règlement parlementaire comme non conforme à la constitution met obstacle à la promulgation de la loi organique ou à la mise en application de la disposition du règlement par l'assemblée qui l'a votée. Toutefois, lorsque la Chambre Constitutionnelle décide que la

loi organique dont elle est saisie comporte une disposition inconstitutionnelle, mais dissociable de l'ensemble de cette loi, le Roi peut promulguer la loi organique à l'exception de la disposition en cause.

3. Les interventions dans la procédure législative ou réglementaire. Ici la Chambre Constitutionnelle n'examine pas un texte définitif, afin de préciser s'il est conforme ou non à la constitution. Elle intervient en cours d'élaboration, pour autoriser ou interdire la poursuite de celle-ci jusqu'à son achèvement. Cela se produit dans deux hypothèses relatives l'une et l'autre à la délimitation du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire. La première hypothèse concerne les propositions ou les amendements dont le gouvernement estime qu'ils ne sont pas du domaine réservé à la loi par l'article 48 de la constitution. Si de telles propositions ou de tels amendements interviennent au cours de la procédure législative, le gouvernement leur oppose une irrecevabilité à la suite de quoi la discussion de cette proposition ou de cet amendement est immédiatement suspendue avec l'accord de la Chambre intéressée. S'il y a un désaccord, la Chambre ou le Gouvernement saisit la Chambre Constitutionnelle qui statue dans un délai de huit jours en se prononçant par une déclaration motivée qui est immédiatement notifiée au président de l'assemblée intéressée et au premier ministre et publiée au Bulletin officiel.

La seconde hypothèse concerne les textes qui ont été pris en forme législative avant la promulgation de la constitution. Ces textes peuvent être modifiés par décret, et après avis conforme de la Chambre Constitutionnelle, lorsqu'ils sont intervenus dans un domaine dévolu à l'exercice du pouvoir réglementaire. Le Gouvernement est ainsi libre de modifier par décret, les lois existantes. Toutefois il est obligé de prendre l'avis conforme de la Chambre Constitutionnelle et d'agir dans le domaine dévolu à l'exercice du

pouvoir réglementaire.

La saisine de la Chambre Constitutionnelle est faite par le premier ministre ; elle se prononce dans le délai d'un mois sur le rapport d'un de ses membres désigné par son président. Ce délai est réduit à huit jours quand le gouvernement déclare l'urgence.

La Chambre constate par un avis motivé le caractère législatif ou réglementaire des dispositions qui lui ont été soumises.

B. Le jugement du contentieux des élections parlementaires et du référendum. La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême est en effet un tribunal des élections parlementaires et des votes en matière de référendum. Ici la Chambre peut être saisie par les citoyens : il y a donc là, une différence fondamentale avec son rôle du contrôle de la constitutionnalité des lois et des règlements.

a. Le contentieux de l'élection des Représentants et des Conseillers. La démocratie exige que les assemblées parlementaires ou un organe juridictionnel jugent la régularité des élections des membres du Parlement. (222)

Au Maroc, l'élection d'un Représentant ou d'un Conseiller peut être contestée devant la Chambre Constitutionnelle qui représente la juridiction électorale. Ce système peut être justifié théoriquement par l'idée de la séparation des pouvoirs : le contentieux des élections doit être confié à un organe juridictionnel. Par ailleurs quand dans un pays c'est l'assemblée parlementaire qui juge la régularité des élections de ses membres, on fonde théoriquement ce système sur la souveraineté populaire qui serait incarnée par les chambres

(222) Cf Loïc Philip. Le contentieux des élections aux assemblées politiques françaises, Thèse Lyon, 1960 Paris. L.G.D.J. 1961, (Bibliothèque de droit public n°XXXVII)

du Parlement : argument qui ne saurait posséder la même force au Maroc que dans les démocraties occidentales traditionnelles.

L'élection d'un Représentant ou d'un Conseiller peut être contestée pendant un délai de 15 jours suivant la proclamation du résultat du scrutin.

La Chambre Constitutionnelle est saisie par une requête écrite, émanée d'un candidat ou d'un électeur. La requête est adressée au secrétariat de la Chambre intéressée ou au gouverneur de la province ou de la préfecture. Dans ce dernier cas, le gouverneur avise par télégramme le secrétaire de la Chambre Constitutionnelle et assure la transmission de la requête dont il a été saisi. Le secrétariat de la Chambre donne immédiatement avis à l'assemblée intéressée des requêtes dont il a été avisé.

Pour l'examen des contestations portant sur l'élection des Représentants et des Conseillers, la Chambre Constitutionnelle statue sur le rapport d'un de ses membres désigné par son président ou sur le rapport d'un magistrat de la Cour Suprême désigné à cet effet par décision du président.

Le rapporteur désigné donne avis au membre du Parlement dont l'élection est contestée, de la requête déposée et lui impartit un délai pour prendre connaissance de la dite requête et des pièces annexées au secrétariat de la Chambre Constitutionnelle ainsi que pour produire ses observations écrites.

Dès réception de ces observations ou à l'expiration du délai impartit pour les produire, le rapporteur expose l'affaire devant la Chambre Constitutionnelle qui statue par une décision motivée dans un délai de 40 jours à compter de la saisine. Toutefois la dite Chambre peut rejeter, par décision motivée, sans instruction préalable, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs qui manifestement n'ont eu aucune influence sur les résultats de l'élection.

La Chambre peut ordonner une enquête et commettre le rapporteur pour recevoir sous serment les déclarations des témoins. Procès-verbal en est dressé par le rapporteur et communiqué aux intéressés qui ont un délai de 3 jours pour déposer leurs observations écrites.

Si la Chambre constate une irrégularité, elle peut soit annuler l'élection contestée, et invalider l'élection du candidat, soit réformer la proclamation faite par la commission de recensement et proclamer le candidat qui a été régulièrement élu.

b. Le contrôle du référendum : Le contrôle de la régularité des opérations du référendum est confié à cette haute juridiction qu'est la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême. Celle-ci assure la surveillance du recensement général des votes en matière de référendum et en proclame enfin les résultats. "Elle **examine** toutes les réclamations consignées aux procès-verbaux des opérations et statue définitivement" (223) (art. 28 du dahir du 16 mai 1963)

Malgré le silence de cet article sur les auteurs possibles de telles réclamations on peut penser que la nature même du référendum, consultation populaire au suffrage direct, exige que tout électeur puisse saisir la Chambre Constitutionnelle.

Dans le cas où celle-ci constate l'existence d'irrégularités dans le déroulement de ces opérations il lui appartient d'apprécier, si - en égard à la nature et à la gravité de ces irrégularités - il y a lieu, soit de maintenir les

(223) Article 28, alinéa 2, du dahir du 16 mai 1963 portant loi organique relative à la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême.

ditas opérations, soit de prononcer leur annulation totale ou partielle.

Conclusion.

Ainsi les institutions politiques marocaines sont inspirées à la fois par les principes islamiques et les exigences de la vie politique contemporaine. Elles ne rompent pas avec la plupart des principes traditionnels sur lesquels reposait depuis des siècles le régime califal du Maroc. D'ailleurs les notions islamiques de "Calife" (chef temporel et spirituel), de "Shura" (consultation de la communauté ou Parlement), de "Ouma" (peuple), de "Adala" (justice), de Ijtihad" (jurisprudence) ainsi que des principes comme la désignation du calife, la nécessité du moment, de la séparation des fonctions ont sous des formes diverses, joué un rôle réformateur dans la théorie et la pratique du régime marocain.

Actuellement le Maroc dispose d'une constitution qui a habilement adapté ses principes et ses notions traditionnels et islamiques aux exigences modernes. L'article premier de cette constitution définit le Maroc comme "une monarchie constitutionnelle, démocratique et sociale". Mais "là comme ailleurs - a écrit justement M. Jacques Robert il faut s'entendre sur la terminologie" (224).

Cette monarchie constitutionnelle en tant qu'Etat musulman de langue arabe, partie du Grand Maghreb et africain, présente d'ailleurs des caractères spécifiques

(224) J. Robert : "La monarchie marocaine" Paris 1962
page 308.

- nés de sa longue histoire, de ses institutions politiques traditionnelles et des influences qu'il a subies aux cours des siècles - par rapport à ses voisins notamment la Tunisie et l'Algérie. Pour dégager ces spécificités, il convient de faire une comparaison très brève avec les institutions politiques actuelles de ces deux Etats voisins du Maroc.

En étudiant les principes et les institutions établis par les constitutions de ces trois pays, on constate une certaine ressemblance à côté des différences fondamentales qui distinguent le régime marocain des deux autres. En d'autres termes la monarchie constitutionnelle et parlementaire marocaine, la République présidentielle tunisienne et la République révolutionnaire algérienne présentent une certaine analogie dans plusieurs de leurs principes. Les constitutions de ces trois Etats déclarent leur fidélité à l'Islam, leur attachement au grand Maghreb et aux Etats africains.

L'Islam demeure la religion des trois Etats maghrébins dont le chef ne peut appartenir qu'à cette religion. La Tunisie et l'Algérie restent fidèles au monde arabe, le Maroc choisit l'Arabe comme langue officielle.

La souveraineté nationale, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le suffrage universel, l'égalité des citoyens devant les charges et les fonctions publiques sont des principes affirmés par les trois constitutions maghrébines. Les droits individuels, les libertés publiques et leur exercice sont garantis également. Les Marocains, les Tunisiens et les Algériens (des deux sexes) possèdent la liberté de presse, la liberté de réunion, la liberté d'association, le droit syndical. Toutefois les textes du Maroc et de la Tunisie parlent de la liberté de circulation et d'établissement, alors que la constitution algérienne garde le silence à cet

égard. En revanche, l'Algérie comme le Maroc, garantit le droit de grève aux citoyens, alors qu'il n'en est pas question dans la constitution tunisienne.

Au Maroc, comme en Tunisie et en Algérie, le domicile est inviolable, la correspondance est secrète. Le Maroc et la Tunisie reconnaissent le droit de propriété et son exercice dans les limites prévues par la loi. Mais la constitution algérienne ne fait pas allusion à ce droit.

On peut remarquer également certains objectifs plus ou moins analogues formulés dans les constitutions de ces trois pays.

Le préambule de la constitution marocaine, d'ailleurs très bref, précise que le Maroc, Etat musulman, souverain est une partie du Grand Maghreb, Etat africain ; il s'assigne comme l'un de ses objectifs, la réalisation de l'Unité africaine. En tant que membre actif des organismes internationaux, le Maroc réaffirme sa détermination d'œuvrer pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Certains objectifs proclamés par le préambule de la constitution tunisienne sont : la consolidation de l'unité nationale, la fidélité à l'unité du Grand Maghreb, la coopération avec les peuples d'Afrique, l'instauration d'une démocratie basée sur la souveraineté du peuple et la séparation des pouvoirs.

En proclamant également l'appartenance du pays au Maghreb et au monde arabe, la constitution algérienne inscrit parmi les objectifs fondamentaux de la République algérienne " la sauvegarde de l'indépendance nationale, l'intégrité territoriale et l'unité nationale". Cette disposition de la République révolutionnaire algérienne, apparemment analogue aux principes établis par les deux autres constitutions, ne pourra-t-elle pas éventuellement être interprétée en vue de l'incorporation de l'Algérie à une nation maghré-

bine englobant les trois pays d'Afrique du Nord ?

Mais la réalisation de ces objectifs se fait par la création d'institutions différentes qui distinguent essentiellement le régime marocain des deux autres régimes aux plans des principes et des institutions créées par les institutions.

a. La différence dans les principes.

- Le Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique et sociale (art. 1) const.

La Tunisie est une République (art. 1) const.

L'Algérie est une République démocratique et populaire.

Notons à ce propos que la monarchie marocaine est en droit et en fait fondée sur une démocratie islamique, inspirée également par les traditions marocaines surtout sur la notion du Chef de l'Etat.

En fait, les esquisses formulées avant la promulgation de la constitution par le chef de l'Etat tunisien, montrent que le chef du Néo-Destour est favorable à "un régime présidentiel afin d'assurer une stabilité à la tête de l'Etat". (225) Les principes fondamentaux de ce régime sont établis dans la constitution du 1^o juin 1959.

- Le caractère islamique du régime marocain est affirmé par plusieurs articles de la Constitution.

Rappelons à cet égard les articles 6, 7, 19, 23 et 108 de la constitution marocaine qui disposent que l'Islam est la religion du Royaume dont la devise est Dieu, la Patrie, le Roi. Celui-ci porte le titre d' "Amir Al Mouminin" ou "Commandeur des croyants" ; sa personne est inviolable et sacrée.

(225) Dobbasch : "La République tunisienne" Paris 1962
page 52.

Les dispositions relatives à la religion musulmane ne peuvent faire l'objet d'une révision constitutionnelle. Au contraire la constitution tunisienne n'a pas insisté au sujet de l'Islam. Sans doute l'Islam est la religion d'Etat et celle de son chef. Mais - comme l'a très justement dit M. le Prof. Pelloux - le parti du pouvoir "le Néo-Destour, une fois acquise l'indépendance, a pris ses distances à l'égard de la religion musulmane, et la Tunisie apparaît aujourd'hui comme le plus laïque des Etats d'Afrique du Nord".(226)

En Algérie, l'Islam est la religion de l'Etat et du Président de la République. Le parti algérien, Front de Libération Nationale, qui domine la situation actuelle du pays, considère que l'Islam a été une force de résistance contre la tentative de dépersonnalisation des Algériens menée par le régime colonial.

Ainsi aucun de ces deux pays voisins, à la différence du Maroc, ne fait appel à l'Islam pour l'institution des bases du régime.

- La constitution marocaine, à la différence de celles de la Tunisie et de l'Algérie, ne reconnaît pas le caractère arabe à l'Etat marocain. La Tunisie et l'Algérie proclament leur appartenance au monde arabe. Alors que le Maroc a simplement choisi l'arabe comme sa langue officielle.

- Au Maroc le parti unique est interdit. Selon la constitution marocaine, les partis politiques contribuent à l'organisation et à la représentation des citoyens marocains. Au contraire, malgré le silence de la constitution tunisienne à ce sujet, en fait il existe dans ce pays, un seul parti, le Néo-Destour, dont le chef est le président de la

(226) R. Pelloux : compte-rendu du livre de Debbasch : "la République tunisienne" 1962 article paru à la Revue du droit public. 1963.

République tunisienne Habib Bourguiba.

Le dogme d' "Unité Nationale" anène le chef de l'Etat à exiger un pouvoir concentré dans un seul organe. Si "l'on peut dire - précise M. Debbasch dans son livre - que la Tunisie vit sous le régime du parti unique, c'est parce que l'on constate que, dans tous les rouages de la vie nationale, seul le Néo-Destour apparaît ; c'est parce qu'il est seul à grouper les masses. C' est en définitive le seul parti dans lequel on peut s'insérer sans éprouver de complexes de culpabilité, le seul dans lequel on se sente dans la légalité, la légalité du nombre. Le parti est présent dans les activités nationales et dans toutes les épreuves." (227)

En Algérie, à la différence de la Tunisie, l'unicité du parti est nettement prévue dans la constitution : "Le Front de Libération Nationale est le parti unique d'avant-garde en Algérie." Ce parti "reflète les aspirations profondes des masses, il les éduque et les encadre, il les guide pour la réalisation de leurs aspirations". (228)

En Algérie le F.L.N. est la seule et unique force, qui domine tous les pouvoirs de l'Etat. Il définit la politique de la nation, inspire l'action de l'Etat, contrôle l'action de l'Assemblée nationale et du Gouvernement.

b. La différence entre les institutions politiques fondamentales créées par les Constitutions des trois Etats : La constitution marocaine a créé trois institutions essentielles : la Royauté, le Parlement et le Gouvernement.

(227) Debbasch : "La République Tunisienne" Paris 1962
page 25.

(228) Article 25 de la constitution algérienne.

Le fonctionnement du régime tunisien repose sur deux institutions fondamentales créées par la constitution du pays : le président de la République (chef du pouvoir exécutif) et l'Assemblée Nationale.

La constitution algérienne à son tour, prévoit trois institutions fondamentales : le parti F.L.N., l'Assemblée Nationale, le président de la République.

Les pouvoirs de ces institutions diffèrent d'un pays à l'autre.

Au Maroc, le Roi occupe une place prépondérante d'où il domine l'édifice constitutionnel. Il possède de larges pouvoirs à l'égard du gouvernement et du Parlement. D'ailleurs il dispose de pouvoirs exceptionnels en période de crise.

En Tunisie, le président de la République qui est à la fois chef de l'Etat et chef du pouvoir exécutif possède de larges pouvoirs du régime présidentiel (le gouvernement n'étant responsable que devant lui). D'ailleurs en fait il existe un parti unique dirigé par le président de la République et l'Assemblée Nationale n'est qu'une émanation de ce parti. Néanmoins, la technique parlementaire est utilisée pour renforcer les pouvoirs du chef de l'Etat.

En Algérie, c'est le parti F.L.N. qui domine les institutions créées par la constitution, d'autant plus qu'il contrôle l'action de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement et désigne le président de la République avant que celui-ci soit élu par le peuple. En effet, comme l'a justement remarqué M. Fougère, "la constitution algérienne doit être d'abord le cadre et l'un des instruments d'une Révolution, dont la conquête de l'indépendance n'a été que la première étape." (229)

(229) L. Fougère : "La constitution algérienne" article paru dans l'Annuaire d'Afrique du Nord, 1963, page 13.

C'est le F.L.N. qui réalise les objectifs de cette révolution démocratique et populaire et édifie le socialisme en Algérie. La devise de cette République est : "Révolution par le peuple et pour le peuple".

Selon le préambule de la constitution, le F.L.N. "qui tire sa force du peuple, peut parvenir à briser les structures économiques du passé et y substituer un pouvoir économique exercé démocratiquement par les fellahs et les masses laborieuses. Il appartient au peuple de veiller à la stabilité des institutions politiques du pays, qui constitue une nécessité vitale pour les tâches d'édification, socialiste auxquelles se trouve confrontée la République". Or, d'après la constitution algérienne, les régimes présidentiel et parlementaire classique ne peuvent garantir cette stabilité, alors qu'un régime basé sur la prééminence du peuple souverain et du parti unique, peut l'assurer efficacement. En Algérie, c'est le F.L.N. qui est la force révolutionnaire de la nation; il veille à cette stabilité et il est le meilleur garant de la conformité de la politique du pays avec les aspirations du peuple.

Ainsi, en Tunisie et en Algérie ce sont les partis nationaux qui, après avoir atteint l'objectif de l'indépendance, prirent le pouvoir, alors qu'au Maroc c'est le Roi qui, grâce à sa participation à la lutte pour l'indépendance a pu garder sa situation prestigieuse d'avant-garde et se maintenir toujours au pouvoir.

Une comparaison brève concernant la désignation et les pouvoirs du chef de l'Etat, ainsi que l'institution du Parlement dans les trois Etats maghrébins, nous permettra de caractériser les autres particularités du régime marocain.

1. Le Chef de l'Etat.

- La désignation : - La Couronne du Maroc et ses droits constitutionnels sont héréditaires et se transmettent aux descendants mâles en ligne directe et par ordre de primogéniture.

En Tunisie, le président de la République est élu au suffrage universel, il détient le pouvoir pour 5 ans et il est rééligible trois fois. Tout Tunisien dont le père et le grand-père sont demeurés Tunisiens sans discontinuité, âgé de 40 ans au moins et jouissant de tous ses droits civiques, peut devenir candidat à la Présidence de la République. La déclaration de candidature est enregistrée par une commission qui statue sur la régularité de la candidature et proclame le résultat du scrutin. Cette Commission est composée du président de l'Assemblée Nationale, Président et de quatre membres : le Mufti de Tunisie, le Premier Président de la Cour d'Appel de Tunis et le Procureur Général de la République.

En Algérie, le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct et secret. Avant l'élection du Président algérien, la désignation est faite par le Parti F.L.N. Tout musulman, Algérien d'origine, âgé de 35 ans au moins et jouissant de ses droits civils et politiques peut être élu Président de la République.

Encore, faut-il ajouter qu'en Tunisie, en Algérie, avant son entrée en fonctions le Président de la République prête serment devant l'Assemblée Nationale, de respecter la constitution, de veiller à l'indépendance nationale et à l'intégrité du territoire et d'observer les intérêts de la Nation.

Au contraire, au Maroc la question de prestation de serment ne se pose pas pour le Roi qui est lié à son titre prestigieux d' "Amir al Mouminin". Aux termes de la constitu-

tion marocaine le Roi est le symbole de l'unité de la nation, le garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat ; il veille au respect de l'Islam et de la constitution et il protège les droits et libertés des citoyens, des groupes sociaux et des collectivités.

- Les pouvoirs normaux : - Le Roi du Maroc possède des pouvoirs importants à l'égard du Gouvernement et du Parlement. Il dispose du pouvoir de présider le conseil des ministres, de nommer le premier ministre et les ministres et de mettre fin à leurs fonctions. Le Gouvernement est responsable devant lui et le parlement ce qui est caractéristique d'un régime parlementaire dualiste.

D'ailleurs le Roi préside le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan, le Conseil Supérieur de la Magistrature et il est le chef suprême des Forces Armées. Il nomme aux emplois civils et militaires, il dispose des pouvoirs diplomatiques : il accrédite les représentants diplomatiques auprès des Etats étrangers, les représentants diplomatiques étant accrédités auprès de lui ; il signe et ratifie les traités, sauf les traités engageant les finances de l'Etat qui sont soumis à l'approbation préalable du parlement avant d'être ratifiés par le Roi. Enfin il exerce le pouvoir réglementaire dans les domaines qui lui sont réservés par la constitution et le droit de grâce.

En Tunisie, le Président de la République dispose des pouvoirs suivants vis-à-vis de son gouvernement : il exerce le pouvoir exécutif, il arrête la politique générale du Gouvernement (au Maroc, c'est le premier ministre qui arrête la politique générale) il veille à sa application et il choisit les membres de son gouvernement qui ne sont pas responsables que devant lui, ce qui représente un des traits caractéristiques du régime présidentiel.

D'ailleurs, il nomme aux emplois civils et militaires, il dispose des pouvoirs diplomatiques : il accrédite les envoyés diplomatiques auprès des puissances étrangères et les envoyés diplomatiques sont accrédités auprès de lui, il ratifie les traités qui, après avoir été approuvés par l'Assemblée Nationale, ont force de loi et une autorité supérieure à celle-ci même s'ils lui sont contraires. Il exerce le pouvoir réglementaire et le droit de grâce. Il est le commandant suprême des Forces armées.

En Algérie, le Président de la République dispose comme les deux autres, de pouvoirs importants vis-à-vis du gouvernement : il est également chef du pouvoir exécutif ; il nomme les ministres dont les 2/3 au moins doivent être choisis parmi les députés, et les présente à l'Assemblée. Il préside le conseil supérieur de la défense et le conseil supérieur de la magistrature, il est le chef suprême des forces armées, il nomme à tous les emplois civils et militaires, il possède le pouvoir réglementaire et le droit de grâce.

Enfin le Président algérien dispose des pouvoirs diplomatiques : il nomme les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires et ceux-ci sont accrédités auprès de lui, il signe et ratifie et fait exécuter les traités internationaux. Toutefois la signature et la ratification de ceux-ci doivent être soumises à la consultation préalable de l'Assemblée Nationale.

Le Président de la République algérienne est seul responsable devant l'Assemblée Nationale. Il "définit la politique du Gouvernement et la dirige, conduit et coordonne la politique intérieure et extérieure du pays conformément à la volonté du peuple concrétisée par le parti et exprimée par l'Assemblée Nationale". (art. 48 const.)

Ainsi, le parti domine tout ; le président de la République et les membres du Parlement sont désignés par lui avant d'être élus par le peuple. En effet, en Algérie c'est

le parti qui définit la politique de la nation et qui inspire l'action de l'Etat (bien que - nous l'avons vu - son rôle ne se limite pas à ces attributions).

- En ce qui concerne les pouvoirs du Roi du Maroc vis-à-vis du Parlement, ils sont de quatre sortes : la promulgation des lois, la soumission des lois à une nouvelle lecture, la soumission des projets de lois au référendum et enfin la dissolution de la Chambre des Représentants.

En Tunisie, le Président de la République dispose à l'égard de l'Assemblée Nationale, des pouvoirs de promulgation de la loi et de la soumission de celle-ci à une deuxième lecture. Mais la question du référendum et celle de la dissolution de l'Assemblée Nationale ne se posent pas pour le chef tunisien grâce à l'existence de son parti, le Néo-Destour qui en fait bénéficie d'une représentation totale de la vie nationale, et grâce à une assemblée dont les membres sont désignés par le parti avant d'être élus par le peuple. En Algérie, le Président de la République dispose également des pouvoirs de promulgation de la loi et de la demande d'une seconde délibération. Ici, comme en Tunisie le référendum n'existe pas. Le parti Unique d'Avant-garde, selon les termes de la constitution, "reflète les aspirations profondes des masses" (art. 25). C'est le parti F.L.N. qui propose les candidats à la Présidence de la République et à l'Assemblée Nationale avant qu'ils ne soient élus par le peuple.

Le Président de la République algérienne ne peut pas dissoudre l'Assemblée. C'est le parti qui contrôle l'action de celle-ci et du Gouvernement. A la différence de la Tunisie, l'Assemblée Nationale peut mettre en cause la responsabilité du Président de la République par le dépôt d'une motion de censure dont le vote à la majorité absolue des membres de

l'Assemblée, entraîne la démission du Président et la dissolution automatique de l'Assemblée.

- Les pouvoirs exceptionnels : - Au Maroc le Roi dispose des pouvoirs exceptionnels au moment de la crise : "lorsque l'intégrité du territoire national est menacée, ou que se produisent des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles, il peut, après avoir consulté les présidents des deux chambres et adressé un message à la nation, proclamer par décret royal, l'état d'exception. De ce fait, il est habilité, nonobstant toutes les dispositions contraires, à prendre les mesures qu'imposent la défense de l'intégrité territoriale et le retour au fonctionnement normal des institutions constitutionnelles. Il est mis fin à l'état d'exception dans les mêmes formes que sa proclamation."

Le président de la République tunisienne peut aussi prendre "les mesures exceptionnelles en cas de péril imminent menaçant les institutions de la République, la sécurité ou l'indépendance du pays et entravant le fonctionnement normal des pouvoirs publics. Ces mesures cessent d'avoir effet dès qu'auront pris fin les circonstances qui les ont engendrées. Le Président de la République adresse un message concernant ces mesures à l'Assemblée Nationale" (art. 32 const.)

Au Maroc, ainsi qu'en Tunisie le chef de l'Etat est le seul juge des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles. Il peut prendre toutes les mesures qu'il estime nécessaires afin de restaurer le fonctionnement normal de celles-ci. Il met fin à l'état d'exception quand il le juge opportun.

En Algérie le Président de la République peut aussi prendre les mesures exceptionnelles en cas de péril imminent afin de sauvegarder l'indépendance de la nation et les institutions de la République. Toutefois le Parlement se réunit de plein droit.

- Autres pouvoirs de l'exécutif : . Certaines catégories de fonctions attribuées au Maroc au gouvernement, sont accordées au Président de la République en Tunisie et en Algérie. Ainsi le gouvernement marocain, composé de premier ministre et des ministres, veille à l'exécution des lois, dispose de l'administration, a l'initiative des lois concurremment avec les membres du parlement, exerce le pouvoir réglementaire (sauf dans les matières expressément dévolues par la constitution au pouvoir réglementaire du Roi).

Le Gouvernement dispose en outre des pouvoirs de déclara-
tion de l'état de siège, de légiférer par décret, d'arrêter la politique générale. Alors qu'en Tunisie, c'est le Président de la République qui a l'initiative des lois concurremment avec les membres de l'Assemblée, il veille à l'exécution de celles-ci et il arrête la politique générale du gouvernement.

En Algérie le président de la République assure l'exécution des lois, il dispose du pouvoir réglementaire et il définit la politique générale du gouvernement.

La déclaration de guerre qui, au Maroc fait l'objet d'une autorisation du Parlement, constitue en Tunisie ainsi qu'en Algérie un pouvoir du Président de la République ; toutefois cette déclaration doit être approuvée par l'Assemblée nationale.

2. - Le Parlement. -

- Organisation : Le Parlement marocain se compose de deux chambres : la chambre des Représentants et la Chambre des Conseillers.

La première est élue au scrutin uninominal à la majorité relative à un tour au suffrage universel direct pour une durée de 4 ans.

La deuxième élue au suffrage indirect, comprend, pour deux tiers des membres élus dans chaque collectivité locale et pour un tiers des membres élus par les chambres professionnelles et des organisations syndicales.

Ainsi la constitution marocaine a établi un Bicanéralisme qui peut éviter l'hégémonie parlementaire et favoriser la représentativité des éléments permanents de la nation par la mise au scrutin de la seconde chambre qui est une institution de la vie locale et professionnelle.

Au contraire en Tunisie il n'existe qu'une seule Chambre : l'Assemblée Nationale qui est élue au suffrage universel, direct et secret par le scrutin de liste majoritaire à un tour ; ce qui permet d'éliminer les partis minoritaires.

Il faut noter également que l'Assemblée Nationale et le Président de la République sont élus simultanément pour cinq ans ; "ce qui peut permettre d'éviter toute opposition de tendances comme elle se produit entre président des Etats-Unis et congrès". (230)

La Constitution tunisienne établit donc un monocanéralisme.

En Algérie, l'Assemblée nationale est une seule chambre qui est proposée par le Front de Libération Nationale et élue pour cinq ans au suffrage universel direct et secret. L'action de cette assemblée est contrôlée par le P.F.L. "qui reflète les aspirations profondes des masses" (art. 25). Le monocanéralisme est également établi par la constitution algérienne.

- Certains pouvoirs du Parlement. - Au Maroc, le Parlement (les deux chambres) vote la loi. L'initiative législative appartient concurremment au premier ministre et aux membres du Parlement y compris l'initiative en matière de révision constitutionnelle.

(230) M. Pelloux : "République tunisienne" compte rendu livre de Debbasch, art. cit. Revue de droit public N°5, 1963

tutionnelle).

Les parlementaires tiennent leur mandat de la nation. Le Parlement contrôle l'action du gouvernement. Celui-ci est responsable devant lui et le Peuple.

La Chambre des Représentants peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure, prise à la majorité absolue des membres qui composent l'Assemblée. Le vote de la censure entraîne la démission collective du Gouvernement. Le premier ministre peut aussi engager la responsabilité du Gouvernement devant la Chambre des Représentants, en lui posant la question de confiance. Le refus de celle-ci entraîne le renversement du Gouvernement.

En Tunisie l'Assemblée Nationale (chambre unique) exerce le pouvoir législatif. L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et aux membres de l'Assemblée. Toutefois les projets présentés par le Président de la République ont la priorité (Rappelons que l'initiative de la révision constitutionnelle appartient au Président de la République et au tiers au moins des membres de l'Assemblée Nationale).

Chaque député est le représentant de la nation tout entière (art. 25 const.)

L'Assemblée nationale tunisienne ne peut pas mettre en jeu la responsabilité du gouvernement. Celui-ci n'est responsable que devant le Président de la République (comme dans le régime présidentiel classique, aucune mise en jeu de la responsabilité ministérielle ne paraît donc possible) En fait, celui-ci se présente fréquemment devant l'Assemblée Nationale sans toutefois avoir besoin de la confiance de celle-ci pour se maintenir au Pouvoir.

En Algérie, l'Assemblée Nationale exprime la volonté populaire ; elle vote la loi et contrôle l'action gouvernementale. Le président de l'Assemblée Nationale est le second personnage de l'Etat.

L'initiative législative appartient concurremment au Président de la République et aux députés.

L'Assemblée Nationale exerce son contrôle sur l'action gouvernementale par : l'audition des ministres en commission ; la question écrite ; la question orale avec ou sans débat. L'initiative de la révision constitutionnelle appartient conjointement au Président de la République et à la majorité absolue des membres de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée Nationale peut mettre en cause la responsabilité du Président de la République par le dépôt d'une motion de censure qui doit être signé par le 1/3 des députés composant l'Assemblée. Le vote de cette motion à la majorité absolue des députés de l'Assemblée Nationale entraîne la démission du Président de la République et la dissolution automatique de l'Assemblée.

Tels sont les traits essentiels marquant la spécificité du régime marocain qui s'attache à l'Islam, à ses traditions, et qui s'efforce de se moderniser tout en gardant certains principes de son passé qui lui sont chers. S.M. le Roi l'avait bien précisé : "... Je tiens à maintenir le Maroc dans son cadre musulman, celui de son glorieux passé, qui n'a jamais démerité..." (231)

(231) Luc Muracciole : "La constitution marocaine" Revue juridique et politique d'Outre-Mer 1963, page 316.

Le juriste et l'observateur politique suivront avec un égal intérêt l'avenir du régime marocain, qui les éclairera sur les rapports que peuvent entretenir dans une Afrique en transformation rapide une monarchie constitutionnelle qui continue de se réclamer des principes et des valeurs traditionnels et deux Républiques novatrices, l'une présidentielle de tendance laïque, l'autre d'inspiration populaire et socialiste, mais toutes trois d'accord toutefois sur le principe de la construction en commun d'un Grand Maghreb Arabe.

=====

TABIE DES MATIERES.

LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU MAROC
DEPUIS L'INDEPENDANCE.

INTRODUCTION.

- I. Historique.
- II. Les sources du droit et l'institution califiale.

CHAPITRE I. L'évolution de la vie politique de 1956 à 1963.

Section I. - Les objectifs et les institutions politiques envisagés par Mohammed V.

§ I. - Les objectifs constitutionnels.

I. La consultation de la communauté en Islam.

II. Les positions des partis.

§ II. - Les objectifs réalisés entre 1956 et 1960.

I. La création d'un Conseil National Consultatif.

II. Les élections communales.

A. Une confrontation des tendances politiques.

B. Le cadre tribal est brisé par les élections communales.

C. Les libertés publiques et syndicales.

III. L'élaboration d'une Constitution.

Section II. - L'évolution de la vie politique
sous le règne d'Hassan II.

§ I. - La loi fondamentale du 2 juin 1961

I. Les caractères essentiels de cette
loi.

A. Le Maroc, pays musulman

B. Le Maroc, pays arabe.

C. L'institution d'une monarchie cons-
titutionnelle.

II. Les principes démocratiques de la loi
fondamentale.

§ II. - La Constitution du 7 décembre 1962.

I. La soumission du projet de la consti-
tution au peuple.

II. Les principes et les institutions éta-
blis par la constitution.

III. Après la publication du texte consti-
tutionnel.

A. La situation des deux grands par-
tis.

B. La création du F.N.I. par le
Gouvernement.

C. Le rattachement parlementaire du parti
gouvernemental.

CHAPITRE II. Le Roi et son Gouvernement.

Section I. - Le Roi.

§ I. - Le Roi, chef religieux.

- les fonctions califales.

- les fonctions spirituelles du calife.

§ II. - La désignation et le problème posé par la minorité royale (conseil de régence)

- I. La désignation.
- II. Le problème posé par la minorité royale (conseil de Régence).

§ III. - Les pouvoirs du Roi.

- I. Les pouvoirs du Roi en période normale.
 - A. Les pouvoirs du Roi vis-à-vis du Gouvernement.
 - B. Les pouvoirs du Roi à l'égard du Parlement.
- II. Les pouvoirs du Roi en période exceptionnelle.
 - A. La "loi de nécessité" en Irlande.
 - B. L'usage de l'article 35 de la Constitution.
- III. Les pouvoirs royaux soumis ou non à l'obligation du contreseing.
 - A. Les pouvoirs soumis à l'obligation du contreseing.
 - B. Les pouvoirs dispensés du contreseing.

Section II. - Le Gouvernement.

§ I. - L'organisation du Gouvernement.

- I. Composition du Gouvernement.
- II. Nomination des membres du Gouvernement.
- III. Révocation des membres du Gouvernement.

§ II. - Les pouvoirs du Gouvernement.

I. Les pouvoirs collectifs du Gouvernement.

A. Les pouvoirs ordinaires du Gouvernement.

B. Les pouvoirs exceptionnels du Gouvernement.

II. Les pouvoirs propres du premier ministre.

CHAPITRE III. Le peuple, les libertés publiques et les forces politiques.

Section I. - Le peuple.

§ I. - La notion du peuple en Islam.

§ II. - La place du peuple dans le régime marocain.

I. L'organisation du suffrage.

A. Les conditions de jouissance du droit de vote.

B. Les conditions d'exercice du droit de vote.

II. Les débats sur le mode de scrutin et sa mise en oeuvre dans les premières élections communales.

A. Le mode de scrutin

B. La mise en oeuvre du mode de scrutin.

Section II. - Le principe de la souveraineté dans la constitution marocaine.

§ I. - La souveraineté de la Nation.

§ II. - Le problème de la souveraineté en Islam.

Section III. - Les libertés publiques et les forces politiques.

§ I. - Les libertés publiques.

- I. La liberté syndicale.
- II. La liberté d'association.
- III. La liberté de réunion.
- IV. La liberté de la presse.

§ II. - Les forces politiques.

- I. Les partis politiques.
 - A. Parti d'Istiqlal
 - B. Parti Démocratique de l'Indépendance.
 - C. Le Parti Communiste.
 - D. Le Mouvement Populaire.
 - E. L'Union Nationale des Forces Populaires.
 - F. Front de Défense des Institutions Constitutionnelles.
 - G. Parti Socialiste Démocrate.
- II. Les centrales syndicales.
 - A. L'Union Marocaine du Travail.
 - B. L'Union Générale des travailleurs marocains.

CHAPITRE IV. Le parlement, ses rapports avec le Roi et le Gouvernement.

Section I. - Le Parlement.

§ I. - La notion de législatif et le principe de consultation en Islam.

- I. La notion de législatif.
- II. Le principe de la consultation.
- III. Le contrôle de la communauté sur les actes du calife.

§ II. - L'organisation du Parlement.

I. L'élection du Parlement.

- A. L'électorat pour la chambre des représentants.
 - a. la qualité d'électeur.
 - b. L'inscription sur la liste électorale.
 - c. L'exercice du droit de vote.
- B. Le régime électoral de la chambre des représentants.
- C. Les élections à la chambre des conseillers.
 - a. Le collège électoral
 - b. L'élection des conseillers.
- D. Les premières élections parlementaires du 17 mai 1963.
 - a. Le déroulement de l'élection.
 - 1/ Le choix du mode de scrutin.
 - 2/ La position respective des partis politiques.
 - b. Les résultats des élections.

II. La structure du Parlement.

- A. La situation personnelle des parlementaires.
 - a. Les inéligibilités.
 - 1/ Les conditions générales d'éligibilité.
 - 2/ Les cas particuliers d'inéligibilité.
 - b. Les incompatibilités.
 - 1/ Incompatibilité avec l'appartenance à un autre organisme constitutionnel.

- 2/ Incompatibilité avec les fonctions publiques.
 - 3/ Incompatibilités avec les professions privées.
 - c. Les immunités parlementaires.
 - 1/ L'irresponsabilité
 - 2/ L'inviclabilité.
 - B. La structure interne des chambres
 - a. Le bureau.
 - b. Le règlement.
 - c. L'ordre du jour.
 - d. Les commissions.
 - C. Les réunions des chambres.
 - a. Les sessions.
 - 1/ Les sessions ordinaires.
 - 2/ Les sessions extraordinaires.
 - b. Les séances.
- § III. - Les pouvoirs du Parlement.
- I. Le pouvoir législatif.
 - A. Le domaine de la loi.
 - B. L'élaboration de la loi.
 - a. L'initiative législative
 - b. La participation des deux chambres à l'élaboration de la loi.
 - c. Le déroulement du débat législatif.
 - d. Certains cas spéciaux de législation.
 - II. Le pouvoir financier.
 - III. Le pouvoir en matière de révision constitutionnelle.

A. L'initiative de la réunion constitutionnelle.

B. Le vote de la révision constitutionnelle.

IV. Les autres chefs de pouvoirs du Parlement.

A. Les pouvoirs dans le domaine juridictionnel.

B. Les pouvoirs dans le domaine diplomatique.

a. L'autorisation de la déclaration de guerre.

b. Le pouvoir d'approuver les traités.

C. Le pouvoir dans le domaine gouvernemental.

Section II. - Les rapports du Parlement avec le Roi et le Gouvernement.

§ I. - Les rapports entre le Roi et le Parlement.

I. La promulgation.

II. La demande d'une nouvelle lecture.

III. Le référendum.

IV. La dissolution.

§ II. - Les rapports entre le Parlement et le Gouvernement.

I. La mise en jeu de la responsabilité politique du gouvernement devant le Parlement.

A. La notion de censure.

B. La question de confiance.

II. La première notion de censure déposée par le parti d'opposition.

CHAPITRE V. La Justice.

Section I. - L'autorité judiciaire en Islam.

§ I. - La fermeture de la voie d'Ijtihad.

§ II. - La nécessité d'une réforme.

Section II. - Le pouvoir judiciaire institué par la constitution.

§ I. - La justice ordinaire.

§ II. - La justice politique : Haute Cour de Justice.

I. La composition de la Haute Cour de Justice.

A. L'élection des juges de la Haute Cour.

B. Le statut et la fin des fonctions.

C. La commission d'instruction et le ministère public.

II. La compétence de la Haute Cour.

III. La procédure.

A. La mise en accusation.

B. L'instruction et le renvoi devant la Haute Cour.

C. Les débats et le jugement.

§ III. - La Justice Constitutionnelle.

I. La composition de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême.

A. Le statut des membres.

a. Les incompatibilités.

b. Les indemnités.

B. La fin des fonctions.

II. Les pouvoirs de la Chambre Constitutionnelle.

A. Le contrôle de la constitutionnalité.

a. Le contrôle des textes définitivement élaborés.

b. Les interventions dans la procédure législative ou réglementaire.

B. Le jugement du contentieux des élections parlementaires et du référendum.

a. Le contentieux de l'élection des parlementaires.

b. Le contrôle du référendum.

CONCLUSION.

BIBLIOGRAPHIE.

A. Ouvrages :

- Anawati (G.C.) et Louis Gardet - "Mystique musulmane. Aspects et tendances, expériences et techniques." (Etudes musulmanes) Paris, J. Vrin 1961.
- Anawati et Gardet (Louis) - "Introduction à la théologie musulmane". Préface de Louis Massignon - Paris J. Vrin 1948.
- Aynche (Albert) - "Le Maroc. Bilan d'une colonisation" Préface de J. Presch. Paris, Editions sociales 1956 coll. (La culture et les hommes).
- Benjean (Jacques) - "L'Unité de l'empire chérifien" Préface de Louis Fougère. Paris, Librairie Générale de droit et de jurisprudence 1955 (Institut des Hautes Etudes Marocaines. Collection des Centres d'Etudes Juridiques tome XLIV).
- Brenard (Frédéric) Préface de André de Lombardère "L'organisation régionale du Maroc, administration régionale 1912-1948" Paris, Libr. Générale de droit et de jurisprudence 1949. (Institut des Hautes Etudes Marocaines) Collection des Centres d'Etudes Juridiques.
- Brenard (Frédéric) "Les droits publics et politiques des Français au Maroc". Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence 1950 (Institut des Hautes Etudes Marocaines).
- Broome (Edward G.) "The persian Revolution of 1905-1909" Cambridge University Press 1910.
- Coille (Jacques) "Les accords internationaux du Sultan Sidi Mohammed Ben Abdallah (1757-1730) Rabat, Librairie Générale de droit et de Jurisprudence 1960.

II.

(Faculté de Droit du Maroc, collection d'Etudes Juridiques, politiques et économiques) Série de langue française.

- Cambon (Henri) "Histoire du Maroc" préface de M. le général Teygand. Paris, Hachette 1952 (L'histoire racontée à tous)
- Castries (Comte Henry de) "Une description du Maroc sous le règne de Moulay Ahmed El-Mansour, 1956, d'après un manuscrit portugais de la Bibliothèque Nationale : (copia do emperio e reinos dos Xarifes) texte portugais et traduction française - Paris, E. Leroux 1909.
- Clémentier (Jean) Maroc (L'Union Française) 2^e édition Paris Berger-Levrault, 1954
- Coran (Edition de Savary) 1960
- Day (Georges) "Les affaires de la Tunisie et du Maroc devant les Nations Unies" préface de M. Charles Rousseau.. Paris A. Pedone 1953.
- Debbasch (Charles) "La République tunisienne) Paris 1962 Librairie générale de droit et de jurisprudence (collection: Comment ils sont gouvernés)
- Decroix (Paul) "De l'application des lois nationales au Maroc" préface de Jacques Maury, Paris 1955 Librairie Générale de droit et de jurisprudence (Institut des Hautes Etudes marocaines).
- Drague (Georges) "Esquisse d'histoire religieuse du Maroc: Confréries et Zaouias" Paris, Peyronnet et Co 1951 (cahiers de l'Afrique et l'Asie)

III.

- Durand (Emmanuel) "Traité de droit public marocain" préface de Henri Terrasse Paris 1955 (Librairie Générale de droit et de jurisprudence) Institut des Hautes Etudes Marocaines. Collection des centres d'études juridiques.
- Fasi (Mohammad El.) "Biographie de Moulay Ismaël, suivie d'une lettre de Sidi Mohammed El Fasi adressée à son roi. Lettres inédites de Moulay Ismaël, étude, textes et photocopies des lettres ; aperçu bibliographique sur la vie et le règne de Moulay Ismaël (établi avec le concours de la Bibliothèque générale de Rabat) - Rabat, Edit. technique Nord-Africaines 1962.
- Gardet (Louis) "La cité musulmane. Vie sociale et politique" Paris 1954 Librairie philosophique J. Vrin (l'Etude musulmane)
- Guiho (Pierre) "La nationalité marocaine" collection de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de l'Université de Rabat. Edition "La Porte" Rabat Librairie des Médicis. Paris 1961.
- Hivernaud (A.) L'organisation administrative et politique du Maroc, compléments aux programmes d'instruction civique des cours complémentaires et des classes de 6°, 5°, 4° et 3° des lycées et collèges.
Edition revue et corrigée (Paris - Editions A. Moynier 1954)
- Husson (Philippe) "La question des frontières terrestres du Maroc" (thèse- Droit Aix 1959)
- Janon (René) Sultan, Glaoui and Co "Une enquête sur le drame marocain de 1953" Alger Dominique 1953.

- Lacouture (J. et S.) "Le Maroc à l'épreuve" Paris, éditions du Seuil 1958 (coll. Esprit Frontière ouverte)
- Lahbadi (Mohamed) "La délégation vizirienne dans le droit public marocain" (Le gouvernement marocain à l'aube du XX^e siècle) - Rabat impr. de l'Agdal 1957 (thèse - Droit Paris 1955)
- Larmons (H.S.J.) "L'Islam, Croyances et institutions" Beyrouth, impr. Catholique 1926.
- Miège (Jean-Louis) - Le Maroc. Paris P.U. F. 1950 collection Que sais-je ?
- Miège (Jean-Louis) - Le Maroc et l'Europe 1830-1894. Paris, Presses universitaires de France 1961 (thèse - lettres - Paris 1959 ,
- Mollard (Pierre-José) Le régime juridique de la presse au Maroc" coll. de la fac. des sc. juridiques (Ed. La porte, Rabat) Libr. de Médicis Paris 1963.
- Montagne (Robert) "Naissance du prolétariat marocain" dirigée et rédigée par Montagne Enquête collective exécutée de 1948 à 1950. Paris, Peyronnet (cahiers d'Afrique et d'Asie).
- Monteil (Vincent) "Le monde musulman" Paris, Horizons de France 1963.
- Monteil (Vincent) "Maroc" Paris. Editions du Seuil 1962.
- Nations-Unies "Rapport du Conseil de Sécurité à l'Assemblée Générale pour la période du 16 juillet 1953 au 15 juillet 1954" New-York, Assemblée Générale 1954. (Assemblée Générale. Documents officiels 9^e session).

- El Amri-Yazdi (Razou) "Théorie doctrinales et organisation politique et administrative du Khalifat" (thèse - dactyl. Paris 1963)
- Plantey (Alain) "La réforme de la justice marocaine. La justice nakhzen et la justice berbère" Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence. 1951.
- Rozette (Robert) "Les partis politiques marocains" préface de Maurice Duverger. Paris, A. Colin 1955.
- Robert (Jacques) "La monarchie marocaine" Paris 1962. Librairie générale de droit et de jurisprudence (collection : Comment ils sont gouvernés)
- Rodriguez Aguilera (Casarico) "Manuel de droit marocain (Zone espagnole) traduit par Immarigeon. Avant-propos de M. Paul Decroun. Paris. Librairie générale de droit et de jurisprudence 1954.
- Rondot (Pierre) "L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui" Paris 1958. Edition de l'Orante.
- Rondot (Pierre) "les forces religieuses et la vie politique de l'Islam" Paris 1959
- Smith (Wilfred Cantwell) "L'Islam dans le monde moderne" préface et traduction de A. Guinbrotière. Paris Payot 1962.
- Tokali (Towfik) "La constitution marocaine du 7 décembre 1962 et le droit public musulman" thèse (dactyl.) Toulouse 1963.
- Tiano (André) "La politique économique et financière du Maroc indépendant" Paris Presses Universitaires de France 1963 (études "tiers monde" problèmes des pays sous-développés)

- Lecaillon (Roger) "L'Islam contemporain" Paris 1950
(Les éditions internationales)
 - Valentini (André) : "Le référendum marocain du 7 décembre 1962" mémoire présenté pour le diplôme d'études supérieures de science politique. Paris 1964.
 - Zikria (Naz Ahmed) "Les principes de l'Islam et la démocratie" préface de Louis Massignon. Paris (nouvelles éditions latines 1965)
4. Articles parus dans encyclopédies, les Annuaires et les revues.
- Anonyme : "L'affaire des Bhaï" Revue "Confluent" décembre 1963 n° 36.
 - Anonyme : "L'affaire en complet" Revue "Confluent" décembre 1963 n° 36.
 - Chambergeat (Paul) : "Les élections communales marocaines" Revue de science politique n° 1 - 1961.
 - Chambergeat (Paul) : "Le référendum constitutionnel du 7 décembre 1962 au Maroc" Annuaire d'Afrique du Nord 1962.
 - Lbrard (Pierre) : "L'Assemblée nationale consultative marocaine" Annuaire de l'Afrique du Nord 1962.
 - Flory (Maurice) : "Consultation et représentation dans le Maghreb indépendant" Annuaire de l'Afrique du Nord 1962.
 - Augère (Louis) : "La constitution marocaine du 7 décembre 1962" Annuaire de l'Afrique du Nord 1962.

VII.

- Fougère (Louis) "La constitution algérienne" Annuaire d'Afrique du Nord 1963.
- Guernier : "Encyclopédie coloniale et maritime" (sous la direction d'Eugène Guernier) Paris Ed. de l'Empire français 1948.
- Houtsma (M. Th.) "Encyclopédie de l'Islam" (M.Th. Houtsma, R. Basset, T.W. Arnold et R. Hartmann (tome I) Paris Alphonse Picard et fils 1913. Sur Djemal-al-Din "Afghani" pages 1037 et suivantes.
- Lenasurier (J.) : "Compte-rendu de l'ouvrage de J. Robert : "La monarchie marocaine" Revue du droit public 1963. p. 1088 et s.
- Lewis (B) : "Encyclopedie de l'Islam" (nouvelle édition) Etablie avec le concours des principaux orientalistes. par B. Lewis, Ch. Pollat et J. Schacht. (tome II) Editions G.P. Maisonneuve et Larose S.A. Paris 1962. Sur Djamel al-Din Afghani voir pages 427 et s. livraison 29.
- Maillot (Dominique) : "La politique marocaine de Non-dépendance" Revue juridique et politique d'outre mer n°1 1963.
- Marais (Octave) : "La classe dirigeante du Maroc" Revue française de science politique 1964 pages 709-737
- Marchat (Henry) : "Le conflit frontalier algéro-marocain" Revue juridique et politique d'outre-mer n° 1 1964.
- Muracciolo (Luc) : "La constitution marocaine" Revue juridique et politique d'outre-mer 1963.
- Pelloux (Robert) : "Compte-rendu du livre de Debbasch : "La République tunisienne" Revue du droit public 1963 p.1082.

VIII.

- Poulsson (Erik T.) : "Le procès du complot au Maroc" Bulletin de la commission internationale des juristes. Mars 1964 (rapport de M. Erik T. Poulsson)
- Robert (J.) "Le problème constitutionnel au Maroc" Revue du droit public n° 5 1961
- Robert (J.) : "Les élections législatives du 17 mai" Revue juridique et politique n° 1 1963.
- Theis (Jean) "Les institutions publiques du Maroc indépendant" Revue du droit public 1961.
- Theis (J.) "Le contentieux administratif au Maroc" Revue du droit public 1958.
- Theis (J.) "Le statut communal marocain" Revue du droit public 1960 n° 5.

9. De nombreux articles parus dans les journaux sur les événements politiques du Maroc /

a. - Le Figaro : voir notamment les numéros : 12.6.64 et 12.5.64.

b. - Le Monde :

collection 1962 : voir notamment les articles :

- de Lacouture (Jean) : 3.3.62 - 28.5.62 - 29.5.62 - 17.10.62

- de Gravier (Louis) : 26.11.62 - 18.12.62.

- de Duverger (Maurice) : 30.11.62.

- de Robert (J.) : 24.11.62.

collection 1963 : voir notamment les articles :

- de Lacouture (J.) : 5.1.63 - 19.7.63.

- de Duverger (M.) : 12.10.63

collection 1964 : voir notamment les numéros :
1.2.64 - 9.1.64 - 13.2.64 - 4.3.64 - 9.3.64 - 21.5.64
21.8.64 - 30.6.64...

c. Le Droit Marocain : voir notamment le numéro 6.11.64.

d. Collection des lois organiques parue dans le Bulletin officiel 1963. Rabat imprimerie officielle.

- "Juris-classeur marocain" Fondateur : J. Labie. Editions techniques S.A. président-Directeur Général : René Charrin Paris (les collections de 1918 jusqu'à nos jours 1963.)

